

VICTOR SEGESVARY

LE RÉALISME KHROUCHTCHÉVIEN

La politique soviétique
à l'égard du nationalisme arabe, 1953-1960

2. éd. révisée

Mikes International

La Haye, la Hollande

2005

Kiadó

'Stichting MIKES INTERNATIONAL' alapítvány, Hága, Hollandia.

Számlaszám: Postbank rek.nr. 7528240

Cégbejegyzés: Stichtingenregister: S 41158447 Kamer van Koophandel en Fabrieken Den Haag

Terjesztés

A könyv a következő Internet-címről tölthető le: http://www.federatio.org/mikes_bibl.html

Aki az email-levelezési listánkon kíván szerepelni, a következő címen iratkozhat fel:

mikes_int-subscribe@yahoogroups.com

A kiadó nem rendelkezik anyagi forrásokkal. Többek áldozatos munkájából és adományából tartja fenn magát. Adományokat szívesen fogadunk.

Cím

A szerkesztőség, illetve a kiadó elérhető a következő címeken:

Email: mikes_int@federatio.org

Levelezési cím: P.O. Box 10249, 2501 HE, Den Haag, Hollandia

Publisher

Foundation 'Stichting MIKES INTERNATIONAL', established in The Hague, Holland.

Account: Postbank rek.nr. 7528240

Registered: Stichtingenregister: S 41158447 Kamer van Koophandel en Fabrieken Den Haag

Distribution

The book can be downloaded from the following Internet-address: http://www.federatio.org/mikes_bibl.html

If you wish to subscribe to the email mailing list, you can do it by sending an email to the following address:

mikes_int-subscribe@yahoogroups.com

The publisher has no financial sources. It is supported by many in the form of voluntary work and gifts. We kindly appreciate your gifts.

Address

The Editors and the Publisher can be contacted at the following addresses:

Email: mikes_int@federatio.org

Postal address: P.O. Box 10249, 2501 HE, Den Haag, Holland

ISSN 1570-0070

ISBN 90-8501-032-2

NUR 754

© Mikes International 2001-2005, Victor Segesvary 1968-2005, All Rights Reserved

First published in Switzerland by
Éditions de la Baconnière (Neuchâtel)
in the series

“Histoire et société d’aujourd’hui”

Reprinted by permission. All rights reserved.

A mű eredeti francia nyelvű kiadása Svájcban a
neuchâтели La Baconnière nevű kiadónál jelent meg,
a “Korunk története és társadalma”
nevű sorozatban.

Engedélyezett újrakiadás. Minden jog fenntartva.

PUBLISHER'S PREFACE

Today we publish the Ph.D. dissertation of Victor Segesvary in political science that was prepared at the University of Geneva's Graduate School for International Studies.

Present volume was first published in Switzerland by the well-known publisher, Editions de la Baconnière de Neuchâtel. We publish electronically this volume with their permission.

Other works of Victor Segesvary published by Mikes International:

- ♣ DIALOGUE OF CIVILIZATIONS – An Introduction to Civilizational Analysis
- ♣ CIVILIZÁCIÓK DIALÓGUSA – Bevezetés a civilizációk tanulmányozásába (Hungarian version of 'Dialogue of Civilizations')
- ♣ INTER-CIVILIZATIONAL RELATIONS AND THE DESTINY OF THE WEST – Dialogue or Confrontation?
- ♣ EXISTENCE AND TRANSCENDENCE – An Anti-Faustian Essay in Philosophical Anthropology
- ♣ WORLD STATE, NATION STATES, OR NON-CENTRALIZED INSTITUTIONS – A Vision of the Future in Politics
- ♣ FROM ILLUSION TO DELUSION – Globalization and the Contradictions of Late Modernity
- ♣ HISTORY OF THE FEDERATIVE IDEA FOR CENTRAL-EASTERN-EUROPE FROM THE LATE 18TH CENTURY UNTIL 1945 (in Hungarian)
- ♣ L'ISLAM ET LA REFORME - Etude sur l'attitude des réformateurs zurichoises envers l'Islam 1510-1550 (*ISLAM AND REFORMATION - A Study Concerning the Zurich Reformers' Attitude towards Islam 1510-1550*)
- ♣ *AZ ISZLÁM ÉS A REFORMÁCIÓ* - Tanulmány a zürichi reformátorok Iszlámmal szembeni magatartásáról 1510-1550 (Hungarian version of 'L'Islam et la Réforme')

The Hague (Holland), April 6, 2005

MIKES INTERNATIONAL



UNIVERSITÉ DE GENÈVE
INSTITUT UNIVERSITAIRE DE HAUTES ÉTUDES INTERNATIONALES

LE RÉALISME KHROUCHTCHÉVIEN

*La politique soviétique
à l'égard du nationalisme arabe, 1953-1960*

THÈSE

PRÉSENTÉE A L'UNIVERSITÉ DE GENÈVE
POUR L'OBTENTION DU GRADE DE DOCTEUR ÈS SCIENCES POLITIQUES

PAR
VICTOR SEGESVARY
HONGRIE

THÈSE N° 177

EN VENTE:
ÉDITIONS DE LA BACONNIÈRE, NEUCHÂTEL
1968

Depuis la Deuxième Guerre mondiale, le Proche-Orient est au centre des préoccupations politiques et humaines des hommes d'Etat et des peuples par les conflits qui y réapparaissent périodiquement et par les souffrances humaines qui en résultent. La « guerre de six jours » a une nouvelle fois jeté une lumière cruelle sur la situation régnant dans cette partie du monde et a attiré l'attention de l'opinion publique mondiale sur le rôle joué par les grandes puissances dans les crises proche-orientales.

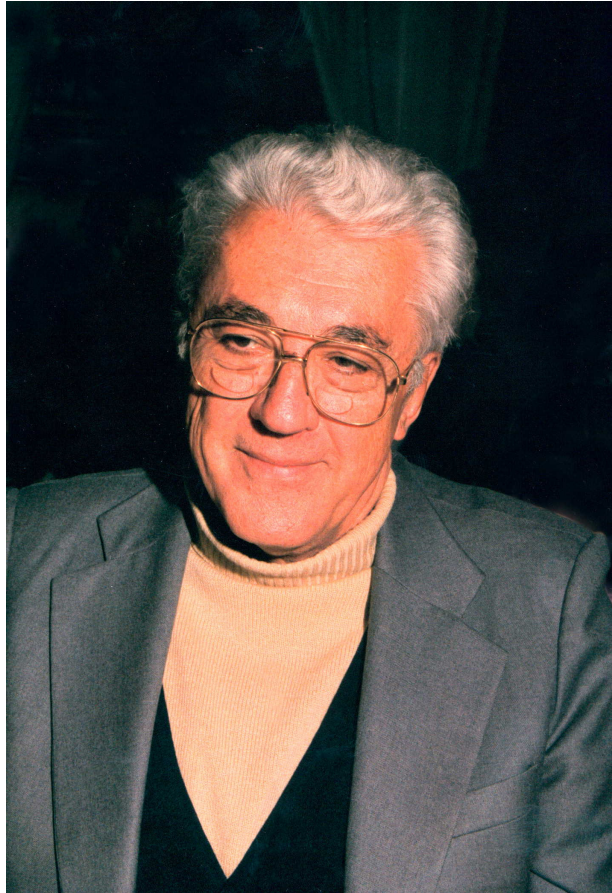
La présente étude de la politique soviétique à l'égard des pays arabes du Proche-Orient révèle les circonstances dans lesquelles l'Union Soviétique a fait son entrée sur la scène proche-orientale pendant les premières années de l'ère poststalinienne. Cette entrée retentissante est d'autant plus importante qu'elle constitue le prélude et la première phase de toute la politique soviétique envers le Tiers-Monde émancipé.

L'auteur brosse un tableau complet de l'action soviétique sous ses divers aspects — politique, économique, idéologique et propagandistique — et démontre que la diplomatie soviétique est, en effet, une diplomatie totale qui emploie à la fois tous les moyens appropriés pour atteindre les buts qu'elle s'est fixés.

L'analyse de la politique au Proche-Orient entre 1953 et 1960 indique clairement l'identification de l'URSS, pour ce qui est des objectifs de l'action soviétique, avec le nationalisme arabe qui représente la force émotionnelle et politique la plus puissante de la région, identification qui devait naturellement promouvoir les véritables buts de la diplomatie soviétique : l'effacement de l'emprise des anciennes puissances coloniales ainsi que l'affirmation de l'intérêt fondamental et la présence permanente de l'Union Soviétique dans cette région. Toutefois, cette identification a, en même temps, largement contribué au renforcement du mouvement authentiquement nationaliste du monde arabe. Au cours de la lecture de ce livre, il devient évident que les intérêts et objectifs primordiaux de l'URSS et du nationalisme arabe ne sont, par eux-mêmes, pas identiques et que l'alliance entre les deux ne peut être que temporaire.

Sur le plan idéologique, l'auteur évoque le dilemme auquel devaient faire face les dirigeants du Kremlin au cours de leur premier rapprochement des pays qui ont récemment acquis leur indépendance ; dilemme engendré par le divorce entre la révolution nationale et la révolution sociale. De même, il retrace l'évolution qui s'est manifestée dans la pensée soviétique vers une synthèse de ces deux mouvements et expose le résultat de cette évolution, la doctrine de la démocratie nationale.

Cette étude est basée sur de vastes recherches menées en Europe et au Proche-Orient, sur le dépouillement de toute la documentation soviétique — y compris les quotidiens et les périodiques — relative aux questions traitées ainsi que sur des interviews personnelles effectuées dans les pays arabes concernés. Ainsi, cet ouvrage représente une contribution sérieuse à la connaissance des problèmes proche-orientaux de notre temps.



Victor Segesvary

TABLE DES MATIÈRES

<i>Publisher's Preface</i>	III
<i>Summary in English</i>	X
INTRODUCTION	I
1. LES FACTEURS DE CHANGEMENT	1
a) <i>L'évolution polycentrique</i>	1
b) <i>La puissance militaire de l'URSS</i>	2
c) <i>L'émancipation du Tiers-Monde</i>	3
2. LES LEÇONS D'APRÈS-GUERRE	5
a) <i>Le concept du Proche-Orient</i>	5
b) <i>Négociations avec Hitler</i>	6
c) <i>Les tentatives de 1945/1946</i>	7
d) <i>Les signes précurseurs d'une nouvelle politique</i>	8
 PREMIÈRE PARTIE	
LA NOUVELLE APPROCHE POLITIQUE	11
CHAPITRE I^{er}	
<i>Les objectifs d'ordre général</i>	12
1. PRÉSENCE AFFIRMÉE ET NEUTRALISATION	12
2. LE MAINTIEN DU STATU QUO	13
CHAPITRE II	
<i>L'empêchement des pactes défensifs et des alliances, ou l'appui au neutralisme politique</i>	16
1. UN PRÉLUDE : LE PROJET DE MIDDLE EAST COMMAND	16
2. LA GRANDE CONFRONTATION : LE PACTE DE BAGDAD	18
a) <i>L'opposition soviétique à la création du Pacte</i>	18
b) <i>L'offensive décisive de 1955</i>	22
L'entrée « à découvert »	23
Les arguments invoqués : « nouvelle forme du colonialisme »	24
Les arguments invoqués : la division du monde arabe	26
Les arguments invoqués : la solidarité islamique	27
Epilogue	27
CHAPITRE III	
<i>Soutien inconditionnel et ouvert au nationalisme arabe</i>	28
1. LA QUESTION DE L'ARMEMENT	28
L'Égypte	29
La Syrie	31
L'Arabie Saoudite	32
Le Liban	32
Le Yémen	32
L'Irak	33

2. LES CRISES ARABO-OCIDENTALES ET L'URSS	33
a) <i>La controverse égypto-britannique sur le Soudan.....</i>	34
b) <i>Les « escarmouches » en Arabie méridionale</i>	35
c) <i>Le seul conflit armé : Suez.....</i>	39
La nationalisation du Canal	39
L'affaire devant les Nations Unies et l'attaque tripartite	45
L'action diplomatique parallèle de l'URSS	48
d) <i>La crise syrienne de 1957.....</i>	50
L'évolution intérieure de la Syrie	50
La doctrine Eisenhower	53
La réplique soviétique.....	54
La riposte arabe.....	58
L'internationalisation de la crise	59
La réaction nationaliste arabe	61
e) <i>La guerre civile au Liban en 1958.....</i>	63
L'évolution politique au Liban en 1957-1958.....	64
La position soviétique.....	66
Les Soviétiques et les Nations Unies	68
Epilogue	71
 DEUXIÈME PARTIE	
LA NOUVELLE APPROCHE ÉCONOMIQUE.....	72
 CHAPITRE IV	
<i>Le contexte général : les Soviétiques et les pays nouvellement indépendants</i>	73
Le caractère capitaliste de l'approche soviétique.....	75
Le modèle offert par les Soviétiques.....	76
Rentabilité politique aux dépens de la rentabilité économique	77
 CHAPITRE V	
<i>La nouvelle approche et le Proche-Orient.....</i>	78
1. BRÈVE DESCRIPTION GÉNÉRALE DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE DES PAYS ARABES	
DU PROCHE-ORIENT	78
2. LES DÉBUTS DE LA NOUVELLE APPROCHE, 1954-1955.....	79
3. LES RELATIONS COMMERCIALES SOVIÉTO-ARABES.....	81
Le volume des échanges	82
La structure des échanges	83
Le bilatéralisme.....	87
Les points de friction	89
 CHAPITRE VI	
<i>L'assistance financière soviétique.....</i>	92
1. LA POLITIQUE DE CRÉDIT DES SOVIÉTIQUES EN GÉNÉRAL.....	92
2. L'ASSISTANCE À DES PAYS INDIVIDUELS	95
La République Arabe Unie	95
La Syrie.....	100
L'Irak	102
Le Yémen.....	102
Le Liban et le Soudan	103

TROISIÈME PARTIE

LA NOUVELLE APPROCHE IDÉOLOGIQUE..... 104

CHAPITRE VII

Nationalisme et bourgeoisie nationale 105

1. LES SOVIÉTIQUES ET LE NATIONALISME ARABE 105

a) *Les problèmes posés par l'idéologie naissante du Tiers-Monde* 105

b) *La notion soviétique du nationalisme et de l'unité arabes*..... 106

c) *L'option fondamentale* 108

2. LES SOVIÉTIQUES ET LA BOURGEOISIE NATIONALE..... 111

a) *La période léniniste* 111

b) *La période stalinienne* 113

c) *Le maoïsme* 115

d) *La conception post-stalinienne* 116

e) *Définition et critères de la bourgeoisie nationale* 117

3. LA POSITION DES PARTIS COMMUNISTES PROCHE-ORIENTAUX..... 119

CHAPITRE VIII

La doctrine de la démocratie nationale 123

a) *La démocratie*..... 124

b) *La bourgeoisie nationale* 125

c) *La voie non capitaliste du développement* 126

QUATRIÈME PARTIE

LES POINTS NÉVRALGIQUES DE LA POLITIQUE SOVIÉTIQUE AU PROCHE-ORIENT 129

CHAPITRE IX

L'unification et ses dangers 130

1. L'UNITÉ ARABE..... 130

a) *La position des communistes syriens après la création de la République Arabe Unie* 131

b) *La position des Soviétiques après la création de la République Arabe Unie* 134

c) *La grande crise* 135

2. L'URSS ET LES PARTIS COMMUNISTES LOCAUX 138

a) *Distinction entre politique soviétique et action des partis communistes locaux* 138

b) *L'attitude arabe et la distinction entre l'URSS et les partis communistes locaux*..... 141

CHAPITRE X

Le conflit arabo-israélien 143

1. LES SOVIÉTIQUES ET ISRAËL APRÈS LA SECONDE GUERRE MONDIALE 143

2. L'ÉPOQUE POST-STALINIENNE 145

a) *Les manifestations pro-arabes*..... 145

Prises de position officielles 145

Appui soviétique en faveur de la cause arabe au sein des Nations Unies 147

b) *La recherche d'un désengagement du conflit* 149

c) *Les critiques arabes au sujet de l'attitude soviétique* 151

BIBLIOGRAPHIE..... 153

INDEX 173

Note sur l'Auteur 177

*A Genève, cité de refuge,
avec ma reconnaissance*

SUMMARY IN ENGLISH

The Realism of Khrushchev

Soviet Foreign Policy versus Arab Nationalism, 1953 – 1960

[THIS STUDY WAS THE AUTHOR'S DOCTORAL DISSERTATION IN POLITICAL SCIENCE
AT THE GRADUATE SCHOOL FOR INTERNATIONAL STUDIES, GENEVA, SWITZERLAND]

The study deals with the epoch-making change in Soviet foreign policy after the death of Staline, initiated by Khrushchev between 1953 and 1960. This new approach in Soviet policy towards States which already obtained independence from the colonial powers (including those which were not colonies but were so-called protectorates before), in the first place the Arab States of the Middle East, was an essential part of the worldwide movement of de-colonization. Therefore, its conclusions point to future Soviet policy initiatives in respect of the Third World – designating the rest of the world falling outside the orbit of Western civilization's two hostile camps, the capitalist and anti-totalitarian, on the one hand, and the socialist-communist blocks, on the other.

It is also evident from the lecture of the book that the Soviet Union, as any other great power in any period of history, pushed aside, whenever necessary, its ideological convictions and the defense of the parties related to it as banner-holders of the world revolution, in order to safeguard and promote her own interests as a State and aspiring world power. This was like an earthquake after the long reign of Staline who, as his attitude towards the Iranian bourgeois-nationalist reformer Mossadeq in 1953 proved it, rejected such an approach to emerging nation-states whose independence was menaced by the former 'imperialist' powers. In one word: *the new approach meant giving priority to the objectives of the national revolt in former colonies or protectorates over the realization of the aims of the social revolution, the radical changes to be achieved in society.*

What were the most important elements which influenced Soviet policymakers in their decisions? One can mention here, briefly, three:

– The polycentric evolution on the international plane which followed from the Soviet military role at the end of the Second World War, on the one hand, and the polycentric evolution in the orbit of the Communist world (mainly illustrated by China's rising to eminence), on the other.

– The enormous military power of the USSR which was a new phenomenon in the international system, and,

– The gradual emancipation of Asian and African countries hitherto colonized by the West.

1. THE NEW APPROACH OF SOVIET POLICY IN THE THIRD WORLD

The new approach towards nationalist movements in the Third World was overtly adopted at the 20th Congress of the Russian Communist Party, following the success of the Egyptian revolution in 1952, the Bandung Conference declaring the principle of peaceful coexistence in April 1955, and Egyptian President Gamal Abdel Nasser's radical attitude when he nationalized the Suez Canal. In fact, the Supreme Soviet

ratified in February 1955 already the *Pancha Shila*, the five principles on which peaceful coexistence was to be based – mutual respect of each State's territorial integrity; non-aggression; non-intervention in the affairs of other States; acknowledgment of the equal status of different States on the international plane, and their outcome: the peaceful coexistence of States – spelled out in the 1954 Treaty between China and India.

E. Zhukov, member of the Soviet Academy of Sciences, formulated the ideological justification of the new approach when writing that “this great [nationalist] movement aims at the destruction of imperialist domination and therefore represents, objectively, the forward march of history.” To explain his argumentation, Zhukov naturally referred to the Leninist tradition according to which “it is mandatory for the politically awakened proletarian class of every country to give particular attention to the national sentiment, in particular in countries which suffered from the oppression [by colonial powers].”¹

If Third World nationalism was accepted with, however, some reservations, civilizational differences, and the consequences engendered by them, were subject of a serious debate. Soviet adherence to the bloc of the Bandung group of States raised naturally the question whether she belongs to Occident or Orient (the latter designating all non-Western countries)? In fact, Soviet representatives never admitted that such a question could even be considered. According to Bagramov, one of the specialists in this matter, “Occident and Orient are geographical concepts and do not contribute at all to an understanding world civilization and the history of social development.”² In his writings, Bagramov nevertheless reveals the Soviet point of view that Occident and Orient are for the Soviets political concepts, ephemeral because disappearing after the worldwide triumph of the working class and of Communism. In addition, it is also evident from reading Soviet authors that they are defending the cause of African and Asian States from the outside, that is, as Europeans as much as the French or English. Several writers, like the already mentioned E. Zhukov, vehemently criticizes the point of view of many Orientals who are convinced that their cultures are superior to the Western on the spiritual plane, especially protagonists of the theses of non-violence, although they recognize the moral superiority of the Orient as compared to the morals of the imperialist Occident.

In respect of Third World nationalisms, the major preoccupation of the Soviets was that their representatives claimed to possess an independent and autonomous ideology, satisfying the just aspirations of their people, as the prophecy of Stalin concerning the role of the October revolution in bridging the divide between a socialist Occident and an Orient subdued by the colonialists, did never become a reality.

The Soviet Union therefore established a temporary, though strategic, alliance with some States in Africa and Asia, but could not handle and dissipate the contradictions between human beings belonging to different civilizational worlds. This antagonism of the theses of Marxism-Leninism, on the one hand, and political realities on the other, became already evident during the year 1959 in Iraq in the conflict between Arab nationalists and Iraqi communists.

This explains why Soviet politicians and writers never spoke of Arab nationalism, but of the national liberation movement of Arab peoples. In the same vein, “Arab unity” has for the Soviets also a different, but very precise meaning of the one attributed to it by the Arabs, namely the unity of the Arabs in the merciless fight against the colonialists and imperialists. Consequently, Arab nationalism as such does not possess, in their eyes, a proper value; its historical function is nothing else but the preparation of the triumph of the Socialist revolution and the joining by the Arab countries the bloc of Communist states. This means, then, that Arab nationalism and aspirations towards unity can only be accepted if they serve the interests of the Soviet State in the immediate future, and the objectives of world revolution in the long term.

Even in this perspective, however, it became inevitable to take a stance towards the national bourgeoisie of the Arab and other African and Asian countries, because in the neutralist political orientation of these countries this bourgeoisie played the leading role. The propagation of a social revolution, even of some socialist reforms, could only hinder the fight against the colonialists as the bourgeoisie could have been afraid by such efforts and make a deal with the bourgeoisie of the colonial powers. The Soviet dilemma of the epoch after Stalin's death was therefore whether to give preference to the national liberation movements or to the activities of the local Communist parties and other political groups on the extreme left

¹ ZHUKOV, E. The Bandung Conference of African and Asian Countries and Its Historic Significance. *International Affairs*, Moscow, 1955, N 5, p. 28.

² BAGRAMOV, E. Miff protivopolojnosti Zapada i Vostoka. Moskva, Gospol., 1958. *Mizan Newsletter*, 1960, N 6, p. 9 (all translations from the Russian original were made by the author).

which, inevitably, were promoting the socialist revolution against the bourgeoisie of their respective countries? *In face of this fundamental choice Khrushchev realistically chose to support the national liberation movement in order to gradually weaken the Western powers' grasp on Middle Eastern Arab States. Real interests are more important than ideological principles. This is what I call in the study under review the fundamental option of Soviet policy during the Khrushchev years.*

It must be added that the decision was not an entirely original one. Already Lenin recognized that in the ideology of national liberation movements there is always “a general democratic content,” consequently the communists have to support such movements.³ His views are clearly stated in his “theses on the international revolutionary movement:” He points out in this text that “the revolutionary movement [in the colonies] finds itself in the democratic-bourgeois phase, that is, in the phase of preparation for the establishment of the dictatorship of the proletariat and of launching the societal revolution... The democratic-bourgeois revolution there differs from the revolution in independent countries mainly in that that it is organically linked to the fight for national liberation from imperialist domination. The national element considerably influences the revolutionary process in all colonies, as well as in the semi-colonies, where the people suffer from the slavery maintained by the imperialists though, in some disguised forms, and arouses the masses to revolt against it.”⁴

E. Zhukov, one of the outstanding experts on questions related to newly independent countries, in a tirade against the “dogmatists” and “sectarians” published by Pravda in August 1960 situated the new approach favoring the national liberation struggle instead of societal revolution and, consequently, the acceptance of political regimes dominated by the national bourgeoisie, in the worldwide context of pacific co-existence. He recognized that the socialist transformation cannot be achieved automatically and simultaneously in all countries.⁵

The clearest definition of the national bourgeoisie was given by G.I. Levinson in a debate which took place in Tashkent in 1957: “The national bourgeoisie is a class, of which the interests coincide, during a given period, with the interests of the nation, that is, with the realization of the objectives of economic and social progress in the country. However, it should not be forgotten that the identification of the interests of the national bourgeoisie with those of the nation can never be complete. The class divisions and the contradictions are not eliminated. It is possible to say that normally the national bourgeoisie can only exist in colonies or other dependent countries.”⁶

In order to show the importance of the realist choice made by Khrushchev in regard to Third World nationalism and the role of the national bourgeoisie in the liberation movements, it is necessary briefly to mention one of the greatest mistakes Stalin made before his death in 1953. This was his decision not to support the Mossadeq government in Iran against Western efforts aiming to eliminate it – with success. It is well known today that Stalin at the end of his life adopted more and more ideologically conservative policies. He decided, as became evident in the Mossadeq case, that the capitalist classes, that is, the national bourgeoisie in developing countries cannot be reliable allies in the fight against imperialism. This bourgeoisie is a virtual traitor whatever its role may be in the nationalist movement. Only the working class can lead the struggle for national liberation under the leadership of the Communist parties. Mossadeq personified, in the eyes of Stalin, this type of questionable nationalism, and he decided not to support him in the face of Western attacks. Soviet policies at this time, as well as the policies of the Communist party of Iran, the

³ LENIN, V. I. *Sotchinenija*, Moskva, Gos-izd-vo polit. lit-ry, 1941, vol. 20, p. 384

⁴ *The Communist International, 1919-1943; documents*. Selected and edited by Jane Degras. London, Royal Institute for International Affairs, 1956, p. 537. The subtitle of the section is: *Thesis on the Revolutionary Movements in the Colonies*. Mao Tsé-Toung as well divided the Chinese revolution in two distinct phases: “The nature of the Chinese society being colonial, semi-colonial, semi-feudal, it is evident that the revolution has to have two phases. The first is constituted by the transformation of this colonial, semi-colonial, semi-feudal society into an independent and democratic society; the second is constituted by the revolutionary development towards the construction of a socialist society.” MAO TSÉ-TOUNG, *La nouvelle démocratie*. Paris, Editions Sociales, 1951, p. 47.

⁵ ZHOUKOV, E. Znamjenatel'nyj faktor nasego vremeni. *Pravda*, 26 August 1960.

⁶ Diskoussija ab ekonomitcheskikh i politicheskikh pozitzija natzional'noj-bourjouazii v strana Vostoka. *Sovjetskoje vostokovedenje*, 1957, No.1, p.176.

Tudeh, indicate that Stalin's intention was to discredit the bourgeois nationalism of Mossadeq and his government in the eyes of the West and of his own people."⁷ The divorce between an authentic nationalistic orientation of Soviet policy and the communist movements in Middle Eastern Arab countries became, at least temporarily, complete.

2. THE DOCTRINE OF "NATIONAL DEMOCRACY"

The realistic approach initiated by Khrushchev finally took the form of the so-called "doctrine of national democracy." I explained in the study under review the essence of the "doctrine of national democracy" as follows: "Thus, the concept of national democracy has to satisfy two requirements of Soviet policy. First, it was designated to reduce the distance between Moscow's foreign policy [the new approach] and the position of local communist parties. Second, and simultaneously to this reconciliation of divergent interests, it had to preserve the position and interests of the Soviet Union as a great power. In other words, once independence achieved and the problems of development and the future of the liberated countries have to be considered, Soviet policy will again need the Communist forces in these countries in order to be able to influence, from the inside, the evolution of the Third World. This will have to happen without jeopardizing the State to State relations between the Soviet Union and the newly independent countries. In this perspective, national democracy, which was expected to be the instrument for the realization of these objectives, is a concretization of pacific co-existence as much in the external as in the internal domains."⁸

The democratic regime is the most fundamental characteristic of this type of State, and its description does not differ in anything from the one given, in general of European parliamentary democracies. Its main function is to secure the vital freedom of action for the local Communist parties and extreme left movements, but in addition it has also an important intermediary function as the momentary framework of national unity. In the words of Khrushchev himself, the national democratic state "serves the interests not only of one class but of the widest strata of the population," with a view to entirely realize "the tasks of the anti-imperialist revolution and of national liberation."⁹

The doctrine of national democracy, finally, consisted as well in the adoption of the *non-capitalist way of development*, an indispensable corollary of the democratic regime in the eyes of Soviet politicians and writers. This particular term implied:

- First, the complete economic independence, that is, the liquidation of the strongholds of foreign capital and of all foreign economic assistance (except, of course, the assistance given by the Communist bloc); in the language of the Soviets economic independence equals the adoption of the non-capitalist way of development.
- Second, some structural reforms of the economy oriented towards socialism.
- Third, an ever-increasing role of the State in the country's economic life.¹⁰

⁷ DALLIN, D. J. *Soviet Foreign Policy after Stalin*, p. 206. See also: WHEELER, Geoffrey, *Russia and the Middle East. Political Quarterly*, 4 June 1957, pp. 132-133.

⁸ SEGESVARY, Victor. *Le réalisme khrouchtchévien; la politique soviétique □ l'égard du nationalisme arabe, 1953-1960*. Neuchâtel, Ed. de la Baconnière, 1968, p. 153.

⁹ KHRUSHCHEV, N. S. *Le programme*, pp. 126-127.

¹⁰ "The creation of an industrial State sector is the most efficient way to secure economic independence... The constant increase of the State sector in a national democracy, its becoming a decisive element in the country's economic future, may prepare the material basis for the gradual adoption of the non-capitalist way of development." PONOMAREV, B. O *gosudarstve natsional'noj demokratzii. Kommunist*, May 1961, p. 44.

One has to be conscious of the great difference between the non-capitalist way of development and what one called frequently then “socialism of a national type.” The nuance is of importance. These particular socialisms were vehemently criticized by the Soviets because reflecting petty bourgeois illusions and not having recognized the inevitability of war between classes. It was pointed out that this kind of socialisms is not identical with the Marxist-Leninist conception of socialism, and is frequently in contradiction with the latter.

3. THE IMPLEMENTATION OF THE NEW SOVIET APPROACH IN THE MIDDLE EAST

a) Prevention of the Creation of Defensive Pacts or Alliances

In strictly strategic terms, the changing Soviet policy framework aimed principally at

(i) Affirming the presence of the USSR in the Middle Eastern region, (ii) Accelerating the process of adoption of a neutral stance by the Arab States between the evolving two power blocs; and (iii) Maintaining the *status quo*, that is, the colonial parceling out of territories between these States.

These general objectives meant in practice: the preservation of peace in the region through negotiations with the participation of the Soviet Union; the non-intervention in the internal affairs of the Arab States and respecting their sovereignty and independence; the abandonment of any effort trying to imply Middle Eastern countries in military blocs in which the great powers are participating; the liquidation of foreign military bases and the retreat of all foreign military forces from the territories of the countries concerned, and, finally, the promotion of economic development in the region without imposing on the States which request assistance, any political or military conditions.

The realization of these objectives made it mandatory to Soviet politicians *to prevent or to hinder the creation of any military blocs and alliances through the promotion of political neutralism among the States constitutive of the region*. The first step in this direction was the successful action to impede the Middle East Command to become efficient and to attract a great number of States as members. But the great confrontation between the Soviets and the Western powers came with the creation of the Baghdad Pact which the USSR opposed with all the means at its disposal. From the end of the Korean War in 1953, the Soviet Union tried to influence the events in the Middle Eastern region in order to avoid the creation of a military alliance of Western powers and regional States.

The Baghdad Pact covered a vast territory from the southern frontiers of the Soviet Union at the Black Sea to the highest peaks of the world, the Pamir, but its creation offered to the USSR an excellent opportunity to implement its new policy in the Middle East, because the apparent success of the Western initiative contained already the elements of future crises and tensions between the Arab world and the West. In fact, only the former allies of the United States and of European countries adhered to it, extremely weak from political, economic and social point of views and surviving only with the West's material assistance and political support. From among the Arab countries only Iraq joined it, whose regime was attacked and rejected by the nationalists. As a consequence, Iraq's joining of a regional defensive pact created at the proposal of the former colonial powers or their allies, provoked a unanimous condemnation of the Arab States – with the exception of Lebanon – and the division of the Arab world into two blocs became reality. Furthermore, this division gave a new inspiration and a new strength to the regional unification efforts encompassing all Arab countries and fought for by all nationalists, – an opportunity for the new Soviet policy which it exploited to the utmost. A triple argumentation was put forward by the Soviets: first, they argued that the Baghdad Pact is a new form of colonialism; second, that it divides the Arab States instead of uniting them, and, third, that it is entirely contrary to the principle of Islamic solidarity.

Militarily, the USSR having become a nuclear power, it did not have to be afraid of an “encircling,” an eternal obsession of Soviet leaders in the past, and the emphasis was rather put on the establishment of foreign military bases possessing nuclear armament near the southern frontiers of the USSR. The Baghdad Pact's role was only that it gave the legal justification to the setting up or continued maintaining of these bases.

b) Unconditional and Overt Support to Arab Nationalism

The Soviet's support to Arab nationalism is dealt with under two headings:

(i) Delivery of arms and other military equipment; and (ii) Diplomatic intervention in conflicts between Arab States and Western powers and, at these occasions, extensive propaganda campaigns at international level, though mainly concentrated in the region, in favor of independentist and nationalist policies.

(i) Deliveries of arms and military equipment

The arms delivery to neutralist Arab States, like Egypt and Syria, started in 1955 when Czechoslovakia, on behalf of the Soviet Union (as it happened many times later), delivered to Egypt some armament. This delivery was, in effect, the very first manifestation of Gamal Abdel Nasser's policies of non-alignment and positive neutralism as defined at the Bandung Conference. This was an undeniable challenge in the face of the West and a resolute rejection of the Western mentality and politics which did not want to acknowledge, after the emancipation of formerly colonized or "protected" countries, that not only the regional political scene but the entire configuration in world politics fundamentally changed. The States which acquired sovereignty wanted to establish their own armies, to affirm their own personality and to satisfy the exigencies of their national pride. In addition, they were eager to compensate psychologically for the humiliations suffered in the past. The Lebanese daily, *Le Matins*, concluded in a few words: "Of all the stirring caused by the acquisition of arms, the most important phenomenon is the entry of the USSR in the Middle Eastern political game."

The bilateral accord concerning the delivery of Czech arms to Egypt was never published, nor exact information and figures about their types and value. However, some observers estimate the total value of this arms purchase by an Arab country in the autumn of 1955,¹¹ at between 80 to 150 million US dollars, and it was also known that they had to be paid for by cotton of which the quantity was determined in advance. The conclusion was nevertheless justified, in the eyes of the observers of the Middle Eastern political scene, that this was not a commercial affair for the Soviets, but a gesture towards Arab nationalism.

The study contains some more detailed information about arms sales to Egypt and Syria, and brief indications for Saudi Arabia, the Lebanon, Yemen, and Iraq following the 14 July 1958 nationalist revolution which abolished the Hashemite Kingdom with the assassination of the king and of his prime minister, Nouri Said.

(ii) Intervention in Conflicts between Arab States and Western Powers

It is not possible to review here in detail the intervention of the USSR in all the political crises juxtaposing Arab countries to Western powers, in which the Soviet Union intervened vigorously and thereby affirmed her presence in this vital region of the world. The various crises which took place during the period under review were:

- The controversy between Egypt and Great Britain in respect of Sudan;
- The skirmishes in the southern part of the Arabian Peninsula;
- The only armed conflict: Suez
- The Syrian crises in 1957 during which President Eisenhower declared his "doctrine," and

¹¹ The *Middle Eastern Journal* gave in its issue of Winter 1955, p. 65, different estimates of the total value of Czech arms delivery; in addition, the *Washington Star* published some figures on 11 May and 2 September 1956, as well as the official publication, *Foreign Assistance Activities of the Communist Bloc and their implications for the United States*, Washington Government Printing office, 1957, p. 92. Walter Laqueur indicated the amount of 300 millions to 350 millions dollars in his article published by the *Problems of Communism*, 1957, N 4, p. 22, whereas the February 1957 issue of *Middle Eastern Affairs*, p. 77, put the value of the transaction in autumn 1955 at 100 million to 250 million US dollars.

– The Lebanese Civil War in 1958.

I shall deal here, only briefly, with the armed conflict of Suez, the Eisenhower Doctrine declared during the Syrian crisis in 1957 and the Lebanese Civil War in 1958.

The Eisenhower Doctrine. It was proclaimed in January 1957, at the occasion of the political crisis in Syria, requesting the Congress of the United States some special authorizations with a view to confront the Soviet advance in the Middle East. This doctrine spelled out the following objectives:

– Cooperation with, and assistance to, any Middle Eastern State enhancing its economic development and safeguarding its national independence;

– Military cooperation, including assistance, with any Middle Eastern State requesting help;

– In the framework of military cooperation, the possibility of using American forces in order to censure and protect its territorial integrity and political independence, whenever a nation requests help against an armed aggression from a State under control of international Communism;

– Elimination of restrictions on the use of funds which were included in the Mutual Security Pact of 1954, in order to be accessible for the realization of the above objectives; and, finally.

– Additional funding, up to 200 million dollars, for the years 1958 and 1959 at the disposal of the President, for eventual needs in the Middle East.

In fact, the Eisenhower doctrine made official the concept of a “vacuum” in the Middle East by pointing out that, following the process of de-colonization, there is a lack of leading powers in the area. It goes without saying that no country, no people with national pride could accept such an insult; therefore, the Arab States resolutely opposed it. This, of course, offered a new opening to Soviet policy to attack the imperialists’ meddling in the affairs of the region.

The nationalization of the Suez Canal. Egypt nationalized all possessing of the Companies Maritime Universally due Canal de Suez on 26 July 1956, intending, by this gesture, to take the leadership in the Arab world. It was most important for President Nasser that he could count on the support of the Soviet bloc and, thus, declare his independence in his relationship with Occident, at a time when the Western powers were more and more recalcitrant to grant her the requested military and financial assistance. The Egyptian and Western positions concerning this act of sovereignty were completely contradictory. For the first, the concessions granted by Egypt to the Companies and the Convention of Constantinople were two entirely different things, and Egypt had its sovereign right to nationalize the Companies, however, maintaining, in accordance with the Convention, free shipping on the Canal. For the second, the Suez Canal and the Companies which is in charge of its management, possess an international status guaranteed by the Convention of Constantinople, therefore, the nationalization was an illegal act unacceptable to the so-called international community.

The first Soviet declaration in respect of the Suez crisis came from Khrushchev personally: “We consider that nothing illegal happened. What is the subject of discord? The Suez Canal. Where is it? In Egypt. On whose territory does it pass through? On Egyptian territory. By whose hands was the Canal constructed? By the hands of the Arabs who live in Egypt. However, it does not belong to Egypt... However, today we live in an age in which relations established by conquest and occupation are not anymore considered to be sufficient reasons to maintain people in subjugation.”¹² There were many diplomatic notes exchanged between the USSR, on the one hand, and the Western powers and Turkey, on the other hand, and Chepilov, the Soviet minister of foreign affairs, participated in the two London Conferences which preceded the tripartite attack of Egypt by Israel, France and Great Britain. In the Soviet diplomatic and propaganda offensive the Middle Eastern Communist parties, first of all the Syrian Communist party, played an important role.

The Security Council of the United Nations took up the matter already at the end of September, but, as negotiations did not produce any results, Israel’s, France’ and Great Britain’s tripartite attack was launched against Egypt, officially to maintain the freedom of navigation on the Canal. The moment for the attack was well chosen because at the same time took place the Hungarian Revolution against Soviet domination, the

¹² *Izvestia*, 1st of August, pp. 1-2. Khrushchev repeated almost word by word President Nasser’s declaration in Alexandria: “The Suez Canal is located on Egypt’s territory and is Egypt’s possession.” *Survey*, 1956-1958, p. 5.

greatest shock ever experienced by the Communist world, and it could be thought that the Soviet Union will be just to occupied to repress the revolt occurring in its empire, instead of dealing with the Suez crisis. However, the Soviets remained as active as before in their support of the Arab cause, and condemned the attack, together with the United States, on 30 October as gravely discrediting the international organization's efforts. Nevertheless, the diplomatic action outside the UN and the propaganda campaign aiming at the public opinion of Arab countries never ceased.

The Lebanese Civil War. The Lebanese Civil War of 1958 was in the making since the September 1952 elections, when the radical Christian leader, Camille Chamoun, who confessed a strongly nationalist stance, was elected president of the republic. From 1956, the Lebanese government adopted a pro-Western foreign policy, contrarily to previous governments that attempted to maintain equilibrium between the two power blocks. In the July 1957 elections, the opposition, consisting mainly of Muslim parties, which preferred absolute neutrality taking into account the evolving interarab relationships dominated by the idea of a United Arab Republic (created by Egypt and Syria at the beginning of 1958), suffered an unexpected and heavy defeat. The civil war between the two opposing sides broke out in May 1958 as, according to reliable sources, there was interference into the country's internal affairs by Egypt and Syria. The Lebanese Government requested the intervention of the United Nations during the same month, and also asked the United States to send their troops into Lebanon to protect the country's independence against foreign interference. The American forces consequently landed there on 15 of July, but left the country already on 20 October 1958. The arrival of American soldiers in Lebanon was accompanied by the landing of British troops in Jordan that also sent itself menaced.

Again, this event, inspired by hostilities between local political forces, offered the Soviet Union a new avenue for intense diplomatic action and propaganda campaigns. The opportunity was too tempting not to intervene as protector of Arab interests and of the region's States against the colonial powers of Occident. The opposing camps fought against each other in the Security Council and in the General Assembly of the United Nations, and provoked the revelation of an entirely new attitude of the Americans: the United States was no longer opposed to Arab nationalism as such, if it affirmed itself in the UN and other international fora. The UN was, once again, incapable to find a solution to the crisis which was finally resolved by the peaceful evolution of the Lebanese domestic situation. The United States announced that it will contribute a substantial aid package to the development of the country, and this showed that they are not only supporting the regime of Camille Chamoun, but signaled their interests in Lebanon's internal stability as well.

4. THE NEW ECONOMIC APPROACH AS COROLLARY OF THE NEW POLICY

The new economic approach of the USSR towards the Arab States had a clearly capitalistic character, though the role assigned to it was to enhance the success of the new policies favoring the establishment of national democracies. The principle adopted in setting up a new type of economic relationships was to "achieve maximum political advantage with minimum economic investment." It is, of course, very difficult to evaluate whether the increase in both ways of foreign trade represents a value in this regard, or whether the growing percentage of the Soviet Union in the total imports or exports of a country is a contributing factor to her political influence – only, naturally, if this percentage is above a certain threshold.

The three main principles of the new Soviet economic policy towards nationalist and neutral regimes were the following:

- (i) It is disinterested – without taking into account the long term perspectives;
- (ii) It is very advantageous for the partners – low interest rates; payment to be made during a long period, generally 12 or 15 years, in the principal products of the country concerned; and, finally, economic advantages offered have to be framed in development plans;
- (iii) It has to have a political effect, that is, economic cooperation with the Soviet Union has to enhance the international esteem enjoyed by the partner State.

In accordance with the model prescribed by the Marxist-Leninist doctrine, industrialization is the main element in economic development because only it can serve the reconstruction of national economies devastated by colonial exploitation. In addition, industrialization also meant nationalization of all means of

production, including agriculture that is expected to be mechanized as rapidly as possible. As a corollary, industrialization guaranteed the rapid increase of the working class which would then assume a growing role in the society. All this was also covered by the designation mentioned above, the non-capitalist way of development and had to be realized in the course of democratic-bourgeois reforms. As a result, Soviet economic policy aimed always at promoting economic relationships in the framework of development plans, giving priority to political profitability instead of economic profitability.

The study analyzes Soviet-Arab trade during the period under review in value terms, from the point of view of structural changes in commercial transactions, the framework of bilateralism with its advantages and disadvantages for the Arab partners, and, finally, the main points of eventual contestations.

The last problem to be dealt with from the point of view of Soviet economic policies is the financial assistance granted to various Arab countries. A detailed analysis is given of the conditions on which credit could be obtained from the USSR, especially the interests paid and the time span generally prescribed for reimbursement. A particular feature of Soviet financial assistance was, because of the political undertones, that the Soviets did not interfere with the elaboration and execution of the projects they financed, except in cases when the credits granted covered financing of technical assistance through their own experts and personnel. A country by country enumeration of financial assistance given to Arab recipients closes the chapter on the new economic approach, indicating some special cases which were extensively reported in the world press, like the construction of the Aswan High Dam in Egypt.

5. THE SORE POINTS OF THE NEW SOVIET POLICY IN THE MIDDLE EAST

The new Soviet foreign policy towards Arab nationalism, though enormously successful, had its sore points as well. In the political, economic and social conditions that prevailed in the Middle Eastern region at the time, the Soviet policy makers were mainly preoccupied by three intractable problems. These were:

- Arab unity as reality and not as an ideal, a theoretical construct;
- The Arab-Israeli conflict, and
- The reconciliation of the regional interests of the USSR as a great power and of the Communist parties in some Arab countries.

We dealt already to some extent with the first and the third of these problems in the preceding pages, therefore I shall elaborate here more in detail only Soviet attitude concerning the Arab-Israeli conflict.

The Soviet attitude was, in fact, very hesitant and undecided in respect of this conflict during all the years following the Second World War, with a slight inclination towards promoting the Arab position. In theory, the conflict for them was nothing else but a result of Western imperialist policies, that is, artificially created by the British before and when they left Palestine, and then aggravated by the Zionist bourgeoisie¹³. V. B. Loutskij summarized well the Soviet opinion in a lecture he gave in August 1946 in Moscow where he categorically declared that “the Palestine is an Arab country,” immediately qualifying his judgment that Arabs and Jews could live in peace and friendship on the same land because “the fundamental interests of the Jewish population are not at all contradictory to the interests of the Arab masses.”¹⁴

The Soviet attitude changed radically, in comparison to the former statements, during the debate about Palestine in the General Assembly of the United Nations in 1948. The speeches of Andrei Gromyko, Minister of Foreign Affairs of the USSR, clearly show that his country supports unconditionally the Jewish claim to create an Israeli State in Palestine. His words reflect a true, human compassion and he concluded that “the legitimate interests of Jews and Arabs in Palestine cannot be protected without the establishment of a democratic Jewish-Arab State, independent, reflecting a double character, but homogenous. This State

¹³ K. IVANOV et Z. CHEJNYS, *The State of Israel, its Situation and its Policies*. Moscow, 1958. Quoted in: *Mizan Newsletter*, N° 11, November 1959.

¹⁴ United Nations, General Assembly. 1st session. *Official Documents*, Vol. 2, 121st session, 14 May 1947, pp. 131-134. The reference is evidently to the Palestinian communists who were in favor of such a solution.

has to be founded in the respect of the equal rights of the Jewish and Arab populations, which would lead to a cooperation of the two peoples in the service of their mutual interests and at the benefit of both. It is known that protagonists of such a solution exist even in Palestine.”¹⁵ He also suggests that if, but only if, such a solution could not be realized, then two independent States should be created, a Jewish State and an Arab State.¹⁶

Thus, the USSR not only agreed to the partition of Palestine as proposed by a commission in which Western nations had the majority, but suggested this solution herself. Gromyko, refuting accusations that such a decision was against the Arabs, by affirming that the decision was in conformity with the Charter of the United Nations and that it is the only one which meets the interests of both ethnic groups. In addition, the Soviet Minister of Foreign Affairs emphasized that it is a historic decision because it satisfies the legitimate claims of the Jews.

When the Israeli State was proclaimed in 1948, the Soviet Union recognized it *de facto* as well as *de jure* even before the United States, and immediately exchanged diplomatic representatives with the new State. It supported the young State during the months of fight between the Jewish and Arab armies from May 1948 until February 1949, and supplying it with arms, through Czechoslovakia as intermediary, and assisting it in its economic development with considerable deliveries of oil.¹⁷

It is almost certain that the attitude of the USSR towards Israel was influenced by the fact – one should not forget that at this time Stalin was still alive – that there was in Palestine a Jewish Communist party, though numerically not strong but entirely following Moscow’s ideological orientation, which could be useful in the framework of an orthodox Marxist approach to promote the Soviet Union’s internationalist policies in the Middle East. In this perspective, an independent State of Israel could have been useful against the growing nationalist movement in Arab countries especially that its Communist party was a European-type of organization which could rapidly acquired a great influence in an increasingly industrialized society and, from this base, extend its activities to the whole of the region. This hypothesis may be correct and its effect clearly was that the pro-Israeli stand of the USSR had a disastrous effect on the situation of the Communist parties in the Arab world.

The new Soviet policy towards Arab nationalism initiated during the years 1954-1955, coinciding with the arguments of the Arab States, designated Israel as the obedient tool of imperialism, and thus gave an ideological justification of the policy change decided in the post-Stalin era. The *volte-face* of the Soviets went so far that, despite their known support for the partition of Palestine, Khrushchev pretended that the Western powers were responsible for the creation of the Jewish State as they wanted to have an outpost in the middle of Arab populations, which could be a bulwark against the latter’s’ ever increasing nationalist claims. The 1956 Suez crisis constituted the apogee of the rapprochement between the USSR and the Arab nations and, simultaneously, the lowest point ever reached in the relations between the Soviet Union and Israel.

However, as of spring 1957, the Soviet-Israeli relations improved and were slowly normalized. The Soviet ambassador in Tel-Aviv, Abramov, recalled during the Suez crisis, returned to his post and negotiated with the Israeli authorities the resumption of oil deliveries. This attitude showed that the Soviet leadership never really wanted to be part of the insoluble conflict between two peoples claiming their right to live on the same land.

Khrushchev’s policy in favor of Arab nationalism starter in 1954 was expected to erase the effects of the policies followed during the Stalin era, especially the Soviet attitude in 1947 when the State of Israel was created. However, as it was mentioned above, Soviet policy remained always hesitant between the two parties of the Palestinian conflict: on the one hand, a pro-Arab stand in bilateral relations and at international fora, conveyed to the Arab populations and international public opinion by an intense propaganda campaign;

¹⁵ *Ibid.*

¹⁶ BERNARD, L., The Middle East Reaction to Soviet Pressures. *ME Journal*, Spring 1956, pp. 125-126.

¹⁷ *Ibid.*

on the other hand, a quiet support of Israel, without any publicity, in particular by deliveries of oil and of industrial products necessary for its development. This stance of non-engagement was clearly evidenced by the declaration of the Soviet Government in April 1956 as well as during the visit of Khrushchev and Bulganin in Great Britain during the same year. This declaration spells out the Soviet view that "one has to find a solution to the question of Palestine *on a mutually acceptable basis*, taking into account the justified national interests of both parties."¹⁸

¹⁸ *Pravda*, 18 April 1956.

INTRODUCTION

1. LES FACTEURS DE CHANGEMENT

Le dynamisme de la politique étrangère soviétique au Proche-Orient et dans tout le Tiers-Monde, est incontestablement un des faits les plus marquants des relations internationales contemporaines. Il est d'autant plus frappant que pendant presque deux décennies (1928-1945) l'URSS fut absente des pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, exception faite des tentatives avortées à la fin de la Deuxième Guerre mondiale en Iran et en Turquie, et des exigences concernant la Libye et la Somalie formulées par Molotov devant les grandes puissances à l'occasion de l'attribution des anciens territoires italiens.

Trois facteurs nouveaux influencent profondément la politique soviétique étrangère des deux dernières décennies. Leur effet se manifeste graduellement et si des changements s'annonçaient déjà pendant les dernières années de Staline, la nouvelle orientation n'est évidente que depuis 1955. Ces trois facteurs sont les suivants : a) l'évolution interne du bloc communiste ; b) la modification de l'équilibre des forces stratégiques ; c) l'avènement du Tiers-Monde sur la scène mondiale en tant que force politique indépendante.

a) L'évolution polycentrique

Lénine et ses successeurs ont reconnu que le triomphe de la révolution en Occident devait être réalisé par l'union des forces qui luttent contre l'impérialisme pour la liberté des colonies et des pays dépendants : « la question nationale est un aspect du problème général de la révolution prolétarienne, un aspect du problème de la dictature du prolétariat ¹ ». Toutefois, dans l'optique stalinienne, les intérêts de l'édification du socialisme dans un seul pays ont prévalu sur les intérêts de la révolution mondiale, c'est-à-dire qu'il y a eu une identification des deux. Dès les premières années de l'établissement de l'Etat socialiste, le problème de sa sécurité stratégique, de son développement économique et de son renforcement politique a conditionné toute l'orientation de ses dirigeants. L'Internationale communiste fonctionne apparemment d'une manière indépendante, mais effectivement, elle est un organe de l'Etat soviétique. Les mouvements communistes nationaux, les partis communistes des démocraties parlementaires ne peuvent justifier leur raison d'être que par les services qu'ils rendent au seul pays socialiste.

Ils sont donc totalement subordonnés à la direction de celui-ci. Aucune indépendance n'est tolérée ; même les oppositions nationales dirigées contre les puissances capitalistes et colonisatrices ne sont admises que sous le contrôle direct de l'URSS. Mais dans le cas d'un conflit d'intérêts, l'URSS n'a pas forcément soutenu, comme on s'y attendait, certains mouvements communistes nationaux ou les partis communistes engagés dans une lutte contre d'autres formations politiques.

A la fin de la Deuxième Guerre mondiale, l'Union Soviétique apparaît comme une puissance de premier ordre, et fait preuve à la fois d'un patriotisme intransigeant et d'une volonté tenace de mener à bien son développement économique. En s'affirmant ainsi elle a pu faire valoir ses exigences et obtenir la domination — par la force, *de facto* et parla reconnaissance tacite des autres puissances, *de jure* — sur toute une partie de l'Europe. Ce succès lui assure une ceinture stratégique importante à l'ère pré-nucléaire, et lui permet en même temps de créer un empire : le bloc socialiste, « camp de la paix et de la démocratie ». Par la suite ce camp s'est agrandi ; quelques pays asiatiques nouvellement indépendants s'y sont joints et, en 1949, instaurant un régime communiste, la Chine s'est liée au bloc.

¹ STALINE, J. V., *Voprosy leninizma*. Moskva, Gos. izd.-vo polit, lit-ry, 1926, p. 102.

Outre cet élargissement géographique et l'accroissement imprévu de l'influence du bloc communiste, des développements intérieurs inattendus se sont manifestés. L'Union Soviétique commence à perdre son autorité traditionnelle et, non sans de nombreux retours en arrière, une évolution menant vers un polycentrisme du mouvement communiste mondial s'amorce. Lorsqu'il apparut que l'Union Soviétique ne pouvait plus prétendre édifier seule le socialisme, que d'autres interprétations du marxisme-léninisme conformes aux conditions d'autres pays socialistes se firent sentir, et surtout lorsque l'interprète infailible de la doctrine eut disparu, le monolithisme idéologique et politique du bloc devait se désintégrer. Dans une optique marxiste conséquente, cette évolution ne peut apparaître que normale, répondant aux conditions objectives.

Au 20^e Congrès déjà, le Parti communiste russe admet qu'il existe plusieurs formules de transition vers le socialisme, transition réalisable par d'autres voies que celle de la révolution russe ; c'est là une innovation capitale. Une résolution du 22^e Congrès a confirmé cette déclaration : « Toute l'évolution sociale et la croissance irrésistible du socialisme par l'adhésion des forces les plus diverses confirment que les conclusions du 22^e Congrès — concernant les différentes formes de transition vers le socialisme adoptées suivant les pays — ont été correctes ... Les modalités de la réalisation de la révolution socialiste dépendront toujours de la corrélation existant entre les forces des classes dans les différents pays, le degré d'organisation et de maturité de la classe ouvrière et de son avant-garde, et l'intensité de la résistance des classes dominantes. La dictature du prolétariat peut prendre n'importe quelle forme, mais cette transition d'une démocratie bourgeoise à une démocratie authentique, c'est-à-dire démocratie des ouvriers, sera toujours un progrès ² ».

Il existe donc une diversité de tendances, une diversité de voies possibles menant à la réalisation du socialisme, une diversité de points de vue entre les Etats socialistes. Il en résulte que la base commune de la politique étrangère d'un empire monolithique disparaît. Ainsi, la phase polycentriste de l'évolution interne du bloc se caractérise par la contradiction qui surgit entre les intérêts nationaux de différents Etats — en premier lieu l'Union Soviétique et la Chine — et par la différence entre leurs intérêts et les intérêts des groupes communistes nationaux luttant encore contre les Etats « bourgeois » pour le pouvoir.

Ainsi, la politique étrangère soviétique a traversé trois phases successives :

1. L'époque léniniste : une politique étrangère orientée vers la victoire de la révolution mondiale.
2. L'époque stalinienne : une politique étrangère correspondant aux seuls intérêts du seul pays indépendant socialiste, fondée sur l'identification des intérêts de cet Etat et de ceux de la révolution socialiste mondiale.
3. L'époque khrouchtchéviennne : une politique étrangère motivée par des considérations qui découlent du statut de grande puissance, et s'éloigne du fondement doctrinal qui se trouve modifié sous l'apparence d'un retour aux sources léninistes. La victoire de la révolution mondiale revêt une forme eschatologique, et les mouvements nationaux — s'ils ont une assise populaire assez forte — retrouvent une certaine indépendance.

b) La puissance militaire de l'URSS

Avec ses alliés, l'Union Soviétique est sortie victorieuse de la Deuxième Guerre mondiale. Ce fait mis à part, sa future politique de grande puissance sera influencée par le développement de ses forces stratégiques et, surtout, par l'acquisition d'armes nucléaires.

Dès les premières années d'existence de l'URSS, ses dirigeants ont été hantés par ce qu'ils appelaient « l'encerclement capitaliste ». Assurer la sécurité du jeune Etat a été la préoccupation primordiale de Staline, d'autant plus qu'il était indispensable d'obtenir un sursis pour la consolidation du régime et pour la reconstruction de son économie et de son système social sur une base socialiste. Ce sentiment d'insécurité

² Rezoljoutzija XXII sjezda KPSS po otchemou tzentral'nogo Komiteta KPSS. Materialy XXII sjezda KPSS. Moskva, Gospolitizdat, 1961, pp. 300-301.

conditionnant toute la politique étrangère soviétique d'antan, a disparu depuis l'avènement de l'URSS sur la scène mondiale comme puissance nucléaire.

A elle seule, la formation du camp socialiste agit comme un facteur de redressement moral et psychologique sur les Soviétiques. Quoique les satellites n'aient, du point de vue militaire, qu'une valeur douteuse, leur existence, signe de l'expansion du communisme international, a rehaussé le facteur moral.

Dans son discours prononcé au 21^e Congrès du Parti communiste russe, Khrouchtchev résume ainsi ce changement fondamental dans la politique soviétique à l'ère poststalinienne : « Après avoir édifié le socialisme, notre pays resta pendant longtemps le seul pays socialiste au monde et se trouva encerclé par un capitalisme hostile. Il ne pouvait pas se sentir à l'abri des interventions militaires et du danger de la restauration du capitalisme ... Les puissances capitalistes qui ont encerclé alors la patrie du socialisme ont joui d'une supériorité économique et militaire écrasante. A présent la situation mondiale a radicalement changé. Il n'y a plus d'encercllement capitaliste de notre pays. Il y a deux systèmes sociaux mondiaux — le capitalisme suranné et le socialisme qui est en pleine force ... Etant donné le rapport des forces réelles dans le monde d'aujourd'hui nous sommes capables de repousser n'importe quelle attaque venant de n'importe quel ennemi. Il n'y a pas, de nos jours, de force dans le monde qui soit capable de restaurer le capitalisme dans notre pays ou de vaincre le camp socialiste. Il n'y a plus de danger de restauration du capitalisme en URSS³ ».

Le fait de s'être délivrée de cette peur, d'avoir pris conscience de sa force réelle, a permis à l'URSS de poursuivre désormais une politique d'expansion, une politique de plus grande envergure qu'à l'époque stalinienne. Le développement de ses moyens stratégiques l'a élevée au rang de « super » grande puissance dans la communauté des Etats et sa politique extérieure devait être adaptée à cette nouvelle situation.

c) L'émancipation du Tiers-Monde

Le réveil et l'émancipation du Tiers-Monde constituent l'un des phénomènes les plus importants de notre temps. A l'heure actuelle, on considère la bipolarisation du monde, le conflit Est-Ouest, comme étant superposés à tous les autres problèmes mondiaux. Ce conflit constitue la tension fondamentale dans les relations interétatiques. Mais l'avènement du Tiers-Monde sur la scène internationale nous oriente vers une nouvelle évolution ; à l'horizon, un nouveau conflit se prépare, celui des civilisations.

Le succès soviétique dans le monde décolonisé hante les puissances occidentales depuis le début de l'ère poststalinienne. Il se présente comme le résultat de l'existence même de l'URSS et de la situation bipolarisée d'après-guerre. Le processus de décolonisation a commencé immédiatement après la Grande Guerre — certains signes l'avaient déjà préfiguré pendant les combats — et a pris toute son ampleur au début de la dernière décennie. Que les pays colonisés et dépendants se soient libérés et aient obtenu leur indépendance n'est pas un fait qui doive surprendre ; le développement économique, politique et social du monde moderne y a contribué. L'un des facteurs les plus importants qui a concouru à favoriser cette émancipation est certainement la formation, au sein même de la civilisation occidentale, d'un pôle de développement opposé. L'apparition d'une nouvelle puissance européenne appuyant, dans son propre intérêt, l'émancipation complète du Tiers-Monde, a bouleversé l'équilibre de jadis entre nations dominantes et dominées. Son idéologie a eu d'autant plus d'effet qu'elle a bénéficié d'une diffusion extrêmement large, grâce au développement de moyens de propagande encore jamais imaginés⁴.

³ KHROUCHTCHEV, N. S. O kontrol'nyh tzifrah razvitija narodnogo hozjajstva SSSR na 1959-1965 godou. *Pravda*, 28 janvier 1959.

⁴ L'Union Soviétique issue d'un des courants politique et idéologique de l'Occident moderne, n'est pas le premier Etat qui se dresse contre les vieilles puissances d'Europe au nom de la libération des peuples opprimés, — les Etats-Unis d'Amérique l'ont précédée de plus d'un siècle, — mais le contexte de la naissance de ces deux pays a été très différent. Le développement de l'Etat des Soviets a coïncidé avec le développement des techniques modernes et en particulier avec le développement miraculeux des moyens d'information.

Les dirigeants soviétiques en sont conscients, même s'ils ne se représentent pas le processus d'émancipation tel qu'il s'est produit : « Dans l'évolution historique est apparu un nouveau facteur, l'immense Union Soviétique, située entre l'Est et l'Ouest, entre la zone de domination coloniale et le centre de l'exploitation financière du monde, l'Union Soviétique qui, par le seul fait de son existence, révolutionne le monde entier », écrivait Staline en 1924⁵. Aujourd'hui le thème a un peu changé et la propagande souligne surtout que le capitalisme occidental et le colonialisme — deux phénomènes parallèles — chancellent sous les coups conjugués du jeune nationalisme des peuples d'Afrique et d'Asie et surtout sous ceux de l'Union Soviétique. On voit donc clairement l'intention de lier étroitement les buts de la politique soviétique à l'actuelle vague du nationalisme afro-asiatique. Pourtant la considération fondamentale reste la même : la Révolution d'octobre qui, la première, a engagé la lutte contre le colonialisme, l'a vaincu. La victoire remportée en Russie a ouvert la voie à la lutte menée à l'heure actuelle par les peuples d'Asie et d'Afrique pour leurs libération⁶.

Cela dit, et en reconnaissant — toutes proportions gardées — le rôle de l'URSS dans l'émancipation du Tiers-Monde, il est nécessaire d'examiner également les conséquences imprévues d'un tel rôle et les modifications qu'il allait imposer à la politique étrangère soviétique. La plupart des difficultés, tâtonnements et brusques volte-face de l'ère poststalinienne s'expliquent par les effets des récentes évolutions des pays d'Asie et d'Afrique — effets qui ont surpris les dirigeants communistes.

Selon la vision stalinienne de l'univers, l'opposition de l'impérialisme à l'anti-impérialisme divise le monde en deux camps tournés vers Washington ou Moscou. Il n'y a pas de troisième voie possible. Le tableau est donc d'un manichéisme parfait dont Jdanov avait, en juin 1947, posé les maximes qui sont restées valables jusqu'en 1953⁷.

L'accès des pays afro-asiatiques à l'indépendance a brisé les cercles de ce manichéisme stalin-jdanovien. Il est alors apparu clairement que cette conception réduisait la politique soviétique à l'impuissance et lui faisait courir le risque de perdre tous les avantages qu'elle avait virtuellement acquis en favorisant le processus d'émancipation. Les dernières années du règne de Staline en ont fourni de multiples preuves. Les nouveaux dirigeants de l'Etat soviétique, et plus particulièrement Khrouchtchev, ont réalisé qu'il fallait apporter certaines modifications à la ligne politique intransigeante de Staline, si l'URSS voulait poursuivre une politique plus active hors de l'Europe et sortir du cadre de la lutte Est-Ouest. Khrouchtchev a reconnu — première correction — l'existence, entre les deux pôles, d'une zone neutre, pacifiste, ni socialiste, ni capitaliste, et il a ainsi rompu avec le dualisme simpliste de l'époque précédente⁸.

Cette thèse a entraîné une deuxième concession sur le plan juridico-politique : Khrouchtchev a déclaré qu'un pays, même capitaliste, peut jouir aussi de la souveraineté nationale et de l'indépendance. Or, jusqu'en 1955, on avait dénié toute indépendance réelle aux pays d'Orient théoriquement souverains⁹.

L'émancipation du Tiers-Monde a apporté encore un changement capital pour les dirigeants moscovites. Elle a fait naître une puissance mondiale communiste qui, sur le plan économique, technique et militaire a beaucoup de retard sur l'Union Soviétique, mais qui est devenue une rivale extrêmement dangereuse. Si l'on se place à l'échelle supérieure du conflit des civilisations, on s'aperçoit que le problème de la Chine populaire au sein du bloc communiste se pose tout naturellement. Outre le rôle qu'elle joue dans un monde polycentrique où elle constitue un pôle d'attraction et de rayonnement de même intensité que l'URSS,

⁵ STALINE, J. V. *Oktjabrskaja revoljoutzija i taktika rousskih kommounistov*. (Predislovije k knige « Na poutjah k Oktjabrjou ».) 1924. *Sotchinenija*, Tom. 6. 1924. Moskva Gos. izd. -vo polit, lit. -ry, 1947, p. 397.

⁶ Article d'E. JOUKOV paru dans le journal *Partiznaja Jizn*, cité par Hélène CARRERE-D'ENCAUSSE dans sa contribution : *The Background of Soviet Policy in the Middle East* ; in : *The Middle Eastern Transition*. Ed. by W. Z. LAQUEUR. London, Routledge-Kegan, 1958, pp. 360-369 ; 388-397.

⁷ Discours de Jdanov à la séance inaugurale du Kominform, le 22 septembre 1947, publié dans la *Pravda* du 22 octobre 1947. Voir en outre : BENNIGSEN, A. Le Front National dans la nouvelle stratégie communiste au Moyen-Orient. *Politique étrangère*, N° 5, 1956, pp. 615-616, et LAURENT, François, L'URSS et le Moyen-Orient. *Orient*, 3^e trim. 1957, pp. 17-18.

⁸ Ottchetnyj doklad tzentral'nogo Komiteta KPSS XX sjezda partii - Doklad Pervogo Sekretarja CK KPSS tovarichtcha N. S. Khrouchtcheva. *Pravda*, 15 février 1956.

⁹ « Les concessions faites aux dominions de l'Inde, du Pakistan et du Ceylan n'ont apporté aucune modification à leur situation réelle ... Ces mesures ne sont qu'une manœuvre de l'impérialisme anglais ... », écrit *Voprosy Ekonomiki* en juillet 1948 ; in : Bennigsen, *loc. cit.*, p. 616.

la Chine populaire offre aux pays nouvellement indépendants d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine une idéologie plus adaptée à leur condition, une politique économique d'une efficacité plus séduisante, une identité d'intérêts et de problèmes frappante et indéniable, en somme, un exemple plus fascinant que l'URSS.

2. LES LEÇONS D'APRES-GUERRE

a) Le concept du Proche-Orient

Il n'est pas possible d'aborder l'étude de la politique soviétique vis-à-vis des pays arabes du Proche-Orient sans définir auparavant le terme. En effet, le « Proche-Orient » n'est pas une conception clairement définie, et dans les divers documents on utilise en lieu et place l'expression « Moyen-Orient ». Il est évident que son contenu doit être précisé, en chaque occasion, en fonction du problème particulier considéré. Le *New York Times* publia, il y a plusieurs années, quatre cartes du Moyen-Orient, établies chacune selon les définitions différentes données respectivement par John Foster Dulles, par le British Foreign Office et par deux dictionnaires encyclopédiques¹⁰. Aucune ne lui attribuait la même étendue.

La conception soviétique du Proche-Orient diffère — naturellement — de celle des diverses puissances occidentales. Elle reflète la position géographique de l'Union Soviétique vis-à-vis de l'Orient¹¹. L'Orient tout d'abord est divisé en un Orient soviétique et un Orient non soviétique (littéralement, l'« Est au-delà des frontières ») ; l'Asie, en Asie occidentale, centrale, orientale et méridionale. L'Asie occidentale, généralement connue comme « Perednaja Azija¹² », comprend le Proche-Orient et le Moyen-Orient. Le Proche-Orient se rapproche de la conception occidentale de la même région, tandis que le Moyen-Orient est formé de l'Iran et de l'Afghanistan. L'« Est » comprend, en général, les pays de l'Asie et de l'Afrique qui ont eu pendant longtemps le statut de colonie ; mais pour les idéologues il existe deux Orients qui ne se trouvent pas au même stade d'évolution : les pays d'Orient où la bourgeoisie n'est plus au pouvoir, et les autres où le capitalisme se maintient et où l'oppression impérialiste sévit encore¹³.

La pratique politique soviétique est de classer les pays selon leur contiguïté avec l'URSS. Cette distinction entre voisins immédiats et pays plus lointains est d'une extrême importance dans la politique soviétique d'après-guerre. Le professeur Dallin, dans ses travaux fort instructifs à cet égard¹⁴, a démontré comment, depuis des siècles, la politique expansionniste russe n'avait visé que les territoires immédiatement voisins tels que l'Ukraine, la Pologne, la Finlande, le Caucase, l'Asie centrale et la Sibérie. Contrairement aux pays occidentaux, la Russie fut — de tous temps — conditionnée par sa continentalité. Pendant que la Grande-Bretagne, la France, l'Espagne, le Portugal et la Hollande acquéraient des territoires lointains et des îles dans toutes les mers et dans tous les océans, la Russie se développait comme une unité territoriale massive.

Les facteurs géographiques qui ont conditionné la croissance de la Russie tsariste sont demeurés d'une importance aussi décisive à l'époque de la Russie soviétique. L'expansion spectaculaire de l'Union Soviétique après la guerre et la formation d'une sphère d'influence, n'a affecté que des territoires contigus au sien. Même durant sa plus brillante période d'expansion, de 1944 à 1948, l'URSS n'a acquis aucune possession outre-mer. Il est à noter que les efforts de Staline pour s'introduire dans une Espagne faible, ont

¹⁰ BADEAU, J. S. Conflict in Priorities : the Middle East, *Foreign Affairs*, Vol. 36, janvier 1958, pp. 232-240.

¹¹ Voir : BOLTON, A. R. C. *Soviet Middle East Studies : An Analysis and Bibliography*. Oxford, 1959, vol. 1-8. Ronéotypé, vol. 1, pp. 1-2.

¹² Le *Dictionnaire linguistique de la Langue russe* de B. M. VOLIN et D. N. USAKOV, définit la région appelée par cette désignation comme la partie de l'Asie qui se trouve entre le golfe Persique et le Méditerranéen, la mer Noire et la mer Caspienne.

¹³ BOLTON, *op. cit.*, p. 2.

¹⁴ DALLIN, D. J. Soviet Policy in the Middle East. *Middle Eastern Affairs* (désormais : *MEAff*), vol. 6, 1955, pp. 337-338, 341.

échoué, tandis qu'il obtenait un énorme succès en Chine, pays adjacent. Ainsi faut-il faire au Proche-Orient une distinction entre voisins immédiats de l'Union Soviétique d'une part — Turquie, Iran, Irak et Afghanistan — et, d'autre part, les pays plus distants.

Dans cette perspective, on comprend les initiatives staliniennes visant la Turquie et l'Iran après 1945, et l'irritation des dirigeants soviétiques à la suite de la mise sur pied de la fameuse alliance irako-turco-pakistanaise, la « ceinture nordique » de Dulles. L'URSS ne peut pas permettre aux pays limitrophes, importants du point de vue de sa sécurité, tels que la Turquie, l'Iran et l'Afghanistan, d'appartenir à des coalitions antisoviétiques, de mener une politique étrangère indépendante, et de méconnaître les exigences de leur puissante voisine.

Il en va autrement du second groupe des pays du Proche-Orient, c'est-à-dire de ceux qui ne sont pas voisins immédiats de l'URSS. La politique soviétique les place devant un autre dilemme. Les pays arabes et Israël doivent choisir entre s'attacher au bloc occidental ou rester neutres. L'URSS soutient les mouvements nationalistes et s'efforce surtout de détacher ces Etats, en règle générale petits, de toute alliance avec l'une ou l'autre des puissances occidentales. Ainsi, les pays les plus éloignés des frontières russes ne sentent-ils pas la menace directe comme les pays limitrophes ; la politique soviétique les traite avec beaucoup d'aménité en employant à leur égard les seuls moyens diplomatiques afin d'influencer leurs gouvernements. Le conflit Est-Ouest domine donc tous les autres intérêts et sert de ligne directrice à la politique soviétique dans cette région.

Notre concept du Proche-Orient englobe les territoires se situant entre le bassin méditerranéen, la mer Noire, l'Iran, le golfe Persique et la mer Rouge, en y ajoutant l'Egypte et le Soudan, quoique ces deux derniers Etats se trouvent sur le continent africain, car leurs innombrables liens historiques, politiques et économiques avec les pays proche-orientaux justifient leur inclusion dans ce concept.

b) Négociations avec Hitler

La volonté de l'URSS de faire valoir ses exigences au Proche-Orient se manifeste déjà pendant la première année de la guerre, précisément au cours des délibérations germano-soviétiques secrètes. En novembre 1940, Molotov arrive à Berlin où Hitler et von Ribbentrop lui proposent une série d'accords et de protocoles. Un des accords secrets délimite « les futures sphères d'intérêt ». Selon cet accord, la sphère de la Russie soviétique s'étendrait dans « la direction du golfe Persique et de la mer Arabe ». En outre, l'Allemagne reconnaît la nécessité d'une révision de la Convention de Montreux dans un sens favorable à l'URSS. Von Ribbentrop indique à la fin des négociations que la sphère d'intérêt soviétique comprendrait les territoires « au sud de Batoum et de Bakou, dans la direction de l'océan Indien », ce qui signifie une extension de la sphère d'influence soviétique. Les propositions allemandes sont discutées à Moscou ; Staline ne les trouve pas assez précises et change les termes du texte établi à Berlin, en disant que la sphère en question s'étendrait « au sud de Batoum et de Bakou, dans la direction générale du golfe Persique ». Elle comprendrait donc l'Irak, l'Iran, une partie de la Turquie et de la Syrie, ainsi que — si possible — le Liban, la Jordanie et l'Arabie Saoudite. Staline demande en outre le droit d'établir des bases militaires « sur le Bosphore et les Dardanelles ¹⁵ ».

On sait quel fut le sort de ces accords. Leur importance vient, toutefois, de ce qu'ils indiquent un revirement de la politique soviétique, tournée à nouveau vers le Proche-Orient après une longue période de désintérêt total. Ils montrent aussi dans quel esprit la politique d'après-guerre sera menée dans cette région. C'est une politique de puissance du type classique que Staline emploiera au cours des années 1945, 1946, 1947, en reprenant à son compte les objectifs les plus traditionnels de l'impérialisme tsariste. Dès 1943, Churchill avait pressenti que l'Union Soviétique ferait sa réapparition dans le monde proche-oriental et il avait réagi, lui aussi, selon les méthodes éprouvées de la politique britannique dans la lutte contre l'expansionnisme russe. Néanmoins, la Grande-Bretagne ne pouvait plus espérer fournir, à elle seule, le contrepoids à la puissance soviétique, et Churchill tenta de mettre les Etats-Unis dans son jeu. Mais le président Roosevelt n'a pas cru à la réalité de la menace russe.

¹⁵ DALLIN, D. J. *Soviet Foreign Policy After Stalin*. Philadelphia, Y. B. Lippincott, 1961, p. 104.

c) Les tentatives de 1945/1946

Le rôle de la Russie à côté de ses alliés pendant la Deuxième Guerre mondiale, et l'occupation de l'Iran, exercée conjointement par la Grande-Bretagne, les Etats-Unis et l'Union Soviétique, ont offert à cette dernière une « introduction respectable ¹⁶ » au Proche-Orient d'où elle a été absente pendant vingt-cinq ans. Rappelons brièvement les faits :

Le 29 janvier 1942, fut signé un traité d'alliance entre l'Angleterre, l'URSS et l'Iran, par lequel l'Iran permettait aux deux autres puissances d'utiliser et de contrôler son territoire en vue des nécessités de la guerre. Les lignes de transport du programme américain d'aide à l'URSS passaient par la partie septentrionale du pays ; en contrepartie de cette concession, les puissances alliées s'engageaient à évacuer leurs troupes au cours des six mois qui suivraient la signature de l'armistice avec l'Allemagne et ses alliés. Une déclaration de la Conférence de Téhéran signée par Roosevelt, Staline et Churchill, reprit et confirma solennellement l'« indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Iran ». La signature de l'armistice avec le Japon, le 2 septembre 1945, inaugura la période de six mois stipulée par le traité de 1942 ; toutes les troupes anglaises, américaines et soviétiques devaient avoir quitté l'Iran en mars 1946. Cependant, les espoirs des nationalistes iraniens furent vite déçus, car le mois de décembre 1945 révèle déjà les intentions de Staline. Une révolution communiste éclate à Tebriz, capitale de l'Azerbaïdjan où, pendant la guerre, les Soviétiques avaient établi un contrôle presque complet en fermant l'accès de la province au gouvernement de Téhéran. La république autonome de l'Azerbaïdjan se déclare indépendante sous la présidence du leader du Parti démocratique de l'Azerbaïdjan, Jafar Prishavari, ainsi que la république de Maharabad ; elles deviennent ainsi toutes deux des satellites de l'URSS. Les troupes soviétiques barrent les routes aux troupes du gouvernement légal iranien, lequel porte l'affaire devant le Conseil de sécurité des Nations Unies (ce fut la première cause portée devant cette instance publique internationale). La ferme attitude des puissances occidentales lors des débats du Conseil de sécurité, la désapprobation de l'opinion publique internationale et l'habileté du nouveau Premier ministre iranien, Ahmed Qavam, réussirent à amener Staline à retirer ses troupes au début de mai 1946. Qavam devait poursuivre durant toute l'année sa voie extrêmement habile, mais semée d'embûches, en donnant diverses assurances à l'URSS, entre autres en accordant un régime autonome à l'Azerbaïdjan, en promettant de former une société d'exploitation pétrolière irano-russe, etc. L'Iran ne tint jamais les assurances et les promesses faites à l'URSS, et l'acte final de la crise eut lieu en octobre 1947 quand le Majlis, le parlement iranien, refusa de ratifier l'accord conclu par le gouvernement concernant la société pétrolière irano-russe.

En mars 1945 également commence la deuxième aventure soviétique de l'après-guerre, lorsque l'Union Soviétique dénonce l'accord de non-agression et de neutralité avec la Turquie. Voyant que ses alliés occidentaux seraient encore occupés par la guerre contre le Japon, l'URSS fit état de ses revendications sur la Turquie. Elle demandait à cette dernière de lui rendre les provinces de Kars et d'Ardahan (rattachées à la Turquie par le traité de Brest-Litovsk), et exigeait une révision des conventions des détroits en sa faveur. Le gouvernement turc repoussa ces exigences. La question fut discutée à la Conférence de Potsdam, où les trois puissances représentées décidèrent que la Convention de Montreux devait être révisée et qu'elles devaient tour à tour consulter la Turquie. En 1945-1946, la Turquie, l'URSS, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne échangèrent des notes — notes qui cristallisèrent les prises de position antérieures, et ne modifièrent en rien la situation. A partir de novembre 1946, on ne parle plus de revendications soviétiques, mais l'évolution des événements a poussé la Turquie à prendre une position antisoviétique intransigeante et l'a obligée à recourir aux puissances occidentales pour sa défense, et à accepter l'offre américaine, formulée par la doctrine Truman.

L'URSS veut aussi sa part des anciennes possessions italiennes en bordure de la Méditerranée. Elle demande, lors de la Conférence des ministres des Affaires étrangères en juillet 1946, un mandat sur l'Erythrée, les territoires nord-africains de la Tripolitaine, de la Libye, et quelques îles du Dodécanèse. Le secrétaire d'Etat américain, Byrnes, s'oppose immédiatement à de telles revendications et propose de considérer séparément les arrangements concernant l'Italie proprement dite — où l'URSS peut faire

¹⁶ WHEELER, George, *Russia and the Middle East. Political Quarterly*, 1957, N° 2, p. 131.

entendre sa voix —, et les arrangements concernant les anciennes colonies de cette puissance vaincue — qui ne regardent que les pays ayant déjà des possessions sur la côte méditerranéenne. Dans les conclusions qu'il tire à cette occasion, Walter Lippmann, le célèbre commentateur américain, exprime la conviction que l'Union Soviétique ne saurait être exclue plus longtemps du bassin méditerranéen, que les Occidentaux n'avaient que provisoirement triomphé et devaient s'attendre à de nouvelles tentatives russes dans le futur — et dans un futur sans doute très proche ¹⁷.

L'échec des tentatives de pénétration en Iran, en Turquie, et dans le bassin méditerranéen, a certainement eu des répercussions au sein des milieux dirigeants à Moscou et probablement aussi parmi les hauts fonctionnaires du Ministère des Affaires étrangères. Certes, tant que Staline était en vie, on ne pouvait espérer des changements importants, mais la nouvelle orientation que prendra la politique soviétique à l'époque poststalinienne se dessinait déjà dans la pensée des hommes de l'avenir. S'il est difficile de retracer l'évolution interne de cette pensée, on peut toutefois affirmer que la brusque apparition d'une nouvelle conception soviétique implique une fermentation préalable des idées.

d) Les signes précurseurs d'une nouvelle politique

L'URSS commence à bénéficier du fait qu'elle a été absente du Proche-Orient entre 1946 et 1950. La propagande soviétique saisit toutes les occasions de mettre l'accent sur le contraste « évident » qui existe entre une politique de non-intervention dans les affaires des peuples indépendants de la région, la leur, et celle des Occidentaux dont les efforts impérialistes incessants tendent à entraîner divers pays dans des blocs de défense suspects. Le danger soviétique devient ainsi pour toutes les populations des Etats non limitrophes de l'URSS, un mythe, ou plutôt un prétexte au moyen duquel les puissances européennes jadis dominantes au Proche-Orient, tentent de maintenir leur influence. Le prestige soviétique en sortira énormément grandi ¹⁸.

Après la mort de Staline, Molotov, devenu ministre des Affaires étrangères du gouvernement Malenkov, s'emploie immédiatement à améliorer les relations soviéto-turques. Il envoie une note à la Turquie le 30 mai 1953, désavouant — dans une démarche sans précédent dans la pratique diplomatique soviétique — le programme d'expansion territoriale de Staline. Par cette note il informe le gouvernement turc que l'URSS a l'intention de tourner définitivement la page sur les inimitiés précédentes entre les deux pays et qu'elle prendra un nouveau départ. Il déclare au nom de la Géorgie et de l'Arménie soviétiques — pour le compte desquelles le programme d'expansion territoriale avait été lancé — qu'elles renoncent à leurs prétentions, et que l'URSS n'a pas la moindre revendication territoriale sur la Turquie. Naturellement Molotov ne peut et ne veut pas céder sur tous les points. Aussi ne souscrit-il pas dans sa note au statu quo dans la mer Noire et dans les Détroits, basé sur la Convention de Montreux, mais il fait allusion, en termes vagues, à un arrangement dont les conditions seraient acceptables tant pour l'URSS que pour la Turquie. En effet, la note soviétique propose à la Turquie un traité bilatéral sur toutes les questions controversées, écartant par cet arrangement les cosignataires de la Convention de Montreux ; c'est, en somme, une alliance antioccidentale. Cette action n'a pas été couronnée de succès. La réponse turque a été froide et réservée. Elle enregistrait avec satisfaction l'annulation des revendications territoriales, mais déclarait que la question des Détroits avait déjà été réglée par la Convention de Montreux ¹⁹.

Cette initiative de Molotov prouve que les demi-mesures ne servent à rien ; un revirement soviétique au Proche-Orient ne pouvait s'accomplir que sur de nouvelles bases. « C'est Staline qui avait corrompu les relations de l'Union Soviétique avec l'Iran et la Turquie », déclare Boulganine au printemps 1955 et il donne l'assurance que l'intention des nouveaux dirigeants soviétiques n'est autre que de « retourner à la politique léniniste du respect fondamental de la souveraineté des autres pays ²⁰ ». A la fin de la même année,

¹⁷ *Le Figaro*, 16 juillet 1946.

¹⁸ LAQUEUR, W. Z. *The Soviet Union and the Middle East*, London, Routledge-Kegan, 1959, pp. 190-191.

¹⁹ DALLIN, *op. cit.* pp. 198-200.

²⁰ KAHIN, George McTurman, *The Asian-African Conference, Bandung, Indonesia, April 1955*. Ithaca (N. Y.), Cornell University Press, 1956, p. 20.

Khrouchtchev s'adressant au Soviet Suprême, reconnaît publiquement les torts de l'URSS envers la Turquie : « Nous ne pouvions pas dire qu'en ce qui concerne la détérioration de nos relations, la faute incombe entièrement à la Turquie ; nous avons fait de notre côté des déclarations peu appropriées qui ont contribué à assombrir ces relations ²¹ ».

Dans cette perspective, il faut aussi considérer comme signes d'apaisement le changement de l'attitude soviétique envers les pays du Proche- et Moyen-Orient autres que la Turquie, plus particulièrement envers ceux qui sont limitrophes à l'URSS. Dès août 1953, les émetteurs soviétiques cessent de diffuser leurs programmes en langue kurde en vue de tranquilliser les gouvernements irakien, iranien et turc ; en décembre 1954, un arrangement met fin à la querelle de frontières entre l'Union Soviétique et l'Iran. L'URSS a fait des ouvertures à l'Inde et à l'Afghanistan. Elle a renoué ou intensifié ses relations diplomatiques avec les pays arabes. Face à Israël, son attitude commence à se durcir ²². Les programmes soviétiques radiodiffusés destinés aux pays du Proche-Orient donnent les premières indications sur la nouvelle approche politique et idéologique. En avril 1951 déjà, le *Jerusalem Post* se préoccupe des changements de positions soviétiques : « Une nouvelle politique soviétique se dessine au Moyen-Orient. Elle consiste à appuyer les Arabes opposés à la politique occidentale ». Il constate, plus loin, qu'il y a « une légère différence de ton entre les allocutions radiodiffusées venant de Moscou et celles qui proviennent des pays satellites. Dans les émissions en provenance de pays satellites, les partis communistes locaux des pays arabes et d'Israël sont présentés comme étant à l'avant-garde du combat populaire. Dans les émissions venant de Moscou au contraire, l'accent est mis bien moins sur l'action des partis communistes locaux que sur le sentiment général anti-impérialiste et sur l'ampleur du mouvement de paix au Moyen-Orient ²³ ». On note donc pour la première fois la mise en place d'une nouvelle tactique de propagande, correspondant au divorce des intérêts soviétiques et communistes : les stations satellites diffusent la propagande idéologique agressive tandis que les émetteurs soviétiques soutiennent et servent les objectifs de la politique de l'Etat soviétique.

Cependant, l'initiative ne vient pas seulement du côté soviétique. Les cercles nationalistes arabes de l'Egypte et de la Syrie s'étaient tournés vers Moscou afin de trouver un contrepois aux puissances coloniales de l'Europe occidentale. Dans certaines prises de position de l'époque, on retrouve les racines du neutralisme arabe d'aujourd'hui. Ainsi, dès 1946, le Wafd égyptien avait préconisé un rapprochement avec l'URSS. Mais alors Moscou avait fait la sourde oreille, malgré les tentatives répétées des Wafdistes. Le journal *al-Misr* avait même proposé en 1950 d'envoyer Abdulrahman Azzam pacha, secrétaire général de la Ligue arabe, à Moscou, pour amorcer un rapprochement arabo-soviétique.

A Damas aussi, certains journaux évoquaient la possibilité d'un rapprochement avec l'URSS afin de faire échec aux projets de défense commune des Anglo-Saxons. Le D^r Dwalibi, homme d'Etat syrien connu et à l'époque membre du cabinet, demanda la conclusion d'un pacte de non-agression avec l'URSS ; de plus, il préconisait dès 1950, l'achat d'armes en Union Soviétique pour faire face à la menace israélienne ²⁴. Même les Frères musulmans, organisation à base religieuse, ont appuyé avec force ces initiatives et réclamé eux aussi la conclusion d'une alliance avec l'URSS puisque les Etats-Unis s'obstinaient à soutenir Israël ²⁵.

Ainsi, la politique de la main tendue menée par le nationalisme arabe a donné une nouvelle impulsion à la politique soviétique au Proche-Orient. Les échecs des tentatives de rapprochement avec les pays limitrophes d'une part, et le succès — dans ces mêmes pays — de l'Occident qui avait réussi à les constituer en une alliance antisoviétique d'autre part, ont amené les dirigeants de Moscou à se ranger définitivement du côté des Arabes.

Cette décision est la plus importante de l'histoire des relations soviéto-proche-orientales de l'époque poststalinienne. La politique soviétique qui s'esquisse à partir de 1955 est la rencontre de deux tendances

²¹ *Pravda*, 30 décembre 1955. Voir aussi la polémique de A. MILLER contre Ahmad Chou-krou ESMER in *Mejdounarodnaja Jizn*, Vol. 2, 1958, p. 103 et sq.

²² *Jerusalem Post*, 18 mai 1951, qui note aussi que la presse et la radio de Moscou commencent à attaquer Israël et le sionisme et célèbrent la lutte commune des peuples arabes et de l'Union Soviétique contre leur ennemi commun, l'impérialisme.

²³ Ibid.

²⁴ 13 avril 1951. Tiré d'un document inédit.

²⁵ *Al Manar*, Damas, 16 juin 1950.

convergentes : la poussée russe vers le sud, et l'orientation arabe vers le nord. Il n'y a rien d'exceptionnel dans ce phénomène, le gouvernement d'un pays étant toujours désireux d'unir ses forces à celles des adversaires de son propre ennemi.

En termes de géopolitique, le rapprochement soviéto-arabe se présente comme le rapprochement de deux puissances unies contre une troisième qui se situe entre les deux. La Russie tsariste fut, de 1890 à 1917, l'alliée de la France contre l'Allemagne, comprise entre les deux. La Pologne obéit à la même loi lorsqu'elle tendit la main à la France afin de constituer une alliance contre le pays d'Hitler. Dans le cas de la Russie soviétique, les Etats arabes dont elle est séparée par la fameuse « ceinture nordique », Turquie, Iran, Irak, sont pour elles des « amis lointains » unis dans l'opposition à un voisin commun qui leur est hostile. L'Egypte, le plus vaste des Etats arabes, est ainsi devenue l'alliée numéro un de l'URSS ; elle a d'ailleurs perdu de son importance lorsque l'un des pays limitrophes de la Russie, l'Irak, s'est montré susceptible de collaboration avec l'URSS.

PREMIERE PARTIE

LA NOUVELLE APPROCHE POLITIQUE

CHAPITRE I^{er}

Les objectifs d'ordre général

1. PRESENCE AFFIRMÉE ET NEUTRALISATION

La nouvelle orientation soviétique au Proche-Orient cadre parfaitement avec la tendance générale de la politique khrouchtchévienne et les conditions de la coexistence pacifique. L'un de ses objectifs principaux est de faire accepter aux puissances occidentales l'URSS comme un partenaire de plein droit dans les règlements proche-orientaux. En même temps, un appui inconditionnel doit être accordé au processus de décolonisation afin de détacher les territoires coloniaux du potentiel militaire, économique et politique de l'Occident.

Au printemps 1956, dans le climat favorable qui suivit la réussite d'une transaction d'armes entre l'Égypte et la Tchécoslovaquie, l'URSS insiste sur la nécessité d'un accord concernant la limitation ou l'interdiction des livraisons d'armes dans cette région, accord devant se faire par l'intermédiaire des organes compétents des Nations Unies, ou « autrement », c'est-à-dire en associant à la Déclaration tripartite les autres grandes puissances intéressées. En un mot : faire de la Déclaration tripartite une déclaration quadripartite, avec la participation de l'Union Soviétique. Cela équivaudrait à la reconnaissance, par les puissances ayant une influence traditionnelle considérable, de l'URSS comme partie à consulter dans les développements politiques et économiques proche-orientaux ¹.

Le désir des Soviétiques de faire accepter et d'affirmer leur présence au Proche-Orient, est devenu évident lors de la visite de Khrouchtchev et de Boulganine en Grande-Bretagne à la même époque. Dans leurs discussions avec le Premier britannique Eden, ils se sont défendus des accusations portées par ce dernier, selon lesquelles l'URSS envenime la situation proche-orientale par des livraisons d'armes aux pays arabes, en citant le Pacte de Bagdad en général, et les armements livrés à ses membres par la Grande-Bretagne et les États-Unis, en particulier. Les deux leaders soviétiques ont indiqué que leur pays serait d'accord de cesser ces envois d'armes au Proche-Orient si les puissances occidentales s'engageaient dans le même sens ; ils se sont prononcés en faveur d'un embargo total sur la livraison d'armements en cette partie du monde, mesure effectuée par le truchement des Nations Unies. Khrouchtchev a exposé très clairement la position de l'URSS, dans sa réponse à une question posée lors de la conférence de presse tenue à l'issue de sa visite londonienne. Cette question était : « Est-ce que l'Union Soviétique va réduire elle-même, ou user de son influence sur les gouvernements amis pour qu'ils réduisent les livraisons d'armes au Moyen-Orient ? ». Khrouchtchev a répondu : « C'est une question très délicate, mais je ne veux pas passer outre. En fait, notre pays ne livre pas d'armes à qui que ce soit. Et nous aimerions que de telles livraisons n'eussent pas lieu, mais elles existent. Je crois que nous aurions tort si nous disions que nous ne vendons pas d'armes à des États qui nous prient instamment de le faire, pour la bonne raison que les livraisons seraient alors effectuées par d'autres pays. S'il était possible de se mettre d'accord, par l'intermédiaire des Nations Unies ou autrement, pour que cela n'ait pas lieu, nous accepterions avec plaisir et serions prêts à participer à une telle entreprise qui amènerait la réalisation des conditions pacifiques dans les régions troublées du monde ² ».

¹ En réponse au communiqué commun du président Eisenhower et du premier ministre Macmillan. *Pravda*, 14 février 1956.

² Cité par Isaac LONDON dans *MEAff* 1956, p. 178. La position des dirigeants soviétiques a causé une grande déception parmi les Arabes. Ils se consolent, toutefois, car l'URSS a continué à leur fournir des armes tant que le Pacte de Bagdad exista. *Arab World*, paraissant à Beyrouth, (désormais : *AW*), 1^{er} mai 1956.

Les organes communistes ou sympathisants proche-orientaux ont, naturellement, suivi cette nouvelle ligne de la politique soviétique. Il suffit d'en citer seulement un exemple : *l'Alef Ba*, journal des réfugiés jordaniens en Syrie, constate dans son éditorial du 29 août 1957, que la Méditerranée est beaucoup plus voisine de l'Union Soviétique que des Etats-Unis et que les mouvements effectués à cette époque par la sixième flotte américaine en raison de la situation intérieure syrienne constituent une grossière provocation pour l'URSS « dont la présence en Méditerranée est absolument justifiée du point de vue géographique ³ ».

L'action de l'équipe khrouchtchévienne a pleinement réussi et à partir de 1955, le monde doit compter avec l'Union Soviétique comme facteur politique à ce carrefour des civilisations qu'est le Proche-Orient. Sa présence reconnue sème la panique dans les milieux occidentaux ⁴. De l'automne 1955 jusqu'en 1958, on a beaucoup exagéré l'étendue et la portée de la pénétration russe en cette partie du monde.

Les pays arabes du Proche-Orient se sont rendus compte de l'intérêt que l'Etat soviétique porte à leur région et la reconnaissance de ce fait est certainement l'un des motifs qui a poussé un grand nombre d'entre eux vers le neutralisme. Ces pays ont compris que, si l'intérêt que représentent les territoires, limitrophes, comme la Turquie et l'Iran, est vital pour l'URSS, ils peuvent, eux aussi, être importants pour sa politique envers le Tiers-Monde. Ceci d'autant plus qu'ils ont été parmi les premiers à accéder à l'indépendance. L'identité des objectifs politiques de l'Union Soviétique et du nationalisme arabe, soit l'éviction totale des puissances occidentales de la région, est devenue évidente et la nouvelle approche khrouchtchévienne s'est surtout fondée sur la reconnaissance de ce fait.

Contrairement aux exagérations occidentales, l'opinion publique des pays concernés a ramené l'importance de l'apparition russe sur la scène proche-orientale à sa juste proportion : « Si l'on s'en tient aux contrats militaires et civils que Moscou et ses satellites viennent de signer avec l'Egypte et la Syrie, écrit le journal libanais *l'Orient*, il est encore trop tôt pour clamer que les Cosaques campent au bord du Nil. Certes les signes de la progression soviétique se multiplient depuis le sensationnel contrat de fourniture d'armes entre Prague et Le Caire annoncé le 27 septembre dernier ». Et le commentateur de conclure sommairement : « Rapide montée d'influence : oui ; raz de marée : non ⁵ ».

2. LE MAINTIEN DU STATU QUO

En plus de cet objectif prioritaire de la politique soviétique qu'est la neutralisation du Proche-Orient, il y en a un autre qui semble être aussi fondamental : c'est le maintien du statu quo, politique et économique, de la part des pays indépendants de cette région. Jusqu'ici l'opinion générale et en particulier celle des auteurs les mieux renseignés ⁶, a été contraire à cela. En confondant la politique soviétique avec l'activité des partis communistes locaux et en se basant sur une vieille croyance, on a affirmé que l'URSS a créé intentionnellement la confusion partout et favorisé la dissolution des entités politiques existantes. Or il est clair que pendant les années 1950 à 1960 l'intérêt de l'Etat soviétique au Proche-Orient ne pouvait être que le maintien des unités politiques établies, car l'issue de n'importe quel bouleversement était imprévisible et incertaine. La division actuelle du Proche-Orient, résultat du morcellement colonial, facilite dans une large mesure le jeu de la diplomatie soviétique entre les entités de tendances différentes et, en même temps, le statu quo assure la stabilité nécessaire en cette période de neutralisation. Les Soviétiques ont tenu compte

³ *AW*, 3 août 1957.

⁴ Un communiqué publié à l'issue des travaux du Conseil ministériel de l'OTAN déclare en 1955 que « les récentes mesures et déclarations de l'Union Soviétique concernant le Moyen-Orient et l'Asie ont créé un nouveau défi au monde libre ». Paris, 16 décembre 1955. *NATO Letter*, 1^{er} janvier 1956, p. 3.

⁵ 13 décembre 1955.

⁶ Ainsi, par exemple, W. Z. LAQUEUR in : *World Today*, 1955, N° 12, pp. 527-528 ; ou Barid ABUETAN dans *MEAff*, vol. 7, 1956, N°s 8-9, p. 270. La différence entre nos opinions découle du fait que ces auteurs ont considéré le statu quo du point de vue de la paix sociale dans les différents pays proche-orientaux, tandis que nous l'envisageons sous l'angle des rapports interétatiques de la région.

du fait que les puissances occidentales conservent encore quelques positions importantes dans la région, et peuvent être contraintes, à la suite de bouleversements retentissants, à l'emploi de la force et à la révision de leur politique jusqu'ici assez maladroite. Par conséquent, la politique soviétique n'est pas favorable à la formation de grandes unités — c'est ce qu'on a vu d'ailleurs au moment de la création de la République Arabe Unie ⁷. En effet, le bouleversement de la configuration politique actuelle n'est pas avantageux non plus pour les partis locaux, car rien ne prouve que dans un grand Etat unifié, ce ne soit pas la tendance nationaliste, c'est-à-dire anticommuniste, qui viendrait au pouvoir. La division de la région en plusieurs Etats leur assurerait au contraire une plus grande liberté d'action et une possibilité de manœuvre entre les diverses entités.

La diplomatie soviétique nous fournit de nombreuses preuves de ses intentions concernant le maintien du statu quo, c'est-à-dire la conservation temporaire du morcellement issu de l'époque coloniale. On trouve des actions sporadiques, comme celle relatée par le journal libanais *Al Nahar*, qui rapporte que le représentant diplomatique russe à Beyrouth donna, le 10 mai 1955, une assurance explicite au gouvernement libanais — en précisant le sens de la déclaration soviétique faite au cours du mois d'avril sur la sécurité au Moyen-Orient — que l'URSS est partisan de la stabilité de la région et soutient le maintien du statu quo parmi les Etats qui la composent ⁸. Mais les démarches de grande envergure menées par le chef de la politique extérieure russe constituent des preuves plus convaincantes. De telles démarches ont eu lieu plus particulièrement au cours de l'année 1957 et ont été lancées par le ministre des Affaires étrangères, Chepilov, limogé quelques mois plus tard à cause de son appartenance au groupe antiparti.

Les propositions concernant une déclaration quadripartite sur le Proche-Orient entre l'URSS, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France, font l'objet de la note du 11 février 1957, adressée par le gouvernement soviétique aux Etats-Unis. Cette note constitue en effet une réplique à la doctrine Eisenhower proclamée un mois auparavant. Mais elle a acquis une importance dont l'intérêt dépasse celui d'une protestation ordinaire, par la proposition d'un véritable accord connu sous le nom de plan Chepilov. Le projet d'une déclaration commune des quatre grandes puissances s'engageant à poursuivre une politique concertée au Proche-Orient, devrait se baser sur six principes, notamment :

1. La préservation de la paix au Proche- et au Moyen-Orient grâce à la solution de toutes les questions controversées par des moyens pacifiques et des négociations.
2. La non-intervention dans les affaires intérieures des pays moyen-orientaux et le respect de leur souveraineté et de leur indépendance.
3. La renonciation à toute tentative pour entraîner ces pays en des blocs militaires dont font partie les grandes puissances.
4. La liquidation des bases étrangères et le retrait des troupes étrangères des territoires des pays du Moyen-Orient.
5. Un refus commun de livrer des armes aux pays du Moyen-Orient.
6. La promotion du développement économique des nations moyen-orientales sans imposer de conditions politiques, militaires ou autres, incompatibles avec la dignité et la souveraineté de ces pays ⁹.

L'affaire de Suez et sa solution inspirèrent certainement le ministre soviétique des Affaires étrangères, car elle a été le premier exemple d'une action sinon concertée, du moins allant dans le même sens, de deux grandes puissances, l'Union Soviétique et les Etats-Unis. Le plan Chepilov a donc jeté sur la scène internationale l'idée d'une coopération possible des grandes puissances au Proche-Orient en vue du maintien de la stabilité.

Le plan Chepilov a survécu à l'élimination de son auteur comme chef de la diplomatie soviétique. Aussi son successeur, Andrei Gromyko, renouvela-t-il la suggestion concernant une déclaration solennelle commune des grandes puissances, s'engageant à ne pas intervenir dans les affaires des Etats du

⁷ Voir la dernière partie sur les points névralgiques de la politique soviétique proche-orientale

⁸ *AW*, 11 mai 1955.

⁹ Note soviétique du 11 février 1957 aux Etats-Unis. *Pravda*, 13 février 1957 ; *Documents on International Affairs*, London, Royal Institute of International Affairs (désormais : *Documents*), 1957, p. 70.

Proche-Orient¹⁰. Ce refrain de la politique soviétique après Suez est d'autant plus significatif qu'il faisait son chemin chez les hommes politiques du Proche-Orient à l'époque effervescente de la préparation de l'union égypto-syrienne. Le représentant de l'Imam d'Oman, par exemple, s'est adressé en août 1957 aux gouvernements des Etats-Unis et de l'Union Soviétique en demandant l'« intervention de ces deux gouvernements pour en finir avec les actes agressifs des forces britanniques contre les forces d'Oman¹¹ ». De même, le ministre des Affaires étrangères libanais, Charles Malik, a déclaré à la fin de 1957 devant le parlement de son pays : « Aucune solution ne paraît être possible au Moyen-Orient tant que la Russie et les Etats-Unis n'arriveront pas à un accord concernant cette région¹² ».

A l'exception des publications d'extrême gauche¹³, les journaux, pour la plus grande partie des quotidiens nationalistes, reprochent à Chepilov et à d'autres diplomates soviétiques, de s'adresser seulement aux trois grandes puissances occidentales, et non aux nations intéressées. Ils reconnaissent que la doctrine Eisenhower se tournait au moins vers les Arabes, l'*Al Hayat* de Beyrouth objecte à la proposition du ministre soviétique des Affaires étrangères qu'à travers le plan Chepilov l'URSS veut serrer la main des Occidentaux par-dessus la tête de Nasser¹⁴.

¹⁰ *Al Goumhourija*, 30 septembre 1957. *AW*, 1^{er} octobre 1957

¹¹ *AW*, 6 août 1957.

¹² *Cairo Press Review*, publié par le Middle Eastern News Agency (désormais : *CPR*) 23 décembre 1957.

¹³ Selon le quotidien syrien, *Al Rai Al Aam* ; « La base du plan soviétique a été entièrement différente de celle de la doctrine Eisenhower. Il a réclamé que personne — ni l'Est, ni l'Ouest — ne se mêle des affaires moyen-orientales. Un tel plan est bien accueilli par tout le monde, car il permet aux intéressés de vivre librement en tant que neutres, sans courir le risque de l'intervention. La doctrine Eisenhower est conçue en vue d'une guerre, la proposition soviétique est fondée sur la paix ». *AW*, 15 février 1957.

¹⁴ *AW*, 18 février 1957. L'*Orient* de Beyrouth compare aussi les propositions de Chepilov avec la doctrine Eisenhower : « Eisenhower s'est adressé aux Etats arabes ainsi qu'aux Soviets. Au contraire, les Soviétiques se sont adressés aux trois grandes puissances occidentales en ignorant les Arabes. Ce que Chepilov propose n'est autre chose qu'un contrôle commun soviéto-occidental de la région dont les Etats auront la permission de rester neutres ». *AW*, 15 février 1957.

CHAPITRE II

L'empêchement des pactes défensifs et des alliances, ou l'appui au neutralisme politique

1. UN PRELUDE : LE PROJET DE MIDDLE EAST COMMAND

Dès le début de l'année 1950, les Etats-Unis adoptent une attitude dynamique dans leur politique proche-orientale en opérant certains changements importants. Cette nouvelle attitude s'exprime, en premier lieu, par les efforts déployés en vue de la mise sur pied d'un dispositif militaire défensif. L'absence soviétique dans la région semblait leur offrir une possibilité réelle après le retrait graduel des anciennes puissances colonisatrices. C'est à cette époque que la théorie du « vacuum » a vu le jour.

Ce tournant de la politique américaine, jusqu'alors visiblement hésitante, s'affirme avec plus de netteté après les élections partielles de novembre 1950 qui ont amené au Congrès une majorité républicaine. Le chef de file reconnu des républicains en matière de politique étrangère n'est autre que le futur secrétaire d'Etat, John Foster Dulles. Ce dernier estime que les Etats-Unis ont pratiqué une politique par trop favorable à l'égard d'Israël et méconnu l'importance du facteur arabe. Selon lui, il convient dès lors de resserrer les liens d'amitié américano-arabe et aussi de pousser plus énergiquement l'assistance militaire aux pays déjà acquis à l'alliance américaine. La conception de Dulles est donc diamétralement opposée à celle du président Truman qui préconisait un appui inconditionnel à l'Etat d'Israël.

En mai 1950, les Etats-Unis, inquiets, ont envoyé en Iran des armes et des équipements militaires afin de renforcer le pays contre la menace communiste¹. Le 18 juin 1951, Washington s'engage à fournir des armes et du matériel de guerre à l'Arabie Saoudite qui, en échange, met à sa disposition l'aéroport de Dahrân². A fin septembre de la même année, la Turquie est officiellement invitée à adhérer à l'OTAN³. Pour couronner ces efforts, le 13 octobre 1951, les Etats-Unis proposent à l'Egypte de participer à la création d'un Middle East Command, qui aurait pour mission d'organiser la défense de la zone en accord avec les autres pays de la région⁴.

Parallèlement à ces efforts d'organisation militaire, les Etats-Unis signent d'octobre 1950 à mai 1951, des accords d'assistance financière ou technique avec tous les pays du Proche- et Moyen-Orient, à l'exception de la Syrie et du Yémen.

Tous ces projets apparaissent aux dirigeants soviétiques comme une menace directe dirigée contre l'Union Soviétique elle-même. A cette époque-là, c'est-à-dire avant le développement rapide et étonnant de l'armement nucléaire soviétique, la peur d'un encerclement possible, « le cauchemar bismarckien des coalitions » demeure un facteur dominant de la politique extérieure russe. L'URSS et ses dirigeants n'ont pas encore cette assurance qui caractérise l'époque khrouchtchévienne et sa nouvelle orientation politique. Ainsi, n'ayant pu empêcher la naissance de l'Alliance Atlantique sur les frontières occidentales du bloc socialiste, ils sont très sensibles face à toute tentative des Occidentaux de créer au Proche-Orient des pactes de sécurité mutuelle, soit sous la forme d'un Middle East Defense Command, soit dans le cadre du Pacte de Bagdad, plus tard.

¹ *Documents*, 1949-1956, p. 297 ; 1951, pp. 44-52.

² *Department of State Bulletin* (désormais : DSB), 23 juillet 1951, p. 50

³ Note d'ACHESON à l'ambassadeur turc à Washington le 19 septembre 1950. *DSB*, 16 octobre 1951, pp. 632-633.

⁴ *DSB*, 22 octobre 1951, pp. 647-648

Moscou se décide alors à sortir de sa réserve et à s'intéresser de très près à l'évolution de la situation. Le gouvernement soviétique s'adresse aux gouvernements des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne, de la France et de la Turquie, initiateurs du projet d'un commandement commun, dans une première note du 24 novembre 1951, et dans une deuxième du 28 janvier 1952.

Ces notes se ressemblent, mais les arguments évoqués indiquent cependant une évolution vers une position plus explicite de la politique soviétique. La peur de l'encerclement et les intérêts stratégiques de l'URSS occupent une place primordiale dans ces documents. La note du 28 janvier 1952 fait état, sans ambages, des intérêts nationaux soviétiques : « L'organisation du Middle East Command et l'établissement éventuel de nouvelles bases militaires au Moyen-Orient sont intimement liés aux plans agressifs du groupe anglo-américain des puissances d'Europe et d'Asie. Ceci apparaît plus clairement encore, après l'entrée de la Turquie et de la Grèce dans le bloc atlantique. L'encerclement de l'Union Soviétique et des Etats à démocratie populaire n'est qu'une étape précédant l'extension des plans en vue d'une troisième guerre mondiale ⁵ ».

Il est de règle, dans la pratique soviétique, que l'URSS se présente comme protectrice des intérêts nationaux des peuples nominalement indépendants. Ainsi a-t-elle rejeté les explications fournies par les puissances adverses, selon lesquelles l'organisation du Middle East Command se faisait sur une base volontaire comme une « coordination des efforts coopératifs en vue de la défense de la région et pour y promouvoir la paix et la sécurité ainsi que le développement économique et social ⁶ », et a affirmé que les propositions occidentales étaient imposées par les grandes puissances. Les notes soviétiques insistent, en outre, sur le fait que la présence des troupes étrangères faciliterait une intervention continue dans les affaires intérieures des pays respectifs et les priverait de leur indépendance nationale ⁷.

Commentant le danger d'infiltration, d'attaque ou d'invasion soviétique, qui menace prétendument les pays proche-orientaux, le gouvernement soviétique considère que les allusions à un danger fictif ne sont qu'un moyen pour détourner l'attention de l'opinion publique arabe des plans agressifs occidentaux. Il réplique que s'il existe un danger qui menace les pays de la région, c'est bien celui représenté par les propositions concernant le Middle East Command, car elles les entraînent dans la guerre froide ⁸. L'URSS n'accepte pas non plus l'argumentation évoquant l'article 51 de la Charte des Nations Unies, qui autorise la défense légitime. Elle affirme que cet article ne peut être appliqué qu'en cas d'une attaque armée — et les Etats du Proche-Orient n'ont certainement pas subi une attaque, à moins que la présence et l'action entreprise par les troupes britanniques en Egypte doit être considérées comme telle. En effet, les Soviétiques prétendent que les propositions occidentales contredisent d'une façon flagrante la Charte des Nations Unies, et ont été intentionnellement faites, à l'instar du bloc atlantique, derrière le dos de cette grande organisation internationale ⁹.

A la fin de 1951, l'Union Soviétique a également adressé des notes à l'Egypte, à la Syrie, à l'Irak, au Liban et à Israël. Elles concernent leur éventuelle adhésion au projet du Middle East Command ¹⁰. Ces notes n'ajoutent rien de substantiel à ce que nous avons relaté des missives envoyées aux puissances ayant pris l'initiative. Toutefois, elles profèrent quelques menaces à l'égard de ces pays. Elles n'ont produit aucun résultat ; les gouvernements concernés n'ont pas été impressionnés et la presse officielle a stigmatisé les messages soviétiques comme une intervention dans les affaires intérieures de leurs pays ¹¹.

Cependant, le projet du Middle East Command n'a jamais été réalisé. L'attitude égyptienne a, en fin de compte, décidé de son sort. Le mouvement nationaliste égyptien, dirigé par le Wafd, attaque avec succès le régime colonial combiné avec le système féodal de la société, et le gouvernement a d'autres soucis que de

⁵ *MEAff*, vol. 7, 1956, p. 188.

⁶ Référence à la note britannique du 18 décembre 1951 dans la note soviétique au Royaume-Uni du 28 janvier 1952, *ibid.*

⁷ Note soviétique du 24 novembre 1951. *MEAff*, vol. 3, 1952, p. 13.

⁸ *Ibid.*, p. 14.

⁹ *MEAff*, vol. 7, 1956, p. 190.

¹⁰ *Ibid.*, p. 189.

¹¹ Voir G. WHEELER, *loc. cit.*, pp. 132-133.

s'engager dans un projet qui provoque la résistance du nationalisme arabe tout entier, et le met en difficulté également sur le plan international à cause de l'opposition marquée du bloc soviétique. Ainsi, le plus grand pays du Proche-Orient rejette la proposition des quatre puissances, le 15 octobre 1951. Cette prise de position qui démontre pour la première fois l'identité provisoire des intérêts politiques de l'Union Soviétique et du nationalisme arabe précède de quelques jours une autre, celle qui allait devenir le prélude à la révolution égyptienne : la dénonciation du traité anglo-égyptien de 1936.

Il n'y a là rien de surprenant dans l'attitude arabe. Le projet concernant le Middle East Command s'inspire des intérêts vitaux et immédiats des pays occidentaux, mais il méconnaît — selon les habitudes de la vieille politique européenne — ceux qui sont propres aux pays arabes. On ne s'est pas aperçu que les intérêts des pays occidentaux et ceux des colonies en voie d'émancipation, automatiquement identiques auparavant, n'étaient plus les mêmes. Les nouveaux pays d'Asie et d'Afrique se détachent du bloc occidental et s'efforcent de constituer entre les deux groupes opposés, un troisième, celui des non-engagés. Nous sommes à l'époque de la naissance du neutralisme du Tiers-Monde.

2. LA GRANDE CONFRONTATION : LE PACTE DE BAGDAD

Le projet du Middle East Command ayant échoué et la guerre de Corée retenant l'attention de toutes les puissances, une courte trêve s'est installée au Proche-Orient dans le conflit Est-Ouest entre 1951 et 1953. Toutefois, du point de vue de l'évolution intérieure, ces années revêtent une importance considérable, surtout à cause de la victoire remportée par la révolution égyptienne de 1952.

Après les élections américaines de 1952, et à la suite de la nomination, à la tête du Département d'Etat de John Foster Dulles, la politique proche-orientale de l'Occident change. Elle est devenue plus dynamique et a redoublé d'efforts pour l'organisation de la défense de la région. Le voyage de Dulles au Proche-Orient, effectué au début de l'été 1953, a eu une importance capitale dans l'évolution de la politique occidentale. Il a été suivi par une période d'activité intense, caractérisée par des accords bilatéraux ou multilatéraux qui ont, en fin de compte, constitué ce qu'on appelle le Pacte de Bagdad. Cette période s'est ouverte par la signature du pacte turco-pakistanaï le 12 avril 1954 et s'est terminée par celui conclu entre la Turquie et l'Irak le 25 février 1955, l'Irak étant le seul pays arabe ayant adhéré à la défense organisée par l'Occident.

a) L'opposition soviétique à la création du Pacte

Dès novembre 1953, c'est-à-dire dès le début de la reprise des efforts occidentaux, le gouvernement et la presse soviétiques les ont dénoncés en y voyant surtout le premier signe avant-coureur d'une nouvelle alliance proche-orientale : les pourparlers turco-pakistanaï en vue de la conclusion d'un accord militaire. Des notes soviétiques ont été adressées au Pakistan¹², à la Turquie¹³, et aux Etats arabes¹⁴. Dans la dernière note, l'URSS a informé les Etats arabes qu'elle considérerait l'adhésion à un pacte militaire du Proche- et Moyen-Orient, parrainé par les puissances occidentales, comme un acte inamical, voire hostile, dirigé contre elle.

Du printemps 1954 au début de l'été de cette même année, on remarque un effort désespéré de l'Union Soviétique pour empêcher les pays du Proche- et Moyen-Orient à adhérer au bloc occidental par l'intermédiaire d'un système d'alliances. La politique soviétique de l'époque a été entièrement dominée par

¹² Note du gouvernement soviétique au Pakistan le 30 novembre 1953. *Pravda*, 1^{er} décembre 1953.

¹³ Note du gouvernement soviétique à la Turquie le 18 mars 1954. *Pravda*, 20 mars 1954.

¹⁴ Par exemple à l'Irak, le 26 mai 1954. *Pravda*, 27 mai 1954.

cet impératif, et tous les moyens directs ou indirects ont été mis en œuvre. Des avances officielles étaient prodiguées aux pays arabes, même à ceux dont le gouvernement s'était montré violemment anticommuniste, comme par exemple l'Égypte.

Parallèlement à un changement d'orientation des partis communistes locaux vers une politique dite du « Front national », la propagande soviétique a subordonné tous ses thèmes traditionnels et notamment celui de la « lutte des classes » au thème unique « d'opposition nationale à l'impérialisme ».

Les points saillants de cette propagande peuvent être groupés comme suit :

— Le caractère militaire de l'axe Ankara-Karachi, dirigé en premier lieu contre l'URSS. Cet axe n'est donc qu'un pas vers la troisième guerre mondiale ¹⁵.

— L'axe Ankara-Karachi est une mainmise américaine sur les richesses et les bases stratégiques du Proche- et Moyen-Orient. « Les Etats-Unis veulent s'emparer de tout le pétrole du Moyen-Orient ¹⁶ », et « la politique américaine est destinée à assurer aux Etats-Unis l'usage et la possession des points stratégiques du Moyen-Orient et en premier lieu du Pakistan ¹⁷ ». La conclusion est naturelle, selon le raisonnement soviétique : « pillage des ressources, pillage des bases, destruction de la souveraineté ¹⁸ ».

— L'axe Ankara-Karachi menace les pays voisins du Pakistan, l'Inde et l'Afghanistan, et — ce qui est encore plus important — il repose sur une Turquie hostile aux Arabes. « La Turquie, asservie à l'Occident », tel est le slogan diffusé dans une émission arabe par la radio de Moscou au début 1954, « s'oppose à l'évacuation du canal de Suez par la Grande-Bretagne, affirmant que la présence britannique à Suez garantit seule la sécurité du Moyen-Orient ¹⁹ ». On voit donc en application le vieux principe politique *divide et impera*, selon les meilleures traditions de la diplomatie tsariste et soviétique, jouant sur l'hostilité entre Arabes et Turcs. Les Soviétiques essaient, tout au long des années qui ont vu la formation du système de la « ceinture nordique », d'exploiter l'animosité de ces deux peuples.

— La politique de l'Union Soviétique est une politique pacifiste, donc les intentions arabes et soviétiques sont identiques ²⁰. De nombreux faits témoignent de l'attitude amicale de ces derniers à l'égard des peuples du Proche- et Moyen-Orient : l'URSS a dénoncé tous les traités impérialistes signés par la Russie tsariste ; elle soutient les pays arabes dans les conférences internationales ; elle a soutenu la Syrie et le Liban en 1946, l'Égypte en 1947, la Tunisie et le Maroc en 1953-1954 dans leurs efforts pour obtenir l'indépendance. L'Union Soviétique a aussi empêché les Anglo-Américains d'utiliser le conflit syro-israélien à l'ONU pour imposer leur domination, etc., affirme la propagande aux auditeurs à l'écoute des émissions soviétiques ²¹.

— Enfin apparaît, à cette époque déjà, un sujet amplement exploité plus tard : l'URSS est prête à aider économiquement les pays du Proche- et Moyen-Orient sans « contrepartie militaire », contrairement aux Occidentaux ²².

La politique conciliante et la propagande intense de l'Union Soviétique doivent toutefois se solder par un échec provisoire. L'Égypte, ayant signé avec la Grande-Bretagne un accord qui règle la question du canal de Suez ²³, passe ainsi, aux yeux soviétiques, dans le bloc occidental. A cette époque, les dirigeants de Moscou considèrent la propagande antioccidentale du nouveau régime comme purement démagogique et visant à dissimuler l'adhésion du pays à la politique américaine. L'Irak, sous l'égide de Nouri Saïd et la

¹⁵ Radio Moscou (désormais : RM), 18 février 1954.

¹⁶ RM, en persan, 25 janvier 1954.

¹⁷ RM, en anglais, 12 février 1954.

¹⁸ RM, 20 février 1954.

¹⁹ RM, en arabe, 20 février 1954.

²⁰ Émissions innombrables : en turc, 8 février 1954 ; en persan, 9 février 1954 ; en arabe, 12 février 1954 ; en anglais, 8 février 1954 ; sur la politique neutraliste égyptienne, 12 février 1954.

²¹ RM, 16 janvier 1954.

²² RM, en anglais, 18 janvier 1954.

²³ L'accord a été signé entre l'Égypte et la Grande-Bretagne le 12 février 1953.

Jordanie, avec Abdul Huda, sont redevenus des « bastions de l'Occident ²⁴ ». En outre, l'Iran s'est lié au Consortium ²⁵, et on parle déjà de son adhésion à un éventuel « pacte de défense du Moyen-Orient » dont l'axe Ankara-Karachi est un signe avant-coureur.

Au sein des gouvernements arabes, autrefois volontiers neutralistes, apparaît une tendance d'hostilité à peine dissimulée envers l'URSS et les déclarations des leaders arabes contre Moscou et le bloc communiste se multiplient ²⁶. La répression impitoyable qui frappe les mouvements communistes, neutralistes et tout ce qui s'y apparente, conduit aux mêmes conclusions et devait sembler, à l'époque, comme une prise de position politique en faveur de l'Occident.

Répondant aux Soviétiques menant une politique à deux visages, relations interétatiques excellentes de pair avec un appui accordé aux partis communistes locaux, les gouvernements des pays arabes considèrent leurs bonnes relations avec l'URSS comme un élément de la vie internationale n'ayant aucun rapport avec leur politique intérieure face aux mouvements de gauche subversifs. Cette attitude est loin d'être comprise par les leaders soviétiques, pas plus que par les milieux dirigeants occidentaux.

L'URSS a donc joué pendant la première moitié de l'année 1954 la carte du neutralisme. En perdant momentanément, elle a subi un échec diplomatique certain qui risque d'affecter profondément toute sa politique. Au cours des mois suivants, ses réactions, d'ailleurs jamais immédiates, n'apparaissent pas encore. La diplomatie soviétique semble être à la recherche d'une riposte qui ne saurait probablement tarder. Les services de propagande et les partis communistes locaux tâtonnent, eux aussi, sans avoir reçu une nouvelle orientation précise. On peut constater la fin du rapprochement diplomatique qui a été amorcé au début de l'année.

Les efforts déployés par les puissances occidentales au cours des derniers mois de 1954 ont atteint leur but avec la signature du pacte Ankara-Bagdad au début de l'année 1955. Une organisation (restreinte) de la défense du Proche- et du Moyen-Orient a été mise en place, provoquant, au sein du monde arabe, une scission. L'Irak, devenu membre et donnant même le nom au Pacte de Bagdad, a vu son attitude désapprouvée par l'Égypte et par l'Arabie Saoudite. Dans cette crise, le Liban a cherché à s'imposer en médiateur. Seule la Syrie a gardé une position de neutralité. Parmi les pays non arabes, la Turquie s'est totalement engagée en faveur de l'Occident, l'Iran devait suivre tandis que l'Afghanistan restait neutre et constituait un redoutable handicap pour le système d'alliances patronné par l'Occident.

La future stratégie diplomatique de l'URSS repose donc sur cette situation ; pour elle le Proche- et le Moyen-Orient se divise en trois groupes :

— Les pays qui ont opté pour l'Occident sont classés parmi les « laquais de l'impérialisme » et les « fauteurs de guerre » à l'égard desquels l'Union Soviétique a adopté une attitude résolument et ouvertement hostile. Il s'agit surtout de la Turquie et de l'Irak.

— Les pays tentés par l'Occident, mais qui ne sont pas encore engagés définitivement et n'adhèrent pas au système d'alliance militaire. L'URSS leur présente deux visages, comme le dieu Janus, les avances et les menaces à peine déguisées alternent et se succèdent pour l'Arabie Saoudite, le Liban et l'Iran.

— Certains pays enfin qui cherchent à sauvegarder leur neutralité. L'URSS tente de les gagner en leur promettant un soutien à la fois moral et économique. La Syrie et l'Afghanistan appartiennent à ce troisième groupe. Toutefois, l'attitude soviétique est tempérée en ce qui concerne ce premier pays, par une défiance à l'égard du gouvernement de Damas ; aussi l'URSS renforce-t-elle son effort diplomatique par un soutien efficace du communisme syrien, qui est le seul parti communiste alors au Proche-Orient à bénéficier d'un tel appui. En ce qui concerne l'Afghanistan, la diplomatie soviétique profite habilement du conflit qui oppose ce pays au Pakistan, une des clefs du système occidental.

²⁴ A cette époque, le chef du gouvernement des deux pays a changé et Nouri Said ainsi qu'Abdul Huda, connus pour leur intransigeance et leur radicalisme face au communisme, sont revenus au pouvoir.

²⁵ Accord signé avec le consortium des grandes compagnies le 5 août 1954.

²⁶ Par exemple *Alef Ba* (syrien), 1^{er} septembre 1954.

La politique soviétique de l'époque envers l'Egypte constitue un cas particulier. Elle a été hostile à ce pays jusqu'à la fin de l'année 1954²⁷, mais à partir du début de 1955, elle a manifesté un changement d'attitude spectaculaire par suite de la prise de position égyptienne contre le système de défense proposé par l'Occident²⁸. Le désir russe de voir l'Egypte opter pour une politique neutraliste apparaît clairement dans

²⁷ En effet, quand le régime Néguib-Nasser a pris le pouvoir en juillet 1952, il fut d'abord dénoncé comme réactionnaire, anti-démocratique, cruel et terroriste (Voir l'étude de L. VATOLINA in : *Imperialisticheskaia borba za Afrikou i osvoboditelnoje dđenienaròov. Sbornik statjei*. Moscou, Akademija Nauk SSSR, 1953, pp. 123-127). A la même époque, une autre étude définit la politique du nouveau gouvernement comme « démagogique », « dirigée contre la classe ouvrière », et avance l'argument que les dirigeants militaires « progressistes » qui primitivement appartenaient à la junte, en ont été exclus. (Voir S. S. GOHDONOV, *Egypte*. Moscou, Gosizdat geografitcheskij literatury, 1953, p. 120.) *La Grande Encyclopédie soviétique*, publiée en 1952, décrit la révolution égyptienne comme une action « d'un groupe d'officiers réactionnaires liés aux États-Unis » qui s'est lancé dans « une répression sauvage du mouvement ouvrier » (vol. 15, p. 460). Il est intéressant de noter que pendant les années 1952-1953, les Frères musulmans, qui sont d'ailleurs toujours considérés par les Soviétiques comme un groupement réactionnaire et terroriste, trouvent grâce à leurs yeux et sont qualifiés de « patriotes », « victimes de la terreur des impérialistes », « traqués sans pitié ». L'oraison funèbre des Frères musulmans paraît avoir été confiée à l'émetteur « La Voix de l'Indépendance Nationale » qui y consacre plusieurs émissions, notamment les 15, 28, 29, 30 octobre 1954. Selon les chroniqueurs, les Frères sont très nombreux et cherchent à se regrouper au sein du Front national. Les émissions de ce poste clandestin énumèrent aussi les groupes de résistance contre le nouveau régime : le Mouvement démocratique de libération nationale (MDLN), l'un des mouvements communistes du pays ainsi que la Ligue des communistes égyptiens, recrutant ses membres surtout dans le Sud ; ensuite le Front national et le Mouvement des partisans de la paix ayant pour mission de regrouper les forces non communistes de la résistance. A la suite de la signature du traité anglo-égyptien, les cercles dirigeants de l'URSS ont même envisagé que l'Egypte adhère au bloc occidental. Ainsi, on consacre de plus en plus d'émissions au mouvement révolutionnaire contre le régime issu du coup d'Etat de juillet 1952, sur les ondes de la « Voix de l'Indépendance Nationale » d'abord, puis sur celles de Radio Moscou. Le 22 décembre 1954, au cours d'une émission, le commentateur LAPITZKIJ analyse les « possibilités révolutionnaires » du mouvement ouvrier égyptien et conclut : « La lutte contre l'impérialisme étranger et la tyrannie locale exige le recours à l'agitation révolutionnaire ».

²⁸ Des signes précurseurs du changement d'attitude soviétique vis-à-vis du gouvernement Nasser se manifestent au cours de l'année 1954 même. Aussi, A. SOULTANOV rendant compte de l'oeuvre d'un auteur arabe, tout en rejetant la thèse selon laquelle la révolution de juillet 1952 serait le résultat de la lutte du mouvement ouvrier contre les réactionnaires et les impérialistes, admet, néanmoins, que la réforme agraire entreprise par le nouveau régime est une véritable mesure progressiste. (Revue par Soultanov, *Voprosy Istorii*, 1952. N° 11, pp. 150-152.) Les critiques soviétiques du gouvernement nassérien ont totalement disparu au cours des premiers mois de 1955. La propagande se modifie ; on peut dire en fait que durant cette période il n'y a pas eu de propagande, l'URSS ayant adopté une attitude discrète et amicale propre à lui gagner une certaine confiance. Elle cherche manifestement à se distinguer par son attitude « détachée » et « respectueuse » des volontés « nationales », de la « pression lourde et voyante » des puissances occidentales, en premier lieu des États-Unis. Même les émissions sur la répression des activités communistes en Egypte montrent une remarquable impartialité de ton (par exemple RM, le 9 février 1955 en russe). Il devient évident qu'à partir de cette époque la politique de l'URSS à l'égard de l'Egypte est déterminée par le refus opposé par le régime nassérien aux alliances militaires prônées par l'Occident.

Le deuxième élément qui a influencé l'attitude de l'Union Soviétique a été le rôle que l'Egypte a joué à la conférence de Bandoeng et son orientation vers une politique de neutralisme. Dans le rapprochement égypto-soviétique, la Chine a certainement été un facteur important ; cette dernière a aussi tenté de gagner l'Egypte à la cause du neutralisme. Les deux entretiens Nasser-Chou en-Lai à Bandoeng marquent les points culminants de cette évolution.

En juin 1955, les dirigeants égyptiens, Gamal Abdel Nasser en particulier, sont traités comme des héros à Moscou ; leur métamorphose, dans l'optique soviétique, de tyrans cruels en champions de la lutte contre les pactes de défense occidentaux et en faveur du neutralisme, est accomplie. Les commentateurs soviétiques s'accordent à penser que le leader égyptien a grandement contribué « au succès de Bandoeng en défendant le principe de la coexistence pacifique ». (*Mejdounarodnaja Jizn*, vol. 7, 1955, p. 84.) Les milieux politiques égyptiens voient, à cette époque, encore avec une certaine méfiance les tentatives soviétiques de gagner à la cause neutraliste leur gouvernement. Le quotidien officiel, *Al Goumhourija*, écrit le 27 avril 1955 : « Qu'est-il arrivé ? Les peuples du Moyen-Orient penchent-ils maintenant vers l'URSS ? Ou bien l'URSS croit-elle que l'occasion est favorable pour intervenir et chercher à gagner l'amitié de ces peuples ? Il se peut que l'URSS croie qu'il en est ainsi, ce qui est tout faux ... En tout cas, devant la pression exercée par les puissances occidentales sur les peuples du Moyen-Orient, l'URSS est intervenue pour jouer le rôle de sauveur ... Il en résultera que ces peuples continueront de croire que l'Occident ne veut pas renoncer à ses visées impérialistes. L'intervention soviétique, dans ces circonstances, fera répéter aux peuples orientaux un dangereux refrain : Pourquoi, diront ces peuples, faut-il que nous ayons à l'égard du camp soviétique une attitude de haine et d'inimitié ? Quel intérêt y avons-nous ? Telle est la conséquence très grave à laquelle l'Occident tient à aboutir ... Le rôle que la Russie a commencé à jouer dans le Moyen-Orient est très important. Si les puissances occidentales persistent à ne pas faire cas

l'attitude conciliante et amicale de Moscou, bien que transparaisse encore une certaine défiance envers le gouvernement du Caire, défiance que justifie la précarité de la position extérieure de ce dernier face à la Grande-Bretagne. Toutefois, l'Union Soviétique accepte — pour maintenir l'hostilité égyptienne envers la politique de la Turquie et de l'Irak — de soutenir les revendications de l'Égypte sur le Soudan, s'opposant ainsi aux intérêts et aux thèses du Parti communiste soudanais. Bien entendu, on peut aussi supposer que l'opposition apparente entre la diplomatie soviétique et les revendications communistes soudanaises constitue une menace voilée envers l'Égypte au cas où celle-ci renoncerait au neutralisme.

b) L'offensive décisive de 1955

La conclusion du Pacte de Bagdad, s'étendant des frontières soviétiques sur la mer Noire aux sommets du Pamir, a créé un climat extrêmement favorable pour une intervention de l'URSS. En effet, le succès occidental n'a pas été complet ; l'apparente victoire de l'alliance cache en son sein les germes de crises et de contradictions futures entre le monde arabe et l'Occident.

En effet, ce sont surtout les anciens alliés des États-Unis et de l'Europe qui y adhèrent, régimes faibles sur le plan intérieur, économique et social, subsistant grâce à l'assistance matérielle et à l'appui politique de leurs puissants protecteurs. Les pays arabes ne se sont pas joints à l'alliance, à l'exception de l'Irak, qui poursuit depuis quelques années déjà une politique différente des autres, reniée par les nationalistes. Ainsi, l'Irak a dressé contre lui, le Liban mis à part, tous les autres États arabes qui étaient opposés à l'idée d'un pacte régional défensif patronné par les anciennes puissances colonisatrices ou leurs alliés, — la division du monde arabe a donc été consommée. Cette division a rendu toute son actualité au problème de l'unité arabe pour qu'il puisse être amplement exploité par la propagande soviétique.

Le président égyptien, Gamal Abdel Nasser, a résumé d'une façon authentique la tendance majoritaire et neutraliste. Le pacte d'Ankara-Karachi à peine signé, il a aussitôt pris position contre celui-ci lors d'une conférence de presse, en déclarant : « L'adhésion d'un pays arabe au pacte turco-pakistanaise ruinerait l'unité des pays arabes, dans la mesure où elle marquerait leur inféodation à l'impérialisme anglo-américain²⁹ ». Il a défini, rétrospectivement, les traits distinguant les points de vue arabes et occidentaux de la façon suivante : « Le premier point est que nous avons voulu une défense, mais une défense telle qu'elle aurait assuré la sécurité du Moyen-Orient contre n'importe quelle agression d'où qu'elle vienne ; tandis qu'eux, les Occidentaux, voulaient organiser la défense contre l'Union Soviétique, et seulement contre l'Union Soviétique. Le deuxième point est que nous avons voulu une défense qui soit née des initiatives provenant de la région elle-même, et qui serait restée entièrement entre les mains de ses peuples. Eux voulaient une défense commune, qui leur donnerait la possibilité de contrôler la région et d'y puiser comme dans un réservoir humain, au cours de leurs guerres³⁰ ». En effet la conviction a été acquise dans la plupart des milieux arabes en automne 1955 — et avec le temps elle s'est encore plus ancrée dans les esprits —, que le Pacte de Bagdad était dirigé contre le nationalisme arabe et, par conséquent, contre l'unité arabe³¹. Aussi la conclusion a-t-elle été nette : si l'Occident persiste dans sa politique « qui vise à la division du monde arabe par la création de pactes, la seule voie qui nous reste serait d'obtenir l'appui de la Russie »,

de la volonté des peuples, elles perdront beaucoup plus que ne perdront les pays du Moyen-Orient ... L'avertissement russe a donné l'alarme. Que l'Occident soit sur ses gardes ! ».

²⁹ *Pravda*, 15 avril 1954.

³⁰ *CPR*, 23 juillet 1957.

³¹ Salah Salem, ministre égyptien de l'orientation nationale, a déclaré au moment où l'Irak s'est joint au pacte Ankara-Karachi que cette décision « menace l'existence même de la Ligue arabe et met en danger la sécurité de tous les États arabes ». Déclaration faite le 16 janvier 1955, citée par RM le 17 janvier 1955. Quelques années plus tard, le 5 juin 1957, l'*Al Ahrām*, du Caire, montre ce que l'expérience du Pacte de Bagdad a signifié pour les Arabes en ces termes : « L'impérialisme a recours à la méthode qui consiste à ligoter les États de la région dans un réseau de pactes étrangers. L'expérience la plus remarquable est le Pacte de Bagdad destiné à imposer de nouveau la domination impérialiste aux pays déjà libérés du joug étranger. Il devait arriver à son but en semant la discorde parmi les pays arabes afin d'empêcher la solidarité arabe d'oeuvrer à la création d'un formidable front commun avec lequel il faudrait compter dans les relations internationales ». *CPR*, 5 juin 1957.

telles sont les paroles du major Salah Salem, ministre de l'orientation nationale égyptienne, lors de l'interview accordée au correspondant de l'Associated Press en juin 1955³².

Pour constituer un contrepoids au Pacte de Bagdad, les gouvernements égyptien, syrien et saoudien se sont consultés en vue d'une collaboration étroite et ont publié une déclaration tripartite au début de mars 1955. Les principaux points sont les suivants :

— Engagement solennel des gouvernements signataires de ne pas se joindre à l'alliance turco-irakienne ou à n'importe quelle autre alliance.

— Création d'une organisation de défense commune des Etats signataires, qui s'obligent à coopérer en cas d'une attaque contre n'importe quel membre de l'organisation afin de la repousser par la force commune, et créent un commandement permanent qui doit disposer de troupes spécialement assignées et stationnées en des lieux différents, sur le territoire des pays signataires.

— Les Etats membres se sont également engagés à ne conclure aucun accord international de caractère militaire ou politique sans le consentement des autres membres.

La déclaration tripartite arabe contient encore certaines clauses concernant la coopération sur le plan politique et économique³³.

L'entrée « à découvert »

La déclaration du Ministère soviétique des Affaires étrangères, publiée le 16 avril, marque l'entrée officielle de l'URSS sur la scène proche-orientale et revêt ainsi une importance capitale. Elle a été complétée par un deuxième acte significatif, la livraison d'armes, par la Tchécoslovaquie, à l'Egypte en septembre, événement dont nous parlerons au chapitre suivant.

Ce document est la preuve de l'intérêt soviétique pour la région et affirme plus clairement que les notes des années précédentes, le droit de l'URSS à faire entendre sa voix dans les affaires moyen-orientales. En outre, dans le contexte de 1955, elle a eu un retentissement entièrement différent de celui que les notes de 1951-1952 ont provoqué. Cette déclaration constitue la première manifestation officielle de la nouvelle approche politique soviétique, c'est-à-dire de la politique khrouchtchévienne, envers les problèmes des pays arabes de la région du Proche-Orient.

En répétant les arguments précédents contre « les plans visant la création de blocs agressifs au Proche- et au Moyen-Orient » et en reprenant la réfutation des arguments occidentaux sur une prétendue « menace soviétique » qui n'est qu'une pure invention, la déclaration met en relief l'intérêt que porte l'URSS aux affaires proche-orientales : « Il est naturel que l'Union Soviétique ne peut rester indifférente à l'évolution de la situation au Proche- et au Moyen-Orient puisque la formation des blocs et l'établissement de bases militaires étrangères sur le territoire des pays du Proche- et du Moyen-Orient touchent directement à la sécurité de l'URSS. La position du gouvernement soviétique doit être d'autant plus compréhensible que l'Union Soviétique est située à proximité immédiate de ces pays, ce qui ne peut pas être dit des autres puissances étrangères comme les Etats-Unis, lesquels se trouvent à des milliers de kilomètres de cette région ... Si la politique de pression et les menaces proférées à l'adresse des pays du Proche- et du Moyen-Orient continuent, cette question devra être portée devant les Nations Unies³⁴ ». Naturellement, cette déclaration retentissante a provoqué un fleuve de commentaires dans toute la presse arabe. Il est, toutefois, suffisant de n'en citer qu'un, celui paru dans le quotidien de Beyrouth, *Le Jour*, sous le titre : « L'intervention russe était prévisible ». Il présente une évaluation réaliste et clairvoyante de cette entrée en scène soviétique : « Nos maladresses et celles des Occidentaux devaient fatalement être couronnées par une intervention soviétique dans les affaires arabes », peut-on lire dans ce texte rédigé avec une sincérité étonnante, mais aussi reflétant les craintes de beaucoup de milieux arabes qui s'inquiètent de l'apparition sur

³² AW, 24 juin 1955.

³³ AW, 7 mars 1955.

³⁴ *Pravda*, 17 avril 1955.

la scène proche-orientale de ce nouveau facteur qu'est la puissance soviétique. « En menaçant de porter le débat devant l'ONU, Moscou n'espère point obtenir du tribunal international qu'il condamne la politique proche-orientale des Anglo-Américains. Cependant, l'URSS marquerait un point le jour où elle parviendrait à instituer, sur le plan mondial, une controverse qui aurait pour thème les démêlés des Arabes avec les démocraties de l'Ouest. — Le neutralisme de l'Égypte, les rivalités irako-saoudiennes et le pro-sionisme systématique des États-Unis sont autant de motifs qui appellent une immixtion russe. — Qu'on le remarque : les Soviétiques offrent de nous aider non contre Israël, mais contre leurs propres adversaires. Le sort de la Palestine ne les intéresse pas. Ils préfèrent même que la tension arabo-israélienne persiste. N'ont-ils pas voté le partage et reconnu l'État sioniste ? — Nous avons toujours pensé et écrit que la partialité de l'Amérique dans la question palestinienne favorisait le communisme. Les communistes ne peuvent souhaiter mieux que de voir l'incompréhension et la méfiance troubler les rapports entre l'Orient arabe et le bloc occidental ³⁵ ».

Les arguments invoqués : « nouvelle forme du colonialisme »

Ce thème est déployé en variantes multiples, surtout dans le contexte irakien. Le Pacte de Bagdad est présenté comme le moyen d'asservir les États ayant adhéré à l'impérialisme anglo-américain. « Nouri Saïd soumis à ses maîtres occidentaux » tient, naturellement, la vedette ³⁶, et les pressions irakiennes sur la Syrie sont fréquemment évoquées. Dans la presse soviétique apparaissent l'une après l'autre des attaques contre l'Irak et les colonialistes occidentaux. A titre d'exemple, on peut citer le violent article de K. Petrov dans les *Izvestia* du 7 avril 1955 : « L'Irak pris dans les filets des blocs militaires », et un autre signé par Medvedev, paru dans la *Pravda* ³⁷, sous le titre : « Le colonialisme sous le couvert de la défense ». Ce dernier a été largement diffusé en arabe par Radio-Moscou le 11 avril, et par l'agence TASS le même jour en anglais et en persan. V. Medvedev déclare que « le nouveau traité anglo-irakien dévoile le véritable sens du traité turco-irakien hypocritement présenté par ses auteurs comme une alliance régionale, mais qui est en réalité un bloc agressif dominé par les puissances impérialistes est une filiale de l'OTAN ... La hâte de Londres à se joindre au pacte turco-irakien s'explique par l'anxiété des impérialistes en face des protestations croissantes de l'Orient arabe contre la politique agressive des puissances colonialistes. Les États-Unis ont décidé d'utiliser l'expérience et les principes de la Grande-Bretagne : diviser pour régner ; en divisant les peuples arabes on affaiblit leur résistance aux plans de guerre élaborés sous le couvert de la défense du Moyen-Orient ³⁸ ». Il faut donc considérer les pactes comme l'une des formes du « colonialisme collectif ».

En Irak, où le Parti communiste n'existe pas légalement, et où de sévères répressions policières ont même réduit son activité clandestine, les Partisans de la Paix, en collaboration avec les partis défendant la conception neutraliste — le Parti national démocratique et le Parti de l'indépendance —, seront les porte-parole des thèses communistes. Le *Saout al-Ahali* — organe du Parti national démocratique — ouvre ses colonnes à leurs appels et communiqués. Il publie, entre autres, un document préparé par les Partisans de la Paix. Ce document est un véritable réquisitoire contre « l'activité des puissances impérialistes au Moyen-Orient » et invite « tous les patriotes à s'unir et à se dresser d'un seul bloc afin de faire échouer les tentatives d'alliances impérialistes dangereuses ³⁹ ». Le premier Congrès des Partisans de la Paix irakiens s'est réuni le 15 juillet 1954 à Bagdad et a pris des résolutions contre les efforts des puissances occidentales en reprenant tous les thèmes bien connus de l'anti-impérialisme. La sixième de ces résolutions concerne plus particulièrement les pactes de défense : « Le Congrès désapprouve les blocs militaires et les pactes guerriers dans le Moyen-Orient, et dans le monde entier. Il voit en eux un danger qui menace la paix du

³⁵ 18 avril 1955.

³⁶ Par l'accord anglo-irakien, les Soviétiques désignent l'adhésion de la Grande-Bretagne au Pacte de Bagdad en avril 1955, car les relations qui sont liées dans le cadre de ce pacte, ont remplacé les dispositions du traité anglo-irakien de 1930.

³⁷ 19 janvier 1955.

³⁸ Voir aussi les émissions de RM des 28, 30 avril et 30 mai 1955, et un communiqué de l'Agence Tass du 24 juin 1955.

³⁹ Saout Al-Ahali, mars 1954.

monde, la liberté des peuples et qui accroît la tension internationale. Le Congrès invite tous les citoyens irakiens à faire échouer les projets de défense commune quel que soit l'aspect sous lequel ils se présentent. Il faut faire échouer en particulier le pacte turco-pakistanaï qui est un danger direct pour l'Irak et pour les autres pays arabes. Il invite l'Irak à demander l'évacuation des troupes étrangères et à annuler le traité de 1930 encore en vigueur⁴⁰ ».

En Syrie, Chaled Begdache mène la lutte contre le système de défense prooccidental. Il a déclaré après son élection comme unique représentant du Parti communiste au parlement syrien : « La politique neutraliste en Syrie et dans les pays arabes a, dans les circonstances actuelles, une seule signification pratique, qui est le rejet de toute tentative destinée à entraîner notre pays dans des alliances et des groupes similaires ...⁴¹ ». *Al Rai Al Aam*, l'organe de l'extrême gauche syrienne, affirme au début de mai 1955, donc quelques semaines après la publication de la déclaration soviétique sur la sécurité au Proche-Orient, que la Russie répondra par les mêmes moyens à n'importe quelle mesure entreprise par les puissances occidentales à l'encontre de la Syrie, pour déjouer les coups préparés contre l'indépendance syrienne. « Le gouvernement de l'Union Soviétique, dit ce quotidien, a manifesté dernièrement un intérêt aigu pour les affaires du Moyen-Orient et se préoccupe, beaucoup plus qu'auparavant, de l'avenir de la Syrie. L'Union Soviétique suit avec une attention particulière la pression étrangère exercée par l'Occident sur la Syrie, malgré l'opposition de son peuple⁴² ».

Les Partisans syriens de la Paix, très actifs au cours des années 1954-1955, s'élèvent déjà au moment de la conclusion du pacte Ankara-Karachi contre toute idée d'alliance militaire au Proche-Orient, contre tous les projets qui risquent « de mener la Syrie à la guerre et à l'occupation étrangère⁴³ ». En été 1954, ils publient un appel adressé au peuple syrien sous le titre : « Sauvons la Syrie d'une nouvelle guerre mondiale, des plans, blocs et aides impérialistes ». Il est significatif que cet appel ait paru dans le journal *Al-Manar*⁴⁴, organe du mouvement des Frères musulmans, qui collaboraient à cette époque avec les mouvements paracomunistes, sur la base de l'anti-impérialisme. Il faut aussi noter que *Barada*, porte-parole des groupements dits progressistes syriens, défend avec ferveur la politique du rapprochement avec l'URSS, affirmant que « les Syriens préfèrent mille fois conclure un traité d'amitié avec l'URSS qu'un pacte semblable à l'entente turco-irakienne, le premier ayant pour effet la satisfaction d'intérêts mutuels, tandis que le second escamoterait leur liberté⁴⁵ ».

En Jordanie existe aussi, selon le spécialiste soviétique de ce pays, Lebedjev⁴⁶, un mouvement de résistance contre le Pacte de Bagdad, qui se compose des forces politiques les plus diverses et prend ainsi la forme d'un Front national. Parmi les participants à ce mouvement anti-impérialiste, Lebedjev mentionne les Frères musulmans, le Haut Comité Arabe de Palestine, le Parti national-socialiste Baas, ainsi que les groupements des réfugiés arabes palestiniens⁴⁷.

Même au Koweït, on décèle à cette époque une agitation reflétant une combinaison des forces et des exigences similaires à celle constatée dans les autres pays arabes. A la fin mars 1954, les Partisans de la Paix de Koweït, dont on ignorait auparavant l'existence, — ont publié un manifeste dans lequel ils appellent

⁴⁰ Tiré d'un document inédit.

⁴¹ *Orient*, Beyrouth, 1^{er} janvier 1954.

⁴² *Al Rai Al Aam*, 9 mai 1955. *AW*, 10 mai 1955

⁴³ Manifeste des Partisans de la paix en Syrie, publié par *Al Barada* le 6 avril 1954. Diffusé par RM le 7 avril en arabe, le 9 avril en persan.

⁴⁴ 6 juillet 1954.

⁴⁵ *Al Barada*, 19 mai 1955.

⁴⁶ LEBEDEV, E. A. *Jordanija v bor'be za nezavisimost'*. Moskva, Gospol, 1956 ; chapitre sur la Jordanie dans *Araby v bor'be za nezavisimost'*. Moskva, Gospol, 1957 ; *Jordanija*. Moskva, Gospol, 1958.

⁴⁷ *Mizan Newsletter*, novembre 1960, pp. 8-11. *Al Charkhat*, de Beyrouth, a publié les points essentiels du Manifeste du Front national jordanien qui a été signé par soixante-douze personnes et dont les copies ont été envoyées dans tout le Proche-Orient. Ce manifeste déclare que : 1. Les Etats-Unis et la Grande-Bretagne sont responsables de la situation arriérée du peuple jordanien ; 2. Les alliances militaires avec les impérialistes aggravent le joug que ces derniers font peser sur le pays, et menacent de plonger la Jordanie dans les « horreurs de la guerre » ; 3. Fait appel à tous les citoyens quelles que soient leurs opinions, pour lutter contre « l'impérialisme et la réaction » Tiré d'un document inédit.

à la lutte contre les « complots tendant à transformer le pays en une base militaire anglo-américaine ». Dans le cadre des efforts visant à une alliance militaire ⁴⁸, Radio-Moscou n'a pas manqué de commenter ce manifeste et de relever le fait que « même les peuples des pays où les impérialistes se considèrent comme maîtres absolus, tels l'Arabie Saoudite, Bahrein et le Koweït, commencent à lutter pour la libération nationale et à coopérer avec les autres pays arabes opposés aux plans agressifs des impérialistes ⁴⁹ ».

Les arguments invoqués : la division du monde arabe

Le second aspect de la situation politique proche-orientale mis à profit par les Soviétiques et exploité vraiment à fond, a été la division des pays arabes, division consécutive à la création du Pacte de Bagdad.

Le danger qui menace l'unité arabe est naturellement l'œuvre des colonialistes qui se servent de la Turquie, dont le rôle est amplement souligné. « Le communiqué affirmant le désir de la Turquie d'assurer la « stabilité » et la « sécurité » dans le Moyen-Orient n'est que mensonge et hypocrisie », s'exclame Medvedev, et il continue : « On sait que les Turcs n'ont jamais renoncé à leurs prétentions territoriales à l'égard des pays arabes ... L'adhésion des pays arabes aux blocs impérialistes d'agression implique inéluctablement pour ces pays la perte de leur souveraineté et transforme l'Orient arabe en une proie facile pour les puissances impérialistes et leurs agents qui rêvent de s'emparer, en premier lieu, des territoires arabes. Tous les moyens semblent bons pour diviser les pays arabes et aggraver les rapports aussi bien entre les pays arabes qu'entre les Arabes et les autres peuples ⁵⁰ ».

Cette propagande axée sur la division intentionnelle des pays arabes a atteint sa plus grande intensité au cours des mois de janvier et février 1955 — entre le communiqué officiel publié après la visite d'Adnan Mendérès en Irak et la signature du traité le 25 février —, sans doute pour empêcher la conclusion de ce dernier. Radio-Moscou diffuse tous les jours des émissions en arabe, en turc et en persan pour les pays proche-orientaux, émissions qui traitent de ce problème. Elle évoque les effets des délibérations officielles turco-irakiennes sur l'opinion publique des principaux pays arabes et affirme la résistance des peuples.

Le commentateur Losev a exposé la position soviétique dans un article intitulé « La raison de la visite de M. Mendérès en Irak » paru dans *Izvestia* et diffusé par Radio-Moscou le 14 janvier 1955 : « Le communiqué publié à la fin de la visite de Mendérès montre que les milieux dirigeants irakiens ont accepté d'assumer le rôle honteux qui leur est imposé par les puissances occidentales, c'est-à-dire de devenir un outil dans leurs mains pour briser l'unité des pays arabes, unité qui aide les pays arabes à accroître leur résistance aux plans impérialistes visant à transformer le Proche- et le Moyen-Orient en un champ de bataille ».

Les réactions provoquées par le pacte de défense tripartite dans les milieux soviétiques et communistes proche-orientaux se fondent sur la même argumentation. En effet, cet accord entre trois Etats arabes n'est que le prolongement des efforts entrepris en 1949-1950 pour la création d'un pacte de défense collectif interarabe, alors fortement attaqué par les observateurs moscovites et les dirigeants communistes locaux ⁵¹. On peut donc s'attendre à ce que la déclaration tripartite subisse le même sort. Il n'en est rien. La propagande soviétique a suivi l'affaire avec une sympathie prononcée, déplorant, entre autres, les pressions irakiennes exercées sur la Syrie en vue d'empêcher la signature, par cette dernière, du pacte de défense avec l'Egypte et l'Arabie Saoudite ⁵². Toutefois, ce sont les mouvements locaux qui ont appuyé publiquement l'initiative des trois gouvernements. Ainsi, le comité exécutif du Parti communiste syro-libanais a adopté une résolution selon laquelle le parti luttera contre le gouvernement « au parlement, dans les rues et dans les colonnes des journaux », car le ministre des Affaires étrangères, Chaled el Azm, s'était montré récalcitrant à

⁴⁸ Le manifeste a été reproduit par le journal libanais *Al Tariq* et cité par RM le 7 avril 1954 en arabe et le 9 avril 1954 en persan.

⁴⁹ Commentaire en arabe de RM, 9 avril 1954.

⁵⁰ *Pravda*, 19 janvier 1955. Voir aussi les passages correspondants de la déclaration soviétique d'avril.

⁵¹ Par exemple G. OSIPOV dans un article publié par *Izvestia*, 5 décembre 1949.

⁵² RM en arabe, le 18 mai 1955.

signer le pacte de défense⁵³. Au Soudan, le Front anti-impérialiste a demandé que ce pays unisse ses efforts à ceux de l'Égypte, de l'Arabie Saoudite et de la Syrie, « afin de s'opposer aux plans dits de défense qui mettent en danger la paix au Moyen-Orient⁵⁴ ».

Les arguments invoqués : la solidarité islamique

Le troisième aspect de la nouvelle approche soviétique est l'intensification d'une campagne religieuse, commencée déjà au cours de l'année précédente, mais se développant surtout après la décision prise par la majorité des pays arabes de ne pas s'engager dans le système de défense du Pacte de Bagdad. Cette campagne cherche à démontrer la solidarité des musulmans vivant au Proche-Orient et en URSS, et à exploiter ensuite cette solidarité pour appuyer une politique neutraliste des pays proche-orientaux. Les hauts dignitaires de l'Islam et du judaïsme s'associent à la prédication neutraliste des politiciens, et c'est avec une certaine ironie que l'on voit la presse soviétique qualifier les tenants de la guerre froide, ou d'une politique agressive de « Sans Dieu ».

Épilogue

La résistance accrue des États arabes aux tentatives d'incorporation dans une alliance patronnée par l'Occident a été évidente après la signature du pacte turco-irakien, et il ne faisait aucun doute que le projet d'un système de défense étendu à tout le Proche- et Moyen-Orient, était voué à l'échec. Il a ainsi perdu de son importance aux yeux de la politique soviétique, surtout avec l'évolution de la technique nucléaire. En possédant des armes nucléaires puissantes, l'URSS ne devait plus beaucoup se soucier de la « ceinture nordique ». Ainsi, l'accent a été mis plutôt sur le problème des bases d'armes nucléaires situées aux alentours des régions frontalières russes, et le système de défense du Pacte de Bagdad n'a gardé qu'un certain intérêt, dans la mesure où il a conféré un caractère légal au maintien de ces bases sur le territoire des États membres.

En été 1955 déjà, dans les discours que D. T. Chepilov, alors président de la Commission des Affaires étrangères du Soviet suprême, a prononcés au cours de son voyage effectué dans les pays arabes du Proche-Orient, on peut déceler que l'accent n'est plus porté sur le système d'alliance mais sur les bases militaires — lesquelles se trouvent naturellement, en vertu de pactes bilatéraux ou multilatéraux sur le territoire de certains États. Il a notamment déclaré, au banquet offert en son honneur à Damas, que « le secret de ma mission est que l'Union Soviétique ne possède pas de bases militaires au Proche-Orient et s'oppose fermement à l'établissement de telles bases n'importe où dans des pays étrangers⁵⁵ ».

Toutefois on considère encore le Pacte de Bagdad comme une sorte de « bête noire », évoquée de temps en temps par les leaders soviétiques pour rappeler aux peuples du Proche-Orient les « menaces et les machinations des impérialistes », le « danger colonialiste⁵⁶ ». Il est aussi fréquemment cité, dans les milieux communistes ou « fellow traveller », comme référence pour illustrer l'intervention des puissances occidentales dans les affaires intérieures de la région. Les dirigeants neutralistes ont recouru maintes fois aussi à cet argument pour essayer d'augmenter les tensions populaires anti-occidentales.

⁵³ Rapporté par le journal syrien *Al Kifah*. AW, 13 avril 1955.

⁵⁴ Diffusé par RM en arabe, le 23 décembre 1955.

⁵⁵ AW, 25 juin 1956.

⁵⁶ Voir, entre autres, le discours de Khrouchtchev prononcé le 31 octobre 1959 sur les problèmes internationaux et la politique extérieure soviétique ; de même l'article de VOROVSKIJ dans la *Pravda* du 12 octobre de la même année.

CHAPITRE III

Soutien inconditionnel et ouvert au nationalisme arabe

1. LA QUESTION DE L'ARMEMENT

La présence soviétique au Proche-Orient s'est affirmée d'une façon incontestable au cours de l'année 1955, par la livraison d'armes tchèques à l'Égypte nassérienne. Cette affaire a causé une grande surprise et une agitation encore plus grande dans le monde occidental, en dépit des signes qui, déjà au cours des mois d'été, indiquaient cette évolution. Les puissances occidentales ont trouvé presque incompréhensible, et certainement inacceptable, que les Soviétiques se donnent au Proche-Orient la position d'une puissance de premier ordre par un simple geste « commercial », et qu'ils essaient d'exploiter à fond le « vacuum » créé par la retraite des forces anglaises et la diminution de l'influence occidentale.

Le choix du moment de l'intervention a été un coup de maître de la diplomatie soviétique. Le Proche-Orient s'est trouvé en été et au début de l'automne 1955 en pleine effervescence. La signature du pacte turco-irakien, le dernier acte de la création du Pacte de Bagdad, a consacré la division du monde arabe. Les relations entre les Arabes et Israël — si l'on peut parler de relations dans ce contexte — n'ont jamais été aussi mauvaises depuis 1948. Les incidents entre les forces égyptiennes et israéliennes sont devenus quotidiens dans la région de Gaza ¹, et les élections, en juillet, ont donné plus d'influence aux éléments intransigeants en Israël ². Les États membres du Pacte de Bagdad éprouvent des difficultés d'ordre intérieur. En Turquie, surtout, la situation économique s'est détériorée graduellement. Dans le cadre de la situation politique méditerranéenne, la tension augmente entre la Turquie et la Grèce au sujet du problème de Chypre, ce qui préoccupe beaucoup la Grande-Bretagne ³. On peut même dire que la situation proche-orientale de 1955 est une occasion exceptionnelle pour le dynamisme politique soviétique, et l'invitation de l'entrée en scène lui a été adressée par le neutralisme arabe, en crise constante avec l'Occident.

En effet, la livraison d'armes à l'Égypte par le bloc communiste a été la première manifestation de la politique de non-alignement définie à Bandoeng et, en même temps, du neutralisme positif du président Nasser. C'est un véritable défi lancé à l'Occident et, du côté arabe, le rejet délibéré d'une mentalité et d'une certaine politique occidentales, qui ne veulent pas comprendre qu'avec l'émancipation des pays anciennement dépendants, toute la scène proche-orientale et mondiale a changé. Les États devenus souverains veulent créer et posséder une forte armée, en affirmant leur propre personnalité et en satisfaisant l'exigence de leur fierté nationale. De plus, ils prennent une revanche psychologique de l'humiliation subie ⁴.

Le président Nasser a déclaré en maintes occasions que « l'Égypte n'a pas réussi à obtenir des armes de la Grande-Bretagne, alors même qu'une partie de celles-ci avait déjà été payée, ou n'a pas eu de succès non plus auprès des États-Unis. Il n'y avait pas d'autre alternative que de se mettre en rapport avec l'Union Soviétique pour la livraison de ces armes. Nous les avons achetées avec beaucoup de gratitude et nous

¹ Le Conseil de sécurité s'occupe des incidents de Gaza en février-mars 1955 sur plainte égyptienne ; en avril et août-septembre de la même année sur plainte israélienne.

² La distribution des sièges au parlement israélien, le Knesseth, est la suivante, à la suite des élections de 1955 (entre parenthèse le nombre des sièges obtenus en 1951) : Mapai (parti de Ben Gurion) 40 (45) ; Mapam (social-démocrate) 19 (15) ; Herut (groupe Irgun) 15 (8) ; Zionistes généraux (parti du centre et bourgeois) 13 (20), et Maki (parti communiste) 6 (5).

³ FISHER, S. N. *The Middle East*, Londres, Routledge-Kegan, 1959, p. 495.

⁴ Voir l'histoire racontée par Ralph IZZARD dans le *Daily Mail*. *AW*, 18 avril 1956 ; aussi, 3, 6 et 10 octobre 1955.

avons apprécié ce geste qui couvrirait nos besoins pour la défense nationale ⁵ ». En effet, pour les nationalistes égyptiens, l'attitude de l'Occident dans l'affaire des armes est « une question de vie ou de mort ⁶ », car, comme le dit le président au cours de son entretien avec le commentateur de la télévision, Robin Day, « créer notre armée nationale, capable de défendre l'Égypte, est notre droit incontestable ⁷ ». Quand son interlocuteur américain lui a reproché d'avoir accepté pour la marine égyptienne des sous-marins russes, Gamal Abdel Nasser lui a répondu : « Pourquoi ne pourrions-nous pas posséder des sous-marins ? ⁸ », — et la deuxième partie de la réponse restée sous-entendue, est une question que l'on peut formuler ainsi : « ... si n'importe quelle autre nation souveraine peut en posséder si elle le veut ? ».

Même un pays jadis pro-occidental sans réserve, comme le Liban, a accordé un appui total à la position égyptienne. La presse libanaise a annoncé le 4 octobre 1955 que « le Parlement libanais décide d'appuyer l'attitude de l'Égypte dans sa décision de recevoir des armes de la Tchécoslovaquie ». La presse, à l'unisson avec le nationalisme arabe, lui fait écho dans l'opinion publique, en affirmant le droit des Arabes au non-alignement : « En achetant des armes à l'URSS et à la Tchécoslovaquie, les Arabes font tout simplement ce que les Anglais et les Américains font eux-mêmes depuis longtemps. Ils traitent avec l'Est, mais cela ne veut pas dire qu'ils se rangent aux côtés du communisme. Nous entendons coopérer avec les puissances occidentales comme avec les puissances orientales. Nous n'admettons pas des interventions qui tendent à nous empêcher de nous défendre ⁹ ». Et c'est *Le Matin* qui conclut : « De tout le remue-ménage suscité par l'affaire des achats d'armes, il faut retenir un phénomène important : l'entrée en jeu de l'URSS au Moyen-Orient ¹⁰ ».

L'Égypte

Le gouvernement égyptien a, en réalité, négocié parallèlement avec les États-Unis ¹¹ et l'URSS. Du côté soviétique les négociations ont été menées par l'ambassadeur Daniel Solod ¹², mais dans leur phase

⁵ Discours du cinquième anniversaire de la Révolution, *CPR*, 23 juillet 1957.

⁶ Interview de William ATTWOOD avec le président Nasser pour le périodique américain, *Look*. En répondant à la question de savoir s'il n'était pas inquiet de la pénétration économique et politique des Russes au Moyen-Orient, Nasser dit : « La logique des Américains est différente de la nôtre. L'Occident ne veut pas faire des échanges avec nous et ne veut pas nous vendre des armes. Il a aussi bloqué nos fonds. Qu'est-ce qu'il attend de moi ? C'est une question de vie ou de mort ». *CPR*, 15 juin 1957.

⁷ *CPR*, 2 juillet 1957.

⁸ L'Égypte est, en effet, le premier pays du Proche- et Moyen-Orient et de l'Afrique à posséder des sous-marins.

⁹ Du journal *Al Amal*. Tiré d'un document inédit. *Al Nasr* du 17 octobre 1955 constate que : « L'Amérique considère l'initiative du colonel Gamal Abdel Nasser comme étant la crise la plus grave après celle de Formose », et ajoute que « les résultats de la Conférence de Bandoeng apparaîtront peu à peu ».

¹⁰ Tiré d'un document inédit.

¹¹ Il est certain que l'Égypte nassérienne, après la signature de l'accord sur le canal de Suez en 1953, a attendu des États-Unis qu'ils fassent un effort similaire à celui entrepris à l'égard de la Turquie, pays qui a reçu dans le cadre du programme Truman une aide militaire considérable. Le gouvernement du Caire a présenté plusieurs demandes à Washington en vue de livraisons d'armement, mais l'administration Eisenhower a fait la sourde oreille. Les 40 millions de dollars, promis après la signature de l'accord anglo-égyptien, sont des crédits destinés au développement économique, et une infime partie seulement à couvrir quelques fournitures d'armes. Les groupes de pression pro-israéliens d'Amérique ont exercé une telle influence que l'administration ne pouvait risquer d'être accusée du renversement de l'équilibre établi au sens de la déclaration tripartite.

¹² Solod, Daniel Semjenovitch, ambassadeur extraordinaire et ministre plénipotentiaire. Ses lieux de service durant la période que nous étudions, sont les suivants : 1944-1950 : ministre à Beyrouth pour le Liban et la Syrie ; 1950-1953 : en service au Ministère soviétique des Affaires étrangères ; octobre 1953-avril 1954 : chargé d'affaires en Égypte ; avril 1954-février 1956 : ambassadeur en Égypte ; février 1956-septembre 1956 : chef adjoint de la division des pays du Proche- et du Moyen-Orient au Ministère des Affaires étrangères à Moscou, dont il devint le chef en octobre 1956 ; en novembre 1956 cette division a été scindée en division du Proche-Orient et division du Moyen-Orient (constitué par

décisive, en juillet 1955, par le chef de la diplomatie soviétique, Chepilov, lui-même. Les puissances occidentales sont conscientes et soucieuses des tractations soviéto-égyptiennes et le secrétaire d'Etat Dulles déclare lors d'une conférence de presse, à fin août, qu'il est au courant de l'offre soviétique concernant l'armement et l'équipement militaires des armées arabes, mais il exprime l'espoir que cette offre ne sera pas acceptée¹³.

Après de laborieuses tractations, les représentants américains se montrent enclins, au mois d'août, à livrer des armes d'une valeur d'environ 27 millions de dollars à l'Égypte. Toutefois, aucun accord n'a été signé, car les deux parties divergent quant aux modalités de paiement¹⁴.

La décision égyptienne a été prise autour du 20 septembre, et l'accord est conclu entre l'Égypte et la Tchécoslovaquie. Cette dernière a sûrement été utilisée comme intermédiaire, les Soviétiques connaissant la susceptibilité occidentale et prévoyant que dans l'orage qui suivrait la première livraison d'armes communistes au Proche-Orient, leur position serait beaucoup plus confortable vis-à-vis des Occidentaux, et face aux cercles et gouvernements réticents des pays arabes eux-mêmes, s'ils n'étaient pas partie dans cette affaire. Comme les négociations qui ont précédé cet accord égypto-tchèque ont été menées exclusivement par les Soviétiques et comme les offres successives faites aux autres pays arabes viennent pour la plupart de l'URSS, on peut affirmer, même sans preuves écrites, que le rôle des Tchèques leur a été assigné par Moscou.

L'accord complet égypto-tchèque n'a jamais été publié in extenso. Il est connu qu'il concerne la livraison de quantités considérables d'avions de chasse à réaction, du type MIG, de bombardiers à réaction type IL-28, de chars, de véhicules blindés, de canons de tous les calibres, de canons antiaériens automatiques, de canons légers antichar, de mitrailleuses, de bazookas, etc. Le paiement doit se faire en grande partie en produits égyptiens, surtout en coton ; le remboursement en espèces n'est pas considérable. L'accord représente en effet une sorte de troc : une série d'armes contre une quantité fixe de coton ; le prix des différentes unités n'est pas indiqué ; seuls les totaux ont été fixés. La livraison de coton égyptien a été répartie sur un certain nombre d'années, une livraison annuelle ne pouvait pas excéder 5 % de l'exportation égyptienne du coton. Il est très hasardeux de faire des estimations sur la valeur totale de la livraison tchèque de l'automne de 1955 — certains donnent le chiffre de 80 millions à 150 millions de dollars¹⁵ —, car une partie des armes fournies à l'Égypte étaient déjà périmées à l'époque de la livraison. Ce qui est certain, c'est que les prix fixés sont de beaucoup inférieurs aux prix originaux. Il est donc clair que, pour Moscou, l'affaire des armes livrées à l'Égypte n'est pas du tout une affaire commerciale, mais en premier lieu un geste politique à l'adresse du nationalisme arabe¹⁶.

Au cours des années suivantes, l'Égypte a reçu du bloc soviétique, surtout de l'URSS, des armes et des équipements militaires au fur et à mesure qu'elle en a eu besoin. Les accords n'ont jamais été publiés, mais des informations paraissant dans les journaux égyptiens ou étrangers, en particulier dans les journaux israéliens qui suivent avec une attention alarmée toutes les nouvelles livraisons, donnent certaines indications¹⁷. Le rythme de fourniture des armes soviétiques à l'Égypte suit naturellement les fluctuations des relations politiques entre celle-ci et l'URSS.

l'Iran, l'Afghanistan, le Pakistan). Solod a été nommé chef adjoint de la première division. Après 1960, il part pour l'Afrique en tant que ministre à Conakry.

¹³ DSB, 31 octobre 1955, pp. 688-689.

¹⁴ DALLIN, *op. cit.* p. 394.

¹⁵ Différentes estimations sont données dans le *Middle Eastern Journal*, (désormais : *ME Journal*) hiver 1955, p. 65 ; *Washington Star*, 11 mai 1956 et 2 septembre 1956 ; *Foreign Assistance Activities of the Communist Bloc and their implications for the United States*, Washington Government Printing office, 1957 (désormais : *Foreign Assistance Activities*), p. 92. LAQUEUR parle d'un montant de 300 millions à 350 millions de dollars dans son article publié par le *Problems of Communism*, 1957, N° 4, p. 22, tandis que le *ME Aff* février 1957, p. 77, estime la valeur de la transaction de l'automne 1955 à 100 millions à 250 millions de dollars.

¹⁶ DALLIN, *op. cit.* p. 395.

¹⁷ *Al Davar*, de Tel Aviv, *AW*, 17 février 1956 ; journaux libanais, *AW*, 12 novembre 1956. En outre, pour l'année 1956 : *Journal American*, 2 mai ; *Washington Star*, 11 mai et 2 septembre ; *The New York Times*, 11 juin et 17 août ; *Washington Post* et *Times-Herald*, 11 juillet ; *Jerusalem Post*, 19 août. Pour 1957 : *The New York Times*, 7 février, 19, 21 et 22 juin ; *New York Herald Tribune*, 10 avril ; *Christian Science Monitor*, 20 juin.

Pendant les négociations qui ont précédé la conclusion de l'accord égypto-tchèque, Le Caire a toujours tenu au courant les autres Etats arabes, indiquant par là que l'affaire ne concerne pas seulement l'Egypte, mais tous les pays arabes en général, opposés dans leur nationalisme aux tentatives de domination de l'Occident¹⁸. Les Soviétiques sont conscients de toutes les perspectives que leur geste peut ouvrir, et sont décidés à l'exploiter à fond. Après l'annonce de la livraison d'armes à l'Egypte, une période d'activité fiévreuse a commencé au Proche-Orient et la diplomatie soviétique s'efforce de tirer le plus grand profit d'un climat extrêmement favorable¹⁹.

La Syrie

A la suite de leurs succès en Egypte, les Soviétiques se sont tournés aussitôt vers la Syrie et des négociations sont engagées en vue de fournir des armes soviétiques « sans condition et à des termes strictement commerciaux²⁰ ». Les livraisons effectuées à la fin de 1955 et au cours de l'année 1956 ont été quantitativement presque insignifiantes²¹. Sous l'impulsion de l'attaque tripartite de Suez, les négociations sont reprises au cours de l'automne 1956. Le président syrien, Ch. al-Kouatly, s'est rendu en personne à Moscou à la tête d'une importante délégation et il est revenu à Damas avec de grands espoirs. Toutefois, la presse occidentale de l'époque qui fournit les renseignements les plus détaillés sur les livraisons d'armes soviétiques à la Syrie²², précise que ces livraisons ne sont pas d'une importance considérable.

De nouvelles négociations ont été entamées en été 1957. Ces contacts se situent dans le climat de l'influence grandissante, sinon dominante, des forces politiques de gauche, y compris un parti communiste très actif, sur le plan intérieur, et d'une crise se développant rapidement entre la Syrie et les puissances occidentales, sur le plan extérieur. Le texte de l'accord conclu à cette époque n'a jamais été publié²³, mais la date de l'accord de principe sur la coopération économique entre les deux pays est, vraisemblablement, la même que celle de l'accord sur les livraisons d'armes : le 6 août 1957. Les détails de cet accord ressortent des éclaircissements obtenus par le correspondant londonien du quotidien cairote *Al Ahrām* qui cite, dans un article du 8 octobre, les milieux diplomatiques comme source de ses renseignements. L'accord porte, au total, sur une somme de 240 millions de dollars et les livraisons d'armes comprises dans cette transaction se composent de la façon suivante : 120 chars blindés du type T-34 ; 350 unités d'artillerie, y compris 100 canons automatiques, des centaines de canons antichars ; un grand nombre de mortiers ; 60 ou 70 chasseurs du type MIG, 6 torpilleurs et 2 sous-marins : tout cet armement était déjà livré à l'époque. En plus,

¹⁸ AW, 25 juin 1956.

¹⁹ *Al Jom* et *Al Tiligraph* rapportent que le 3 octobre les délégués arabes et soviétiques se sont rencontrés pour une réunion secrète, d'une heure environ, aux Nations Unies. (AW, 5 octobre 1955.) Au début octobre, l'ambassadeur soviétique a demandé une audience au Premier libanais (AW, 13 octobre 1955) et l'*Al Qabas* fait même état d'une réunion de tous les ambassadeurs et ministres soviétiques accrédités auprès des Etats du Proche-Orient au Caire à la fin octobre. (AW, 27 octobre 1955.)

²⁰ AW, 30 septembre 1955.

²¹ Concernant les livraisons d'armes reçues par la Syrie voir : *Al Ahrām*, 19 février et 26 juin 1956 ; *Foreign Assistance Activities*, p. 123 ; *Chicago Daily News*, 9 avril 1956 ; *The New York Times*, 24 mai 1956 ; *Washington Post* et *Times-Herald*, 5 septembre 1956. La presse libanaise se référant à des sources britanniques avance que l'armement acheté par la Syrie s'élève à 20 millions de dollars. Les fournitures doivent comprendre un minimum de cent chars blindés moyens, cent voitures blindées militaires, entre cinquante et cent automitrailleuses, des fusils, des petites armes et des munitions. (AW, 12 novembre 1956.)

²² *Daily Telegraph*, 24 novembre 1956 ; *New York Herald Tribune*, 31 décembre 1956 (repris par *Al Hayat* de Beyrouth, 1^{er} janvier 1957) ; *Daily Mail*, 14 janvier 1957 ; voir aussi : *The New York Times*, 4, 6, 10 et 15 décembre 1956 ; 15 janvier, 7 février et 11 août 1957 ; *Christian Science Monitor*, 26 et 28 novembre 1956 ; 22 juin 1957 ; *Washington Post* et *Times-Herald*, 25 novembre 1956.

²³ Khaled el-Azm a déclaré au début août que, « désormais les achats d'armes resteront un secret, car les informations concernant de telles transactions ont été utilisées dans le passé comme un prétexte de livrer une quantité équivalente d'armes à Israël ». AW, 12 août 1957.

restent à livrer au cours des mois d'automne : 50 chasseurs MIG, des petits vaisseaux, des chars blindés et des véhicules de transport militaire²⁴.

L'importance accrue de ces livraisons est vivement ressentie et augmente la tension dans les relations entre la Syrie et les puissances occidentales, et la crise qui s'est développée autour d'elle sur la scène internationale. C'est encore une victoire du nationalisme arabe et de la tendance neutraliste. Selon les paroles du chef d'Etat, Ch. el-Kouatly, prononcées à l'aube du dénouement de la crise, la politique syrienne du neutralisme positif a permis au pays « d'obtenir des armes qui garantissent notre pleine souveraineté. C'est une victoire politique décisive ...²⁵ ».

L'Arabie Saoudite

En automne 1955, le roi de l'Arabie Saoudite ou ses représentants, ont eu des entretiens avec les diplomates de plusieurs pays du bloc communiste en vue de livraisons d'armes. Les contacts entre l'Arabie Saoudite et l'URSS coïncident avec les efforts déployés pour rétablir leurs relations diplomatiques²⁶, efforts qui resteront, toutefois, sans résultat.

Le Liban

Par l'intermédiaire de Daniel Solod, accrédité également à Beyrouth, l'Union Soviétique a offert de même des armes à la République libanaise. Cette initiative, malgré la déclaration de sympathie du ministre des Affaires étrangères, Selim Lehoud, pour l'acte d'indépendance égyptien²⁷ n'a apporté aucun résultat, car le Liban n'a pas voulu recourir à l'aide du bloc oriental.

Le Yémen

Le Yémen a eu des tractations avec l'URSS en mars 1956 et janvier 1957, et une déclaration de sa légation au Caire indique que ce pays a acheté des armes soviétiques afin de « sauvegarder son unité, sa liberté et son indépendance » mais seulement en août 1957²⁸. Une année après, le prince héritier d'alors, Mohammed El-Badr lui-même, a confirmé l'achat d'armes soviétiques par son gouvernement, en constatant : « Les pays occidentaux nous accusent d'être communistes, bien qu'ils connaissent notre véritable politique, dont le principe est le non-alignement à l'Est ou à l'Ouest, et notre adhésion au neutralisme positif entre les

²⁴ *Al Ahram*, 8 octobre 1957 ; *CPR*, 8 octobre 1957.

²⁵ *CPR*, 7 octobre 1957. En expliquant pourquoi la Syrie achète des armes à l'URSS, le général el-Din, chef d'état-major, a déclaré que les puissances occidentales ont refusé pendant quatre ans de fournir des armes à la Syrie. Les offres tchèque et soviétique n'ont pas été accompagnées de conditions politiques. (*CPR*, 14 juin 1957.) Khaled el-Azm a fait une déclaration dans le même sens. *Documents*, 1957, p. 322.

²⁶ *AW*, 16 novembre 1955.

²⁷ Information tirée d'un document inédit. Deux ans plus tard un débat a eu lieu au parlement libanais sur l'armement quand le ministre des affaires étrangères, le Dr Charles Malik, a envisagé l'éventualité de fourniture d'armes américaines à son pays. L'opposition protesta violemment ; Philippe Takla a résumé ainsi la position de cette opposition : non au marxisme, non même aux missiles. *AW*, 28 novembre 1957.

²⁸ *AW*, 14 août 1957 ; voir aussi *ME Journal*, été 1956, p. 299 ; *Foreign Assistance Activities*, p. 128 ; rapport de l'Associated Press cité par ALLEN, Robert Longring : *Middle Eastern Economic Relations with the Soviet Union, Eastern Europe et Mainland China*. Charlottesville, University of Virginia, 1958, p. 50.

deux blocs en conflit ²⁹ ». Selon des sources britanniques, le Yémen a reçu, en août 1957, sept cargaisons d'armes, y compris des chars blindés, des armes antiaériennes et des chasseurs ³⁰.

L'Irak

L'Irak de Nouri Said n'entre certainement pas en lice pour les armes de provenance soviétique, mais après la révolution du 14 juillet 1958, le problème s'est rapidement posé. Les négociations ont commencé en automne ³¹, et le quotidien de Bagdad, *Al-Zaman*, rapporte déjà en décembre qu'un accord irako-soviétique concernant l'achat d'armes, est en voie de conclusion. En même temps, il dément officiellement qu'une mission militaire soviétique viendrait en Irak pour former les cadres de l'armée irakienne. L'information se termine par la constatation que si l'Occident avait offert des armes au gouvernement irakien à des conditions favorables, l'offre aurait certainement été acceptée ³². L'accord a vraisemblablement été conclu, car des journaux cairotes ou libanais annoncent dans le courant du printemps 1959, l'arrivée d'armements divers en Irak ³³. On a même parlé de la fourniture d'armes nucléaires soviétiques à ce pays ³⁴, nouvelle qui n'est certainement pas exacte, mais qui a été lancée à des fins de propagande.

2. LES CRISES ARABO-OCIDENTALES ET L'URSS

Les crises qui se sont développées de 1955 à 1958, entre les pays arabes du Proche-Orient et les puissances occidentales, sont, pour la diplomatie soviétique, autant d'occasions magnifiques à exploiter. L'action et la propagande bien concertées s'efforcent de rappeler aux peuples intéressés les maux du colonialisme et les nouveaux « dangers » d'une politique impérialiste adaptée aux circonstances, c'est-à-dire les tentatives dites néo-colonialistes. En même temps, les diplomates essaient aussi de montrer la sympathie que l'URSS et son peuple éprouvent envers les Arabes menacés, et leur compréhension pour les problèmes arabes, politiques ou économiques. La propagande soviétique ne traite pas toujours de la même façon la politique « impérialiste » des diverses puissances. L'élément constant, c'est la condamnation de la politique américaine, prototype de l'impérialisme sans scrupule qui est toujours le même, bien que revêtant des aspects différents, adaptés aux circonstances. Les impérialismes britannique et français sont quelquefois « ignorés », selon les nécessités dictées par les événements de l'heure, et ces pays sont considérés eux-mêmes comme « victimes » de l'impérialisme « dévorant » des Etats-Unis.

²⁹ *CPR*, 1^{er} juillet 1958.

³⁰ *The New York Times*, 9 et 13 août 1957. Selon un représentant yéménite, la valeur des transactions était de 8,5 millions de dollars en janvier 1957, selon *AP*, 10 janvier 1957, cité par ALLEN, *op. cit.*, p. 51.

³¹ Selon une information obtenue par l'*Orient* de Beyrouth, le colonel Aref a été écarté de l'équipe dirigeante, parce qu'il s'est opposé à l'acceptation de l'offre d'armes soviétiques. *AW*, 17 octobre 1958. Cette supposition paraît aujourd'hui invraisemblable.

³² *Al Zaman*, de Bagdad, 14 décembre 1958. Un mois auparavant, l'*Al Ahram* affirmait que l'Irak a rejeté l'offre américaine, car elle était conditionnée par la demande d'adhésion de ce pays au pacte de défense proche-oriental, ou, plutôt, par la demande du respect des engagements pris par le gouvernement précédent. *CPR*, 11 novembre 1958.

³³ *Al Nahar*, de Beyrouth. L'Irak reçoit cent cinquante-six chars en plus d'autres armements. *AW*, 31 mars 1959. Le correspondant d'*Akhbar el Jom* signale l'arrivée d'un certain nombre d'avions type MIG, pilotés par des Russes. *CPR*, 11 avril 1959.

³⁴ *AW*, 22 juillet 1959.

a) La controverse égypto-britannique sur le Soudan

Le 12 février 1953, l'Égypte et la Grande-Bretagne ont conclu, à la suite de plusieurs mois de délibérations, un accord sur le Soudan. Cet accord compte parmi les premiers succès du jeune régime révolutionnaire égyptien dirigé alors par le général Néguib, lui-même d'origine soudanaise. Cet accord prévoyait que le peuple du Soudan obtiendrait le droit de l'autodétermination à la fin d'une période transitoire, ne dépassant pas trois ans, pendant laquelle l'administration existante devait être démantelée. Durant cette période transitoire, le Gouverneur général était l'autorité constitutionnelle suprême, exerçant ses pouvoirs avec l'aide d'une commission de cinq membres — deux Soudanais, un Britannique, un Égyptien et un Pakistanais pour président³⁵. La période transitoire débute à la date indiquée par l'article 2 des statuts établis et les deux gouvernements — anciens condominium égyptien et anglais — se sont engagés à la mener le plus vite possible à bonne fin, en tout cas pas au-delà du délai de trois ans. Cette période devait, toutefois, se terminer au moment où le parlement soudanais aurait exprimé son désir d'accéder sans délai à l'autodétermination. Cette décision représentant la volonté populaire devait être suivie de la retraite immédiate des troupes britanniques et égyptiennes et de la promulgation d'une loi électorale en vue des élections législatives sous contrôle international. L'assemblée constituante issue de ces élections aurait ensuite décidé de l'avenir du Soudan « en tant qu'entité intégrale » en le dotant d'une constitution appropriée. L'option se situait entre l'union avec l'Égypte sous une forme quelconque, et l'indépendance complète. Toutefois, cet accord n'a satisfait entièrement ni les Égyptiens ni les Anglais. Les premiers veulent à tout prix s'assurer l'adhésion du Soudan, et ont exercé une influence en ce sens, en s'appuyant sur le Parti unioniste du premier ministre Al-Azhari pendant toute la période transitoire, mais ils ont finalement poussé les choses à l'extrême et ils ont échoué. Les Britanniques, eux, sont conscients des exigences de la population noire du Soudan du Sud aspirant à l'autonomie, et préfèrent que l'ancien condominium choisisse l'indépendance totale. Cette situation offre donc aux Soviétiques un champ d'action très prometteur.

Au début de 1954, leur position est encore hésitante. Un thème apparaît déjà dans la propagande, celui des « manœuvres britanniques » visant à empêcher l'union du Soudan et de l'Égypte. Les Soviétiques se montrent favorables aux thèses du Parti unioniste et du gouvernement Al-Azhari, tandis qu'ils dénoncent les Britanniques qui se préparent à détacher le Soudan méridional en l'annexant au Kenya et à l'Ouganda, et favorisent les tendances séparatistes des tribus non musulmanes³⁶. Toutefois, à cette époque, Moscou attaque, visiblement sous l'impulsion du communisme soudanais très actif, la politique intérieure réactionnaire du même gouvernement Al-Azhari qui a réprimé énergiquement les activités subversives — donc communistes³⁷. Cette attitude a évolué au cours des mois suivants. Plusieurs émissions en arabe diffusées par Radio-Moscou défendent sans réserve les thèses égyptiennes ainsi que la politique du gouvernement Al-Azhari et dénoncent le parti d'opposition Umma, comme « agent de l'impérialisme ».

Ces thèmes sont restés constants au cours des années 1954-1955 sous une triple variation : a) le Soudan est menacé de devenir une base militaire³⁸ b) la Grande-Bretagne tente de diviser le Soudan en deux blocs ennemis, de dresser le Nord contre le Sud³⁹ ; c) l'unification de la vallée du Nil est souhaitable⁴⁰.

L'évolution intérieure du Soudan a naturellement modifié la position soviétique, qui cependant est restée toujours pro-égyptienne. L'attitude du gouvernement Al-Azhari a sensiblement changé au cours de l'année 1955. Au début, il préconisait l'union avec l'Égypte, tout comme le Parti unioniste qui l'avait formé, mais par

³⁵ Deux autres commissions ont été aussi mises sur pied : une commission de sept membres — trois soudanais, désignés par le Gouverneur général, un président indien, et respectivement un membre britannique, égyptien et américain — pour préparer et contrôler les élections générales ; puis une seconde commission, appelée de la « soudanisation », avec cinq membres — trois soudanais, un britannique et un égyptien — pour achever le processus de remplacement des cadres anglais et autres étrangers par des soudanais dans les services publics. *Survey of International Affairs*, London, Oxford University Press (désormais *Survey*), 1953, p. 160.

³⁶ RM, 18 février 1954 ; communiqué de Tass, 19 février 1954 ; *Pravda*, 19 février 1954.

³⁷ RM, 8 mars 1954.

³⁸ RM, 16 février 1954, émission en arabe par Volodin.

³⁹ Ce thème reparait d'innombrables fois dans les émissions.

⁴⁰ Radio Erevan, 21 janvier 1954, en arménien.

suite de l'insistance exagérée des Egyptiens, ce gouvernement nationaliste a modifié ses intentions. Il est devenu partisan d'une indépendance complète. Il ne veut plus entendre parler de l'unité de la vallée du Nil.

Parallèlement à cette évolution soudanaise intérieure, des difficultés ont surgi entre les points de vue britannique et égyptien en ce qui concerne la composition de la commission de contrôle des élections soudanaises. Vers la fin de juillet 1955, l'Egypte propose l'inclusion, dans cette commission, de l'URSS et de l'Ukraine. Cette initiative est, bien entendu, exploitée par la propagande soviétique qui attaque de nouveau le gouvernement récalcitrant d'Al-Azhari dont le président et quatre membres ont été expulsés, pour une courte période, de leur propre parti encore fidèle à l'union avec l'Egypte ⁴¹. Finalement, l'Egypte ne s'est pas adressée aux deux puissances indiquées ci-dessus, mais elle a demandé à la Tchécoslovaquie de faire partie de la commission de supervision des mesures d'autodétermination au Soudan. Ce dernier pays a accepté l'invitation et a effectivement participé au contrôle des élections devant déterminer l'avenir du peuple soudanais. Cette mesure — d'ailleurs unilatérale — n'a provoqué aucune réaction à Moscou, et on peut supposer que la participation tchèque dans l'affaire soudanaise a été proposée par l'URSS qui mettait à ce moment-là la Tchécoslovaquie au premier plan dans les relations du bloc soviétique avec l'Egypte, comme en témoigne la livraison d'armes tchèques.

L'indépendance complète du Soudan — sans aucun rattachement à l'Egypte — a été saluée par l'URSS et les organes de la propagande communiste, dans une de leurs volte-face habituelles, comme « une nouvelle preuve de la désagrégation du système colonial de l'impérialisme ⁴² ». Le gouvernement Al-Azhari a retrouvé ses mérites nationalistes et patriotiques aux yeux des Soviétiques, bien que le rôle « libérateur » de l'Egypte ait toujours été souligné ⁴³.

b) Les « escarmouches » en Arabie méridionale

La mosaïque de petits Etats — dits émirats — se trouvant sur la péninsule arabique, n'inspire pas beaucoup de respect aux Soviétiques, qui mettent en doute leur intégrité nationale et n'acceptent pas leur raison d'être. Pour eux, l'existence de ces Etats séparés est uniquement le résultat de la politique britannique. E. Primakov, dans son étude intitulée *Les pays arabes et le colonialisme* démontre comment le mouvement du renouveau islamique du XIX^e siècle, le Wahabisme, s'est efforcé de rétablir l'unité des tribus arabes, mais n'a pas pu surmonter l'obstacle principal, la politique anglaise, qui s'opposait « au processus progressif de la liquidation du morcellement des émirats arabes et de la formation d'Etats possédant un gouvernement central et autonome ⁴⁴ ». En outre, dans l'Arabie du Sud, la propagande soviétique se sert inlassablement d'un thème qui définit le cadre de toute l'action politique : « L'impérialisme anglo-saxon pille les richesses de l'Arabie du Sud par les compagnies capitalistes ⁴⁵ ». Ce pillage est la conséquence

⁴¹ RM, 15 août 1954.

⁴² Citation du journal du Kominform, *Pour une paix durable, pour une démocratie populaire*, 6 janvier 1956.

⁴³ Un des commentaires diffusés en arabe par RM, 18 août 1955, intitulé : *Un pas en avant sur la route de la liberté* : « Le gouvernement national, formé après les élections, a rendu un grand service à la patrie. L'attitude de l'Egypte et son aide apportée au Soudan ont joué un rôle important dans la libération du peuple soudanais. Cette attitude est fondée sur les liens historiques solides entre les deux pays et sur une longue lutte commune pour le retrait des forces d'occupation étrangère de la vallée du Nil. L'accord de 1953 a préparé les événements dont nous sommes témoins aujourd'hui ».

⁴⁴ *Mizan Newsletter*, janvier 1959, p. 7.

⁴⁵ Tass, 12 juillet 1955. RM diffuse, en arabe, le 14 juillet 1955, un commentaire sous le titre : *L'impérialisme et les incidents d'Aden* mentionnant quelques faits relatifs à la « prétention occidentale » selon laquelle l'impérialisme n'existe plus. « Des rapports provenant de la partie sud-est de la péninsule Arabique dispersent l'épais nuage de mensonges qui enveloppe les monopoles pétroliers anglo-américains. La tragédie du peuple qui vit sous le joug des usurpateurs étrangers prouve que toute prospérité matérielle lui est interdite, et que sa vie même est contrôlée par ses maîtres impérialistes. United Press et Reuter parlent dans leurs dépêches du besoin de maintenir l'ordre. De quel ordre parlent-ils ? De l'ordre que les impérialistes, les voleurs et les exploités étrangers ont obtenu au moyen d'avions à réaction semant la mort dans les déserts d'Aden, du Hadramout et du Lahej ? De l'ordre nécessaire pour assurer d'énormes profits aux compagnies pétrolières anglo-américaines ? ».

naturelle de l'ingérence politique et économique des Etats-Unis dans les affaires de la région ⁴⁶, ingérence qui revêt parfois des formes brutales ⁴⁷. Aux moments propices, comme c'est le cas durant la crise d'Oman, on a fait allusion à la rivalité anglo-américaine ⁴⁸ et même on a parlé d'une rivalité des Etats-Unis et de l'Allemagne fédérale, cette dernière étant en quête de marchés ⁴⁹.

En 1954 et 1955 surtout, l'affaire de l'oasis de Buraimi, guerre locale entre Mascate et Oman, ainsi que la tension entre le Yémen et la Grande-Bretagne ont donné l'occasion à l'URSS de se rallier au point de vue des nationalistes arabes et de soutenir les opposants de la politique occidentale.

Le ton adopté par les Soviétiques à l'égard de l'Arabie Saoudite a beaucoup changé, à partir de 1954 déjà. Résolument hostile à ce pays, la propagande russe feint désormais de le considérer comme la victime des agissements des puissances impérialistes, la responsabilité de cet état de choses étant tout entière rejetée sur lesdites puissances. Mais c'est surtout la politique neutraliste poursuivie par le royaume saoudien qui a motivé la sympathie soviétique : « On aurait pu penser que les importantes ressources pétrolières assureraient à l'Arabie Saoudite de belles perspectives de développement économique et une amélioration des conditions de vie du peuple », dit le commentateur de Radio-Moscou dans un programme « réponse aux auditeurs » et il continue : « Les compagnies étrangères cependant ne pensaient qu'à accroître leurs profits et ne faisaient rien pour résoudre les problèmes économiques du pays ... Il était évident que pour résoudre ces problèmes économiques et sociaux complexes, l'Arabie Saoudite avait besoin d'une atmosphère de stabilité et de paix. Se fondant sur les intérêts nationaux du pays, le gouvernement avait pris position contre le pacte turco-irakien et les autres alliances militaires. A la conférence de Bandoeng, la délégation saoudienne avait approuvé les cinq principes de coexistence pacifique ... La politique de neutralité de l'Arabie Saoudite et de non-participation à des alliances militaires, entraîne la compréhension de l'URSS. Une telle politique, qui s'accorde avec les intérêts vitaux de l'Arabie Saoudite, joue un rôle positif dans le maintien de la paix et de la sécurité au Proche- et au Moyen-Orient ⁵⁰ ».

Le conflit de Buraimi a opposé, de 1953 à 1955, l'Arabie Saoudite à la Grande-Bretagne. Cette oasis se situe entre la partie méridionale du royaume d'Ibn Saoud et le territoire appartenant au cheik d'Abu Dabi placé sous protectorat britannique. Pendant les années précédant le conflit, les environs de l'oasis avaient été inspectés et on y avait trouvé des gisements pétrolières importants ⁵¹. Par la suite, les deux parties ont revendiqué le territoire de Buraimi et, ne pouvant se mettre d'accord, les deux puissances passèrent aux hostilités. Au cours de celles-ci, les troupes britanniques occupèrent l'oasis. Pour les nationalistes arabes, l'affaire était claire : une grande puissance voulait profiter de la richesse du sol arabe ; un Etat arabe était en conflit avec un Etat impérialiste, donc tous les pays arabes s'uniraient derrière l'Arabie Saoudite. L'affaire fut portée devant une Cour d'arbitrage. Celle-ci n'a toutefois pas réussi à résoudre le problème et, après avoir constaté la contrainte pesant sur les Saoudiens, et leur corruption, elle s'est dissoute.

⁴⁶ Voir par exemple les attaques menées par la propagande soviétique contre le projet lancé par les Américains de construire une autoroute de la côte méditerranéenne au Golfe Persique ; émissions de RM les 5 et 9 janvier 1955.

⁴⁷ TASS, 27 mai 1955 ; RM, 28 mai 1955.

⁴⁸ RM, 14 juin 1955, DRAMBJANTZ traite de la rivalité anglo-américaine dans la péninsule Arabique et de ses conséquences. Aussi une information de Tass en anglais, 25 mai 1955.

⁴⁹ RM, 26 mai en arabe ; le remplacement de Sir John Philby par un conseiller allemand (comme le prétend cette émission) apparaît au commentateur comme une nouvelle preuve de la rivalité sourde qui oppose au Moyen-Orient les Etats-Unis à l'Allemagne de l'Ouest toujours en quête de marchés.

⁵⁰ RM, 3 septembre 1955. Concernant l'attitude soviétique à l'égard de l'Arabie Saoudite et l'appréciation du mouvement de Wahabisme par les idéologues voir la *Grande Encyclopédie soviétique* ; l'article de A. I. PERCHITZ dans *Sovjetskaja Etnografija*, 1955, N° 3 ; E. PRIMAKOV, *Strany Arabii i kolonializm*. Moskva, Gospol, 1956 ; E. BELJAJEV, *Amerikanskij imperialism v Saoudovskoj Arabii*. Moskva, Gospol, 1957, et les deux études de N. I. PROCHIN, *Le mouvement d'Ikhwan en Arabie, 1912-1930* dans le volume: *Arabskije strany, istorija, ekonomika, literatura*; Moscou, 1960 et *Les pays de la péninsule Arabique*, Moscou, Gospol, 1958.

⁵¹ Les années qui se sont écoulées depuis la crise de Buraimi ont amplement prouvé que l'enjeu est d'une importance que l'opinion publique n'a pas réalisée à l'époque, car les champs pétroliers d'Abu Dabi sont parmi les plus riches.

L'Union Soviétique a appuyé les thèses saoudiennes par une campagne de propagande⁵². Radio-Moscou a diffusé en arabe les communiqués saoudiens⁵³, ainsi que les déclarations ou prises de position des hommes d'Etat arabes⁵⁴ et déclare « légitime la lutte des nationalistes arabes contre les menées des agresseurs britanniques⁵⁵ ». La question de Buraimi sert généralement à illustrer le grand thème favori des Soviétiques : la rivalité anglo-américaine pour le pétrole de la péninsule Arabique. A leurs yeux, il ne fait aucun doute que la Grande-Bretagne préfère régler la question par la force et, qu'à cet effet, dès le début du conflit, elle a donné au sultan d'Oman des instructions pour attaquer l'oasis. Les deux émirats ne sont pas intéressés à l'occupation de celle-ci mais ce sont les compagnies pétrolières britanniques qui veulent mettre la main sur les puits de pétrole⁵⁶. Une autre version accuse les Américains d'avoir l'intention d'établir sous leur égide une alliance régionale groupant l'Arabie Saoudite, les émirats du Golfe, Koweït, Bahreïn et Oman⁵⁷. La troisième interprétation explique les événements comme étant des représailles des impérialistes contre l'Arabie Saoudite à cause de son orientation neutraliste. En effet, Radio-Moscou a diffusé un commentaire sur la situation politique arabe et sur la session du Comité politique de la Ligue arabe sur Buraimi en constatant : « A la suite de cette résolution prise en comité, une attaque fut lancée contre Buraimi par des milieux britanniques accoutumés à l'emploi de la force. Le moment choisi mérite d'être noté. Le journal de Damas, *Al Nidal*, a déclaré que « quelques heures s'étaient écoulées entre la signature de l'accord militaire égypto-saoudien et l'occupation de l'oasis par les militaires britanniques ». Ceci révèle clairement le désir d'exercer des pressions sur le royaume saoudien qui a pris récemment un certain nombre de mesures pour garantir sa sécurité en poursuivant, avec d'autres Etats arabes, une politique étrangère indépendante⁵⁸ ».

L'Oman, imamat situé tout à fait au sud de la péninsule Arabique, avait été placé — depuis l'arrivée des Britanniques — sous l'autorité du Sultan de Mascate. A son tour, cet imamat est devenu un protectorat britannique. De ce fait, les ouvrages soviétiques de référence n'ont pas reconnu le statut indépendant du sultanat, en le considérant comme une colonie de la Grande-Bretagne⁵⁹.

Dès le début de la lutte qui oppose en 1955 le Sultan à l'Imam d'Oman, lutte qui s'est terminée par le succès du premier, et surtout depuis la révolte de juillet 1957, la littérature russe a présenté la résistance omanaise comme une lutte nationaliste contre l'impérialisme étranger. Les auteurs soviétiques, oubliant la situation intérieure féodale, affirment que l'indépendance complète d'Oman a été déjà reconnue en 1920, dans l'accord conclu entre l'Imam, le Sultan de Mascate et le représentant britannique. Le calme a régné dans la région jusqu'en 1955 — selon leur commentaire — époque où de riches terrains pétrolifères ont été découverts dans l'Imamat, et que l'Imam a refusé aux compagnies pétrolières britanniques les concessions demandées. En conséquence, le Sultan incité par les Anglais, et avec leur assistance, a envahi l'Oman.

En juillet et août 1957⁶⁰, l'agence TASS a publié des communiqués exposant le point de vue soviétique sur l'affaire d'Oman. On y retrouve les attaques coutumières contre l'impérialisme occidental, et la sollicitude toute fraîche de Moscou pour l'Imam Ghaleb Ben Ali. Tout au long du mois d'août, et d'une manière moins intense, jusqu'au printemps suivant, une violente campagne de la presse et des radios soviétiques sur le problème d'Oman s'est ajoutée à l'attaque générale contre la doctrine Eisenhower. A l'encontre de la propagande égyptienne, c'est moins à la Grande-Bretagne qu'aux Etats-Unis que la propagande russe s'en

⁵² Selon des nouvelles non confirmées, l'Union Soviétique aurait aussi offert des armes aux chefs de la révolte contre l'autorité du sultan d'Oman, donc contre les Britanniques. *Times* (Moscou), 16 novembre 1955.

⁵³ Ainsi, par exemple, RM diffuse le 28 octobre 1955 en arabe le communiqué de l'émir Feyçal.

⁵⁴ Aussi le 4 novembre 1955 RM, en arabe, cite la lettre du président égyptien au roi Saoud condamnant l'occupation de l'oasis de Buraimi et exprimant l'appui total de l'Egypte à l'Arabie Saoudite.

⁵⁵ RM, les 9 et 12 juin 1954 en arabe.

⁵⁶ L'article en *Novoje Vremja* commenté par RM le 12 juin 1954.

⁵⁷ RM, en arabe, le 4 juin 1954.

⁵⁸ Commentaire de RM du 10 novembre 1955, sur la situation arabe et la session du Comité politique de la Ligue arabe sur Buraimi.

⁵⁹ Voir *Mizan Newsletter*, mars 1959.

⁶⁰ Par exemple les 25, 26, 29 et 31 juillet 1957.

prend. Le thème de la rivalité anglo-saxonne réapparaît ⁶¹. A l'occasion de la signature d'un traité consulaire entre les Etats-Unis et le Sultanat de Mascate on peut lire que, par cet acte, le Sultan, « conscient du déclin inévitable de l'empire proche-oriental de la Grande-Bretagne, a décidé de se ranger aux côtés des Etats-Unis ⁶² ».

En ce qui concerne les mouvements nationalistes d'Aden et la controverse qui se poursuit depuis des années entre la Grande-Bretagne et le Yémen au sujet de ce protectorat, les Soviétiques appuient, bien entendu, les groupes qui résistent aux Anglais et s'alignent sur la politique yéménite.

Au cours des années 1950, la politique britannique s'était efforcée de créer une fédération des territoires autonomes composant le protectorat d'Aden ⁶³. Les Soviétiques ont attaqué ce projet avec véhémence en le qualifiant de « nouveau truc des colonialistes ⁶⁴ » et ils ont exprimé l'avis que la constitution d'une telle fédération prive les territoires qui en font partie, de toutes les libertés sur le plan extérieur, car ils sont obligés d'obtenir l'approbation des Britanniques dans les questions touchant leurs relations interétatiques. Pour les idéologues moscovites, les bases sociales pour une résistance effective au colonialisme britannique sont réunies. L'intelligentsia nationale fait déjà son apparition et la bourgeoisie nationale a renforcé ses positions. Les partis politiques — parmi lesquels la Ligue arabe du Sud qui semble être le plus fort et gagne ainsi la sympathie russe ⁶⁵ — ont étendu leur activité jusqu'aux tribus vivant dans les coins les plus reculés du protectorat et possèdent ainsi une base populaire suffisamment représentative. Les révoltes tribales — déjà fréquentes avant la guerre — prennent, d'après les comptes-rendus soviétiques, la proportion d'un « mouvement général pour l'indépendance d'Aden » dont l'ampleur atteint même les couches supérieures et dominantes de la société qui partagent aussi des sentiments antibritanniques ⁶⁶. Pour les Soviétiques, le plan britannique de fédération du Sud-Arabique n'est — tout simplement — qu'« une conséquence directe des événements de 1951 en Iran. Les Anglais veulent trouver de nouvelles sources de pétrole pour résister à la compétition américaine. Pour pouvoir prospecter le pétrole dans l'Arabie du Sud, les Anglais doivent, au préalable, y asseoir leur autorité ... La Fédération des Emirats du Protectorat Occidental d'Aden sera un empire de « l'I.P.C », et permettra aux compagnies pétrolières anglaises de lutter contre leurs concurrents américains qui dominent l'Arabie Saoudite ⁶⁷ ».

Les revendications yéménites sur les territoires du protectorat d'Aden sont généralement reconnues, les Anglais ayant conquis et détaché ceux-ci de l'Imam du Yémen ⁶⁸. Toutefois, à partir de 1959 on remarque une certaine hésitation — probablement à la suite des expériences faites par l'URSS avec la République Arabe Unie de Nasser — en ce qui concerne les droits yéménites sur l'empire des cheiks d'Aden, et l'article déjà cité de Nil'skij n'énumère pas, parmi les objectifs des partis nationalistes du protectorat, l'union avec le Yémen et ne suggère pas non plus — fait significatif — que cette union doive figurer parmi ses objectifs.

⁶¹ L'article de DRAMBJANTZ dans *Sovremennyj Vostok*, mars 1958.

⁶² RM, 19 janvier 1958.

⁶³ Selon le projet de constitution de 1957, mais qui a été accepté seulement en 1959, une fédération des émirats du Sud-Arabique fut créée en février de cette année. La fédération qui signa un traité d'amitié et de protection avec la Grande-Bretagne, avait inclus six sultanats, Beihan, Dhala, Audhali, Fadhli, le Bas-Yafa et l'Aulaqui supérieur. En octobre 1959, Lahej joint la fédération dans laquelle l'Aulaqui inférieur, la confédération de Dathina et Akrabi avaient été intégrés en février 1960. Ainsi, en 1960, la fédération se compose de dix sultanats et émirats du Protectorat occidental d'Aden. (Il n'y avait en effet aucun Etat du Protectorat oriental.) Le traité conclu avec le gouvernement britannique prévoit une assistance financière et technique du Royaume-Uni en vue du développement de la nouvelle fédération.

⁶⁴ FOUZEJEV, V. Colonialists' New Trick. *International Affairs* (Moscou), juin 1959, pp. 106-107.

⁶⁵ Article de A. NIL'SKI dans *Sovremennyj Vostok*, septembre 1959, pp. 39-41.

⁶⁶ *Mizan Newsletter*, octobre 1959.

⁶⁷ RM, 9 janvier 1954.

⁶⁸ RM, en arabe, 25 janvier 1954 ; les interventions britanniques à Aden font l'objet de commentaires incessants de l'Agence Tass, 28 juin, 10 et 18 juillet 1955 ; les agressions britanniques contre Buraimi, 7, 9 et 15 juillet 1955 ; RM reprend le 20 juillet, en arabe, la protestation yéménite à la Ligue arabe contre « l'agression des impérialistes anglais dans le Sud yéménite ».

En rapport avec les événements intérieurs du Yémen ⁶⁹, la *Pravda*, reprenant un article du journal cairote *Al-Goumhourija*, se prononce en faveur de l'Imam Ahmed présenté comme une victime des manœuvres étrangères et comme le champion de la politique indépendante arabe : « Ce complot est l'œuvre de l'étranger ... Les impérialistes, mécontents de la politique du souverain, ont décidé — violant la souveraineté de cet Etat — de le remplacer par leur agent l'Emir Abdallah. Tout sépare ces deux hommes et explique le choix des impérialistes : l'Imam Ahmed défend l'indépendance de son pays et s'oppose aux pactes dont l'étranger est seul bénéficiaire ... Le ministre des Affaires étrangères, Abdallah, soutenu par les Anglais, s'oppose à la politique de l'Imam qui est aussi la politique de l'Egypte ⁷⁰ ».

Cette appréciation soviétique de la situation yéménite montre la contradiction entre approche politique et idéologique. L'inconsistance de la position de Moscou saute aux yeux de l'observateur impartial, à la lumière des événements yéménites de 1962 — la révolution du général Sallal —, moment où l'URSS a prodigué tout son appui au régime révolutionnaire ⁷¹.

c) Le seul conflit armé : Suez

La crise la plus aiguë qui a éclaté entre l'Occident et les pays arabes est celle de l'automne 1956. L'attaque tripartite contre l'Egypte et tous les développements qui l'ont amenée, constituent une menace directe envers le nationalisme arabe, mettent au défi ses idéaux et réalisent un front uni — même si ce n'est que temporairement — du monde arabe autrefois divisé. L'Union Soviétique a de nouveau pris la défense des intérêts arabes et a joué un rôle très actif dans les événements.

La nationalisation du Canal

L'accord de 1954 sur le canal de Suez entre Britanniques et Egyptiens, réalise l'objectif primordial du nationalisme égyptien : le retrait des troupes britanniques du canal. Mais, en même temps, il reconnaît à la Grande-Bretagne le droit de reprendre ses positions en cas de guerre, ou en cas d'attaque contre un pays arabe ou contre la Turquie ⁷². Certes, ces faits sont restés sujets à révision aux yeux des nationalistes arabes, mais ne devaient pas conduire à un conflit armé.

Pour l'URSS l'accord conclu au sujet de Suez a une signification fondamentale : il est l'aboutissement des efforts américains pour dominer le Proche-Orient et y substituer leur propre influence à l'influence

⁶⁹ Un coup d'Etat a éclaté au Yémen en avril 1955 contre l'Imam Ahmed. Le chef de la révolte est le prince Abdallah qui a beaucoup voyagé en Occident et a représenté son pays aux Nations Unies. Le mouvement a été rapidement écrasé par le fils aîné de l'imam, le prince el-Badr. Celui-ci a libéré son père de Taiz où il avait cherché refuge devant les troupes de son frère. Le prince Abdallah et un autre frère, le prince Abbas, ont été pendus ; six autres conspirateurs décapités et le premier ministre obligé de rester au Caire où il séjourna au moment du complot.

⁷⁰ *Pravda*, 8 avril 1955.

⁷¹ Les relations soviéto-yéménites avant la révolution de 1962 contiennent, en effet, tous les éléments de contradiction reprochés par les orthodoxes à l'équipe khrouchtchévienne. L'imam du pays et sa famille ont été soutenus par les Soviétiques, en raison de leur position anti-impérialiste, c'est-à-dire anti-britannique, malgré le féodalisme arriéré régnant dans le pays et le système absolutiste du gouvernement. Il est vrai que la *Grande Encyclopédie soviétique* a condamné sans ambages cet état de choses, mais les publications parues entre 1955 et 1960 parlent de l'imam Yahia comme d'un chef patriotique. Un des auteurs, SOULTANOV, décrit le palace du prince héritier à Hodeidah comme « modeste » et aucun des ouvrages ne traite du mouvement démocratique, de la prise de conscience des ouvriers, donc des signes d'une fermentation sociale au Yémen, comme c'était le cas concernant l'Arabie Saoudite. Le Yémen et l'Union Soviétique ont déjà conclu un traité d'amitié en 1929 qui a été renouvelé en 1939. Un nouveau traité est signé entre les deux pays le 31 octobre 1955, au Caire, et un accord commercial, le 8 mars 1956.

⁷² Le texte de l'accord se trouve, *Documents*, 1953, pp. 315-316.

britannique⁷³. La mauvaise humeur soviétique à l'égard de l'Égypte n'a disparu qu'après la prise de position très nette du gouvernement du Caire contre le pacte turco-irakien.

Les raisons de l'éclatement de la crise de 1956 ne se trouvent donc pas dans la situation créée par l'accord de 1954, mais ailleurs. Par la nationalisation de tous les biens appartenant à la Compagnie Maritime Universelle du Canal de Suez, décrétée le 26 juillet 1956, l'Égypte veut, par ce geste unique, s'emparer du leadership du monde arabe. Ce qui est plus important encore, c'est que, assurée de l'appui total de la part du bloc soviétique, elle a fait acte de son indépendance vis-à-vis de l'Occident, à un moment où celui-ci se montre de plus en plus récalcitrant pour lui accorder l'aide militaire et l'assistance financière sollicitées.

En effet, l'attitude occidentale a été extrêmement hésitante au cours des délibérations qui ont suivi la requête égyptienne d'armement. Concernant la question du financement du barrage d'Assouan — projet spectaculaire, et vital au régime — la procédure a été encore pire. Les négociations sont entreprises dès l'automne 1955, et se poursuivent jusqu'au printemps de l'année suivante. Les Américains et les Britanniques, de concert avec la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement, semblent vouloir consentir à l'Égypte le prêt nécessaire pour commencer les travaux. Simultanément, le gouvernement nassérien entreprend des démarches pour obtenir l'assistance soviétique, selon ses principes de non-alignement et en vue de répartir les frais de cette énorme entreprise parmi ses crédettes. Finalement, les Occidentaux refusent les crédits sollicités⁷⁴ en espérant porter un coup dur à la politique générale du président Nasser. Tout en reconnaissant que le barrage est une question de vie ou de mort pour le peuple égyptien, le *New York Times* exprime ainsi l'opinion occidentale : « Ils (les Égyptiens) ne peuvent que blâmer les ambitions outrepassées et la politique aventurière du président Nasser qui a essayé d'opposer l'Est à l'Ouest au nom de l'indépendance nationale et du neutralisme positif, et qui se trouve maintenant assis entre deux chaises. Pour se faire puissant, il a hypothéqué l'avenir économique de l'Égypte, non pour obtenir du pain pour son peuple, mais pour se procurer des armes et devenir le chef d'un empire panarabe s'étendant de l'Atlantique au golfe Persique en anéantissant Israël ... C'est au peuple égyptien à tirer les conséquences de la politique suivie par le président Nasser et d'en adopter une nouvelle qui leur apportera le pain et la liberté⁷⁵ ». L'intention de faire éclater le régime révolutionnaire égyptien — devenu trop indépendant — est donc bien claire.

Le refus occidental a envenimé la situation et devait obligatoirement mener à l'éclatement d'une crise entre l'Égypte et l'Occident. La nationalisation de la compagnie du canal de Suez est survenue dans ce climat. Elle a provoqué naturellement une réprobation générale dans le monde occidental et les trois puissances les plus intéressées, la Grande-Bretagne, la France et les États-Unis ont envoyé au gouvernement égyptien un mémorandum⁷⁶ qui met en cause la légalité de cette décision. Les positions occidentale et égyptienne sont diamétralement opposées : la première affirme que le canal de Suez et la compagnie gérante ont un caractère international établi et garanti par la Convention de Constantinople de 1888, tandis que selon la seconde, la concession accordée par l'Égypte à la Compagnie Maritime Universelle de Suez et la Convention de Constantinople sont deux choses différentes et qu'il appartient aux

⁷³ *Izvestia*, 8 août 1954. Voir aussi les articles dans la *Pravda*, 15 et 22 juillet 1954.

⁷⁴ Retrait de l'offre américaine : 19 juillet 1956 ; retrait de l'offre britannique : 20 juillet 1956.

⁷⁵ *The New York Times*, 22 juillet 1956. Cité par plusieurs journaux arabes, voir : *AW*, 24 juillet 1956. Le journal *Al Anba* publie le message envoyé au président Eisenhower par le Comité américain de la sécurité et de la justice et qui est signé par Alfred Lillenthal (auteur de *What Price Israël*) : « Le gouvernement égyptien a toujours préféré traiter avec l'Ouest. Mais présentement dans l'affaire du barrage d'Assouan et dans l'affaire des armes tchèques, dans le passé, nous nous sommes conduits comme si nous voulions pousser réellement Abdel Nasser dans les bras du Kremlin ... La question à laquelle nous devons répondre maintenant est la suivante : est-ce que l'Union Soviétique a mis seulement un pied au Moyen-Orient, ou est-ce que cette région est devenue une part entière du bloc des États se trouvant derrière le rideau de fer ». *AW*, 26 juillet 1956.

⁷⁶ Déclaration des gouvernements de la Grande-Bretagne, de la France et des États-Unis sur la nationalisation de la Compagnie maritime universelle du canal de Suez, Londres, 2 août 1956. *Documents*, 1956, pp. 138-139.

⁷⁷ Discours du président Nasser, à Alexandrie, le 26 juillet 1956. Malgré sa protestation et sa participation à l'action concertée de la Grande-Bretagne et de la France, le gouvernement des États-Unis a autorisé depuis le 5 août les bateaux battant pavillon américain à payer les droits aux agents de l'autorité nationalisée du canal. Ainsi, avant la conférence de Londres, l'Égypte a encaissé 35 % des droits dus par les bateaux traversant le canal, provenant principalement des cargos américains. *Survey*, 1956-1958, pp. 18-19.

droits souverains de l'Etat égyptien de nationaliser la première à sa convenance, à la condition qu'elle assure la libre navigation sur le canal ⁷⁷. Le président Nasser justifie la décision prise à l'égard de la Compagnie par la nécessité de couvrir les frais de construction du barrage d'Assouan, à l'aide des revenus que le trafic sur le canal de Suez peut fournir à l'Egypte. Créée par les maladroites occidentales, une situation idéale s'offre à la diplomatie soviétique, pour intervenir une fois encore dans les affaires proche-orientales aux côtés des Arabes, et pour démontrer, sans équivoque, l'identité des intérêts soviétiques et arabes. Le 30 juillet déjà — avant qu'une déclaration officielle ait vu le jour — la *Pravda* a promis un appui total aux efforts entrepris par le gouvernement égyptien pour se débarrasser de toute dépendance étrangère. Du côté soviétique, une activité fiévreuse a suivi l'annonce du 26 juillet. Le président Nasser s'est entretenu avec l'ambassadeur Kiselev au moins quatre fois pendant les premiers jours d'août, et en l'espace de quarante-huit heures il a reçu de lui toutes les assurances requises ⁷⁸.

La première prise de position officielle soviétique est venue de Khrouchtchev en personne. Il a déclaré : « Nous considérons qu'en effet rien d'illégal ne s'est produit. De quoi s'agit-il ? Du canal de Suez. Où est-il ? En Egypte. Par le territoire de qui passe-t-il ? Par le territoire égyptien. Par les mains de qui ce canal a-t-il été construit ? Par les mains des Arabes, les habitants de l'Egypte. Mais il n'appartient pas à l'Egypte ... Aujourd'hui nous vivons à une époque où les relations établies par la conquête et par l'occupation ne constituent plus une raison pour maintenir les autres peuples en état d'assujettissement. Les peuples coloniaux se sont libérés du joug colonial et proclament leurs droits ... Je crois que la nationalisation du canal de Suez est un acte auquel un gouvernement souverain — comme le gouvernement égyptien — peut recourir de plein droit. Il faut souligner que l'Egypte a pris l'engagement de respecter la libre navigation sur le canal de Suez et de payer une compensation aux actionnaires de la Compagnie ⁷⁹ ».

La déclaration soviétique ⁸⁰, faite en réponse à la déclaration tripartite — franco-anglo-américaine — du 2 août et qui contient aussi l'invitation à la Conférence de Londres de tous les Etats signataires de la Convention de Constantinople, suit, en partie, l'argumentation du premier ministre soviétique. En outre, elle se fait l'écho de la position égyptienne et souligne la différence entre la nationalisation de la Compagnie tombant sous la juridiction égyptienne et le maintien de la libre navigation sur le canal de Suez : « Les gouvernements des puissances occidentales, quoiqu'ils reconnaissent à l'Egypte en tant que nation entièrement souveraine et indépendante le droit de nationaliser les biens sous sa juridiction, essaient cependant de mettre en cause la légalité de l'acte du gouvernement égyptien qui a nationalisé la Compagnie du Canal de Suez. La déclaration contient l'affirmation, dénuée de tout fondement, que cette Compagnie est une « agence internationale » dont le statut ne peut être changé par le gouvernement égyptien. Elle ne tient pas compte du fait que la Compagnie du Canal de Suez, depuis sa fondation, a toujours été considérée, même aux termes de l'accord de 1866 dont l'Egypte n'était pas un partenaire à égalité avec les autres, comme une compagnie égyptienne qui opérait sous les lois et les coutumes égyptiennes. La nationalisation de la Compagnie du Canal de Suez ne concerne en rien la question de la libre navigation à travers le canal qui est régie par la convention spéciale de 1888. Toute tentative visant à faire apparaître une compagnie privée, sujette aux lois égyptiennes, comme une sorte d'agence internationale assurant la navigation sur le Canal de Suez, n'a pas la moindre base légale. La nationalisation des biens des entreprises situées sur le territoire de telle ou telle nation n'est — selon les principes généralement reconnus en droit international — qu'une affaire intérieure de cette nation ». Sous ce rapport, la déclaration soviétique cite une résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies datant de décembre 1952, concernant le droit des peuples à disposer de leurs richesses et de leurs ressources naturelles, et demandant aux Etats de ne pas entreprendre des actions qui peuvent enfreindre en ce domaine les droits souverains des autres ⁸¹. Toutefois, les Soviétiques sont d'accord que « les questions concernant la libre navigation sur le canal de Suez » peuvent être objet de délibérations et d'un accord à l'échelle internationale. L'Union Soviétique s'est

⁷⁸ *AW*, 1^{er} et 7 août 1956.

⁷⁹ *Izvestia*, 1^{er} août 1956, pp. 1-2. Khrouchtchev n'a fait que répéter, presque mot par mot, les paroles de Nasser qui a dit à Alexandrie : « Le canal est situé sur territoire égyptien, qui est une partie intégrante de l'Egypte et qui est une propriété égyptienne ». *Survey*, 1956-1958, p. 5.

⁸⁰ Déclaration du Ministère soviétique des Affaires étrangères du 9 août 1956. *Pravda*, 10 août 1956.

⁸¹ *Pravda*, 10 août 1956.

montrée prête à participer à la Conférence de Londres et a exprimé l'espoir de trouver un arrangement « acceptable pour la nation égyptienne comme pour les autres nations intéressées ».

A la première Conférence de Londres qui s'est ouverte le 16 août 1956, l'Union Soviétique est présente — malgré une série d'objections exprimées dans les déclarations officielles. Ces objections semblent être aujourd'hui incontestablement valables. Tout d'abord l'URSS a souligné son droit en tant que successeur de la Russie tsariste et signataire de la Convention de Constantinople d'être parmi les puissances invitantes de la conférence, droit méconnu par les Occidentaux. Son représentant, le ministre des Affaires étrangères, Chepilov, constate, au moment de l'ouverture, que la conférence a été convoquée « d'une manière arbitraire », et fait objection à sa composition⁸². Selon le point de vue soviétique, en plus des vingt-quatre nations invitées, un autre groupe de vingt-deux Etats aurait dû être présent aussi, mais les invitations ont été faites de façon à assurer une majorité favorable aux propositions avancées par la France et la Grande-Bretagne. « Selon la déclaration tripartite, dit la déclaration soviétique du 9 août, la composition de la conférence s'est faite selon deux principes : les parties à la Convention de 1888 et les nations « les plus intéressées à l'usage du canal ». Toutefois, aucun de ces principes n'a été observé. L'Autriche-Hongrie et l'Allemagne ont été parmi les signataires de la convention de 1888. L'Autriche, la Hongrie, la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie sont les Etats successeurs de l'Autriche-Hongrie. Aucune de ces nations n'a été invitée à la conférence. Seule une partie de l'Allemagne, la République Fédérale Allemande, a été invitée, tandis que l'autre partie, la République Démocratique Allemande, ne l'était pas ... Les nations arabes — la Syrie, le Liban, l'Arabie Saoudite, la Jordanie, le Soudan, la Libye, le Yémen, l'Irak, le Maroc et la Tunisie dont les territoires sont directement voisins du canal et qui ont un intérêt vital à une solution définitive de la question — n'ont pas non plus été invitées. Il faut constater que la majorité des nations arabes sont aussi des Etats successeurs de l'Empire Ottoman, signataire de la convention de 1888 ».

En effet, Chepilov a répété à la Conférence de Londres les arguments développés auparavant dans la note rédigée par son Ministère, évoquant l'irréconciliabilité du respect occidental du droit souverain de l'Egypte et du projet visant à l'établissement d'une autorité internationale sur le canal⁸³. Il n'a pas mis en question les intérêts particuliers de la France et de la Grande-Bretagne, et a spécifié un par un les engagements à prendre par l'Egypte en vue d'assurer que le canal soit ouvert pour toujours aux vaisseaux commerciaux et aux bâtiments de guerre de toutes les nations. Il a toutefois souligné que cet objectif ne pouvait être atteint que par des négociations franches et menées sur un pied d'égalité avec le gouvernement égyptien. Il s'est montré favorable quant à la proposition du 12 août de ce dernier concernant la convocation d'une autre conférence avec une participation plus complète des pays intéressés, et a suggéré la désignation d'un comité de préparation composé de six membres : l'Egypte, l'Inde, les Etats-Unis, la France, la Grande-Bretagne et l'Union Soviétique⁸⁴. Chepilov n'a soumis aucune proposition à la conférence, mais il a donné son appui entier au projet de résolution déposé par l'Inde le 20 août⁸⁵. La position indienne est tout à fait concordante avec celle des Soviétiques et des Egyptiens ; tandis que la résolution votée par dix-huit nations ne peut être acceptée par l'URSS, car elle veut imposer un comité de gestion à l'autorité égyptienne, donc limiter la souveraineté de ce pays, reconnaissant en même temps l'obligation, au gouvernement du président Nasser, de payer une compensation équitable à la Compagnie Maritime Universelle du Canal de Suez⁸⁶.

Cette première Conférence de Londres a laissé une vague impression de coopération russo-américaine dans les affaires proche-orientales, impression qui se confirmera pendant les développements ultérieurs de l'affaire de Suez⁸⁷.

⁸² *AW*, 17 août 1956.

⁸³ Discours prononcé le 17 août. *Orient*, N° 1. 1957, p. 153.

⁸⁴ *Ibid.*, p. 154.

⁸⁵ *Ibid.*, p. 158.

⁸⁶ *Ibid.*, pp. 159-160.

⁸⁷ Selon une information de l'AP, Dulles a été encouragé par l'attitude des Soviétiques dans la recherche d'une solution pour le problème du canal, *AW*, 16 août 1956 ; des rumeurs circulaient aussi affirmant que la Russie a même conseillé, après la première Conférence de Londres, la modération au gouvernement du Caire et a influencé la décision de Gamal Abdel Nasser à recevoir Menzies, président du Conseil australien, et président de la Commission des cinq. *Survey*, 1956-1958, p. 26.

La propagande officielle suit, bien entendu, la ligne habituelle anticolonialiste et anti-impérialiste. « La rapide montée du mouvement de libération nationale en Orient avait forcé les puissances colonialistes, y compris la Grande-Bretagne, à accorder certaines concessions aux pays s'efforçant d'obtenir leur indépendance complète, constate un communiqué de l'Agence TASS, mais la réaction de Londres envers la nationalisation du canal de Suez a précisément démontré le contraire⁸⁸ ». Quant au plan occidental visant à créer une association des utilisateurs du canal de Suez, l'accent a été mis sur la solidarité américaine avec les colonialistes : « La Conférence de Londres a dissipé le mythe que la position des Etats-Unis concernant l'affaire de Suez a été différente de celle de la Grande-Bretagne et de la France. Les trois alliés atlantiques ont agi de concert pour imposer à l'Egypte le contrôle international du canal de Suez, révélant ainsi leurs desseins colonialistes⁸⁹ ». En plus de leur jeu politique sur les deux plans — propagande hostile et coopération avec l'autre puissance de même grandeur que l'URSS —, les Soviétiques ont donné des assurances secrètes aux gouvernements arabes et en premier lieu au gouvernement nassérien.

Après l'échec de la première Conférence de Londres, la position soviétique s'est considérablement durcie et tous les moyens furent mis en œuvre pour influencer les décisions du gouvernement égyptien. Telle a été l'impromptue conférence de presse de l'ambassadeur Kiselev, enregistrée par tous les milieux avec surprise, au cours de laquelle celui-ci a déclaré que l'Egypte est « le seul maître, propriétaire et administrateur » de ce canal et que seul le plan proposé par Krishna Menon peut satisfaire les légitimes revendications égyptiennes. A ce propos, le quotidien de Beyrouth, l'*Orient*, remarque — non sans malice — que Kiselev est « plus arabe que Nasser et que tous les Arabes réunis » dans la défense des intérêts arabes. L'éditorialiste exprime le sentiment qu'ont eu beaucoup de proche-orientaux à l'époque. En effet, l'URSS ne voit pas d'un bon œil la souplesse montrée par les deux parties en conflit, car un arrangement à l'amiable peut décevoir ses espoirs d'une crise grave entre l'Occident et l'Egypte. L'Orient compare les deux attitudes : soviétique et indienne. Il remarque l'insistance de Kiselev sur le plan Menon — alors que ce dernier a déjà déclaré qu'il ne tient pas à ses propositions spécifiques, mais recherche seulement un compromis acceptable aux deux parties — et conclut que tandis que l'Inde veut laisser la porte ouverte à n'importe quel arrangement qui puisse convenir au gouvernement égyptien, l'URSS veut pousser Nasser dans une position intransigeante, surtout par une propagande intense et violente⁹⁰.

Ce raidissement de la position de l'URSS ressort aussi de la note envoyée aux ambassades occidentales, le 15 septembre, à la veille de la deuxième Conférence de Londres. Elle réaffirme l'intérêt de l'Union Soviétique dans la région proche-orientale, en se référant particulièrement à l'impératif de la sécurité de l'URSS⁹¹. Aux préparatifs militaires de la France et de la Grande-Bretagne, dont Moscou est naturellement au courant et auxquels sont automatiquement associés les Etats-Unis⁹², l'URSS oppose deux arguments : l'un de la force, l'autre du droit. La note ne fait pas seulement allusion au danger d'une conflagration mondiale à laquelle les préparatifs de guerre au Proche-Orient peuvent aboutir, mais attire l'attention des puissances occidentales sur les éventuelles menaces contre leurs intérêts vitaux dans la région : destruction totale du canal de Suez, voie maritime indispensable entre l'Asie et l'Europe, ainsi que des puits pétrolifères se trouvant en Orient arabe et des oléoducs acheminant le pétrole aux ports méditerranéens. Tout cela a été présenté comme une riposte légitime des peuples solidaires de l'Egypte au cas où ce pays serait attaqué⁹³. En outre, le gouvernement soviétique déclare que les préparatifs militaires contre l'Egypte sont en « contradiction flagrante » avec la Charte des Nations Unies et avec la qualité de membre du Conseil de sécurité de ces deux pays. Il réfute l'argument britannique justifiant les préparatifs militaires par l'emploi de la

⁸⁸ Cité dans *AW*, 2 août 1956.

⁸⁹ *The New York Times*, 30 août 1956.

⁹⁰ Concernant la conférence de presse de Kiselev et le commentaire de l'*Orient* voir *AW*, 30 août 1956.

⁹¹ Pour le texte de la note voir *Documents*, 1956, pp. 229-230.

⁹² La note évoque aussi la session extraordinaire de la OTAN, réunie en septembre ; cette réunion est considérée comme un signe sûr de l'implication des Etats-Unis dans toute l'affaire.

⁹³ *Al Jaks*, quotidien irakien, écrit, à ce moment, au sujet des grèves qui ont lieu un peu partout dans le monde arabe en signe de sympathie et comme une manifestation de la volonté populaire d'aider l'Egypte : « La grève a été différente des grèves ordinaires dont nous entendons généralement parler. Une grève qui s'étend sur tout le monde arabe est décidément quelque chose d'important. L'aspect important de la grève, c'est que les grévistes voulaient participer à la victoire sur l'ennemi commun ... Les Arabes suivront certainement Nasser comme leader. Ils feront de même avec n'importe quel autre dirigeant arabe qui suivra son exemple ». *AW*, 24 août 1956.

force du côté égyptien et aussi l'argument français évoquant la protection de ses ressortissants dans ce pays.

La note soviétique du 15 septembre tire parti des expériences acquises à la première Conférence de Londres. Elle se réfère au fait, évident selon toutes les sources, qu'à la conférence « la légalité de l'action du gouvernement égyptien, en nationalisant la Compagnie du Canal de Suez, a été admise par la majorité des participants ». Par conséquent, cette même majorité a préféré une solution à l'amiable et par voie de négociations, en faisant échouer les tentatives qui visent à forcer l'Égypte à se retirer du canal de Suez et à abandonner sa souveraineté sur cette partie de son territoire national.

Il est tout à fait naturel que les communistes proche-orientaux, avec, à leur tête, le Parti communiste syro-libanais et son leader, Chaled Begdache, aient soutenu inconditionnellement la position égyptienne. Begdache avait déjà déclaré quelques jours après l'annonce de la nationalisation du canal que « le coup de l'Égypte est un grand saut vers la libération entière de tous les Arabes. La position audacieuse qu'a prise le président Nasser contre l'impérialisme coupe l'herbe sous les pieds des promoteurs du Pacte de Bagdad et des alliances étrangères. Elle montre, en outre, à la Syrie et aux autres États arabes le chemin allant vers la liberté⁹⁴ ». La presse a publié en Syrie et au Liban, au début de septembre, des extraits d'un long manifeste du Parti communiste syro-libanais⁹⁵, dont le texte complet se trouve dans l'*Al Akhbar* de Beyrouth du 9 septembre⁹⁶. Ses conclusions, tirées de la situation après la première Conférence de Londres, sont les suivantes :

— Les impérialistes sont au bout de leurs nerfs et ne savent plus ce qu'ils font. Leur prétention que la nationalisation constitue une menace de la libre navigation, prouve seulement qu'ils s'efforcent d'étouffer, sous n'importe quel prétexte, le mouvement de libération des Arabes.

— L'Égypte et les Arabes ne doivent pas être effrayés par ces intentions occidentales menaçantes, car l'opinion publique mondiale, en premier lieu l'Union Soviétique et les démocraties populaires, les soutiennent. Le manifeste exprime, tout particulièrement, des remerciements à l'URSS, à la Chine Populaire, à l'Inde, à l'Indonésie et à Ceylan, pour avoir pris la défense des intérêts arabes.

— Le Parti communiste syro-libanais souligne, en outre, avec force, l'attitude « honteuse » adoptée par le Pakistan, l'Iran et la Turquie à la Conférence de Londres, où ils se sont désolidarisés des pays arabes proche-orientaux menacés.

— Finalement, le manifeste insiste sur l'importance de la coopération des forces populaires en Syrie et au Liban qui doivent tout tenter pour appuyer l'Égypte. Comme exemple à suivre, on désigne le Comité pour l'aide à l'Égypte, formé en Syrie, et dont Chaled Begdache est l'un des inspirateurs.

Dans l'intervalle qui sépare les deux réunions de Londres, l'Égypte a renouvelé sa proposition le 10 septembre, selon les lignes déjà exposées dans sa note du 12 août, concernant la convocation d'une conférence plénière en vue de la révision de la Convention de 1888. Pour renouveler cette proposition, l'Égypte s'est appuyée sur le fait que vingt-cinq nations — dont cinq : Ceylan, l'Indonésie, le Pakistan, l'Espagne et l'Union Soviétique, représentées à la première Conférence de Londres —, l'avaient déjà acceptée. En outre, comme geste de bonne volonté, elle a supprimé, le 26 septembre, la surtaxe d'affrètement pour les cargos allant en Extrême-Orient. De leur côté, les puissances d'Europe Occidentale veulent, avant la deuxième conférence, mettre l'Égypte au pied du mur. La Compagnie Maritime Universelle du Canal de Suez a révoqué ses pilotes le 15 septembre pour paralyser le trafic sur le canal. Cette mesure n'a pas été couronnée de succès, un nombre considérable de pilotes égyptiens s'étant mis à la disposition du gouvernement, ainsi que des pilotes étrangers. Au début d'octobre, cinquante pilotes égyptiens et cent trente employés européens et américains sont à la disposition des autorités⁹⁷.

Ainsi, à la deuxième conférence de Londres, tenue entre le 17 et le 21 septembre 1956, seules les dix-huit nations ayant voté la résolution majoritaire à la première réunion, sont présentes. Avec l'Union

⁹⁴ AW, 30 juillet 1956, citant *Al Akhbar*, l'hebdomadaire communiste de Beyrouth.

⁹⁵ AW, 4 septembre 1956.

⁹⁶ AW, 10 septembre 1956.

⁹⁷ L'*Orient*, N° 1, 1957, pp. 171-173. La mesure du 26 septembre est mentionnée par *Survey*, 1956-1958, p. 35.

Soviétique, l'Inde, Ceylan et l'Indonésie ont été aussi laissés à l'écart par les organisateurs. Il va sans dire que Moscou n'a pas reconnu la représentativité de cette conférence⁹⁸.

L'affaire devant les Nations Unies et l'attaque tripartite

L'intervention des Nations Unies dans la solution du problème de Suez a été demandée, en premier lieu, par une lettre commune de la France et de la Grande-Bretagne adressée au Président du Conseil de sécurité le 23 septembre 1956. La requête égyptienne est arrivée un jour plus tard. Mettant les deux demandes à son agenda, le Conseil de sécurité s'attaque au problème, pour la première fois, le 5 octobre. Après des discussions réitérant les points de vue déjà connus, le Conseil vote, le 13 octobre, une résolution présentée par la France et la Grande-Bretagne. Elle se compose de deux parties : la première énumère six principes devant être appliqués au cours de la solution du problème. Cette partie de la résolution, contenant des généralités, a été votée à l'unanimité ; la seconde partie qui exige de l'Égypte des garanties efficaces en vue de la sauvegarde des droits de la Compagnie du Canal de Suez et du droit de libre navigation sur le canal, n'a obtenu que neuf voix, la Yougoslavie votant contre, et l'URSS opposant son veto. Chepilov a résolument repoussé l'idée d'une internationalisation du canal de Suez et a soutenu la proposition égyptienne, présentée par le Docteur Mahmoud Faouzi, sur la formation d'un organisme spécial qui s'occuperait du problème au nom des Nations Unies⁹⁹.

Etant donné que les négociations n'ont pas apporté les résultats escomptés par la France et la Grande-Bretagne, ces deux pays, précédés par Israël, ont attaqué l'Égypte, dans le but avoué d'assurer la libre navigation sur le canal de Suez. Les détails de ces jours critiques — se déroulant parallèlement à la plus grande secousse qui n'ait jamais ébranlé le monde communiste, la révolution hongroise —, sont trop connus pour être répétés ici. L'éclatement simultané des deux crises a, certes, contribué au fait que la diplomatie soviétique n'a pas été à la hauteur de sa tâche et n'a pas pu mettre entièrement à son profit le seul conflit armé qui opposât les pays occidentaux à un pays arabe, voire à tout le nationalisme arabe.

Dès le 30 octobre, les gouvernements américain et soviétique reprochent aux alliés d'avoir, par leur initiative, porté un grave préjudice à l'Organisation des Nations Unies. Néanmoins, il y a un très sensible écart entre les positions des deux grandes puissances. La note du gouvernement soviétique, publiée le 31 octobre, souligne qu'il s'agit en l'occurrence « d'une violation des obligations solennellement assumées par les Etats membres de l'Organisation des Nations Unies ». Les Soviétiques considèrent que l'intervention des troupes israéliennes est « manifestation destinée à être utilisée comme prétexte par les puissances occidentales ... pour faire entrer leurs troupes sur le territoire des Etats arabes, en particulier dans la zone de Suez ». En outre, la note soviétique condamne résolument les actes agressifs commis par la Grande-Bretagne, la France et Israël, et exprime l'« ardente sympathie » du peuple soviétique à l'égard du peuple égyptien qui défend, par un juste combat, son « indépendance nationale ».

Du côté américain, le président Eisenhower a fait savoir à la France et à la Grande-Bretagne qu'il conserve « le ferme espoir que l'on donnera toutes les possibilités aux Nations Unies » pour résoudre la crise « par des moyens pacifiques et non par la force ». Tout en faisant grief à ses alliés de ne pas les avoir tenus au courant de leurs intentions, les Etats-Unis affirment, en effet, que l'action entreprise « par erreur » par la France et la Grande-Bretagne, « n'amoindrit en rien l'amitié et la détermination des Etats-Unis de maintenir et de renforcer les liens existant avec ces nations¹⁰⁰ ».

Quoi qu'il en soit, les deux gouvernements, américain et soviétique, sont tombés d'accord pour réclamer une intervention immédiate du Conseil de sécurité. Dans ce but, le représentant américain au Conseil, Cabot Lodge, dépose au cours de l'après-midi du 30 octobre, un projet de résolution qui demande à l'Égypte et à Israël de mettre fin aux hostilités et de revenir au statu quo. Il recommande ensuite à tous les Etats de

⁹⁸ AW, 30 août 1956.

⁹⁹ Sur le débat au Conseil de sécurité, et à l'Assemblée générale extraordinaire, *Orient*, N° 2, 1957, pp. 131-137. La proposition égyptienne est reproduite par AW, 10 octobre 1956.

¹⁰⁰ Les deux notes se trouvent dans l'*Orient*, *loc. cit.* p. 130.

s'abstenir « de la menace ou de l'emploi de la force dans la région, d'une manière incompatible avec les buts des Nations Unies », de s'abstenir également « d'apporter une aide économique, militaire ou financière à Israël tant que cet Etat ne se serait pas conformé à la présente résolution », et d'aider les Nations Unies « à faire respecter intégralement les conventions d'armistice ». Dans le débat qui a suivi, les délégués de l'Union Soviétique et de la Yougoslavie ont affirmé que l'action de la France et de la Grande-Bretagne « constituait un recours unilatéral à la force » et « une tentative destinée à exploiter la situation créée en Egypte par l'agression d'Israël pour se saisir, par la force, du canal de Suez ». Les interventions des délégués français, britannique et israélien montrent qu'un rapprochement des points de vue n'est pas possible. Le vote intervenu à l'issue des débats en est la preuve évidente : la résolution américaine qui a recueilli sept voix et deux abstentions (Australie et Belgique), s'est heurtée au veto de la France et de la Grande-Bretagne.

Un texte simplifié est alors déposé par le représentant soviétique, reprenant toutefois les principales recommandations du projet américain, à l'exception du paragraphe invitant les Etats membres « à s'abstenir de la menace ou de l'emploi de la force dans la région du conflit ». Malgré l'insistance de l'URSS pour qu'une décision soit prise avant l'expiration de l'ultimatum franco-britannique, cette résolution se heurte, à son tour, au veto des alliés. Le lendemain, 31 octobre, le Conseil décide, sur proposition de la Yougoslavie et malgré l'opposition de la Grande-Bretagne et de la France, de convoquer une réunion d'urgence extraordinaire de l'Assemblée générale.

A la suite de cette décision, l'Assemblée générale des Nations Unies s'est réunie le 1^{er} novembre : elle a siégé pratiquement sans interruption durant toutes les hostilités. Le caractère extraordinaire de cette session lui a permis de se saisir, sans renvoi préalable devant la Commission politique, et selon une pratique établie à l'époque de la guerre de Corée, de la question inscrite à son ordre du jour. Les Etats-Unis ont simplement reconduit leur projet de résolution rejeté par le Conseil de sécurité. Il a été adopté par soixante-deux voix contre deux (France et Grande-Bretagne) et neuf abstentions.

Les débats qui s'ouvrent ensuite devaient en principe se limiter à l'examen de la question palestinienne et « des mesures à prendre pour la cessation immédiate de l'action militaire d'Israël en Egypte ». Ce qui est particulièrement intéressant pour nous dans ce débat, ce sont les accusations que le délégué britannique, Sir Pierson Dixon, et le délégué français, M. Louis de Guiringaud, ont porté contre l'Union Soviétique, en rejetant sur elle la responsabilité des événements proche-orientaux. Selon Sir Dixon, l'URSS est responsable parce qu'elle entretient, sciemment, des sentiments extrémistes dans les pays arabes. M. de Guiringaud est allé plus loin en constatant la culpabilité soviétique dans l'encouragement donné à l'Egypte pour réaliser ses plans agressifs et aussi d'avoir, par son veto au Conseil de sécurité, « assuré l'impunité aux voisins arabes d'Israël ». Le représentant soviétique a, de son côté, réitéré le point de vue de son gouvernement, en affirmant que l'Assemblée générale se trouvait bien en présence d'une « agression caractérisée ... incompatible avec les buts et les principes de l'Organisation des Nations Unies ».

Les critiques adressées à l'Union Soviétique par les deux puissances d'Europe occidentale montrent, d'une façon éclatante, leur maladresse sur la scène internationale d'alors — maladresse qui a toujours été une des meilleures cartes dans les mains des diplomates russes. Dans leurs interventions, les représentants britanniques et français ont, bien qu'indirectement, reconnu l'identité des intérêts soviétiques avec ceux des pays arabes en général, et de l'Egypte en particulier.

Leur reconnaissance a grandement contribué à ce que ces pays prennent conscience de cette identité. En tout cas, l'attitude franco-britannique à l'égard de l'URSS a renforcé les positions de cette dernière dans la région proche-orientale.

Les Etats-Unis, tout en déplorant d'être en désaccord « avec trois pays auxquels ils sont alliés par une amitié solide » et « deux de leurs alliés les plus fidèles et les plus sûrs », affirment que « l'attaque armée par trois membres des Nations Unies contre un quatrième membre n'est rien d'autre qu'une faute grave, incompatible avec les buts et les principes de la Charte ». Le secrétaire d'Etat, John Foster Dulles, a toutefois reconnu aux autorités du Caire une certaine part de responsabilité dans le conflit, par les provocations constantes aux confins d'Israël, le blocus du trafic maritime israélien, etc. Il a cependant déclaré qu'il est inacceptable que les pays qui se trouvent victimes d'une injustice aient recours aux armes, car cela signifie que la Charte des Nations Unies pourrait être bientôt déchirée. En conséquence, il a soumis à l'Assemblée, pour approbation, des recommandations (plus détaillées que la résolution précédente) demandant un cessez-le-feu immédiat, l'arrêt des envois d'armes ou de forces militaires dans la région, le retrait des forces sur les lignes de démarcation, l'application, dès le cessez-le-feu effectif, de mesures pour la réouverture du canal et le rétablissement de la liberté et de la sécurité de la navigation. Le secrétaire

général des Nations Unies devait être chargé de surveiller l'application de cette résolution et en rendre compte, sans délai, au Conseil de sécurité et à l'Assemblée générale. Soumis au vote, sur la proposition du Pakistan le 2 novembre, ce projet a recueilli soixante-quatre voix contre cinq (Australie, France, Israël, Nouvelle-Zélande, Royaume-Uni) et six abstentions.

Toutefois, ce vote n'a pas suffi à mettre fin aux opérations militaires qui se poursuivent au Proche-Orient. Au cours d'une séance convoquée le 4 novembre à la demande de l'Égypte, dix-neuf pays représentant le groupe afro-asiatique déplorent que « les parties intéressées n'aient pas encore accepté de se conformer aux dispositions de la résolution du 2 novembre » et ils ont fait voter un projet plus original que le précédent, car il est plus impératif : le secrétaire général est chargé de « faire les arrangements nécessaires avec les parties intéressées » pour obtenir un cessez-le-feu dans les douze heures. Le vote a été acquis par cinquante-neuf voix contre cinq (Australie, France, Israël, Nouvelle-Zélande, Royaume-Uni) et douze abstentions.

De l'aveu même de leurs promoteurs, ces résolutions répondent à une nécessité immédiate : celle d'obtenir l'arrêt des hostilités et le retrait des troupes du territoire égyptien. Elles ne suggèrent aucune solution pour aboutir à un règlement durable du conflit. La remarque en fut faite dès le 2 novembre par un certain nombre de délégués qui s'étaient abstenus de participer au vote du projet américain. L'un d'entre eux, Lester Pearson, délégué canadien, présente à l'Assemblée, le 4 novembre, une motion « priant le secrétaire général de lui soumettre de toute urgence et dans les quarante-huit heures, un plan en vue de constituer, avec l'assentiment des nations intéressées, une force internationale des Nations Unies pour assurer et surveiller la cessation des hostilités conformément à la résolution du 2 novembre ». Mis au vote, son projet a été adopté sans opposition par cinquante-sept voix et dix-neuf abstentions (y compris les pays socialistes).

Conformément à cette décision, M. Hammarskjöld a exposé, le 5 novembre, les grandes lignes d'un plan d'organisation d'une force armée internationale. Ses propositions ont ensuite fait l'objet d'une recommandation présentée par le représentant de la Norvège, au nom de son pays, du Canada et de la Colombie ¹⁰¹. Soumise à l'approbation de l'Assemblée, elle a reçu un accueil favorable dans l'ensemble. Toutefois, le représentant de l'URSS, Arkadij Soboljev, exprime des doutes sur la nécessité de créer une force internationale. A son avis, il suffirait d'ordonner « aux agresseurs de l'Égypte » un retrait inconditionnel. En revanche, Cabot Lodge approuve sans condition le projet norvégien. Celui-ci est immédiatement mis aux voix, en dépit des protestations des représentants français et britanniques, qui demandent un délai pour obtenir des instructions de leurs gouvernements. Cinquante-sept Etats se sont prononcés en sa faveur, et les mêmes dix-neuf, comme lors du vote précédent, se sont abstenus.

Enfin, le 5 novembre, quelques heures à peine après le débarquement à Port-Saïd, les gouvernements de Londres et de Paris annoncent que la France et la Grande-Bretagne cesseront toute action militaire « aussitôt que les gouvernements israélien et égyptien auront donné leur acceptation à un plan instituant une force internationale ». Dans la soirée du même jour, l'Égypte informe le secrétaire général des Nations Unies qu'elle donne son accord à la résolution prévoyant la création d'une force armée internationale. Celle-ci, précise-t-elle, devrait être chargée « d'empêcher la poursuite des hostilités entre l'Égypte et Israël, d'assurer le prompt retrait des forces israéliennes, de rétablir la circulation à travers le canal de Suez et de promouvoir une solution des problèmes de la région ». Pour éviter le retour « à un système qui, dans le Proche-Orient, a conduit au chaos », la note égyptienne suggère la convocation du Conseil de sécurité, au niveau des ministres, « en vue d'élaborer un règlement international susceptible d'être permanent ». En même temps, Israël notifie au secrétaire général des Nations Unies qu'il accepte également la résolution.

¹⁰¹ Cette résolution a prévu notamment la création d' « un commandement des Nations Unies » pour une force internationale d'urgence chargée d'assurer et de surveiller la cessation des hostilités conformément à toutes les dispositions de la résolution de l'Assemblée générale du 2 novembre 1956. Elle désigne le général Burns comme chef de ce commandement et l'autorise à recruter immédiatement des officiers dans tous les Etats qui ne sont pas « membres permanents du Conseil de sécurité ».

L'action diplomatique parallèle de l'URSS

Parallèlement au développement des délibérations aux Nations Unies, la diplomatie soviétique a tout mis en œuvre pour obtenir un cessez-le-feu sans condition des trois « agresseurs » de l'Égypte.

La première action entreprise visait la mobilisation des puissances de Bandoeng. Le 1^{er} novembre, Boulganine, président du Conseil de l'URSS, s'est adressé à l'initiateur de la politique du neutralisme, le Premier indien, Nehru, en lui proposant la convocation d'une nouvelle Conférence de Bandoeng pour régler l'affaire de Suez. Simultanément, le président de l'État soviétique, le maréchal Vorochilov, a adressé une missive semblable au président de l'Indonésie Soekarno¹⁰². Ces deux pays ont rejeté ces propositions. Dans sa réponse, Nehru a insisté auprès de Boulganine pour que l'URSS évite « toute démarche qui pourrait amener à une conflagration mondiale¹⁰³ ».

En rétrospective, on a le droit de s'étonner de ces initiatives qui ne devaient pas apparaître comme réalistes même à l'époque, vu que la lutte armée avait déjà été engagée. Elles indiquent que la diplomatie soviétique « à la Chepilov » n'était pas du tout préparée à une telle tournure des événements et qu'elle s'est trouvée désemparée.

Le 5 novembre, le Premier Boulganine envoya des lettres analogues aux présidents du Conseil des puissances belligérantes — MM. Eden, Mollet et Ben Gourion — et au président des États-Unis, M. Eisenhower¹⁰⁴. Ces messages n'apportent guère d'éléments nouveaux par rapport aux argumentations soviétiques précédentes. L'URSS n'accepte pas comme motif valable de l'intervention française et britannique, la sauvegarde des intérêts des États utilisant le canal de Suez et, surtout, ne reconnaît pas les intérêts particuliers de ces puissances dans cette région. Elle a accusé les deux puissances d'Europe Occidentale de la transformer en un théâtre de guerre, et de mettre elles-mêmes en danger, par leurs actes agressifs, la libre navigation sur le canal, ce que l'Égypte a toujours garanti. Boulganine exprime la conviction que l'attaque tripartite n'a eu aucun autre but que « le désir des colonisateurs de réduire à nouveau à l'esclavage colonial les peuples de l'Orient arabe luttant pour leur indépendance nationale et leur liberté ». La différence dans la teneur des lettres adressées aux différents chefs de gouvernement consiste surtout dans les formules de menaces proférées à leur endroit.

Boulganine pose à Eden la question suivante : « Quelle serait la situation de la Grande-Bretagne si elle était attaquée par d'autres États plus puissants, possédant toutes sortes d'armements destructifs et modernes ? Il y a aujourd'hui des pays qui n'ont pas besoin d'envoyer leur flotte ou leur armée de l'air sur les côtes de la Grande-Bretagne, mais pourraient employer d'autres moyens comme par exemple la technique des fusées ... ». Dans la lettre à l'adresse de Guy Mollet, l'allusion aux fusées manque ; il y est toutefois souligné que « d'autres États plus puissants que la France pourraient engager des représailles ». Le gouvernement d'Israël est traité tout simplement comme un instrument des puissances impérialistes étrangères. Il détruit l'avenir de son pays par cette aventure insensée perpétrée d'une manière criminelle et irresponsable. À l'intention de Ben Gourion, le Premier Boulganine n'a pas estimé nécessaire de proférer une menace particulière ; il constate seulement qu'« étant intéressé d'une façon vitale dans la préservation de la paix et la sauvegarde de la tranquillité au Proche- et au Moyen-Orient, le gouvernement soviétique prend actuellement des mesures en vue d'arrêter la guerre et de retenir les agresseurs ». Il en appelle donc au gouvernement israélien de « retrouver le bon sens » avant qu'il ne soit trop tard et d'arrêter les opérations militaires contre l'Égypte. Il ressort clairement de tout ceci que l'URSS a prétendu être « entièrement résolue à écraser les agresseurs et restaurer la paix en Orient par l'emploi de la force ».

La note de Boulganine au président Eisenhower contient une nouvelle initiative de Moscou, proposant aux États-Unis une action commune¹⁰⁵. Au refus américain qui insiste sur le fait que les États-Unis agiront seulement par l'intermédiaire des Nations Unies et ne sont pas disposés à des actions unilatérales¹⁰⁶,

¹⁰² DALLIN, *op. cit.*, p. 416.

¹⁰³ *The New York Times*, 2 et 3 novembre 1956.

¹⁰⁴ *Pravda*, 6 novembre 1956.

¹⁰⁵ *The New York Times*, 7 et 8 novembre 1956.

¹⁰⁶ *DSB*, 19 novembre 1956, pp. 795-796.

Chepilov répond, indirectement, que sa suggestion n'implique aucune action de cette sorte, mais uniquement dans le cadre des Nations Unies¹⁰⁷. Considérant cette proposition soviétique avec un recul de quelque dix années, il est évident qu'elle s'avère comme un faux calcul. Ceci, avec toutes les autres maladresses commises à cette époque par la diplomatie soviétique, doit être imputé à Chepilov, démis de ses fonctions au printemps 1957. A sa décharge, toutefois, il faut tenir compte du désarroi que la révolution hongroise a créé au Kremlin.

En plus de ces actions diplomatiques, l'URSS est aussi intervenue dans la crise par d'autres moyens encore plus spectaculaires, ralliant avec certitude l'enthousiasme des pays arabes. Elle a envoyé des armes et des équipements militaires à l'Égypte comme à la Syrie. Ses sous-marins ont fait mouvement en Méditerranée afin de rassurer l'opinion publique arabe¹⁰⁸ ; en septembre elle a dépêché à Suez des pilotes pour prendre la relève de ceux qui avaient quitté leur service à la demande de la Compagnie¹⁰⁹. Ses organes de propagande ont lancé l'idée de l'envoi de volontaires soviétiques en Égypte¹¹⁰. La presse, surtout dans les pays arabes, a abondamment publié des informations à ce sujet, mais il n'a jamais été confirmé que ces volontaires fussent effectivement débarqués sur les bords du Nil. On a aussi fait état de la sympathie du peuple soviétique à l'égard de la victime de l'attaque impérialiste, l'Égypte, sympathie qui s'est exprimée par le geste des ouvriers soviétiques décidés à verser leur salaire de deux heures de travail aux fonds destinés à l'Égypte¹¹¹.

L'attitude occidentale qui a suivi la nationalisation du canal de Suez, et surtout l'attaque tripartite contre l'Égypte, ont amalgamé le monde arabe divisé¹¹² entraînant même les alliés les plus sûrs de l'Occident, la Jordanie et l'Irak, qui ont pris le parti de leur « grande sœur ». Les prises de positions soviétiques ont donc suscité beaucoup de reconnaissance ; « la nation arabe est enchantée par la juste position que l'URSS a adoptée en vue de mettre fin à l'agression barbare des impérialistes français et anglais contre l'Égypte », écrit le président de la République syrienne, Ch. el-Kouatly, dans un télégramme adressé au maréchal Boulganine¹¹³. Le délégué égyptien s'est abstenu, dans le vote aux Nations Unies concernant le problème hongrois, en signe de remerciement envers l'URSS pour son appui donné à la cause égyptienne au Conseil de sécurité¹¹⁴.

Mais l'enthousiasme des neutralistes arabes suit la fluctuation de la conjoncture politique. Cela a été démontré avec netteté par une déclaration faite par le président Nasser en mars 1959 : « Nous avons lutté seuls dans la bataille de Suez et n'avons reçu de promesse d'assistance d'aucun pays étranger, l'Union Soviétique y comprise. L'ultimatum de la Russie n'est survenu que le jour du cessez-le-feu¹¹⁵ ».

¹⁰⁷ Note de Chepilov au président du Conseil de sécurité, 5 novembre 1956. *Documents*, 1956, pp. 286-287.

¹⁰⁸ *AW*, 2 octobre 1956. .

¹⁰⁹ Au milieu de septembre il y avait déjà quinze pilotes russes à Ismailia pour assurer le bon fonctionnement du canal, selon AFP. *AW*, 16 septembre 1956.

¹¹⁰ Après le cessez-le-feu du 6 novembre, les Occidentaux et les Israéliens n'ayant pas commencé tout de suite le retrait de leurs troupes, la *Pravda* menace, 11 novembre 1956, d'envoyer des volontaires soviétiques dans la région troublée. Des rumeurs courent déjà depuis septembre que l'URSS va envoyer des volontaires à la demande de l'Égypte, voir *AW*, 14 septembre et 15 novembre 1956, mais une telle intervention directe n'a jamais été sérieusement envisagée. On parle même de volontaires chinois — avançant le nombre de 250 000 —, et selon des informations de presse, le FLN s'est fait le porte-parole des Chinois auprès de Nasser. Toutefois, le dirigeant égyptien aurait carrément refusé l'intervention de Pékin dans le conflit, en voulant éviter une implantation communiste en Afrique du Nord. *AW*, 8 janvier 1960.

¹¹¹ *AW*, 3 novembre 1956.

¹¹² Le recteur d'Al Azhar, l'université islamique du Caire, a publié un appel en demandant aux Égyptiens, musulmans et coptes, d'être prêts à la guerre sainte, contre les forces d'invasion. Le mufti de Damas a déclaré lui aussi, la guerre sainte. *AW*, 3 août 1956.

¹¹³ *Pravda*, 9 novembre 1956.

¹¹⁴ Interview de Nasser avec William ATTWOOD, correspondant du périodique américain *Look*. *CPR*, 15 juin 1957.

¹¹⁵ *CPR*, 23 mars 1959.

d) La crise syrienne de 1957

En analysant les raisons de la crise syrienne de 1957, on relève deux facteurs importants, l'un intérieur et l'autre extérieur, tous deux allant dans le même sens. L'évolution vers la gauche de la vie politique syrienne depuis 1955 a créé les conditions requises pour faire de ce pays l'allié principal de l'URSS dans la région du Proche-Orient ; tandis que la réplique occidentale, sous la forme de la doctrine Eisenhower, a donné une impulsion plus grande au nationalisme montant.

L'évolution intérieure de la Syrie

L'orientation vers la gauche apparaît lors des élections législatives de 1954 qui permettent au leader communiste Chaled Begdache, d'entrer au parlement. Ces élections sont marquées par le succès du Parti Baas créé par la fusion du Parti socialiste d'Akram Hourani et du Parti de la résurrection arabe dirigé par Michel Aflak et Salah Bitar. Depuis cette date, les dirigeants du Parti Baas ont mis tout en œuvre pour accéder au pouvoir et y ont en grande partie réussi, grâce à l'appui rencontré auprès de jeunes officiers progressistes groupés autour du lieutenant-colonel Abd el-Hamid Serraj, et grâce aussi à l'alliance avec les nationalistes et les groupements dits progressistes. Le Parti nationaliste évolue rapidement vers la constitution d'un front commun avec les groupes qui militent pour une politique arabe indépendante dans les affaires extérieures et pour une politique d'équité sociale à l'intérieur ¹¹⁶.

Les élections d'octobre 1954, outre le succès de Chaled Begdache devenu député de Damas, ont vu beaucoup d'autres victoires retentissantes de la coalition de gauche, comme celle d'Ahmed Hajj Younés à Homs, qui a battu le candidat populiste ¹¹⁷ grâce aux votes des adhérents au Parti nationaliste ¹¹⁸.

A partir de 1955, le renforcement des tendances vers la gauche se manifeste aussi dans le fait que les syndicats augmentent constamment le nombre de leurs membres et à la fin de l'année, les 208 syndicats ouvriers en comptent 12 782 ; en plus des 7 fédérations de syndicats ouvriers, il y a 3 syndicats professionnels et on trouve aussi 63 caisses coopératives qui fonctionnent parmi les travailleurs ¹¹⁹. Une certaine agitation règne dans les milieux ouvriers, et également parmi les employés de l'Etat qui présentent toute une série de revendications ¹²⁰. Sous l'impulsion du Parti communiste, très actif, on a même fait quelques efforts pour créer une fédération ouvrière syro-libanaise ¹²¹. Tous ces développements ont beaucoup inquiété les milieux syriens de droite et la presse, exprimant leur opinion, attaque continuellement les forces de gauche, qu'elles soient nationalistes, progressistes ou communistes ¹²².

En hiver 1955/1956, la situation entre Israël et ses voisins arabes s'est de nouveau détériorée, plus particulièrement avec la Syrie. Cette situation extérieure tendue, ainsi que les exigences de l'évolution intérieure, ont nécessité une entente nationale des différents groupes politiques syriens autour d'un pacte national. Au cours des débats concernant ce pacte, les partis de droite et du centre ont proposé l'inclusion, parmi les objectifs du Front national uni, de la lutte contre le communisme, ennemi de la nation. A cette proposition, d'ailleurs jamais acceptée, le Parti communiste syro-libanais a répondu par un manifeste ¹²³ qui montre déjà très clairement l'identité des objectifs communistes et nationalistes. Il dénonce le danger

¹¹⁶ *Al Rai Al Aam*, 8 décembre 1955, *AW*, 9 décembre 1955.

¹¹⁷ *AW*, 14 novembre 1955.

¹¹⁸ Article dans *Saout al-Arab*, 17 novembre 1955. *AW*, 18 novembre 1955.

¹¹⁹ Statistique des syndicats ouvriers. Tirée d'un document inédit.

¹²⁰ *Al Kifah*, 18 octobre 1955, *AW*, 19 octobre 1955.

¹²¹ *Al Alam*, 20 octobre 1955, *AW*, 21 octobre 1955.

¹²² *AW*, 2 mai et 5 juillet 1955.

¹²³ *AW*, 23 février 1956.

impérialiste et sioniste qui — en dépit des défaites essuyé — menace toujours le pays. L'unification des forces de tous les Syriens est indispensable pour qu'ils puissent faire face à toute éventualité. Le manifeste fait allusion à l'appui que le peuple de la Syrie peut espérer obtenir de la part de l'URSS et des puissances représentées à Bandoeng ¹²⁴. En outre, il résume les propositions des communistes syriens en quatre recommandations :

— Rejet des pactes impérialistes tels que le Pacte de Bagdad, ainsi que d'autres projets impérialistes-sionistes comme le plan Johnston.

— Une coopération plus large avec l'Égypte et les pays arabes dont la ligne politique s'accorde avec la politique patriotique de la Syrie, ceci afin d'accélérer leur accession à l'indépendance complète et la libération des chaînes de l'occupation et des pactes étrangers.

— L'adoption d'une politique économique développant à la fois l'agriculture et l'industrie, les libérant en même temps de la dépendance de l'Ouest — et exploitant à fond les transactions commerciales avec les pays socialistes. Les relations économiques avec les pays de l'Est délivreront la Syrie de toutes sortes d'engagements qui limitent son indépendance et sa souveraineté ¹²⁵.

— Les libertés démocratiques doivent être assurées et la base de la vie parlementaire renforcée.

La question des relations avec les pays du bloc communiste reste le point de cristallisation des deux camps antagonistes dans la politique intérieure syrienne. En octobre 1956, avant la visite du président el-Kouatly à Moscou, c'est sur le problème des relations économiques avec l'URSS et les démocraties populaires que roulent les discussions. En effet, à ce moment-là une crise se développe au sein de la coalition gouvernementale, concernant une offre tchèque pour la construction d'une raffinerie de pétrole. Les populistes et leurs organes de presse ne croient pas que les Tchèques puissent mener à bien ce travail, n'étant pas spécialisés dans ce domaine ¹²⁶, tandis que les deux membres du cabinet représentant le Parti syrien de la renaissance socialiste arabe (Baas), Salah Bitar et Khalil Kallas, se sentent obligés de démissionner si l'offre tchèque — à leurs yeux, la seule avantageuse — n'était pas acceptée ¹²⁷. L'affaire a été compliquée par le fait qu'une partie de l'équipement devait être fournie par d'autres pays, éventuellement l'Allemagne de l'Ouest, car la Tchécoslovaquie ne la produisait pas. La crise a été enfin dénouée par l'annonce que ce dernier pays pourrait, en fin de compte, fournir même cet équipement, manifestement avec l'assistance soviétique. En outre, l'URSS a informé le gouvernement syrien qu'elle était prête à garantir l'offre tchèque et mettre à disposition quelques techniciens soviétiques hautement qualifiés ¹²⁸.

Les déboires de la vie politique syrienne à cette époque ont été complétés par une série de complots réels ou imaginaires. En novembre 1956 un complot et une tentative de coup d'État ont été découverts, fomentés — selon les autorités syriennes — par les Irakiens ¹²⁹. Tous les accusés, dont certains ont manifesté leur sympathie pour la politique de Nouri Said, appartiennent aux organisations politiques et aux partis conservateurs ou de droite : Parti social nationaliste syrien, communément appelé Parti populaire syrien ; Mouvement de la libération, fondé par le général Adib Chichakly ; Front constitutionnel ; Bloc nationaliste ¹³⁰. Ils veulent, selon l'acte d'accusation, renverser le gouvernement et assassiner le président

¹²⁴ Begdache s'est beaucoup servi de la conférence de Bandoeng dans ses discours, par exemple au parlement syrien, le 12 avril 1955. *AW*, 14 avril 1955.

¹²⁵ « La Syrie est unanime pour rejeter toute aide impérialiste, économique ou militaire, dont le but est de renforcer l'influence impérialiste dans notre pays et de l'attacher à la remorque des programmes militaires étrangers », a déclaré, en 1954 déjà, Chaled Begdache. *L'Orient*, de Beyrouth, 1^{er} octobre 1954.

¹²⁶ *AW*, 16 octobre 1956.

¹²⁷ D'après *Al Rai Al Aam*, *AW*, 10 octobre 1956.

¹²⁸ *AW*, 16 octobre 1956. L'Agence ANA le 6 décembre 1956 ; l'URSS a même proposé à la Syrie de construire une raffinerie en territoire syrien.

¹²⁹ Communiqué de la Radio de Damas le 23 novembre 1956. *Orient*, N° 2, 1957, pp. 170-171.

¹³⁰ A ne pas confondre avec le Parti nationaliste de Sabri-el-Assali.

de la République et quelques hommes politiques de gauche, comme Akram Hourani, Chaled Begdache et le colonel Serraj¹³¹.

A Damas les conséquences politiques de la découverte du complot n'ont pas tardé à se faire sentir. Les accusations portées contre leurs membres ont rapidement rejailli sur les partis conservateurs et notamment sur le Parti du peuple. En revanche les groupements de gauche et d'extrême gauche, surtout le Baas, sont sortis renforcés de la crise. Aussi bien n'ont-ils pas hésité, sans même attendre le verdict du tribunal, à exploiter les résultats d'un procès qui servait directement leur cause.

Dès les premiers jours de décembre, le Baas lance l'idée de la création d'un « Front parlementaire national » qui grouperait tous les partis politiques soucieux d'assurer la défense de l'indépendance et de la souveraineté de la Syrie, donc de suivre la ligne politique du neutralisme positif, par un programme d'action commun reprenant le chemin tracé par le Pacte national. Le point de vue de la gauche syrienne a été fort bien exposé par le journal *Al Rai Al Aam* : « En Syrie deux politiques sont possibles, celle de la libération arabe et celle de l'entente avec l'impérialisme. Le Front parlementaire national est l'incarnation de la première, tandis que la tendance qui lui est opposée est celle de la réaction. La constitution du Front national ou son échec déterminera laquelle des deux politiques finira par l'emporter¹³² ». Le Baas, le Mouvement de la libération arabe et le Parti communiste y ont tout de suite adhéré ; le Parti national seulement après quelques hésitations et non sans réserve, tandis que le Parti populiste et le Front constitutionnel ont refusé d'y participer. En décembre, après avoir présenté sa démission au président el-Kouatly, le Premier ministre sortant, Sabri el-Assali a été chargé immédiatement de former le nouveau cabinet, sans la participation des deux partis qui n'adhéraient pas au Front national.

Le 3 janvier, le président du Conseil Assali donne lecture de sa déclaration ministérielle¹³³. Après avoir flétri « l'agression impérialiste contre l'Egypte » et le complot « tramé contre l'indépendance, la souveraineté et la sécurité de la Syrie », le Premier ministre annonce qu'il mettra tout en œuvre pour réaliser « l'union avec l'Egypte, sœur, premier pas vers une plus grande collaboration de tous les Etats arabes » en vue de réaliser « leurs aspirations à l'unité totale et à la liberté complète ». Il proclame en outre son fidèle attachement aux principes du Pacte national. Ce programme est approuvé, le 4 janvier, par 69 voix contre 4 avec 46 abstentions. Sur 142 députés, 119 ont pris part au vote.

Au cours de 1957, la tension monte à un rythme accéléré sur la scène politique syrienne. En août, le gouvernement découvre un complot dans lequel plusieurs membres de l'ambassade américaine à Damas seraient impliqués. Ce complot — sur lequel on ne trouve d'ailleurs ni précisions ni détails exacts dans les documents et dans la presse quotidienne — a suscité une vague de protestation dans tout le pays. Elle se reflète dans tous les journaux jusqu'à l'organe des Frères musulmans. On propose, de divers côtés, l'introduction de la loi martiale. On affirme que la Syrie ne deviendra pas un autre Guatemala ou une autre Jordanie et, d'une manière générale, toutes les opinions s'accordent sur le principe que la sécurité du pays a la priorité sur toutes les libertés démocratiques ou nationales. Il est extrêmement significatif que l'organe des Frères musulmans, qui ne peut être accusé, malgré maintes collusions entre cette organisation et les forces de l'extrême gauche, de servir les intérêts communistes, propose, tout simplement, l'interruption des relations diplomatiques entre la Syrie et les Etats-Unis¹³⁴. La démission du général Tefwik Nizam el-Din, chef d'état-major de l'armée syrienne, et la désignation à sa place, par décret gouvernemental, du colonel Afif Bizri coïncident étrangement avec ce complot antigouvernemental¹³⁵. Le général Nizam el-Din était considéré auparavant comme un partisan de la politique nationaliste et il avait fait des déclarations très amicales envers l'Union Soviétique, où il était allé avec Chaled el-Azm et une délégation gouvernementale. Les journaux de droite et du centre affirment que le colonel Bizri est très proche du Parti communiste

¹³¹ Une fois maître de la situation, les conjurés auraient établi un régime « dévoué à la cause de l'impérialisme ». Les trois clans conspirateurs : Parti populaire syrien, partisans du général Chichakly et du colonel Safa auraient alors constitué un gouvernement présidé par le député Mounir Adjlani. Ce dernier aurait prononcé la dissolution du parlement, l'abolition du régime démocratique et constitutionnel, la suppression du deuxième bureau et de la police militaire. Aucune candidature socialiste ou communiste n'y aurait été tolérée. *Orient*, N° 2, 1957, p. 174.

¹³² *Al Rai Al Aam*, 11 décembre 1956. Le texte du Pacte national, *AW*, 12 décembre 1956.

¹³³ *L'Orient*, N° 2, 1957, p. 181.

¹³⁴ Déclaration dans *l'Al Manar*, organe des Frères musulmans, *AW*, 15 août 1957.

¹³⁵ *AW*, 16 août 1957.

syro-libanais ¹³⁶ et que le général el-Din a été forcé de démissionner. Cette manœuvre aurait fait partie d'un plan plus vaste qui visait à confier les plus importantes fonctions de l'armée et du service de sécurité à des éléments pro-soviétiques et communistes. En effet, parallèlement à l'avènement du colonel Bizri, une série de transferts et de nominations a eu lieu au sein de la police, de la gendarmerie et du département de la sécurité qui avaient tous joui, auparavant, d'une certaine autonomie vis-à-vis de l'armée. Toujours selon les dires de ces mêmes organes de presse, toute l'histoire du complot aurait été montée dans le but de justifier ces mesures aux yeux de l'opinion publique nationale et internationale, et de terroriser l'opposition pour qu'elle ratifie les accords économiques et d'assistance militaire passés avec Moscou ¹³⁷. La tournure prise par la politique intérieure syrienne a beaucoup inquiété l'opinion publique occidentale, israélienne et turque. Les journaux consacrent une grande place au phénomène dit d'« infiltration communiste » qui, à leurs yeux, tend à s'accroître de plus en plus.

La doctrine Eisenhower

Dans son message annuel adressé le 5 janvier 1957 au Congrès des Etats-Unis, le président Eisenhower demande certaines autorisations spéciales afin de pouvoir faire face à l'avance soviétique au Proche-Orient. Il désire intervenir dans l'éventualité d'une agression communiste. Ses propositions contiennent les points suivants :

— Coopération avec, ou assistance à n'importe quel Etat du Proche-Orient en vue de son développement économique et le maintien de son indépendance nationale.

— Coopération militaire, assistance effective y comprise, avec n'importe quel pays qui demande une aide.

— Inclusion, dans cette coopération militaire, de l'emploi des forces armées des Etats-Unis, afin d'assurer et de protéger l'intégrité territoriale et l'indépendance politique des nations qui sollicitent une aide contre une agression armée évidente de la part d'une nation sous le contrôle du communisme international.

— L'emploi — à des fins défensives et économiques — de sommes attribuées, à des conditions précises, par le Mutual Security Pact de 1954, pour la promotion de ces objectifs, en levant les restrictions imposées.

— Attribution d'un crédit supplémentaire de 200 millions de dollars pour les années 1958 et 1959, à la discrétion du président, et en vue des besoins éventuels au Proche-Orient, en plus des sommes mises à sa disposition par le programme de sécurité mutuelle qui devait être également voté par le Congrès.

En effet, les propositions du président Eisenhower, acceptées par le Congrès, ont une portée énorme et l'ont investi de pouvoirs spéciaux qui étaient, autrefois, les prérogatives de l'autorité législative suprême du pays. Elles ne pouvaient être acceptées que dans l'atmosphère tendue du lendemain de l'affaire de Suez. Bien que les Etats-Unis aient joué le rôle d'intermédiaire dans cette affaire, et qu'ils se trouvent ainsi aux côtés de l'Union Soviétique, les succès et l'influence de la politique proche-orientale de leurs adversaires choquent les législateurs et tout le peuple américain. La prise de conscience de la présence active de l'URSS au Proche-Orient n'a été entièrement accomplie dans le pays qu'après la crise de Suez. Ce qui fait que la justification présentée au Congrès par le président Eisenhower pour obtenir les pouvoirs étendus qu'il sollicite, rencontre une approbation générale. Selon le texte du message présidentiel « la législation proposée est en premier lieu destinée à contrecarrer une agression communiste, directe ou indirecte. C'est une nécessité impérieuse que de remédier à la carence du pouvoir dans la région, non pas par une force extérieure ou étrangère, mais par la vitalité accrue et la sécurité des nations indépendantes de la région ¹³⁸ ».

¹³⁶ Fait confirmé par les informations que nous avons recueillies sur place en 1962.

¹³⁷ *AW*, 16 août 1957.

¹³⁸ *MEAff*, vol. 8, 1957, N° 2, pp. 62-68.

Les propositions du président des Etats-Unis ou plutôt l'esprit ¹³⁹ dans lequel elles sont conçues, ont été désignées par « doctrine Eisenhower ». Il est naturel que les Soviétiques et les mouvements communistes locaux l'aient condamnée et attaquée à cause de son anticommunisme résolu et aussi parce qu'elle vise à affirmer la présence des Etats-Unis dans la région et à rassurer ses alliés. Il est encore plus compréhensible qu'elle ait été accueillie froidement, et même avec hostilité, dans la plupart des pays arabes. Le nationalisme arabe l'a considérée comme un affront direct et un effort réitéré des impérialistes occidentaux pour s'immiscer dans les affaires intérieures de leurs pays. Cette attitude est étonnante si l'on ne tient pas compte du contexte psychologique et social proche-oriental dans lequel la doctrine Eisenhower se situe et qui la rend inefficace — non pas dans le cas de pays comme le Liban et la Jordanie, déjà alliés de l'Occident —, mais des autres, l'Egypte, la Syrie, l'Arabie Saoudite, à tendance neutraliste plus marquée. En outre, les dirigeants américains, méconnaissant totalement les facteurs psychologiques contemporains, ont commis une faute grave, sans excuse, envers le nationalisme arabe. Le message d'Eisenhower, en parlant de la carence du pouvoir au Proche-Orient, a officialisé la thèse dite du « vacuum », caractérisant la situation dans cette région après la décolonisation. Aucun peuple, aucune fierté nationale ne peut supporter une telle humiliation et les gouvernements des Etats arabes s'opposent résolument — suivant leur propre conviction ou sous la pression des masses — à la doctrine Eisenhower.

La réplique soviétique

La carte jouée par l'Occident va donner à la diplomatie et à la propagande soviétiques, des arguments qu'elles utiliseront à fond. La ligne suivie n'est pas nouvelle ; la doctrine Eisenhower a été présentée comme la manifestation la plus récente de la tentative des Etats-Unis pour s'emparer de l'hégémonie mondiale en subjuguant les peuples à peine sortis de l'état colonial. Quelques jours après la publication du message présidentiel, le 12 janvier, une réponse de routine avait été donnée par l'agence officielle russe, TASS, dans une longue déclaration ¹⁴⁰ s'attaquant, entre autres, à la théorie dite du « vacuum ». « Les milieux gouvernementaux des Etats-Unis considèrent que l'affaiblissement des positions des colonialistes anglais et français au Proche-Orient et les succès obtenus par les pays arabes dans le processus de consolidation de leur indépendance, ont créé un « vacuum » — dit cette première réplique soviétique —, qu'ils ont l'intention de remplir par leur intervention militaire et économique dans les affaires intérieures de ces pays. Mais de quel « vacuum » peut-on parler concernant cette région ? Depuis quand les pays qui se sont libérés de l'oppression coloniale et se lancent sur le chemin d'un développement national indépendant, constituent-ils un « vacuum » ? Il est évident que le renforcement de l'indépendance nationale des pays arabes, l'intensification de leur lutte contre l'oppression coloniale ne crée d'aucune façon une sorte de « vacuum », mais signifie la restitution de leurs droits nationaux aux peuples proche-orientaux. De plus, cela constitue un facteur de progrès pour le développement social. Les Etats-Unis essayent de donner à leur politique un caractère anticolonialiste. Il n'est toutefois pas difficile de découvrir l'ambiguïté de ces affirmations ».

Sur le plan diplomatique proprement dit, l'initiative américaine a été suivie, avec beaucoup de retard et bien après la déclaration de l'agence TASS, par une chaîne de réactions soviétiques officielles. Il est permis de penser que ce retard est dû à la préparation des propositions faites aux Etats-Unis d'Amérique suggérant un engagement commun des quatre grandes puissances d'appliquer dans leur politique proche-orientale certains principes. Ces propositions deviendront célèbres sous le nom de plan Chepilov. Elles sont incluses dans une note soviétique adressée aux gouvernements occidentaux, le 11 février 1957. L'Union Soviétique y fait valoir la tension extrême de la situation au Proche-Orient à la suite des intentions « d'une grande puissance » d'employer ses forces armées d'une manière unilatérale et sans le consentement des Nations Unies, pour intervenir arbitrairement dans les affaires intérieures des pays de la région. De même, l'URSS accuse la « prétendue assistance économique » prévue par le président des Etats-Unis,

¹³⁹ John Foster Dulles a dit à une de ses conférences de presse, le 23 avril 1957 : « Vous dites peut-être que la doctrine Eisenhower n'est pas assez tangible, n'est pas saisissable. C'est une attitude, un point de vue, un état d'esprit ». *Documents*, 1957, p. 285.

¹⁴⁰ Déclaration de l'Agence Tass du 12 janvier 1957. *Pravda*, 13 janvier 1957.

qui devrait servir à imposer des conditions incompatibles avec la dignité et la souveraineté des pays proche-orientaux ¹⁴¹.

Le plan Chepilov a fait l'objet de nombreux échanges de notes entre les exécutifs soviétique et américain. Ce dialogue a révélé l'incroyable habileté des Soviétiques qui réussissent à présenter leurs efforts comme une politique favorable aux peuples arabes, alors qu'en réalité ils les méprisent. La réponse américaine du 3 mars démontre clairement que l'offre russe concernant une politique coordonnée des quatre grandes puissances, propose aux Etats-Unis ce que le gouvernement soviétique reproche toujours aux Occidentaux. Cette offre formule une politique visant à passer des accords par-dessus la tête des Etats proche-orientaux. « Les modalités de la coopération qui devrait prendre forme au Moyen-Orient ... doivent être réglées en consultation avec les Etats moyen-orientaux, déclare sans ambages la réponse américaine. En raison de leur respect du principe de la non-intervention dans les affaires intérieures des autres Etats, les Etats-Unis ne désirent pas faire partie d'une tentative des grandes puissances, comme le suggérait l'URSS, pour s'arroger le droit de prendre des décisions dans des questions d'importance vitale pour les nations du Moyen-Orient ; ou d'empêcher ceux qui se sentent menacés de s'associer volontairement à d'autres nations en prenant des mesures légitimes de sécurité collective, en concordance avec les principes de la Charte des Nations Unies. Donc, quand il s'agit des affaires comme celles des « blocs » militaires, la liquidation des bases étrangères et la retraite des troupes étrangères, exposées dans les considérations présentées par l'URSS, le gouvernement des Etats-Unis se voit obligé de déclarer que les Etats moyen-orientaux sont entièrement capables de décider quelle sorte de coopération leur est nécessaire pour qu'ils puissent remplir leur rôle dans la défense de la région ¹⁴² ». Il est étonnant que cette attitude compréhensive dont le refus américain opposé au plan Chepilov témoigne envers les peuples arabes du Proche-Orient soit passée tout à fait inaperçue ¹⁴³. Les Occidentaux réagissent, d'ailleurs d'une manière unanime, mais avec certaines nuances, à l'initiative de la diplomatie russe. Il est intéressant de relever que la réponse française donne la préférence à la solution des problèmes concrets — le conflit arabo-israélien, la libre navigation sur le canal de Suez — au lieu de discuter avec l'URSS de grands principes, considérant que de telles solutions constitueront la base nécessaire à une coopération des grandes puissances dans la région ¹⁴⁴.

L'URSS a répondu à la note américaine en avril 1957 ¹⁴⁵. Le gouvernement soviétique se montre beaucoup plus explicite et on peut constater, comme d'ailleurs tout au long de la période février-septembre 1957, combien le ton monte entre les deux grandes puissances. Réfutant l'argument américain, Moscou affirme de nouveau que ce sont précisément les bases et la présence des troupes étrangères sur le territoire des pays du Proche-Orient, et les obligations militaires, politiques et économiques imposées à leurs peuples, qui privent ces Etats de leur indépendance nationale et de la libre décision dans des questions qui sont d'importance vitale pour la région. « Par le refus d'accepter les principes de la déclaration et par la carence de propositions concrètes de sa part, le gouvernement des Etats-Unis rejette, en substance, les efforts déployés afin de rechercher la base acceptable d'une solution des questions controversées » — déclare catégoriquement le deuxième document soviétique. Il laisse sous-entendre qu'une prise de position commune des quatre grandes puissances pourrait être la condamnation de « l'emploi de la force en tant que moyen de résoudre les problèmes en suspens dans la région, d'autant plus qu'il est en contradiction flagrante avec les principes de la Charte des Nations Unies ¹⁴⁶ ». Cette insistance russe sur l'engagement solennel des grandes puissances de ne pas intervenir par la force au Proche-Orient révèle clairement l'inquiétude causée aux dirigeants moscovites par la doctrine Eisenhower. Celle-ci affirme l'attitude déterminée des Etats-Unis, et leur résolution de ne pas laisser évoluer le grand flirt soviéto-proche-oriental en une emprise définitive sur la région.

¹⁴¹ *Pravda*, 13 février 1957.

¹⁴² *Documents*, 1957, pp. 71-73.

¹⁴³ Voir, par exemple, l'article de Chaled Mohieddin dans le journal cairote *Al Massa*, intitulé : « L'Occident rejette la proposition soviétique concernant le Moyen-Orient ». *CPR*, 7 juin 1957.

¹⁴⁴ *Echange de notes entre les Etats occidentaux et l'URSS*. Paris, Ministère des Affaires étrangères, 1958 (désormais : *Echange de notes*), pp. 203-205.

¹⁴⁵ Note soviétique du 19 avril 1957. *Documents*, 1957, pp. 73-77.

¹⁴⁶ *Pravda*, 21 avril 1956.

Les Américains n'ont point accepté cette proposition « minimum », et les autres puissances occidentales l'ont aussi refusée. La réponse américaine ¹⁴⁷ fait remarquer que le principe de non-emploi de la force est un élément majeur de la politique des Etats-Unis, et se trouve également incorporé dans la Charte des Nations Unies, à laquelle toutes les grandes puissances ont adhéré. Une nouvelle déclaration n'est donc pas nécessaire. « Plutôt que de répéter les engagements déjà pris, c'est l'observation loyale des principes de la Charte qui serait nécessaire », note le gouvernement américain à l'intention des Soviétiques.

La période s'étendant de juillet à octobre 1957 peut être considérée comme le point culminant des relations soviéto-syriennes. En effet, dès le début de la crise qui s'est développée entre la Syrie et l'Ouest, l'URSS s'est affirmée comme protectrice de ce pays « menacé par les impérialistes et leurs laquais proche-orientaux », en l'occurrence les Turcs. En septembre, Andrej Gromyko, ministre des Affaires étrangères, a accordé une interview au journal cairote, *Al Goumhourija* ¹⁴⁸ dans laquelle il s'est montré ferme, mais ne s'est pas lancé dans une attaque trop violente et sans retour. Se référant aux accusations américaines et anglaises selon lesquelles l'URSS fomentait des troubles dans la région du Proche-Orient et, en l'occurrence, en Syrie, Gromyko a déclaré que l'Union Soviétique ne désirait pas voir les nations arabes en opposition avec les puissances occidentales. Toutefois, il a esquissé quelles pourraient être, à son avis, les conditions préalables d'une coopération — ou, plutôt d'une coexistence, — des pays arabes avec l'Ouest : a) que ce dernier renonce à son ingérence dans les affaires intérieures des Etats arabes ; b) qu'il abandonne ses manœuvres « de menace, d'intimidation et de pression pour les forcer à renoncer à leur politique indépendante et à suivre celle du bloc occidental ». Gromyko a, en outre, réitéré la suggestion d'une déclaration de non-intervention des grandes puissances dans les affaires proche-orientales. Kiselev, ambassadeur au Caire, ne s'est pas montré aussi nuancé que le chef de la diplomatie soviétique. Il a mis en évidence, pour le correspondant du même journal cairote, l'identité des intérêts soviétique et arabe dans la lutte antiimpérialiste : « C'est l'intérêt de la Russie et de tous les peuples que de liquider l'impérialisme international ainsi que d'unifier les efforts des peuples d'Asie, d'Afrique et des pays arabes contre ce monstre ¹⁴⁹ ».

L'intervention du premier ministre Boulganine auprès de la Turquie constitue un épisode révélateur, mais isolé, qui vise à dresser les Etats arabes contre la Turquie, alliée sûre des Occidentaux. Des ressentiments séparaient et séparent encore les Turcs et les Arabes en raison de leurs origines et de leurs caractères différents. Mais cet état de choses résulte avant tout de la longue domination turque sur les territoires habités par une population arabe. Le problème de l'actuel Sandjak d'Alexandrette, faisant anciennement partie de la Syrie, mais cédé par les autorités françaises à la Turquie avant la Deuxième Guerre mondiale, demeure une pomme de discorde entre les deux pays. Que la Turquie fût le point d'appui de toute la stratégie proche-orientale des Occidentaux, cela ne fait aucun doute, et dans l'éventualité de l'aggravation de la crise, les puissances européennes et les Etats-Unis ont certainement compté sur la force militaire de leur alliée. Les informations concernant les concentrations de troupes turques à la frontière syrienne ainsi que les nouvelles sur la préparation d'une attaque imminente — parues dans la presse en septembre 1957 — sont toutefois incontrôlables. On peut même dire avec certitude qu'elles sont exagérées et dues à l'atmosphère tendue de ces jours critiques. La diplomatie soviétique met à profit avec une habileté extraordinaire, la nervosité des gouvernements et de l'opinion publique arabe.

Dans sa lettre au Premier turc, Adnan Mendérès, le maréchal Boulganine met la Turquie en garde contre n'importe quelle opération militaire envers la Syrie. Il affirme l'intérêt que son pays porte à cette région et se déclare convaincu que la Turquie s'attirerait « de grandes calamités » et des « souffrances » en suivant les conseils de certains milieux étrangers, souhaitant une aggravation de la situation dans leurs propres

¹⁴⁷ Note américaine du 11 juin 1957. *Documents*, 1957, pp. 77-78. La réponse britannique a souligné l'importance du Pacte de Bagdad du point de vue de la politique occidentale et a rejeté les allégations russes que « les puissances occidentales ont favorisé pendant les années précédentes l'une ou l'autre des parties dans la dispute palestinienne en ce qui concerne les livraisons d'armes ». La réponse française a encore une fois insisté sur le règlement des problèmes concrets.

¹⁴⁸ *Al Goumhourija*, 30 septembre 1957, *CPR*, 30 septembre 1957.

¹⁴⁹ *Al Goumhourija*, 7 septembre 1955. *CPR*, 7 septembre 1957 ; *AW*, 9 septembre 1957.

intérêts ¹⁵⁰. Le texte de son message a été largement diffusé dans le monde arabe et officiellement communiqué au gouvernement syrien ¹⁵¹.

En plus de cette démarche diplomatique, l'URSS donne les preuves de sa résolution en adoptant certaines mesures militaires. Les journaux turcs d'Ankara ont rapporté, au milieu d'octobre, qu'il y avait des concentrations de troupes russes aux frontières turques ¹⁵². Quoique ces nouvelles aient été démenties par la presse soviétique, la nomination du maréchal Rokossowski comme commandant en chef des forces soviétiques stationnant en Transcaucasie, a convaincu les observateurs proche-orientaux que l'URSS considère la situation comme grave et qu'elle est prête à intervenir aux côtés des Arabes ¹⁵³. Le 2 septembre déjà, les journaux syriens signalent que des unités de la flotte soviétique se dirigent vers la Méditerranée et ont mouillé dans certains ports yougoslaves, en réponse aux mouvements de la sixième flotte américaine ¹⁵⁴.

Parallèlement à ces mesures militaires et à l'action diplomatique, une campagne de propagande suit les événements. A côté des articles publiés dans les journaux soviétiques lançant des attaques anti-impérialistes sur le ton habituel ¹⁵⁵, une initiative de Khrouchtchev, alors secrétaire du Parti communiste de l'Union Soviétique, mérite d'être mentionnée. Il a adressé au Parti social démocrate danois une lettre par laquelle il invite tous les socialistes d'Europe occidentale à œuvrer « pour le maintien de la paix et de la sécurité au Proche- et au Moyen-Orient ». Il attire l'attention des socialistes occidentaux sur le fait que, selon l'opinion du Parti communiste russe, une « aventure militaire » avait été préparée contre la Syrie par certains membres de l'OTAN, notamment les Etats-Unis et la Turquie ¹⁵⁶. Toutes les organisations sympathisantes, dites « fellow-travellers », ont été mises en marche. Le comité des Partisans de la Paix du Liban a envoyé un message au président de l'Assemblée générale des Nations Unies, demandant la condamnation unanime des « préparatifs de guerre » dans la région du Proche-Orient ¹⁵⁷.

On trouve, parmi ces manifestations, des réflexes certes authentiques de nationalistes arabes, comme celle des ouvriers irakiens informant le président du Conseil syrien qu'ils feraient sauter tous les oléoducs en cas d'une attaque contre la Syrie ¹⁵⁸. Mais le caractère exact de ces manifestations populaires est extrêmement difficile à déceler, ainsi que les éléments qui sont à leur origine. Il en est tout à fait autrement des manifestations devenues habituelles en Union Soviétique à l'occasion de grands événements internationaux, car elles sont certainement orchestrées par les organisations officielles « de masses ». Ainsi, lors de la crise syrienne, une délégation d'étudiants russes de l'Université de Moscou est allée à l'ambassade syrienne de la capitale soviétique pour exprimer leur appui à la résistance héroïque de la Syrie contre l'impérialisme. Ils ont même offert des volontaires, l'offre étant plutôt un geste symbolique que l'expression d'une réelle détermination ¹⁵⁹.

¹⁵⁰ Lettre de Boulganine adressée à Menderès le 10 septembre 1957. *Documents*, 1957, pp. 335-336.

¹⁵¹ *AW*, 16 septembre 1957 ; *CPR*, 15 septembre 1957.

¹⁵² *AW*, 18 octobre 1957. *Al Ahrām*, le quotidien cairote, a publié déjà quelques semaines auparavant le plan d'invasion de la Syrie préparé par les Américains. Ce plan a été repris par le périodique indien *Taj* de l'organe officiel de l'armée soviétique, *l'Etoile rouge*, qui fut « en mesure » de donner d'amples détails. *Al Ahrām*, 19 septembre 1957 ; *CPR*, 19 septembre 1957.

¹⁵³ Editorial d'*Al Akhbar*, 25 octobre 1957 ; *CPR*, 25 octobre 1957.

¹⁵⁴ Information de *Al Rai Al Aam*. *AW*, 3 septembre 1957. Deux semaines plus tard *Al Akhbar* parle d'un croiseur, de trois destroyers et de plusieurs sous-marins qui ont visité Lattaquié. *Al Akhbar*, 19 septembre 1957 ; *CPR*, 19 septembre 1957.

¹⁵⁵ Dans la *Pravda*, le 20 octobre, article intitulé : Que les provocations contre la Syrie touchent à leur fin ; le 22 octobre, article sous le titre : Le complot impérialiste contre la Syrie doit échouer, et le 24 octobre une page entière du journal qui comprend quatre pages en tout, est consacrée à la « menace qui pèse sur la Syrie et sur la paix ».

¹⁵⁶ *Manchester Guardian*, 16 octobre 1957.

¹⁵⁷ *AW*, 22 octobre 1957.

¹⁵⁸ Paru dans 1'*Al Goumhourija* ; *CPR*, 23 octobre 1957.

¹⁵⁹ *CPR*, 11 novembre 1957.

La riposte arabe

Il est naturel que la théorie de « vacuum » des Occidentaux ait soulevé une vague de protestation de la part des gouvernements, des hommes politiques et de l'opinion publique arabes, de même que toute la doctrine Eisenhower. Celle-ci a été considérée comme l'aveu public de l'intention américaine d'intervenir dans les affaires intérieures des pays indépendants du Proche-Orient. L'identité entre les points de vue et les intérêts de l'URSS, et ceux des pays arabes de cette région, s'est à nouveau révélée. Cette identité constitue la base de l'action soviétique.

Quelques jours après que la doctrine Eisenhower a été connue, le gouvernement syrien a riposté. Il a rendu publique une déclaration¹⁶⁰ dans laquelle il conteste le droit au gouvernement américain d'intervenir dans les affaires intérieures d'un pays étranger sous prétexte qu'il a lui-même en tant qu'Etat, ou par l'intermédiaire de ses ressortissants, des intérêts économiques dans le pays concerné. En outre, le gouvernement syrien qualifie d'artificielle la théorie du « vacuum », servant de prétexte aux impérialistes pour rétablir leur domination sur des peuples anciennement asservis. Il affirme qu'un « vacuum » ne peut pas exister au Proche-Orient, depuis que les pays de cette région se sont libérés et ont accédé à l'indépendance. Seuls ces pays possèdent le droit naturel de décider, en pleine souveraineté, de leurs problèmes communs, et de s'organiser en vue d'assurer leur propre défense. Salah Bitar, ministre syrien des affaires étrangères, suivra la même ligne d'argumentation dans une conférence de presse, six mois plus tard, et constatera que : « Parler d'un « vacuum », c'est porter un coup contre les peuples de la région¹⁶¹ ». Il considère la condition américaine préalable à toute aide — condition obligeant le pays receveur à combattre le communisme international — comme une intervention dans la politique extérieure des pays concernés, et parle d'une attaque directe contre la politique du neutralisme positif et du non-alignement, d'une extension de la guerre froide au Proche-Orient. Il a résumé les résultats de la fameuse doctrine en quatre points :

1. L'apparition d'une dissension et de divergences parmi certains pays arabes.
2. L'application de mesures de pression et de terreur dans les pays qui ont adhéré à la doctrine. Ces pays ont perdu leur liberté d'action dans leurs affaires intérieures, résultat de la perte des rênes du pouvoir dans leur politique étrangère.
3. Un des résultats de la mise en œuvre de la doctrine Eisenhower a été le renforcement des forces réactionnaires. Par conséquent, la réaction s'est livrée à la chasse et à la persécution des éléments nationalistes libres, sous prétexte de combattre le communisme et les doctrines subversives. Quant au « communisme international », les pays impérialistes savent bien que ce terme n'est pas sérieux. La preuve en est que les Etats-Unis eux-mêmes poursuivent des négociations avec les pays socialistes.
4. La doctrine Eisenhower cherche à résoudre le problème de la Palestine par des moyens non pacifiques¹⁶².

Pour le président Nasser, tout le problème se situe dans la signification que l'on donne au nationalisme arabe face au communisme. Dans une interview accordée à Robin Day, commentateur à la radio et TV américaines¹⁶³, il s'est dit convaincu qu'une politique nationaliste rend totalement inefficace et isole le mouvement communiste. L'erreur fondamentale est justement la méconnaissance du rôle et de la force du nationalisme dans l'Orient arabe. C'est une erreur d'appréciation et c'est cette erreur qui conduit à une opposition au nationalisme sous le prétexte de la lutte contre le communisme. Ainsi, dans nombre de pays, ils obligent le mouvement nationaliste à se réfugier dans l'illégalité, où il est véritablement exposé à l'influence communiste¹⁶⁴.

¹⁶⁰ Déclaration du gouvernement syrien du 10 janvier 1957. *Summary of World Broadcasts* publié par la BBC (désormais : *SWB*), Part IV, 12 janvier 1957, pp. 5-6.

¹⁶¹ Conférence de presse de Salah Bitar, 19 août 1957. *Documents*, 1957, p. 326.

¹⁶² *Documents*, 1957, pp. 326-327.

¹⁶³ *CPR*, 2 juillet 1957.

¹⁶⁴ Editorial de l'*Al Chaab*, 1^{er} juillet 1957 ; *CPR*, 1^{er} juillet 1957

En se tournant vers la presse arabe, on peut constater qu'elle proteste avec une véhémence tout à fait naturelle contre la théorie de « vacuum » des Occidentaux. Elle condamne unanimement cette conception et repousse l'affront jeté au visage du nationalisme arabe. Toutefois, il y a une nuance entre les réactions. Du côté syrien et égyptien les critiques et les condamnations ont été dirigées vers le seul Occident, et ont blâmé la mentalité impérialiste qui était à la source de cette idée inacceptable. Les journaux égyptiens considèrent même les troubles survenus au Liban au début de l'été de 1957, avant les élections législatives, comme un exemple de la résistance du peuple arabe à la doctrine Eisenhower, et affirment qu'on ne peut pas séparer l'une des parties constitutives de la patrie arabe des autres ¹⁶⁵. De plus, ils voient dans cette fameuse doctrine, un moyen utilisé par les gouvernements antipopulaires au pouvoir, pour réprimer l'opposition envers leur politique pro-occidentale ¹⁶⁶. Quand certains signes apparurent que la doctrine Eisenhower — selon l'optique des Américains — ne pouvait pas remplir la mission voulue et, surtout, après la conférence de presse au cours de laquelle le président des Etats-Unis déclara qu'il ne voulait pas l'étendre à des pays qui ne l'avaient pas acceptée jusqu'à ce moment —, la presse égyptienne a naturellement triomphé ¹⁶⁷.

Du côté des pays tournés vers l'Occident, la critique ne s'adresse pas aux seules puissances impérialistes, mais également à l'Union Soviétique, en tenant compte des efforts qu'elle fait, depuis 1954, pour fortifier ses positions proche-orientales. Pour illustrer cette tendance de l'opinion publique arabe, nous citerons un éditorial d'*Al-Jarida*, journal indépendant de Beyrouth, qui semble être un des plus objectifs dans la critique de la théorie du « vacuum » : « Les Etats-Unis ont essayé de combler le vacuum qui aurait été créé dans la plus grande partie de cette région après la retraite des impérialistes britanniques et français, comme le disent certains. L'Union Soviétique n'était pas moins pressée de le faire que la Russie (tsariste), et c'est ce qui a provoqué ce terrible choc entre les deux géants. Les Occidentaux et les Soviétiques vont-ils comprendre, à la longue, que ce sont les peuples de cette région qui doivent remplir le « vacuum », à supposer même qu'un vacuum existe ¹⁶⁸ ».

Ainsi, peut-on dire, en reprenant les paroles d'*Al Nahar*, de Beyrouth, l'URSS veut que « l'Ouest renonce à ce qu'il possède au Moyen-Orient, en contrepartie de la renonciation russe à ce que la Russie n'a jamais possédé ¹⁶⁹ ».

L'internationalisation de la crise

Le 15 octobre 1957, la Syrie s'est adressée aux Nations Unies en demandant d'inclure à l'ordre du jour de la 12^e Assemblée générale sa plainte contre les Etats-Unis, la Turquie et d'autres puissances ¹⁷⁰. Cette plainte a été mise sur l'ordre du jour par l'Assemblée générale lors de sa 706^e séance, le 18 octobre ¹⁷¹.

¹⁶⁵ Editorial de l'*Al Akhbar*, 2 juin 1957 ; *CPR*, 2 juin 1957.

¹⁶⁶ Editorial de l'*Al Chaab*, 9 juin 1957 ; *CPR*, 9 juin 1957. « La doctrine Eisenhower a échoué et tous les projets semblables des Américains vont aussi échouer, simplement parce qu'ils défient la volonté des peuples ». Anouar EL-SADAT dans l'*Al Goumhourija*, 4 septembre 1957 ; *CPR*, 4 septembre 1957.

¹⁶⁷ Editorial de l'*Al Ahram*, *La fin d'une doctrine*, 31 octobre 1957 ; *CPR*, 31 octobre 1957.

¹⁶⁸ *AW*, 18 avril 1958. Voir aussi un article de l'*Al Jarida* dans *AW*, 21 janvier 1957.

¹⁶⁹ *AW*, 14 février 1957.

¹⁷⁰ La délégation syrienne auprès des Nations Unies a déjà adressé une lettre au secrétaire général le 8 octobre 1957 ; mais la plainte syrienne n'a été officiellement formulée que dans la lettre de Salah Bitar, ministre syrien des Affaires étrangères, le 15 octobre 1957. Cette plainte a été intitulée comme suit : *Plainte concernant la menace à la sécurité de la Syrie et à la paix internationale* dans Documents, A-3699, Nations Unies, Assemblée générale, Archives. *Documents officiels*, vol. 4, Ag. 69. Gromyko adresse seulement un jour plus tard, le 16 octobre, une lettre au président de l'Assemblée générale dans Document A-3700 ; *ibid.*

¹⁷¹ Les débats sur la Syrie ont lieu les 22, 25, 28, 29 et 30 octobre, et le 1^{er} novembre, aux 708^e et 710-714^e séances de l'Assemblée générale, *ibid.* 1957, vol. 3, pp. 351-372 ; 389-403 ; 405-424 ; 425-435 ; 437-443 ; 445-446.

C'est Salah Bitar, ministre syrien des Affaires étrangères, qui a exposé les vues de son gouvernement. Il a évoqué les préparatifs militaires de la Turquie, lesquels — à sa connaissance — se déroulent à la frontière syrienne en vue de déclencher au moment opportun, la machine de guerre turque contre son pays.

Parmi les arguments (soi-disant) avancés par les Turcs et les Américains pour justifier leur action, il a surtout dénoncé l'affirmation que la Syrie soit devenue un dépôt d'armes, sans que la défense du pays ait nécessité un tel armement, et qu'il soit devenu un repaire d'activités subversives — fait qui aurait entraîné l'application de la doctrine Eisenhower ¹⁷².

Les vraies raisons de l'action occidentale sont, selon le gouvernement syrien :

— L'opposition au mouvement nationaliste et unitaire arabe.

— La volonté de conserver la région du Proche-Orient comme une zone d'influence occidentale traditionnelle, y maintenir la présence occidentale et, à cet effet, entretenir les peuples et les gouvernements de cette région en état d'infériorité et de tutelle économique, politique et militaire, en leur déniaient tout droit à une existence indépendante, libre et souveraine.

Pour atteindre ces deux buts l'Occident veut diviser les pays de la région et les embrigader dans des camps et des blocs militaires, en vertu de considérations dites stratégiques et vitales ¹⁷³.

Finalement, la Syrie refuse résolument la médiation proposée par le roi Saoud et évoquée à l'Assemblée générale des Nations Unies par le représentant turc. Elle considère que l'unité des points de vue des pays arabes exclut qu'un souverain arabe puisse être médiateur entre la Syrie et ses adversaires non arabes. Par conséquent, la médiation est sans objet ¹⁷⁴.

La position turque n'a pas évolué depuis l'échange de lettres entre le Premier Boulganine et le Premier Mendérès en septembre 1957 ¹⁷⁵. Ankara a prétendu que les activités subversives en Syrie ont atteint la limite extrême et que son armement a progressé bien au-delà des exigences « raisonnables » de sa défense. En fait, la Syrie est considérée comme étant devenue un réservoir d'armes qui pourrait servir à l'URSS, en cas de besoin.

Pour ce débat aux Nations Unies, c'est le ministre des Affaires étrangères, Andrej Gromyko, qui représentait l'Union Soviétique. Dans son intervention, il a dit que, selon le point de vue soviétique, la Syrie s'est avancée en première ligne dans la lutte pour l'indépendance de tous les Etats arabes et il s'est dit d'accord avec le ministre syrien, Salah Bitar, pour affirmer que les événements concernant ce pays sont la conséquence de l'application de la doctrine Eisenhower ¹⁷⁶. A la fin des délibérations de l'Assemblée générale, Gromyko a fait deux propositions : que les Nations Unies désignent une commission d'enquête qui serait envoyée à la frontière turco-syrienne pour renseigner les autres nations sur la véritable situation ; ensuite, qu'elles prennent les mesures nécessaires dans le cas d'une éventuelle agression ¹⁷⁷.

Fin octobre, la politique soviétique en Syrie a brusquement changé, amorçant un tournant à la fois étonnant et incompréhensible. Après deux mois de campagne orchestrée, de déclarations menaçantes, de livraisons d'armements, de mouvements spectaculaires de la flotte et de concentrations de troupes

¹⁷² *Ibid.* p. 335.

¹⁷³ *Ibid.* p. 354.

¹⁷⁴ *Ibid.* p. 355.

¹⁷⁵ Le premier ministre turc a écrit à son homologue Boulganine le 30 septembre : « Les activités subversives en Syrie ont atteint la limite extrême. En outre, la Syrie s'arme rapidement bien au-delà de ce qu'exigerait raisonnablement sa défense. En fait, la Syrie devient un dépôt d'armes qui sera probablement utilisé par d'autres en cas de besoin ». Passage cité par le délégué turc, Esin, dans les débats de l'Assemblée générale. *Ibid.* pp. 363-364. L'opinion publique turque n'est pas unanime, et le chef de l'opposition, Ismet İnönü, exprime ses doutes quant à l'opportunité et la nécessité des démonstrations à la frontière syrienne. Évoqué par le ministre égyptien des Affaires étrangères, D^r Faouzi, dans les débats. *Ibid.* p. 357.

¹⁷⁶ *Ibid.* pp. 358-359.

¹⁷⁷ *Ibid.* pp. 355-356. Véritablement, les mesures militaires prises semblent n'avoir eu qu'un but psychologique ; leur valeur opérationnelle réelle n'entre probablement pas en ligne de compte.

tambourinées dans toute la presse moyen-orientale ¹⁷⁸, après des séries d'articles violents publiés dans les quotidiens soviétiques, l'URSS tourne la tête et montre à cette région son autre visage. Le 29 octobre, Khrouchtchev fait une apparition sensationnelle à la réception offerte par l'ambassade turque de Moscou, geste réellement surprenant à une époque où les relations étaient extrêmement tendues entre les deux pays. En réponse à la question de savoir si son geste exprime une volonté de paix, il déclare : « Oui, c'est un geste menant vers la paix ». La coïncidence de la chute du maréchal Joukov avec ce tournant dans la politique proche-orientale de l'URSS, s'offre tout naturellement comme une explication probable, d'autant plus que le Premier soviétique a annoncé lors de la même réception où il tendit la main aux « laquais des impérialistes », le limogeage du héros de la Grande Guerre.

Toutefois, l'hypothèse qui veut que l'élimination du parti et de la hiérarchie militaire du maréchal Joukov soit la conséquence directe des bêtises commises par lui dans l'affaire syrienne, ou qu'on fasse de lui le bouc émissaire d'une politique qui a échoué — comme le constate entre autres Dallin ¹⁷⁹, — relève de la plus pure spéculation. Il n'a jamais été démontré que Joukov avait eu la responsabilité de la politique soviétique proche-orientale, ni que Moscou, au cours de la crise syrienne, n'ait pas atteint certains objectifs. La lutte intestine au sein du Kremlin a ses propres lois, et l'affaire syrienne n'est pas de taille à pouvoir servir de raison au limogeage de Joukov.

Les documents ne permettent pas d'établir quelles sont les raisons exactes de la volte-face soviétique de l'automne 1957, mais on peut dire avec beaucoup de certitude qu'à côté des éléments d'ordre intérieur, deux facteurs extérieurs ont influencé la décision russe. Le gouvernement soviétique ne voulait certainement pas s'avancer plus loin dans une voie qui pouvait l'amener à perdre la position favorable qu'il s'était acquise au Proche-Orient depuis 1955. Une crise plus aiguë aurait pu provoquer une réaction énergique de la part des Occidentaux menaçant les pays à tendance neutraliste, et l'URSS ne voulait pas entrer en guerre pour eux, comme elle ne voulait pas non plus perdre la face. D'un autre côté, les dirigeants soviétiques se sont aperçus que trop d'insistance de leur part pourrait choquer et éveiller la méfiance des nationalistes arabes qui, bien entendu, répudiaient l'idée que n'importe quelle grande puissance puisse dominer la région. Donc, un Proche-Orient aux pays à tendance neutraliste semble préférable à l'URSS à un allié sûr. Le progrès des communistes et sympathisants syriens ne vaut pas un conflit avec le mouvement nationaliste arabe.

La réaction nationaliste arabe

L'intense activité diplomatique soviétique, les mesures militaires et la campagne de propagande ont provoqué un double effet dans le monde arabe. Les leaders syriens — ainsi que ceux des autres pays neutralistes — et l'opinion publique arabe en sa presque totalité, ont affirmé une gratitude et une appréciation sincères pour ce que l'URSS a fait pour la cause du nationalisme arabe. Sabri el-Assali, le premier ministre syrien, commente la première déclaration de Gromyko au début de septembre ¹⁸⁰, exprimant l'admiration et la gratitude suscitées dans la population syrienne. Il décrit les paroles du ministre soviétique des Affaires étrangères comme représentant « une nouvelle et honorable attitude pro-arabe adoptée par l'Union Soviétique ». Naturellement, les communistes sont parmi les premiers à se joindre aux autres dans le sentiment de reconnaissance exprimé à l'égard de Moscou. Chaled Begdache affirme sa conviction — dans l'interview accordée au journal *Al Nour* — que le nationalisme arabe triomphera en Syrie comme en Egypte et il énumère les trois facteurs importants contribuant à cette victoire : a) le solide front intérieur des nationalistes ; b) la solidarité inébranlable de l'Egypte et l'appui soutenu de tous les peuples arabes ; c) l'aide

¹⁷⁸ Cette presse n'a pas réalisé que derrière les paroles et les gestes spectaculaires, il n'y a que la volonté d'exploiter la crise du point de vue de la propagande, ainsi la déception au moment de la brusque volte-face des Soviétiques a été assez sensible — exception faite pour ceux qui sont effrayés par l'immixtion de Moscou dans les affaires arabes et qui, par conséquent, sont soulagés.

¹⁷⁹ DALLIN, *op. cit.*, p. 471.

¹⁸⁰ *CPR*, 12 septembre 1957.

énorme apportée à la Syrie par l'opinion publique mondiale, en premier lieu, par la position résolue adoptée par l'URSS ¹⁸¹.

Parallèlement à ce courant d'opinion arabe — en somme favorable à l'intervention soviétique dans la crise syrienne —, une autre réaction se fait de plus en plus sentir au fur et à mesure que la crise se développe. Les nationalistes arabes, avant tout les mêmes leaders syriens au pouvoir, commencent à être gênés par le rôle que l'URSS a joué et s'efforce d'assumer dans toute l'affaire. L'inquiétude provoquée par le ressentiment qu'une grande puissance étrangère prenne la défense des intérêts nationalistes arabes ¹⁸² — qui, en conséquence, sembleraient n'être pas en mesure de se défendre valablement —, et aussi le souci de ne pas pousser trop loin, aux yeux de l'opinion publique internationale, l'identification des intérêts arabes et soviétiques, ont obligé les dirigeants syriens à faire une série de déclarations affirmant que, ni le gouvernement de coalition de gauche, ni la tendance de l'évolution intérieure, ne sont communistes. Le pro-soviétisme n'est qu'un aspect de la politique neutraliste sur le plan international.

Ainsi, le président de la République syrienne, Ch. el-Kouatly, est-il amené à dire, dans son discours prononcé à l'occasion de l'ouverture de la Foire internationale de Damas, au début de septembre, que la Syrie « suivra notre politique nationaliste prudente et que le pays ne servira jamais de base à des plans stratégiques, ouverts ou secrets, ni à l'Ouest, ni à l'Est ¹⁸³ ». Il est encore plus explicite quelques jours plus tard, dans une interview accordée à l'Agence du Moyen-Orient, sur les relations soviéto-syriennes : « Quant à nos relations avec l'Union Soviétique, ce sont des relations d'amitié qui servent nos intérêts communs, en vue de bénéfices communs. Il n'existe pas d'accord secret entre ce pays et l'URSS ... Nous ne sommes pas communistes et personne ne nous a demandé de le devenir. Nous sommes des nationalistes arabes ¹⁸⁴ ».

Aussi le premier ministre Sabri el-Assali et le président de la Chambre des Députés, Akram el-Hourani, se sont-ils opposés à l'idée que la Syrie puisse devenir communiste et el-Hourani a nettement tracé la ligne séparant le socialisme syrien du mouvement communiste mondial ¹⁸⁵.

Les déclarations confuses et contradictoires d'un homme d'Etat, Chaled el-Azm, qui joue, à l'époque de la séparation de l'Egypte, un rôle prépondérant dans la vie politique de son pays, constituent un chapitre particulier en cette revue de la position des dirigeants syriens. Au cours de la crise il a exprimé son opinion que l'Union Soviétique, en accordant son aide économique à la Syrie, a effectivement contrecarré le progrès du communisme dans le pays, et il a aussi rassuré les hommes d'affaires en disant : « Je suis moi-même un homme riche, et je ne permettrai jamais que ma fortune soit distribuée ou nationalisée. Nos projets ne nous mèneront jamais vers le communisme ¹⁸⁶ ». Une dizaine de jours plus tard — apparemment au moment de l'arrivée des experts soviétiques — Chaled el-Azm a donné une leçon instructive de ce qu'est l'opportunisme politique. Il a confié au correspondant de *La Stampa*, quotidien italien connu, qu'il ne se ferait aucun souci si l'influence de ces experts transformait la Syrie en un satellite soviétique : « En serait-il comme vous le dites, que la Syrie devienne un membre du bloc soviétique, je ne vois là aucun mal, ni pour la Syrie, ni pour le reste du monde ». Et il a ajouté : « Nous ne voulons rien avoir à faire avec les impérialistes et les colonialistes ¹⁸⁷ ».

¹⁸¹ *AW*, 25 septembre 1956.

¹⁸² *Le Soir*, de Beyrouth, a titré déjà en décembre 1956 un article : La Syrie sur le chemin de devenir un satellite. *AW*, 27 décembre 1956 ; voir *l'Orient*, de Beyrouth, et *l'Al Jarida* au début de juin 1957 *AW*, 3 juin 1957. *Le Soir* sonna aussi la cloche d'alarme en août 1957 : « Nous devons faire quelque chose tout de suite ... le Rideau de Fer est à moins de 20 km de nos frontières ». *Al Amal* parle à cette époque de la « grippe rouge », et *Al Hayat* s'attendait à la nomination d'un sympathisant communiste comme ministre syrien de l'Intérieur. *AW*, 19 août 1957.

¹⁸³ *CPR*, 2 septembre 1957.

¹⁸⁴ *CPR*, 8 septembre 1957.

¹⁸⁵ Interviews dans *l'Al Akhbar*, de Damas, *CPR*, 2 septembre 1957 ; voir aussi la conférence de presse de Khalil el-Kallas, ministre syrien des Affaires étrangères ad intérim, *AW*, 19 octobre 1957.

¹⁸⁶ *AW*, 9 septembre 1957. Le journal syrien *Barada*, en défendant Chaled el-Azm contre les attaques l'accusant d'être un communiste, observe, au printemps 1955, que « le véritable communiste, c'est Nouri Said, qui a créé des générations de communistes militants en gouvernant le pays par le sabre britannique durant trente-cinq années et en versant le sang des héros libéraux du pays ». 19 mai 1955.

¹⁸⁷ *AW*, 18 septembre 1957.

Les leaders militaires syriens, ceux qui ont pris en main les leviers de commande après le limogeage du général el-Din, ont aussi, à plusieurs reprises, affirmé leurs convictions nationalistes et dénié qu'il existât une influence communiste quelconque au sein de l'armée. Le colonel Serraj — le véritable chef de la Syrie, province septentrionale de la République Arabe Unie, un an plus tard —, a confessé au correspondant d'*Al Akhbar* du Caire : « Je ne suis pas communiste et il n'y a pas un seul officier communiste dans l'armée syrienne. Je suis un nationaliste arabe syrien. Mon but est de servir mon pays et de maintenir le nationalisme arabe. C'est à cause de cela que j'ai été accusé d'être communiste et qu'on a prétendu que l'armée syrienne était devenue une armée communiste ... Tous les sentiments nationalistes authentiques sont considérés par les impérialistes occidentaux comme communistes et tous les hommes travaillant en faveur de leur pays respectif ne peuvent être que des agents russes ¹⁸⁸ ». Serraj s'oppose à l'idée que la Syrie puisse devenir le satellite de n'importe quelle puissance occidentale ou orientale, mais affirme que des liens culturels très importants rattachent son pays à la culture occidentale ¹⁸⁹. Son collègue, le général Afif Bizri, successeur d'el-Din, se prononce dans le même sens. Il est d'accord avec son collègue pour dire que l'armée est nationaliste, mais non pas communiste, les activités politiques ayant été, en effet, interdites au sein de la force nationale. « La Grande-Bretagne et les Etats-Unis ont des relations politiques et économiques avec la Russie. Etes-vous inquiet qu'ils deviennent communistes ? », a-t-il demandé au correspondant stupéfait de la Columbia Broadcasting Co. à l'issue de l'interview qu'il lui a accordée au début de novembre 1957 ¹⁹⁰.

Des inquiétudes sont donc nées au sein du mouvement nationaliste arabe qui, à peine libéré de la domination coloniale, tomberait sous une autre domination. C'est la raison des déclarations réitérées des représentants de divers groupes politiques syriens participant à la coalition gouvernementale. C'est aussi la raison pour laquelle les dirigeants du Parti nationaliste syrien, dont Sabri el-Assali, et ceux du Parti socialiste Baas, dont Akram Hourani et Salah Bitar, avec l'appui et la coopération active du président el-Kouatly, cherchent à réaliser à tout prix l'union avec l'Egypte du président Nasser. Il semble incontestable que, pour l'opinion publique arabe, la cause de la création (peut-être hâtive) de la République Arabe Unie, soit le danger de l'influence grandissante des communistes et la possibilité d'un glissement définitif vers l'extrême gauche en Syrie. Il apparaît également certain que l'Egypte veut priver les dirigeants soviétiques du rôle de défenseurs de la nation arabe, et réduire à sa juste proportion l'identification des intérêts nationalistes arabes et soviétiques, ainsi que le soutien que l'URSS pouvait apporter à la cause arabe. Au début de l'année 1958, le conflit — qui deviendra ouvert en 1959 — entre le nationalisme arabe et les communistes, projette déjà son ombre dans la lutte que ces derniers ont entreprise contre le projet de République Arabe Unie, lutte dont les journaux se sont fait déjà l'écho à l'époque ¹⁹¹. Ainsi, la crise syrienne de l'automne 1957 a marqué une étape très importante dans les relations soviéto-proche-orientales. Elle égale, sur ce point, l'importance qu'on accorde généralement à l'affaire de Suez.

e) La guerre civile au Liban en 1958

Au Liban, il ne s'agit pas d'un conflit entre le nationalisme arabe et les puissances occidentales, mais à proprement parler d'une crise intérieure au sein du monde arabe. Le débarquement des troupes américaines au Liban et des soldats britanniques en Jordanie ne lui a pas conféré le caractère d'un tel conflit, quoiqu'il ait été considéré comme une immixtion dans les affaires intérieures de la région. La diplomatie soviétique a observé l'évolution de la crise avec une grande attention et essayé de l'exploiter à ses propres fins. Elle n'y est pas parvenue, car même si quelques gouvernements et une partie de l'opinion publique arabes ont cherché l'appui de l'URSS sur le plan international, ils ne voulaient sûrement pas et n'auraient jamais voulu

¹⁸⁸ Déclarations parues dans l'*Al Akhbar* et l'*Al Ahrām* du 13 septembre 1957. *CPR*, 13 septembre 1957. Le *Saout el-Arab* a cité Serraj qui expliqua : « Je ne sais rien du communisme ». Il existe en France, en Israël et au Liban. « Si nous devenions communistes avec Israël, ils (les Occidentaux) ne reprocheraient pas à la Syrie d'être communiste ». *AW*, 4 octobre 1957.

¹⁸⁹ *CPR*, 24 septembre 1957.

¹⁹⁰ *CPR*, 3 novembre 1957.

¹⁹¹ *L'Orient*, de Beyrouth ; *AW*, 13 janvier 1958.

accepter que l'Union Soviétique puisse avoir voix au chapitre quant aux relations inter-arabes. Dans cette perspective, le conflit de 1958 est instructif et laisse prévoir certaines lignes de l'évolution future.

L'évolution politique au Liban en 1957-1958

Pendant toute la période de la grande « ouverture » soviétique vers le Proche-Orient, donc depuis l'automne 1955, le Liban a poursuivi une politique extérieure qui a évité les frictions avec l'URSS, et a même gagné la sympathie de Moscou. A l'issue des élections de septembre 1952, Camille Chamoun est devenu président du Liban et Abdullah al-Yafi, avocat à Beyrouth, premier ministre. Ce dernier appartient à l'aile radicale et nationaliste des politiciens libanais, comme la majorité des membres de son cabinet, tel Saeb Salem. La tendance politique du gouvernement al-Yafi a été démontrée par son attitude envers l'Irak Petroleum Co. et le Trans-Arabian Pipelines (TAP), ainsi que par sa position prise pendant la crise de Suez. En effet, le parlement libanais, sur la proposition du gouvernement, a voté, en 1956, une loi selon laquelle toutes les compagnies étrangères propriétaires des oléoducs qui empruntent le territoire du Liban, doivent payer de lourds impôts, non seulement au cours des années à venir, mais aussi rétroactivement, à partir de l'année 1952. Cette loi a touché deux compagnies, l'Irak Petroleum Co., qui possède des oléoducs amenant son pétrole au port de Tripoli, et le TAP desservant les champs pétrolifères de l'Arabie Saoudite et aboutissant en Méditerranée près de Sidon, au Liban. Les négociations, au cours desquelles le Liban a exigé 50 % des bénéfices pour permettre aux oléoducs de passer sur son territoire, ne pouvaient donner de résultats. L'affaire n'a été résolue qu'en 1958. Toutefois, l'attitude ferme du gouvernement libanais et sa politique d'intérêt national lui ont acquis une sympathie et un soutien non seulement à l'intérieur du pays même, mais dans tout le monde arabe. Au moment de la crise de Suez, le président Chamoun a donné son appui total au pays frère menacé. Il a décrété l'état d'urgence et invité les chefs d'Etat arabes à Beyrouth afin qu'ils puissent concerter leur action.

Cette politique nationaliste et neutraliste du Liban a gagné la sympathie des pays du bloc communiste. Dès 1954, l'URSS a conclu un accord économique avec ce pays, et en 1955, l'Allemagne de l'Est en fait autant. En 1956, des techniciens russes y sont envoyés en vue d'examiner les possibilités du développement économique et industriel. Cette sympathie soviétique a été particulièrement évidente lors de la visite du ministre soviétique des Affaires étrangères, Chepilov, en juin 1956¹⁹².

Toutefois, à peine le danger imminent qui a mis en émoi le monde arabe était-il passé, et les parties au conflit avaient-elles accepté les résolutions des Nations Unies, qu'une crise intérieure éclate au Liban, déclenchant l'évolution politique qui mènera directement aux événements du printemps et de l'été de 1958. En novembre 1956, Abdullah al-Yafi est remplacé à la tête du gouvernement par Sami al-Suhl et le D^r Charles Malik devient ministre des Affaires étrangères en remplacement de Selim Lehoud. Ce gouvernement est nettement pro-occidental et rejette les exigences du nationalisme radical et du neutralisme positif. Le gouvernement de Sami al-Suhl, qui a eu l'entière confiance du président de la République, a fait adopter une nouvelle loi électorale en élargissant la Chambre des députés ; désormais, elle compte soixante-six membres et son terme d'exercice est de quatre ans.

La campagne électorale a aussitôt commencé et l'opposition a formé un Front de l'union nationale. Abdullah al-Yafi, Saeb Salem, Hussein Oweini, président de la Chambre des députés, font partie de ce Front, lequel présente un programme en cinq points :

1. pas d'amendement constitutionnel permettant au président Chamoun de se représenter aux élections présidentielles de l'automne suivant ;
2. neutralité absolue ;
3. refus de l'établissement de bases militaires étrangères et rejet de pactes comme celui de Bagdad ;

¹⁹² AW, 26 juin 1956.

4. rejet de n'importe quelle assistance économique qui serait incompatible avec la souveraineté et l'indépendance du pays ; et enfin,

5. coopération étroite et impartiale avec les autres pays arabes ¹⁹³.

Les élections de juillet 1957 ont déçu l'opposition et amené à la Chambre cinquante députés pro-gouvernementaux, neuf du Front de l'union nationale, et quelques indépendants. Parmi les dirigeants du Front, Saeb Salem, Abdullah al-Yafi, Kemal Jumblat et Rachid Karamé ont été battus.

En dépit de cette bataille perdue, l'opposition ne s'est pas résignée et continue la lutte. Il est naturel que, dans le contexte des relations interarabes, la Syrie et l'Égypte soutiennent activement les forces qui sont favorables à leur politique neutraliste.

Selon les informations fournies par le gouvernement, il y avait un trafic illicite d'armes d'une ampleur considérable entre le Liban et la Syrie. Les actes de terrorisme se multiplient, des bombes ont été jetées sur le parlement et les bâtiments du gouvernement. L'adhésion publique du Liban à la doctrine Eisenhower est devenue la cible principale de l'opposition, malgré la réserve faite par Charles Malik que le Liban serait toujours aux côtés des Arabes lorsqu'il s'agirait de la défense de leurs aspirations légitimes face aux puissances occidentales ¹⁹⁴. Il est intéressant de noter que l'opposition, durant toute la lutte qu'elle a menée contre le gouvernement Sami al-Suhl et le président Chamoun, s'est toujours attaquée, en premier lieu, à leur politique extérieure, en les accusant de créer la crise intérieure par leur politique étrangère pro-occidentale. En fait, les vraies raisons de l'opposition sont d'ordre intérieur et personnel, et résident surtout dans la tentative du président Chamoun de se faire élire une seconde fois. La mise au premier plan des questions de politique extérieure et des relations interarabes, les slogans du neutralisme positif, ne sont qu'un camouflage et une nécessité psychologique, car les masses, particulièrement celles appartenant à la religion musulmane, sont avant tout sensibles à ceux-ci.

La création, au début de l'année 1958, de la République Arabe Unie, a fait monter la tension au Liban et autour du Liban. Les groupes nationalistes et radicaux se sentent justifiés et comptent sur une aide décisive venant de l'extérieur ; les autres, qui soutiennent le gouvernement et le président Chamoun, craignent un encerclement du pays et une pression accrue pour associer le Liban à la politique intérieure et extérieure du nationalisme de type nassérien. Par conséquent, les leaders libanais ont tout de suite annoncé que leur pays ne se rallierait à aucune des nouvelles formations étatiques arabes, ni à la République Arabe Unie, ni à la Fédération des États Arabes. Selon les rapports gouvernementaux, l'infiltration des armes et des hommes de Syrie et d'Égypte augmente constamment, et le gouvernement, se sentant menacé, cherche un soutien du côté occidental. Le ministre des affaires étrangères, Charles Malik, annonce que les États-Unis ont promis toute l'aide militaire et économique nécessaire afin de maintenir l'indépendance du Liban ¹⁹⁵.

L'agitation politique atteint son point culminant en mai, lorsqu'une guerre civile éclate par des démonstrations et des batailles dans les rues de Beyrouth et de Tripoli. Toujours selon les rapports des autorités, les rebelles — parmi lesquels se trouvent Saeb Salem, Kemal Jumblat, Rachid Karamé et autres, — ont été aidés par des commandos et des armes en provenance de Syrie et d'Égypte. Néanmoins, cette guerre civile s'est vite éteinte, car le général Fouad Chehab, le commandant en chef de l'armée, s'est obstinément refusé, et pour de très bonnes raisons, à engager cette dernière. Il s'est borné à intervenir pour maintenir l'ordre public.

Le gouvernement libanais s'est adressé au Conseil de sécurité le 22 mai 1958, en déposant une plainte contre la République Arabe Unie ¹⁹⁶ mais a aussi demandé aux États-Unis d'envoyer leurs troupes au Liban pour défendre son indépendance contre les ingérences étrangères. Celles-ci débarquèrent le 15 juillet et ne quittèrent le pays que le 20 octobre 1958. Entretemps, le 31 juillet, le général Chehab a été élu président de

¹⁹³ FISHER, *op. cit.*, p. 555. Aussi AW, 1^{er} juillet 1957. Objectifs réaffirmés par Saeb Salem en juin 1958, AW, 6 juin 1958.

¹⁹⁴ En effet, lors de la crise syrienne, le gouvernement a déclaré qu'une attaque quelconque contre la Syrie sera considérée comme une attaque contre le Liban.

¹⁹⁵ FISHER, *op. cit.*, p. 556.

¹⁹⁶ Le document porte la cote S-4007 ; la plainte a été adoptée par le Conseil de sécurité le 27 mai 1958. Commentaire de l'opposition : CPR, 10 juin 1958.

la République, et un gouvernement national restreint a été constitué sous la présidence de Rachid Karamé. Il se compose, en nombre égal, de représentants des communautés chrétienne et islamique.

La position soviétique

En annonçant une volte-face de la politique soviétique à l'égard du Liban, l'agence TASS a publié une déclaration bien avant les événements de juillet ¹⁹⁷, dans laquelle elle a condamné « l'application » de la doctrine Eisenhower au Liban. Toutefois, l'activité soviétique a pris son essor surtout après la déposition de la plainte libanaise devant le Conseil de sécurité et, bien entendu, après le débarquement des troupes américaines sur les plages de Beyrouth. L'affaire libanaise a été placée dans un cadre très large, comme faisant partie d'un programme embrassant l'Afrique et l'Asie et visant à faire obstacle au mouvement de libération nationale. Ce programme de « revirement colonialiste » et de « revanche contre l'Egypte et la Syrie » est, en outre, qualifié d'intervention étrangère dans les affaires intérieures du Liban ¹⁹⁸.

L'argumentation soviétique au Conseil de sécurité ainsi que celle des organes de propagande consiste, en effet, en deux éléments :

a) L'URSS considère la crise libanaise comme une affaire intérieure ne justifiant pas l'intervention, car elle nie qu'il y ait une quelconque immixtion des pays voisins. Toutefois, elle s'est déclarée en faveur des groupes d'opposition s'attaquant au régime du président Chamoun.

b) Elle n'a pas accepté la légalité de l'intervention américaine sur la base d'une demande adressée par le gouvernement libanais au gouvernement des Etats-Unis, car elle considère que seul le Conseil de sécurité est compétent pour établir s'il y a vraiment eu une agression qui mette en danger la paix et la sécurité internationales.

Avant le débarquement des troupes américaines au Liban, le représentant soviétique au Conseil de sécurité, Arkadij Soboljev, a contesté vivement que l'Egypte et la Syrie, les deux provinces de la République Arabe Unie, aient intervenus dans les affaires intérieures libanaises. Il a aussi affirmé que la guerre civile opposant le camp nettement pro-occidental du président Chamoun, qui recrute ses partisans en majorité dans la communauté chrétienne, à celui des nationalistes-progressistes, tourné vers une collaboration plus étroite avec les autres pays arabes, et dont la plupart des membres proviennent de la communauté islamique, n'est qu'un conflit intérieur. Naturellement, les puissances occidentales ont été coupables, aux yeux des Soviétiques, d'une intervention indirecte dans les affaires libanaises en soutenant le gouvernement au pouvoir ¹⁹⁹.

L'enjeu politique est l'évolution future du Liban, la place qu'il occupera dans le monde arabe. Les Occidentaux sont, sans doute, engagés aux côtés du président Chamoun et de son gouvernement, mais ne semblent pas être décidés à le défendre in extremis. Ils n'ont pas rejeté l'idée de collaborer même avec un gouvernement constitué par les forces de l'opposition, le Front de l'union nationale, comme les événements postérieurs l'ont prouvé. Sous le président Fouad Chehab et le gouvernement Rachid Karamé, les relations du Liban avec l'Occident sont aussi bonnes que sous le régime précédent. Pour les puissances occidentales, la principale source d'inquiétude a été, certes, la possibilité que le Liban soit englouti dans la République Arabe Unie, étant donné que les deux provinces de cette dernière l'entourent de deux côtés. A leurs yeux, cette annexion aurait augmenté outre mesure, l'influence et le pouvoir du nationalisme arabe intransigeant, plus particulièrement de son porte-parole le plus en vue, le président Nasser, et aussi aurait

¹⁹⁷ *Pravda*, 2 mai 1958. Dans une déclaration précédente, publiée le 22 janvier 1958, les Soviétiques s'attaquent surtout au Pacte de Bagdad, « instrument des colonialistes », dont le principal rôle est de maintenir la division entre les pays arabes et de la perpétuer.

¹⁹⁸ *Pravda*, 26 juin 1958 ; commenté dans la presse arabe, voir *CPR*, 27 juin 1958.

¹⁹⁹ Par exemple l'article de KHOKHLOV dans *Izvestia*, 12 juillet 1958. On a menacé le gouvernement américain avec l'affirmation que le sort des armes livrées au Liban serait le même que celui réservé aux armes fournies au régime Tchang Kaï-chek en Chine.

facilité l'accroissement des possibilités d'action de la politique soviétique — assistance économique et activités de propagande — dans un pays qui était resté jusqu'ici un fief occidental incontestable.

Moscou, au contraire, s'est montré un adversaire irréductible du régime Chamoun et a appuyé sans réserve l'opposition. Pour l'URSS, il est naturellement préférable d'avoir au Liban un gouvernement de tendance neutraliste²⁰⁰ qui suit les traces du nationalisme et du socialisme nassériens. Néanmoins, il semble que, dans le contexte de la politique globale proche-orientale de l'Union Soviétique, cette dernière n'aurait pas souhaité non plus que la République Arabe Unie absorbe le Liban, ayant les mêmes réserves, quoique basées sur des considérations différentes, que les Occidentaux. En effet, il est plus que douteux que les Soviétiques aient entière confiance dans le président Nasser et dans les diverses tendances du nationalisme arabe, même pendant le grand « flirt », et ils préfèrent maintenir le morcellement colonial de la région. En outre, les partis communistes locaux veulent certainement garder le Liban comme un centre de regroupement, de réorganisation et de propagande, tandis que dans les autres pays arabes, y compris l'Égypte, ils doivent travailler dans l'illégalité, ou sont impitoyablement persécutés. Donc, l'enjeu concret pour les Soviétiques n'a pas grande importance ; ce qui compte avant tout, c'est de se montrer encore une fois le champion des intérêts arabes, le défenseur des pays de la région, face au colonialisme et à l'exploitation des Occidentaux.

L'expédition des parachutistes britanniques en Jordanie deux jours après le débarquement américain au Liban, c'est-à-dire le 17 juillet, n'a pas provoqué d'aussi profonds remous dans les milieux politiques soviétiques et n'a pas pris la même ampleur dans l'action politique et la propagande, que l'affaire libanaise. L'explication réside certainement dans le fait que cet événement est le deuxième d'un même ordre ; on l'a donc associé à l'intervention américaine dans les attaques lancées contre celle-ci. En tout cas, on ne s'intéresse plus autant à la Jordanie — surtout à son mouvement de libération nationale — qu'au printemps 1957. On parle de l'étendue de ce mouvement qui embrasse des sections très larges de la population « même quelques féodaux d'esprit patriotique ». Les objectifs de ce mouvement sont l'indépendance nationale, les libertés démocratiques et l'unité avec les autres peuples arabes²⁰¹.

La révolution du 14 juillet en Irak justifie les arguments soviétiques et augmente les chances d'atteindre leurs objectifs. Certes, le renversement du régime de Nouri Saïd et l'établissement consécutif d'un gouvernement à tendance neutraliste représentent un grand pas en avant pour la majorité des Irakiens appartenant aux différents groupes d'opposition. Pour les communistes, le nouveau régime offre un avantage exceptionnel, en assurant à leurs activités le plus grand territoire parmi les pays proche-orientaux. A la diplomatie et à la propagande russes, cette révolution en Irak, conjointement avec l'incompréhension et l'attitude injustifiable des Occidentaux, ont offert une chance tout à fait exceptionnelle — qui a été exploitée à fond. Rétrospectivement, on peut même dire que l'URSS a accru les assises de sa politique au sein du monde arabe, pendant la crise libano-irakienne, sur un point jamais atteint jusque-là.

Les Soviétiques ont réussi à juxtaposer l'Occident au nationalisme arabe comme en aucun autre conflit auparavant. Ils s'appuient sur les informations parues dans les journaux américains reflétant la stupeur et l'effroi des milieux occidentaux après la révolution irakienne. C'est ainsi que Soboljev cite au Conseil de sécurité le *New York Times* : « En théorie notre décision a été prise simplement pour répondre à la demande urgente du président du Liban, M. Chamoun, et pour protéger les citoyens américains. En réalité, nous avons agi pour contenir la révolte en Irak et pour empêcher que l'infection ne s'étende ». Le grand quotidien poursuit, cité aussi par Soboljev, que les événements d'Irak sont certainement inspirés par le nassérisme et que « l'on peut supposer que les agents soviétiques ont joué leur rôle habituel²⁰² ». Une autre fois, c'est la *Pravda* qui reprend l'opinion du *Christian Science Monitor* dont le commentateur considère que « l'expédition des parachutistes britanniques en Jordanie et des fusiliers marins américains au Liban s'est révélée une entreprise audacieuse et décisive afin d'éliminer les conséquences possibles de la révolte irakienne ... cette

²⁰⁰ Voir l'appréciation de VIKTOROV et SACHKO, dans leurs articles parus dans *Mirovaja ekonomika i mejdunarodnaja otnochenija*, janvier 1960, p. 117.

²⁰¹ Voir l'article déjà cité de PERCHITZ. Toutefois, depuis la création de la République Arabe Unie et les expériences amères des communistes, on ne parle plus de l'unité de la Jordanie avec les autres pays arabes. C'est le Front national qui tient la vedette, la presse cite régulièrement ses déclarations et il est souligné que le Parti communiste jordanien cherche à rallier toutes les forces opposées au régime actuel. *Mizan Newsletter*, novembre 1960.

²⁰² Cité par Soboljev. Nations Unies, Conseil de Sécurité, *Documents*, 1958, 829^e séance.

intervention peut être le prélude à une opération militaire beaucoup plus étendue au Moyen-Orient ²⁰³ ». Soboljev, dans son analyse, tire les conclusions de ces réactions occidentales : les débarquements américain et britannique n'ont d'autre but que de « prévenir une nouvelle expansion de l'infection » venant d'Irak. Cette infection « porte un nom très précis. Il s'agit, en langage clair, du nationalisme arabe ²⁰⁴ ».

Le retentissement des prises de position soviétiques dans les organes internationaux ainsi que dans la presse, a eu un écho des plus favorables dans le monde arabe, surtout en Egypte. Déjà à la fin du mois de mai, quelques jours après que le Liban eut déposé plainte contre la République Arabe Unie au Conseil de sécurité, les journaux égyptiens expriment avec une grande confiance leur espoir que l'URSS contrecarrera les « machinations » des puissances impérialistes de l'Occident. *Al Ahrām* exprime l'espoir que le délégué permanent soviétique, Soboljev, ira même jusqu'à demander l'audition par le Conseil des leaders de l'insurrection nationale libanaise, et causera l'échec de n'importe quelle décision que les pays appuyant le gouvernement Chamoun, pourraient proposer à l'encontre de la République Arabe Unie ²⁰⁵. On affirme qu'il n'y a pas de danger de communisme au Liban et que tous les dirigeants des différents groupes d'opposition sont partisans de la coopération avec l'Ouest sur une base franche, à l'exclusion de toutes intentions cachées et révélées seulement ultérieurement ²⁰⁶. L'*Al Kahira*, du Caire, établit un parallèle, à rebours, entre l'attitude américaine face à l'insurrection libanaise et face à la révolte hongroise de l'automne 1956. L'éditorialiste ne comprend pas pourquoi les dirigeants des Etats-Unis n'appliquent pas les mêmes principes dans les deux cas : s'ils ont considéré et déclaré qu'en Hongrie le gouvernement gouvernait contre le peuple et se maintenait seulement par la force des armes, pour quelle raison ne considèrent-ils pas et ne peuvent-ils pas considérer, que la même situation se soit reproduite au Liban ? ²⁰⁷ ».

On trouve quelquefois aussi des expressions de méfiance à l'égard de l'URSS. Ainsi, le vice-président syrien de la République Arabe Unie, Akram Hourani, a déclaré publiquement qu'il était probable que l'Union Soviétique utilise son droit de veto afin d'écarter même les solutions acceptables pour les Arabes, seulement afin de prolonger aussi longtemps que possible la crise dont elle a voulu tirer le plus grand profit politique.

Les Soviétiques et les Nations Unies

Dans la deuxième moitié de juillet, c'est-à-dire pendant la seconde phase de la crise libanaise commencée par le débarquement des troupes anglo-saxonnes, l'attitude soviétique a changé, dans une certaine mesure, vis-à-vis des Nations Unies. L'accent est mis plutôt sur une entente entre les grandes puissances, sur les décisions prises entre elles, que sur l'action de l'organisation internationale. La raison que l'on donne à ce changement d'attitude, c'est la menace imminente d'une guerre, provoquée, selon Moscou, par l'intervention militaire occidentale, et l'impossibilité de trouver des moyens efficaces de règlement par l'intermédiaire du Conseil de sécurité, où l'entente ne peut se réaliser.

En tout cas, il est vrai que les délibérations au Conseil de sécurité n'ont donné aucun résultat, ni avant le débarquement des troupes américaines et britanniques, ni après. Avant la révolution irakienne et l'intervention occidentale, le Conseil avait décidé d'envoyer un groupe d'observateurs au Liban pour vérifier s'il existait ou non une infiltration d'hommes et d'armes de la Syrie et, aussi, pour donner un rapport précis de la situation en général. Le groupe n'a pas constaté les faits qui avaient été exposés par le ministre des Affaires étrangères du Liban, Charles Malik, et se vit obligé de conclure que la subversion venant de l'étranger, dénoncée par le gouvernement libanais, était inexistante. L'infiltration semblait être d'ordre

²⁰³ *Ibid.*, 18 juillet 1958, cité par la *Pravda*, 30 juillet 1958

²⁰⁴ *Ibid.*, pp. 7-8.

²⁰⁵ *Al Ahrām*, 27 mai 1958. *AW*, 29 mai 1958.

²⁰⁶ *CPR*, 17 juin et 21 juillet 1958.

²⁰⁷ *CPR*, 19 juin 1958.

négligeable ²⁰⁸. Ainsi, une situation confuse s'est produite au sein de l'organe responsable des Nations Unies, car les parties respectives évoquent soit les données fournies par le gouvernement (les Occidentaux), soit le rapport des observateurs (les Soviétiques et les Egyptiens).

En vue de régler cette crise du Proche-Orient, susceptible de provoquer une conflagration plus générale, le secrétaire général des Nations Unies, Dag Hammarskjöld, s'est rendu personnellement sur place et a eu des conversations d'abord à Beyrouth, puis au Caire. Malheureusement, sa mission n'a pas donné les résultats escomptés, car les positions respectives des gouvernements libanais et égyptien montrèrent alors un raidissement considérable. Toutefois, le rapport du secrétaire général est optimiste. Il n'a pas estimé nécessaire, tout comme le groupe d'observation des Nations Unies dirigé par le général Bull, d'envoyer sur place une force de l'organisation internationale. Cette prise de position a déçu le gouvernement libanais qui attendait une intervention des Nations Unies.

Dans ces circonstances, Nikita Khrouchtchev a pris les devants. Il propose, le 19 juillet, qu'une réunion des chefs de gouvernement de l'URSS, des Etats-Unis, du Royaume-Uni, de la France et de l'Inde soit tenue sans délai, n'importe où et n'importe quand, avec la participation du secrétaire général des Nations Unies, afin de prendre les mesures immédiates pour mettre fin au conflit qui a éclaté ²⁰⁹.

Il est d'accord d'aller n'importe où et n'importe quand et le plus vite possible. Certes, l'URSS a voulu ménager les susceptibilités occidentales et n'a pas suggéré l'invitation de la Chine Populaire et de la République Arabe Unie, comme elle a proposé de joindre le secrétaire général des Nations Unies aux chefs d'Etat réunis afin de garder intacte l'apparence du respect de l'Organisation internationale.

Toutefois, la missive hâtive de Khrouchtchev démontre clairement, une fois de plus, la tentative soviétique de faire accepter sa voix au chapitre dans les affaires proche-orientales, non pas au Conseil de sécurité, mais dans un sommet avec les Occidentaux en tant que grande puissance intéressée.

La lettre du Premier soviétique a déclenché une volumineuse correspondance entre son gouvernement et ceux des grandes puissances occidentales. Cette correspondance s'est révélée totalement infructueuse, car les positions ne pouvaient être rapprochées. Les puissances anglo-saxonnes ont refusé toute idée d'une réunion convoquée en dehors du cadre de l'Organisation internationale. Seule, la France s'est déclarée d'accord à participer à une conférence au sommet, car le général de Gaulle se méfiait déjà à cette époque de l'inefficacité des Nations Unies ²¹⁰.

Entretemps, Khrouchtchev fait une visite de trois jours à Mao Tsé-Toung à Pékin et la position soviétique a été approuvée par les dirigeants de la Chine Populaire. Le communiqué publié à l'issue de la rencontre des deux hommes d'Etat ²¹¹ réaffirme la nécessité d'une réunion, sans délai, des chefs de gouvernement des grandes puissances afin de discuter de la situation au Proche-Orient. Ce document a, bien entendu, sévèrement condamné « l'agression flagrante » des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne et a insisté sur le retrait immédiat des troupes de ces deux puissances. La pression chinoise a certainement joué un rôle dans le raidissement de la position soviétique que reflète une troisième lettre de Khrouchtchev. Il est aussi intéressant de constater qu'au moment de l'acceptation, par l'URSS, de la modification occidentale en faveur de sa propre proposition, plaçant la réunion au sommet dans le cadre du Conseil de sécurité, la radio et la presse chinoises ont ouvertement critiqué le chef du gouvernement soviétique, affirmant que presque tous les membres de ce Conseil sont, plus ou moins, sous le contrôle de l'Amérique ²¹². Après la rencontre à

²⁰⁸ 1. Rapport du Groupe d'Observation des Nations Unies au Liban. Nations Unies, Conseil de Sécurité, *Documents*, 1958, S-4040 et Add. 1, pp. 3-13. 2. Rapport, *ibid.*, S-4069, pp. 79-94. 3. Rapport *ibid.*, S-4085, pp. 127-137. 4. Rapport, *ibid.*, S-4100, pp. 156-169.

²⁰⁹ *ibid.*, S-4059 ; voir pour les débats, 835^e séance, p. 18. Les premières réponses se trouvent : celle de Nehru, *Times* 22 juillet 1958 ; celle de Hammarskjöld, *ibid.*, S/4062 ; celles de de Gaulle et d'Eisenhower, *Times*, 23 juillet 1958 ; celle de MacMillan, *Manchester Guardian*, 22 juillet 1958.

²¹⁰ Les deux autres missives de Khrouchtchev se trouvent dans Nations Unies, Conseil de Sécurité, *Documents*, S/4064 et S/4067. Les deuxième et troisième réponses des Occidentaux : pour les Etats-Unis : *DSB*, vol. 39, pp. 233 et 274-275 ; pour le Royaume-Uni : *Command Paper*, Londres, H. M. S. O., 1959, p. 516 ; pour la France : *Le Monde*, 23 juillet 1958 et Nations Unies, Conseil de Sécurité, *Documents*, S/4075.

²¹¹ *Pravda*, 4 août 1958.

²¹² *Survey*, 1956-1958, p. 389.

Pékin, Khrouchtchev a envoyé le 6 août un nouveau message aux chefs des gouvernements occidentaux, dans lequel il les accuse d'avoir intentionnellement fait tout leur possible pour saboter le projet d'une réunion au sommet hors des cadres du Conseil de sécurité. Il déclare que le Conseil « dont la majorité se compose d'Etats appartenant à des blocs agressifs, et dans lequel la grande République Populaire Chinoise n'est pas représentée, est un organe qui ne peut pas arriver à des conclusions objectives concernant la question de l'intervention militaire étrangère dans les pays de l'Orient arabe ²¹³ ». Il propose, dans cette même lettre, la convocation de la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies. Cette proposition transmise officiellement par Arkadij Soboljev a été unanimement acceptée par le Conseil.

La session extraordinaire s'est donc ouverte le 8 août. Elle était enveloppée de polémiques inextricables et consistait d'interventions sans intérêt. Seules les propositions du secrétaire général des Nations Unies ont été constructives pendant les longs débats des premiers jours ²¹⁴, mais leur sérieux a échappé aux délégués. Le président Eisenhower est monté le 13 août à la tribune de l'Assemblée, pour exposer le plan américain destiné à résoudre le problème complexe du Proche-Orient ²¹⁵. Il est à noter que ce plan Eisenhower porte déjà le signe d'une nouvelle orientation politique des Etats-Unis. Il constitue un abandon partiel des principes dont s'est inspirée la doctrine Eisenhower de 1957. La diplomatie américaine ne cherche plus à convaincre les pays proche-orientaux que leur avenir se trouve aux côtés de l'Occident. Les Etats-Unis semblent être prêts à accepter le neutralisme arabe sous les auspices des Nations Unies ce qui est un fait absolument nouveau. Le 21 août, le délégué soudanais, au nom des dix Etats arabes, soumet à l'Assemblée générale un projet de résolution. Les deux pays qui ont présenté auparavant d'autres projets de résolution, la Norvège et l'Union Soviétique, ont été d'accord pour donner la priorité à ce dernier qui fut voté unanimement par l'Assemblée générale. La résolution arabe n'a pas condamné l'intervention anglo-américaine, et n'a pas suggéré une date limite au retrait des troupes étrangères. Ses deux caractéristiques les plus importantes sont qu'elle a mis en évidence le fait que les pays arabes se rapprochent, et ce rapprochement est devenu unanimement manifeste lors des préparations de la résolution ; et qu'elle a laissé toute initiative entre les mains du secrétaire général, Dag Hammarskjöld. Celui-ci devait présenter un rapport, le 30 septembre lors de la session ordinaire.

Dans la crise libanaise, l'Organisation des Nations Unies a encore une fois prouvé son incapacité à résoudre un problème à propos duquel les grandes puissances, les deux blocs, prennent des positions diamétralement opposées. Le dénouement de la crise s'est produit par une évolution favorable de la situation intérieure au Liban, et aussi parce que les Occidentaux ont compris qu'avec le changement de président et de gouvernement, la politique pro-occidentale du pays ne serait pas marquée par un changement dans son orientation de politique extérieure.

²¹³ Nations Unies, Conseil de Sécurité, *Documents*, 1958, 838^e séance, p. 16. Gromyko a développé à la session extraordinaire de l'Assemblée générale le même argument et sur le même ton. Nations Unies, Assemblée générale, Session extraordinaire. *Documents officiels*, 1958, p. 13.

²¹⁴ Le secrétaire général des Nations Unies a rappelé les efforts déjà déployés par l'organisation internationale dans la région. Il traite des problèmes particuliers, comme le Liban et la Jordanie, et souligne l'importance de la coopération économique des pays du Moyen-Orient, surtout celle de la création des institutions financières. Il expose aussi ses vues en ce qui concerne les arrangements entre pays producteurs de pétrole et pays distributeurs, ainsi que sur les possibilités de solutions communes et satisfaisantes pour tout le monde dans le domaine de l'utilisation des ressources de la houille blanche.

²¹⁵ Le plan Eisenhower comprend six points : a) L'intérêt des Nations Unies dans les affaires libanaises ; b) L'intérêt de l'organisation internationale de sauvegarder la paix en Jordanie ; c) Mettre fin aux activités extérieures pouvant mener à une guerre civile en n'importe quel pays ; d) L'envoi d'une force des Nations Unies pour préserver la paix dans la région ; e) La nécessité d'un plan de développement régional ; et f) La prise de mesures susceptibles d'éviter une course continuelle aux armements.

Epilogue

Les derniers mois de 1958 ont vu un retour à la vie normale au Proche-Orient. Le général Fouad Chehab, élu à la présidence fin juillet, a été installé dans ses fonctions le 23 septembre, à la satisfaction des deux camps adverses. Rachid Karamé, chef des groupes d'opposition à Tripoli, est devenu premier ministre, et les Etats-Unis ont assuré le nouveau régime qu'ils continueraient d'accorder leur aide économique au Liban. Ce geste signifie que l'intérêt américain pour la stabilité intérieure du Liban n'a pas été limité au seul soutien du président Chamoun. Les troupes américaines ont terminé l'évacuation du pays le 25 octobre, et les dernières troupes britanniques avaient quitté la Jordanie le 2 novembre.

Un rapprochement des pays antagonistes s'est alors dessiné : le Liban a cherché surtout à améliorer ses relations avec la République Arabe Unie. Dans ce but, le gouvernement libanais a demandé au Conseil de sécurité, le 16 novembre, de retirer de son ordre du jour la plainte libanaise contre la RAU, plainte adressée au Conseil le 22 mai. Cela fut fait. Le groupe d'observation des Nations Unies, constatant l'amélioration continue de la situation intérieure libanaise a suggéré sa propre dissolution. Les derniers observateurs militaires ont quitté Beyrouth le 9 décembre. La veille, le premier ministre Rachid Karamé, dans une mise au point, a définitivement rassuré l'opinion en déclarant que le Liban resterait neutre et considérait la doctrine Eisenhower comme inexistante en ce qui le concerne²¹⁶.

²¹⁶ *CPR*, 9 décembre 1958.

DEUXIEME PARTIE

LA NOUVELLE APPROCHE ECONOMIQUE

CHAPITRE IV

Le contexte général : les Soviétiques et les pays nouvellement indépendants

La nouvelle approche économique soviétique est une partie intégrante d'une politique menée depuis le début de l'ère khrouchtchévienne dans le Tiers-Monde, au sens de la *Grande Encyclopédie Soviétique* : « La politique du commerce extérieur de l'URSS est partie intégrante de la politique extérieure soviétique globale ¹ ».

Il est bien connu que l'économie des anciennes colonies devenues indépendantes est intimement liée à celle des métropoles. La colonie est fournisseur de matières premières à l'industrie du pays colonisateur, en même temps que marché pour les produits de cette dernière. L'une des conséquences de cette situation est qu'un grand nombre des pays du Tiers-Monde possède une économie basée sur une ou deux monocultures extensives, et leur revenu national dépend ainsi, d'une façon inquiétante, de la fluctuation sur le marché mondial du prix de ces matières premières. Il est évident que cette caractéristique de leur économie oblige ces pays à s'attaquer sans retard à la tâche difficile de la diversifier et de se lancer dans une industrialisation poussée. Le développement nécessite en outre la construction progressive d'une infrastructure, car un réseau satisfaisant de routes et de moyens de communication en général, est une condition *sine qua non* de ce développement. Les problèmes de l'agriculture ne peuvent pas être résolus sans une réforme agraire raisonnable, réalisant la justice sociale. Ces problèmes doivent avoir, eu égard aux conditions locales, la priorité dans de nombreux pays.

Les pays du Tiers-Monde sont donc obligés de réaliser, dans les limites du possible, un développement équilibré, à un rythme beaucoup plus rapide que ne fut celui du développement des pays occidentaux dans le passé. Seule une production agricole et industrielle en croissance constante pourra absorber la masse des chômeurs d'une part, et la vague des générations nouvelles issues de l'explosion démographique d'autre part, en assurant de plus, une augmentation sensible du niveau de vie.

Le développement économique est aussi apparu comme une nécessité politique, car, l'indépendance étatique obtenue, il fallait encore la compléter par une indépendance économique réelle. Cette vérité est reconnue par les peuples d'Asie et d'Afrique, à la Conférence de Bandoeng en 1955, où ils tombent d'accord pour axer leur politique future sur les deux points suivants :

1. Libérer tous les pays encore colonisés du joug du colonialisme ;
2. S'aider mutuellement dans la lutte contre la pauvreté afin d'accéder à une émancipation économique réelle ².

La nouvelle approche économique soviétique a tiré profit de l'agrandissement du fossé séparant les nations riches et les nations pauvres, les « have » et les « have-not » et s'efforce de s'introduire sur des marchés jusque-là fermés aux produits russes. Elle est doublée d'une politique de soutien des aspirations nationalistes et évolue parallèlement à l'application politique de la politique du Moscou en faveur de la révolution nationale, aux dépens de la révolution sociale.

¹ *Bolsoja Sovjetskaja Entziklopedija*, 2. izd., vol. 8. Moscou, Gos. naoutch. izd.-vo, 1951, p. 286.

² Résolutions de la Conférence de Bandoeng. *Documents*, 1955, pp. 429-436.

La politique économique post-stalinienne a, en premier lieu, contribué à l'action menée contre la formation des alliances militaires et politiques pro-occidentales. Dans les pays faisant partie de ces organisations existent des groupes d'opposition puissants, à tendance neutraliste ou même pro-soviétique, mais qui sont gênés, dans leur lutte pour le pouvoir, par la crainte de perdre l'assistance économique occidentale, et plus particulièrement américaine. Cette perte peut avoir des effets désastreux pour leurs pays respectifs ; l'offre d'aide soviétique les a délivrés de cette hypothèque, et l'avenir semble ainsi assuré, même en cas d'une rupture avec l'Ouest.

En second lieu, les dirigeants de l'URSS peuvent espérer que l'action économique leur offrira de nouvelles possibilités d'exercer une pression indirecte sur les pays et leurs gouvernements qui, membres ou non des systèmes d'alliances d'inspiration occidentale, accepteront l'assistance russe.

De plus, le programme d'aide de l'URSS doit sans doute rendre plus attrayante, surtout par un éventuel détachement économique de l'Occident, une politique de non-alignement aux pays devenus récemment indépendants. Leurs possibilités de négociation étant accrues, ils se sentiront plus libres dans le choix du meilleur partenaire possible.

Finalement, la nouvelle politique économique soviétique ouvre un champ d'action tout à fait nouveau et très prometteur dans la lutte contre l'influence des puissances occidentales dans les régions en voie de développement. Les meilleures conditions offertes par les Soviétiques, leur empressement à accepter n'importe quel projet ou proposition, même s'ils ne sont pas économiquement justifiés, et l'insistance sur leur désintéressement politique sont et seront réellement payants.

La nouvelle politique économique russe, sortant de l'isolement d'antan, a donc contribué à la destruction de l'image de l'URSS que l'on conservait souvent de l'époque stalinienne ; on la présente maintenant comme une puissance dynamique, bienveillante, comprenant et appuyant les aspirations des pays en voie de développement.

Pour les Soviétiques l'objectif a été de gagner « le maximum d'avantages politiques possibles avec le minimum d'investissements économiques ³ ». Naturellement, l'URSS a employé des techniques différentes dans les divers pays, son rôle a été conditionné par la grandeur du pays, par les circonstances locales et par la place qu'il occupe sur la scène internationale. Ainsi, dans le cas de la Syrie (ou de l'Afghanistan), une aide importante par rapport à l'économie nationale peut-elle assurer à l'URSS une influence politique considérable. Acquérir une telle position dans des pays immenses comme l'Inde ou l'Indonésie, serait non seulement extrêmement coûteux, mais aussi impensable.

La question se pose donc ainsi : quels sont les avantages politiques que la diplomatie russe peut tirer d'une aide ou d'une assistance limitées ? C'est en effet en fonction de ce bénéfice politique que les dirigeants soviétiques semblent décider si un investissement économique vaut la peine ou non. En termes absolus, les crédits accordés à l'Inde sont beaucoup plus importants que ceux mis à la disposition de la Syrie ou de l'Afghanistan. Si Moscou ne tient compte que de la position proportionnelle que son aide lui assure dans l'économie d'un pays, elle doit automatiquement retirer son assistance à l'Inde ou à l'Indonésie et concentrer ses disponibilités sur des Etats moins grands. Toutefois, la position économique proportionnelle, qui signifie aussi une prédominance politique, ne peut être le seul élément de décision pour les Soviétiques. Tout un éventail d'autres facteurs géographiques, psychologiques, publicitaires, etc. entrent en ligne de compte au moment de la décision. Néanmoins, si par exemple l'influence psychologique de l'aide accordée à un pays est renforcée par une prépondérance relative dans l'économie nationale de celui-ci, les effets combinés assureront un avantage plus marqué, calculé ou non, à la politique soviétique.

Il est aussi extrêmement difficile de déterminer à quel point l'augmentation des échanges commerciaux d'un pays donné avec l'URSS assurerait à celle-ci une prédominance équivalente à une dépendance politique de ce pays à son égard. Moins encore, un pourcentage représentant la position qu'occupe la Russie dans les exportations ou les importations de ce pays, ne peut être le signe d'une telle dépendance. Certains auteurs admettent que si 10 % du total des échanges d'un pays se fait avec un autre, ou avec un groupement considéré comme une entité (par exemple le bloc socialiste), il n'y a pas lieu de parler de dépendance politique. Si toutefois cette proportion dépasse 20 %, on considère que le pays assisté est exposé aux pressions politiques de celui avec lequel il entretient un tel volume d'échanges, en supposant

³ LAQUEUR, W. Z. dans *World Today*, N° 12, 1955, p. 524.

qu'il ne s'agisse pas de deux économies de même grandeur, et que le ou les pays dominants conservent une certaine marge de manœuvre sur le plan économique.

La signification de ces pourcentages dépend aussi du « prix » que le pays en position favorable demande à l'autre ; de la possibilité pour le pays en position inférieure de trouver d'autres marchés ou d'autres offres ; du degré d'ajustement que nécessiterait dans son économie la perte du consommateur ou du fournisseur exerçant une pression politique.

En ce qui concerne le Proche-Orient et plus particulièrement l'Égypte et la Syrie, beaucoup de gens très compétents ont cru que la place occupée par l'URSS dans les échanges de ces pays, lui a donné une forte influence politique. Pendant la période de l'augmentation rapide de leurs échanges avec le bloc socialiste — en 1956/1957— les pourcentages peuvent facilement donner cette impression. En 1957, l'Égypte a fait environ 20 % de son commerce extérieur avec le bloc socialiste. La part du bloc dans les exportations égyptiennes est de 49 % en 1957, dont 21 % à l'Union Soviétique. Au cours de la même année, 22 % des exportations syriennes sont allées aux pays de l'Est européen. En même temps les pourcentages des importations provenant du bloc ou de l'URSS sont moins élevés ; pour l'Égypte ils sont respectivement de 29 % et de 15 % du total⁴. On pourrait croire que l'URSS peut, à n'importe quel moment, pousser l'Égypte dans une faillite économique totale, et que la politique égyptienne s'est engagée inévitablement sur le chemin d'une adhésion au camp socialiste⁵.

Ce n'est pas le cas. A la suite des événements d'Irak, le régime du président Nasser a évolué d'une façon inattendue et tout en maintenant des échanges plus ou moins réguliers avec l'URSS et le bloc, il s'est mis à normaliser ses relations avec l'Occident. L'Égypte n'est pas devenue un satellite soviétique mais reste sur la voie du non-alignement, tout en profitant largement de l'assistance occidentale, particulièrement américaine⁶.

Le caractère capitaliste de l'approche soviétique

Par un étrange paradoxe, tandis que les puissances occidentales, libérales et capitalistes, cherchent à assurer leur influence au Tiers-Monde ainsi qu'au Proche-Orient en confondant l'économique et le politique, l'URSS, socialiste, attire ces pays dans son sillage par des procédés capitalistes traditionnels. En soulignant les avantages réciproques de l'expansion des échanges, effectués surtout par des accords de troc, en évitant toute apparence d'une relation « have » à « have-not », le commerce extérieur soviétique, contrôlé par l'Etat et obéissant à des impératifs politiques, concurrence d'une manière efficace la politique commerciale désorganisée du monde capitaliste.

Les trois principes majeurs de cette politique économique peuvent être résumés ainsi :

1. Elle est désintéressée (si on ne tient pas compte des perspectives à long terme) ;
2. Elle est avantageuse (l'intérêt est très bas ; le remboursement est toujours échelonné sur une période assez longue, généralement douze ou quinze ans, et se fait surtout en des produits du pays auquel l'aide est accordée ; elle sert, en règle générale, à la réalisation des plans de développement) ;
3. Elle produit un effet politique : l'accord avec l'URSS rehausse sur la scène internationale la position des nouveaux Etats⁷.

⁴ BERLINER, J. S. *Soviet Economic Aid*. New York, F. Praeger, 1958, pp. 91-93.

⁵ AW, 8 mai 1957.

⁶ Editorial d'*Al Goumhouriya*, 15 juillet 1957. *CPR*, 15 juillet 1957. Aussi AW, 30 avril 1958 qui cite le *Commerce du Levant*. La presse soviétique dénonce violemment tous les efforts de coopération entre les Etats-Unis et l'Égypte, par exemple *Izvestia*, 21 mai 1959 ou *Pravda*, 18 juin 1959.

⁷ BRUN, C., L'analyse soviétique du sous-développement. *Orient*, 1960. N°16 pp. 170-171.

Le modèle offert par les Soviétiques

Le modèle recommandé par les dirigeants et la propagande de l'URSS aux pays nouvellement indépendants est d'abord celui d'un développement non capitaliste, mais à un stade ultérieur, celui d'une évolution socialiste.

Selon la doctrine communiste « la production prime tout autre genre d'activité. Que les échanges et la consommation ne soient pas d'importance primordiale, cela se comprend parfaitement. La même règle concerne aussi la distribution du travail et des produits. C'est une production bien déterminée seulement qui conditionne la consommation, la distribution et les échanges ⁸ ». C'est sur cette idée de la primauté de la production sur toute autre activité économique que Lénine a basé sa doctrine concernant la réalisation du socialisme dans la pratique quotidienne. « Une industrie lourde des moyens de production ainsi que la mécanisation de l'agriculture constituent — selon Lénine—les fondements du socialisme ⁹ ». Ainsi, seule l'industrialisation peut créer une base solide pour la reconstruction de toute l'économie nationale, ceci dans le sens d'une appropriation nationale de tous les moyens de production, y compris l'agriculture. L'agriculture doit être fondée sur la technique moderne, sur la machine agricole, car c'est à ce moment qu'elle fera partie intégrante de l'économie socialiste. En outre, l'industrialisation assure l'accroissement rapide de la classe ouvrière, détermine son rôle dans la direction de la société, et renforce les liens entre la classe ouvrière et la paysannerie. L'industrialisation socialiste est dirigée vers l'indépendance économique et technique par rapport au monde capitaliste et doit constituer la base principale pour la « défense de la patrie socialiste ».

Donc, dans cette optique, la voie non-capitaliste du développement comprend la réalisation d'une réforme agraire ainsi que l'introduction d'un système de coopératives. Il est d'un intérêt tout particulier que les dirigeants soviétiques ne recommandent pas aux pays d'Afrique et d'Asie la forme collectiviste, mais la forme coopérative.

Les partis communistes locaux se chargent, naturellement, de développer et de propager ce système ¹⁰. Tant dans le domaine de l'industrialisation que dans toute l'économie nationale, ils se font les avocats d'une planification étendue. Ils n'apparaissent pas pour autant comme les propagandistes du socialisme, car le système planifié s'impose à tous les pays en voie de développement. Il en est de même en ce qui concerne l'élargissement du secteur étatique de l'économie, phénomène qui, dans un pays sous-développé, est aussi indispensable que la planification elle-même ¹¹.

Toutefois, l'orientation socialiste apparaît en toute clarté lorsque les théoriciens et les experts russes insistent sur la primauté du développement de l'industrie lourde qui créera les assises du futur Etat socialiste, et du point de vue social (la classe ouvrière), et du point de vue économique (indépendance économique vis-à-vis des pays capitalistes « colonialistes ¹² »).

La voie non-capitaliste du développement économique doit être complétée sur le plan intérieur par des réformes, appelées dans l'Est européen démocratiques-bourgeoises. Elles comprennent l'instauration d'un régime démocratique assurant la liberté de mouvement, d'organisation, de parole et de propagande. Ainsi, le Parti communiste, les syndicats et toutes les organisations agissant sous l'égide du parti peuvent s'établir, renforcer leurs assises et se préparer à la prise du pouvoir. Dans la politique extérieure, cette phase correspond à une politique de non-alignement, à une position anti-colonialiste et anti-impérialiste

⁸ Marx, K., Introduction à la critique de l'économie politique. Œuvres complètes t. XII, pp. 189-190.

⁹ LENINE, V. I. *Sotchinienija*, Vol. 33, Moskva, Gos-izd-vo polit. lit-ry, 1942, p. 27.

¹⁰ En automne 1959, une session d'étude a rassemblé à Tachkent les coopérateurs d'Asie et d'Afrique. *Pravda*, 3 septembre 1959.

¹¹ Voir au chapitre IV de la Troisième Partie les paragraphes sur « la voie non capitaliste de développement » et aussi l'article de L. VATOLINA qui y est cité.

¹² Non seulement les économistes soviétiques sont des protagonistes de la primauté du développement de l'industrie lourde, mais également beaucoup d'économistes du Tiers-Monde ; voir SADAK, G. Economic Neutrality and Foreign Trade of the UAR. *The Scribe*, vol. III, N° 2. Sept. -Oct., 1961, pp. 58-60.

intransigeante et à une coopération étroite, dans une atmosphère de sympathie mutuelle, avec les pays socialistes.

L'exemple du développement rapide de l'URSS et les débuts difficiles, mais prometteurs, de la Chine Populaire, ont énormément contribué au succès des conceptions soviétiques dans le Tiers-Monde. On trouve un grand nombre de témoignages à ce sujet et on ne peut en être surpris, si l'on considère que l'Union Soviétique est devenue, en quarante ans, du pays arriéré qu'était la Russie tsariste, une des plus grandes puissances industrielles du monde. Ce succès, il est vrai, ne peut pas éblouir si l'on compte l'inexorable prix humain, en termes de souffrances, d'injustices, et de carence de biens de consommation de première nécessité, prix payé par plusieurs générations.

L'influence de la doctrine soviétique est d'autant plus grande que les théoriciens et porte-parole officiels de l'Occident, à cette époque, n'ont pas su trouver de solution plus enthousiasmante quant à l'avenir économique des pays sous-développés. Les Occidentaux semblent attacher une moindre importance aux avantages de l'industrialisation, surtout dans le domaine de l'industrie lourde. Pour eux, ce qui est évident, c'est la nécessité d'une spécialisation et d'une répartition internationale du travail. Le seul moyen de surmonter les difficultés économiques des pays en voie de développement est, dans cette optique, d'intensifier l'exportation de leurs ressources disponibles en produits de base, et de continuer d'importer les produits manufacturés des pays industrialisés. Cette argumentation n'exclut pas, cependant, l'établissement d'industries moins complexes pour lesquelles les facteurs de production (travail surtout) d'ores et déjà à la disposition des pays sous-développés, sont utilisables. L'aide financière sous forme de capitaux étrangers investis dans les entreprises affectées à l'exploitation des matières premières, serait augmentée.

Rentabilité politique aux dépens de la rentabilité économique

Après un bref aperçu de la conception générale de la nouvelle approche économique soviétique dans les contacts avec les pays du Tiers-Monde, on se demande si cette action, motivée par des considérations politiques, n'est pas nuisible, du point de vue de la rentabilité, à l'économie soviétique elle-même. Certes, les rapports commerciaux avec les pays d'Asie et d'Afrique constituent un débouché pour la production de machines et d'équipements industriels de l'Union Soviétique et des autres pays du bloc socialiste ; de plus, les sources de matières premières sont intéressantes pour leur développement et leur équilibre économique. Ainsi, en théorie, cette nouvelle approche est profitable pour les deux parties et il ne semble pas y avoir d'obstacle au développement des relations commerciales. En pratique pourtant, les résultats sont tout à fait différents, et les dirigeants soviétiques en ont tiré les conclusions au cours de la présente décennie.

Sur le plan des échanges économiques entre pays socialistes et pays en voie de développement, il y a une différence nette et très révélatrice entre l'Union Soviétique et les Etats d'Europe centrale et orientale, différence dont les conséquences sont extrêmement importantes. L'URSS est un pays riche en matières premières, mais l'exploitation de ses richesses n'est pas à la mesure du développement de son industrie. Aussi se produit-il quelquefois une pénurie temporaire, et seulement temporaire, en matières premières. Au contraire, les démocraties populaires n'ont pas autant de matières premières que l'URSS. Ainsi, elles sont et seront toujours largement dépendantes de cette dernière, et du monde extérieur pour l'importation de matières premières industrielles et agricoles (par exemple le coton), en plus de certains produits alimentaires.

Depuis l'inauguration de l'ère que nous caractérisons par la nouvelle approche économique, l'URSS achète en grandes quantités les matières premières des pays en voie de développement, même si elle n'en a pas besoin elle-même ; elle les réexporte dans les démocraties populaires en s'assurant un profit marginal. Ce fut le cas du coton égyptien et du riz birman. Si les démocraties populaires ne peuvent pas les absorber, l'URSS doit revendre une partie de ces matières premières sur le marché mondial, procédure qui a beaucoup nui aux échanges des pays en voie de développement en les privant des devises indispensables, et qui peut être qualifiée, selon les termes habituels, de néo-colonialiste.

CHAPITRE V

La nouvelle approche et le Proche-Orient

1. BREVE DESCRIPTION GENERALE DE LA SITUATION ECONOMIQUE DES PAYS ARABES DU PROCHE-ORIENT ¹

Quoique les pays dont nous traitons ici soient vastes et aient des particularités très prononcées, leur situation économique individuelle présente de nombreuses caractéristiques communes.

Tout d'abord, il y a le manque de pluie et les variations saisonnières, phénomènes constituant de sérieux handicaps pour l'agriculture. Le premier résultat en est une limitation considérable des terres cultivables, qui ne représentent que 5 à 7 % de l'ensemble du territoire. Les terres irriguées représentent approximativement 1,5 %. Comme la très grande partie de la population de ces pays vit de l'activité agricole, la proportion des terres arables au nombre d'habitants est nettement défavorable. La situation la meilleure se trouve en Syrie et en Irak où la proportion est respectivement de 0,240 et 0,245 personne par acre de terre cultivable, la pire est en Egypte avec une proportion de 2,4 personnes par acre. Les autres pays se rangent entre ces deux extrêmes. Un autre handicap, résultant du manque chronique de pluie et des variations saisonnières, est la vulnérabilité de la production agricole : entre une bonne et une mauvaise année, elle peut varier d'un tiers. Il faut en outre mentionner la faible productivité des paysans, les techniques de fermage arriérées, et la participation très limitée des fermiers dans l'exploitation, ou les bas salaires des ouvriers agricoles, ces deux catégories constituant la grande masse de la population rurale. En Irak et en Egypte, le manque de pluie est, dans une certaine mesure, compensé par les fleuves qui sont à la base du système d'irrigation. En Egypte, toutes les terres cultivables sont irriguées, en Irak environ 55 %. Ainsi, en Irak, la possibilité d'expansion des terres irriguées et cultivables est encore considérable ; tandis qu'en Egypte, cette expansion est limitée, même si les projets gouvernementaux de construction d'énormes réservoirs artificiels en vue d'une irrigation plus poussée, sont réalisés. L'expansion des terres cultivables escomptée par la construction du barrage d'Assouan qui est en cours, serait, selon les estimations, d'un million d'acres, et on espère gagner un autre million d'acres par des transformations dans le système d'irrigation (ces deux millions d'acres représentant le tiers des terres cultivables actuellement). Cette expansion ne signifie pas, toutefois, un progrès réel, car elle suffira juste à compenser l'accroissement prévu de la population pendant la décennie durant laquelle la construction sera achevée.

Le revenu national *per capita* n'est pas très bas dans la région, si on le compare à celui des autres pays afro-asiatiques ; il se situe entre 125 et 150 dollars environ par an. Mais l'inclusion des territoires producteurs de pétrole comme le Koweït, Qatar et l'Arabie Saoudite, trois pays où le revenu annuel moyen est de 1150 dollars, rend les montants de 125 et 150 dollars illusoire. Fait encore plus grave, la distribution du revenu national est inégale et la majorité des habitants de ces pays dépense tout son argent pour la satisfaction de ses besoins vitaux. Néanmoins, des indices divers et des calculs approximatifs ont établi que la formation nationale brute de capital a augmenté d'une manière considérable au cours des dernières années ; elle se situe entre 10 et 20 % de la production nationale brute dans la plupart des pays (à l'exception peut-être des parties méridionales de la péninsule arabique). Cela rendrait possible un taux de croissance de 3-4 % à 7-8 % *per annum* dans toute cette région, ce qui serait remarquable si l'on ne devait pas compter avec l'accroissement de la population à un taux annuel de 2-3%.

¹ Toutes les données concernant la région qui sont incluses dans cette section ont été gracieusement mises à notre disposition par M. Youssef A. Sayegh, professeur de l'Université américaine de Beyrouth.

C'est la production de produits de base qui représente la part la plus importante du revenu national, à l'exception du Liban, où c'est le commerce qui joue ce rôle. Pourtant, même au Liban, le poste principal des exportations est constitué par les fruits : pommes et citrons. En Irak, Arabie Saoudite, Koweït, Qatar et Bahreïn, la production pétrolière occupe la première place en tant que générateur du revenu national ; en Irak son rendement en fournit la moitié, en Arabie Saoudite les trois quarts.

En dépit du fait que de nombreux pays tirent une part essentielle de leur revenu des ventes de pétrole brut, l'agriculture est cependant l'épine dorsale de toutes les économies nationales, parce qu'elle occupe 50 à 70 % de la population. Une quasi-monoculture étant la caractéristique dominante, la stabilité économique dépend d'un seul, ou d'un nombre très restreint de produits, destinés en partie à l'exportation.

Le commerce à l'intérieur des frontières d'un pays donné s'est accru d'une manière considérable depuis les années 1940-1945 à la suite de l'augmentation du revenu national, de l'amélioration des moyens de transport et de communication, et d'un degré plus élevé de monétisation des économies nationales. Le commerce extérieur montre une croissance beaucoup plus marquée ; cela est tout à fait normal dans une période de développement poussé, nécessitant l'importation de certaines matières premières industrielles, de machines, d'installations, etc. Parallèlement, l'importation de biens de consommation a aussi augmenté, quoique en une proportion moindre. L'accroissement des exportations est encore plus remarquable que la croissance des importations. Elle s'explique surtout par l'augmentation des exportations de pétrole, neuf fois plus importantes qu'avant la guerre ; sans les recettes provenant de ces exportations, la balance des paiements des pays arabes proche-orientaux serait largement déficitaire.

La tendance généralement dominante depuis 1945, visant à réaliser une industrialisation rapide, a été accompagnée d'une forte augmentation des importations qui absorbent toutes les devises disponibles. Pendant les premières années de l'après-guerre, le déficit de la balance des paiements a été facilement couvert, surtout en Egypte, en Syrie, au Liban, en Irak, par les disponibilités accumulées durant la guerre mondiale dans les pays métropolitains, France et Grande-Bretagne. Mais ces réserves ayant été épuisées, le besoin de devises étrangères en monnaies fortes devient de plus en plus pressant. Les dons et les prêts accordés par les puissances étrangères industrialisées doivent donc établir l'équilibre ; malgré l'assistance très considérable reçue au cours de la dernière décennie, les pays de la région ont encore constamment manqué de capital étranger, compte tenu des programmes de développement extrêmement ambitieux et des besoins de consommation accrus.

Le manque de cadres constitue l'obstacle majeur à une croissance accélérée, quoique les pays arabes semblent encore avoir une situation privilégiée en comparaison avec certains pays africains. Les besoins de cadres dans l'administration, dans les professions libérales et surtout dans le domaine technique, augmentent rapidement, tandis que la formation ne peut pas tenir ce rythme. Ainsi, la brèche s'ouvre de plus en plus entre les besoins et les disponibilités de cadres. Il serait toutefois injuste de ne pas reconnaître les grands efforts déployés par les gouvernements respectifs et autres autorités, ainsi que les résultats tangibles déjà acquis.

Du point de vue social, les changements sont encore plus lents que dans les domaines économique ou politique. La société arabe proche-orientale reste encore une société à prédominance rurale. Malgré une urbanisation assez poussée en comparaison avec l'ère d'avant-guerre, malgré l'évolution lente vers une situation où la manufacture, les transports, la finance et les services impersonnels débordent largement l'agriculture et les services personnels dans la structure occupationnelle du pays, les sept dixièmes des populations vivent actuellement d'activités agricoles, dans des régions rurales, quelquefois fort éloignées des centres urbains. Toutefois, la migration de la campagne vers la ville prend une ampleur jusqu'ici jamais atteinte, et l'industrie absorbe toute cette main-d'œuvre.

2. LES DEBUTS DE LA NOUVELLE APPROCHE, 1954-1955

Les signes précurseurs de la nouvelle approche se manifestent au Proche-Orient déjà tout au long de 1954, sous forme de propagande. Tous les organes d'information russe, les émetteurs de radio, la presse, les agences d'information, dans leurs messages dirigés vers les pays de l'Orient arabe, font état de l'infiltration des capitaux étrangers, de l'exploitation des richesses des pays arabes par l'impérialisme rapace,

et de l'asservissement total où les puissances occidentales jettent les pays récemment émancipés par les moyens de leur politique économique. Naturellement, on met toujours en évidence, parallèlement à la condamnation de l'attitude occidentale, la générosité et l'efficacité de l'aide économique russe, les relations sur un pied d'égalité proposées par l'Union Soviétique, et les principes, entièrement différents de ceux des Occidentaux, qui inspirent l'action de cette dernière.

A cette époque, l'URSS vise surtout l'Egypte et le Liban. La propagande soviétique s'efforce de provoquer une réaction des autorités égyptiennes contre ce qu'elle appelle « l'infiltration des capitaux étrangers en Egypte », dont la présence ressemble, pour les commentateurs soviétiques, à une invasion réelle. On attaque avant tout la pénétration américaine qui « ruine l'indépendance du pays et porte à sa souveraineté une atteinte aussi sérieuse que la présence de troupes étrangères sur le sol égyptien ² », mais les infiltrations des autres capitaux étrangers, en particulier des capitaux provenant de l'Allemagne de l'Ouest, sont aussi mises en relief ³.

Même cette grande institution respectable qu'est la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement, n'échappe pas aux critiques violentes des Soviétiques. A l'occasion des négociations libano-occidentales concernant le projet de régularisation du fleuve Litani et l'exploitation de son potentiel énergétique, Moscou a lancé une attaque virulente contre la Banque Mondiale en l'identifiant à la politique impérialiste américaine :

« Cette banque est en réalité une entreprise américaine ... un autre moyen pour les Etats-Unis de s'immiscer dans les affaires intérieures des pays à qui sont offerts des prêts. Elle demande des renseignements complets sur les conditions économiques et sociales des pays intéressés, et sert à élargir la sphère d'influence américaine et à favoriser les investissements américains. La nature impérialiste de la Banque se fit jour en 1947, quand la Hollande se vit offrir des prêts pour les plans de développement en Indonésie ; mais cette offre fut retirée quand l'Indonésie fut libérée. En Iran aussi, la Banque fut un moyen d'établissement pour les monopoles étrangers ⁴ » Radio Moscou évoque même une forte résistance de la classe ouvrière libanaise contre la pénétration du capital étranger représenté par la Banque Mondiale ⁵.

Au moment de l'inauguration de sa nouvelle politique économique vis-à-vis des pays arabes, l'Union Soviétique a clairement défini ses intentions, en particulier à l'occasion de la visite de Chepilov, alors président de la Commission des Affaires étrangères du Soviet Suprême, en Egypte, au Liban et en Syrie, en été 1956. L'URSS a suggéré que le capital accumulé à l'intérieur de ces différents pays fût investi dans les projets de développement agricole et dans l'industrie produisant des biens de consommation. En ce qui concerne l'industrie lourde, la Russie s'est engagée à fournir les crédits nécessaires à son développement, sous forme de crédits à long terme, remboursables en étapes successives étalées sur de nombreuses années. De même, l'Union Soviétique s'est montrée prête à accorder des crédits à long terme et à intérêt très bas, en vue de constructions susceptibles de développer ou de compléter l'infrastructure des pays intéressés, ou de contribuer de façon décisive à l'augmentation générale du niveau de vie de leurs populations.

Quelques mois auparavant, Daniel S. Solod, ambassadeur russe au Caire, a démontré dans une déclaration retentissante l'importance politique que les Soviétiques attachent à la nouvelle approche économique et a, sans délai, exploité l'effet psychologique de la transaction d'armes tchèques. Solod a proclamé la volonté de son gouvernement de venir en aide aux pays arabes pour la réalisation de leurs plans de développement respectifs, car, a-t-il dit, « la politique soviétique favorise l'établissement d'étroites relations politiques, économiques et culturelles avec les pays de l'Orient arabe, attitude qui implique naturellement l'échange d'experts, de missions et de délégations ». L'aide offerte devait être générale, c'est-à-dire s'étendre à n'importe quel domaine de l'activité économique des nations intéressées. Les gouvernements arabes n'avaient qu'à adresser leurs demandes à Moscou, selon le représentant soviétique,

² RM, 18 mars 1954

³ Tass, 12 février 1954 ; aussi 6 mai 1954 ; RM, 15 mai 1954.

⁴ RM, 15 décembre 1954.

⁵ RM en arabe, 17 novembre 1954.

pour que leurs souhaits fussent exaucés⁶. On conçoit aisément que cette action publicitaire de Solod ait soulevé une vague d'enthousiasme dans l'opinion publique arabe et ait aussi réussi à inquiéter fortement les milieux occidentaux. Les éditoriaux publiés par les journaux arabes parlent de nouvelles perspectives ouvertes à leurs pays devant la réalisation de projets constructifs, sans l'aide impérialiste ; on pensait que l'offre russe allait encourager les gouvernements à rejeter le plan Johnston et à élaborer un plan arabe concernant les eaux du Jourdain ; on espérait aussi que l'URSS allait financer d'autres projets qui seraient réalisés en commun par les pays arabes, comme par exemple le projet concernant le fleuve Husbani⁷. Même les journaux les plus modérés parlent d'une éventuelle offre soviétique d'assistance et d'échanges commerciaux à tous les pays arabes⁸, sauf l'Irak⁹, et les rumeurs les plus fantaisistes circulent parmi les populations excitées. Ainsi, au Liban, les gens parlent de la possibilité que la Russie absorbe tous les produits agricoles libanais en excédent, en plus des crédits mis à la disposition du pays, sans demander aucune contrepartie¹⁰.

3. LES RELATIONS COMMERCIALES SOVIETO-ARABES

Deux faits caractérisent les relations économiques des pays proche-orientaux avec le monde extérieur :

1. D'abord, le commerce régional est infime en comparaison de celui pratiqué avec le monde extra-régional ;

2. Ensuite, l'expansion du commerce entre les pays de la région et ceux à planification centralisée, c'est-à-dire les pays du bloc soviétique, est restée entre 1950 et 1960 superficielle et sans influencer d'une manière décisive la distribution géographique du commerce extérieur de la région. Dans cette optique, l'affolement occidental des années 1955-1960 semble avoir été exagéré. Car, malgré le fait que les transactions entre ces pays à système de planification centralisée et les économies proche-orientales aient, grosso modo, doublé entre 1953 et 1959, elles ne représentent guère plus que le huitième du commerce entretenu avec les pays occidentaux, et le quatorzième du commerce total de la région¹¹.

Les chiffres suivants donnent une idée du développement du commerce soviétique avec les pays arabes du Proche-Orient en le plaçant dans le cadre de l'évolution générale des échanges de l'URSS avec le Tiers-Monde et avec le monde extérieur en sa totalité.

⁶ AW, 11 octobre 1955. — Pour éviter des malentendus découlant de différences de termes, il faut préciser que les terminologies soviétique et occidentale interprètent différemment ce qu'on entend par « aide ». Pour les Soviétiques, elle ne consiste pas en des dons et des services techniques d'assistance sans contrepartie, mais elle embrasse toute forme de relations économiques, et en premier lieu, la disposition d'une économie industrialisée à échanger ses produits manufacturés contre des matières premières fournies par les pays moins développés.

⁷ AW, 12 octobre 1955.

⁸ AW, 19 octobre 1955.

⁹ A la suite de la suspension des relations diplomatiques avec l'URSS par le régime irakien, le gouvernement de Moscou a annulé toutes les commandes et réduit à néant les échanges commerciaux. AW, 23 février 1955.

¹⁰ AW, 19 octobre 1955.

¹¹ Informations obtenues du professeur Sayegh, mais voir aussi Berliner, *op. cit.*, p. 94. Selon R. L. Allen les transactions entre l'URSS, l'Europe de l'Est et la Chine continentale, d'une part, et le Proche-Orient, d'autre part, ont atteint le niveau le plus élevé en 1956 en comparaison des années précédentes, car la valeur des échanges de cette année, 400 millions de dollars, représente le double des totaux des années 1952 ou 1953, et le quadruple de la valeur des transactions de 1938 (sans inclure la valeur des livraisons d'armes). Du total de 400 millions de dollars, 89 millions seulement représentent le montant des échanges entre l'URSS et le Proche-Orient. Allen estime que la part du commerce avec les pays communistes représente 10 % du total des échanges des pays proche-orientaux et 7 % du total du commerce extérieur de l'URSS, de l'Europe de l'Est et de la Chine populaire. ALLEN, *op. cit.*, p. 61.

Le volume des échanges

En comparaison avec les échanges à l'intérieur du bloc socialiste, la proportion du commerce de l'URSS avec les pays du Tiers-Monde est demeurée infime. Selon Zolotarev ¹², en 1955/1956 le commerce soviétique avec le monde non socialiste est de 20 à 24 % du total, dont 15 à 26 % seulement avec le Tiers-Monde ; les échanges soviétiques avec ce dernier ne représentent donc que 3 à 6 % du total du commerce extérieur de l'Union Soviétique.

Le commerce extérieur soviétique de 1955 à 1960

	(en millions de roubles) ¹³					
	1955	1956	1957	1958	1959	1960 ¹⁴
Total des échanges ¹⁵	25,936	28 897	33 277	34 589	42 056	44 440
exportations	13 694	14 446	17 526	17 190	21 763	22 000
importations	12 242	14 451	15 751	17 399	20 293	22 440
Echanges avec les pays socialistes	20 565	21 861	24 520	25 513	31 654	31 680
exportations	10 892	10 918	13 218	12 545	16 496	16 280
importations	9 673	10 943	11 302	12 968	15 158	15 400
Echanges avec les pays capitalistes	5 370	7 036	8 757	9 076	10 401	12 760
exportations	2 801	3 528	4 308	4 645	5 267	5 720
importations	2 569	3 508	4 449	4 431	5 134	7 040

	1955	1956	1957	1958	Taux de croissance (1955 = 100)
Echange avec les pays en voie de développement ¹⁶	1 083	1 713	2 702	3 159	292
avec l'Asie	493	992	1 315	1 954	396
avec l'Afrique	190	461	1 024	889	468
avec l'Amérique latine	400	260	363	316	79

¹² ZOLOTAREV, V. Torgovyje svjazi Sovjetskogo Sojuzza sotzialistitcheskimi stranami. *Vnjechnaja Torgovlja*, N° 11, 1957, p. 46.

¹³ Tous ces chiffres concernent l'époque antérieure à 1960, donc à la réforme monétaire du 1^{er} janvier 1961. Ainsi, pendant la période étudiée, la valeur du rouble vaut, selon l'ordonnance du 28 février 1950, \$0. 25 ou, 0/1/9, c'est-à-dire 0, 22 onces d'or.

¹⁴ Les chiffres concernant les totaux de 1955 à 1959, ainsi que les échanges effectués avec les pays socialistes ou capitalistes, se trouvent dans *Vnjechnaja Torgovlja*, N° 8, 1960, p. 41.

¹⁵ Résultats du commerce extérieur pour 1960, *Vnjechnaja Torgovlja*, N° 11, 1961, p. 34.

¹⁶ KIESEWETTER, B., *Der Ostblock. Aussenhandel des östlichen Wirtschaftsblockes einschliesslich China*. Berlin, Safari-Verlag, 1960, p. 131. *Vnjechnaja Torgovlja*, N° 2, 1958, pp. 34-35.

Ce tableau démontre qu'à partir de 1956 un véritable tournant s'est produit dans les relations commerciales de l'URSS et des pays du Tiers-Monde. Tandis que les échanges de la première n'augmentent que de 65 % avec les pays capitalistes, entre 1955 et 1958, ils quadruplent avec les pays coloniaux ou indépendants d'Asie et d'Afrique pendant la même période, justement à cause de la surprenante relance survenue en premier lieu dans les rapports soviéto-égypto-syriens.

Parmi les pays arabes du Proche-Orient, l'Égypte vient incontestablement en tête ; elle est le principal partenaire de l'Union Soviétique. Les échanges entre les deux pays se sont multipliés par 7 de 1955 à 1958, mais leur augmentation est de 5,7 % seulement de 1959 à 1960. Ce sont avant tout les exportations égyptiennes en direction de l'URSS qui se sont accrues, aux dépens des exportations dirigées auparavant vers les pays occidentaux, tandis que les importations proviennent encore en grande partie de l'Ouest¹⁷. Toutefois, l'URSS a remplacé dans les échanges extérieurs égyptiens le Royaume-Uni comme partenaire individuel le plus important, et en 1957, elle s'assure plus de 20 % du total des échanges du pays des Pharaons, proportion qui n'est que de 4,1 % en 1956¹⁸.

La Syrie s'est rangée en deuxième position derrière l'Égypte¹⁹, tandis qu'avec le Liban, le Soudan et le Yémen, les contacts commerciaux restent à leur niveau initial²⁰. Après la révolution abolissant la dynastie des Hachémites, les relations économiques de l'Irak avec l'URSS se développent à une rapidité foudroyante, mais l'accent est surtout mis sur l'assistance technique, car l'URSS ne constitue pas un marché pour le produit d'exportation le plus important de l'Irak, le pétrole. Finalement, il est à noter que la Jordanie, l'Arabie Saoudite et les petits pays, producteurs de pétrole, longeant la côte du golfe Persique sur la péninsule arabique, ainsi que les protectorats britanniques, ne font pas d'échange avec l'Union Soviétique.

La structure des échanges

Les gouvernements des pays arabes émancipés ont manifesté, tous, la volonté de briser le cercle vicieux dans lequel les pays sortant de l'état colonial se débattent, et de transformer l'économie nationale à prédominance agricole et dépendant de l'exportation de quelques matières premières ou produits de base, en une économie diversifiée. Ils espèrent avant tout conduire leurs pays respectifs vers une rapide industrialisation.

Leurs efforts coïncident avec le revirement de la politique soviétique envers le Tiers-Monde, politique qui préconise elle aussi, pour des raisons différentes de celles des leaders des nations indépendantes, une industrialisation accélérée des pays en voie de développement. Quoique les Soviétiques aient accepté la conception de la distribution du travail à l'échelle mondiale, ils ne l'ont pas conçue en tant qu'une division insurmontable entre les pays produisant des matières premières et les États hautement industrialisés.

La nouvelle politique économique soviétique de l'ère khrouchtchévienne a mis un accent particulièrement prononcé sur la livraison de machines et d'installations industrielles complètes aux pays en voie de

¹⁷ Parlant des pourcentages du commerce égyptien avec les pays du bloc socialiste, et non avec l'URSS seulement, le professeur Sayegh indique que la moyenne des exportations égyptiennes en direction du bloc et des pays occidentaux sont respectivement de 35 et 29 % ; tandis que l'Égypte a importé trois fois plus de l'Ouest, les pourcentages correspondants étant de 18 et 56 %. Selon le *Voprosy Ekonomiki*, N° 1, 1957, p. 23, la part des pays communistes dans le total des exportations égyptiennes a été de 15 % en 1955 et de 35 % en 1956, tandis qu'ils fournissent seulement 7 % et 15 % des importations égyptiennes au cours des années indiquées.

¹⁸ *Vnjechnaja Torgovlja*, N° 2, 1958, pp. 34-35.

¹⁹ Le professeur Sayegh estime que 10 % des exportations syriennes se dirigent vers l'Est et 41 % vers l'Ouest. Quant aux importations, 7 % et 59 % étaient les chiffres respectifs. Voir aussi ALLEN, *op. cit.*, pp. 23-24.

²⁰ Le commerce soudanais avec les pays socialistes a été toujours de quantité négligeable. Depuis 1953 l'accroissement du pourcentage de ces derniers dans les échanges soudanais a été considérable, mais les chiffres absolus, 6 millions et 7 millions de dollars des exportations et des importations soudanaises, respectivement, restaient très bas. Le commerce du Liban avec les pays du bloc communiste est aussi très restreint et n'atteint guère les 10 millions de dollars dans les exportations et importations libanaises. ALLEN, *op. cit.*, pp. 25-26.

développement à partir de 1955-1956. Rien qu'entre 1955 et 1956, les exportations soviétiques vers le Tiers-Monde augmentent de 200 % pour les métaux, de 75 % pour le pétrole et les produits pétroliers. En 1956, par exemple, 35 % des livraisons russes de biens d'équipement sont composées d'installations industrielles complètes²¹, dont la proportion passe de 6 % en 1955 à 45 % en 1958²². Il s'agit essentiellement du développement des industries métallurgiques, minières, électriques, mais aussi d'industries chimiques et alimentaires, de construction de machines et de fabrication d'articles de consommation courante.

Quelques pays arabes du Proche-Orient sont les premiers bénéficiaires de cette politique. Ainsi, l'intensification des échanges entre l'Union Soviétique et ses alliés socialistes, d'une part, et ces pays, d'autre part, contribue considérablement à une restructuration du commerce extérieur de la région, et non seulement à un changement de direction du commerce, comme certains auteurs l'affirment²³.

Dans les échanges entre l'URSS et son principal partenaire proche-oriental, l'Egypte, on voit s'amorcer un changement dès 1955. A partir de cette date, non seulement le volume et la valeur des échanges ont augmenté rapidement, mais encore, leur composition a commencé à se modifier. En 1948, par exemple, l'Egypte achète 235 000 tonnes de blé et de maïs russes, en échange de 38 000 tonnes de coton²⁴. Des transactions de ce type caractérisent le commerce des deux pays avant 1955 ; tandis qu'à partir de cette date, un large éventail de produits industriels et miniers apparaît : pétrole et ses dérivés, machines et équipements, produits sidérurgiques et chimiques. Le blé occupe une place importante jusqu'en 1959, puis il disparaît des échanges soviéto-égyptiens (ayant été fourni, à l'Egypte, plus tard, par le programme d'aide américaine).

Les livraisons soviétiques à l'Egypte de machines et d'équipements ont augmenté de 50 % entre 1957 et 1960 ; le rythme d'accroissement étant de 46 % pour les machines agricoles (tracteurs y compris), de 255 % pour les équipements de l'industrie chimique, du papier et de la construction ; mais le plus grand bond en avant a été réalisé par les exportations soviétiques en installations industrielles complètes dont la valeur est montée de presque 2 millions de roubles en 1957 à 63 millions en 1960. Déjà en 1957, l'Union Soviétique avait fourni une partie considérable du total des importations égyptiennes : 43 % des importations de blé, 37 % de celles de pétrole, environ 37 % également des produits de bois, et 27 % des tracteurs²⁵.

Avec la Syrie, les échanges n'ont acquis une certaine importance qu'à partir de 1956, et ils se sont développés à un rythme plus rapide dès le début de 1958. La structure des exportations russes vers ce pays est sensiblement la même que celle des exportations vers l'Egypte²⁶. En 1960, les Soviétiques ont livré cinq fois plus de produits pétroliers à la Syrie qu'en 1957, tandis que l'accroissement des exportations de machines et d'équipements n'a été que de 48 %. Les installations industrielles complètes apparaissent en 1958 pour la première fois dans les statistiques du commerce extérieur soviétique avec la Syrie, et se chiffrent, en 1960, à 8 millions de roubles.

L'Irak entre comme partenaire dans les relations commerciales soviéto-arabes après la révolution de juillet 1958. L'Irak reçoit en premier lieu des machines et des biens d'équipement, des installations complètes, des métaux ferreux, des produits de bois et une quantité considérable de blé ; donc ses importations en provenance de l'URSS présentent la même composition que les achats égypto-syriens, avec la seule exception du pétrole et ses dérivés. En ce qui concerne le Liban, les exportations russes de machines et d'équipements occupent une place très modeste et les articles les plus importants sont les minerais et le bois ; ce phénomène trouve certainement son explication dans les rapports politiques

²¹ SCOTT, N. B. Soviet Economic Relations with the Underdeveloped Countries. *Soviet Studies*, vol. 10, juillet 1958, pp. 43-44.

²² KIESEWETTER, *op. cit.*, p. 133, brosse aussi un tableau intéressant des différents groupes de marchandises dans l'exportation soviétique vers les pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine.

²³ ALLEN, *op. cit.*, p. 26.

²⁴ *Vnjechnaja Torgovlja*, N° 5, 1958, p. 7.

²⁵ *Ibid.*, p. 8.

²⁶ En 1957, 47 % des exportations soviétiques à destination de la Syrie se composaient de machines et d'équipement industriel ; 24 % de produits du pétrole ; 13 % de produits sidérurgiques et d'environ 4 % de produits du bois. *Ibid.*, pp. 9-10.

différents que l'URSS entretient avec le Liban. Au Yémen, le pourcentage des machines et des équipements par rapport au total des importations en provenance de l'URSS oscille entre 66 et 82 %, ces fournitures ont donc une priorité absolue. A côté d'elles, le seul article qui mérite d'être mentionné, est le sucre raffiné. Contrairement aux autres pays, les exportations se dirigeant vers le Soudan, quoique montrant une proportion croissante de livraisons de machines et d'équipements, se composent en grande partie de fibre ou de tissu de coton, de bois et de sucre raffiné.

Quant aux importations de l'URSS en provenance des pays arabes du Proche-Orient, leur composition n'est pas très différente de celle des importations des pays industrialisés de l'Occident en provenance de la même région.

La concentration des importations soviétiques sur certains groupes de produits est encore plus marquée que dans le cas des exportations vers le Tiers-Monde. Cela s'explique d'une part, par la structure économique des Etats nouvellement indépendants, notamment par la prédominance de la monoculture, d'autre part, par le caractère politique des achats soviétiques. L'URSS vient en aide à ceux qui ne peuvent pas écouler leurs produits principaux sur le marché mondial et qui risquent de ce fait de graves crises économiques (tels les achats massifs de coton égyptien). Elle soutient également les pays qui se rangent dans le camp non aligné ou suivent une politique anti-impérialiste, et qui perdent, pour cette raison, leurs anciens clients (ce fut le cas de Cuba pour le sucre, et de la Guinée après son accession à l'indépendance).

Ces éléments de l'attitude russe nous expliquent les raisons des excédents d'importations soviétiques en provenance des pays en voie de développement, phénomène consécutif à une décision politique et non pas fondée sur le principe d'une rentabilité économique ²⁷. C'est pour cette raison que les pays intéressés d'Afrique et d'Asie tombent dans une dépendance économique de plus en plus grande à l'égard de Moscou, dépendance d'autant plus dangereuse qu'elle réduit notablement leurs possibilités de se procurer des devises convertibles. Les Soviétiques ont bien compris les avantages du principe « le pavillon suit la marchandise », et leur action est une parfaite illustration de la coordination du politique et de l'économique ²⁸.

Les achats soviétiques en Egypte consistent presque exclusivement en coton (en 1960 ils atteignent 478 millions de roubles), à côté duquel le riz joue un rôle mineur. L'Egypte offre donc l'exemple typique d'un pays dont l'économie est basée sur une monoculture, avec tous les dangers corollaires. Dans l'ensemble des exportations du pays, le coton a dépassé, depuis 1951, 80 %. Cela a influencé non seulement son évolution économique, mais également ses rapports politiques.

La vulnérabilité de cette monoculture devient surtout visible aux moments d'une crise sur le marché du coton. Par exemple, entre 1951 et 1953, une nette diminution des recettes d'exportation égyptiennes apparaît en même temps qu'une augmentation des quantités exportées, augmentation quantitative qui n'arrive pas à compenser la chute des prix ²⁹. En effet, la valeur moyenne de la tonne de coton a passé de

²⁷ Toutefois, certains auteurs estiment que les importations en provenance des pays du Tiers-Monde ont pris déjà une importance considérable. Ainsi, 100 % des importations soviétiques de petites peaux animales, de la jute et de la laque, 97 % du coton brut, 74 % du raisin, 37 % d'épices, 28 % du riz et 20 % de la laine, du thé et des citrons proviennent des pays du Proche-Orient et du Sud-Est asiatique. SCOTT, *loc. cit.* pp. 44-45. Voir aussi KIESEWETTER, *op. cit.*, p. 134, et BERLINER, *op. cit.*, pp. 90-91.

²⁸ Ainsi en témoignent l'émission de RM, 27 novembre 1954, ou l'éditorial d'*Al Kahira* signé par Hafez MAHMOUD le 8 juillet 1957. CPR, 8 juillet 1957.

²⁹

	1951	1952	1953
Exportations totales de l'Egypte en millions £ E	200,64	142,83	135,86
Exportations de coton :			
— en millions £ E,	164,10	126,41	116,35
— en milliers de tonnes	244,90	270,40	346,50

67 livres égyptiennes à 45, puis à 33,5. Les causes de la baisse des prix sont multiples : récession de la production des textiles en Europe ; baisse du niveau général des prix après le boom coréen ; utilisation sur une plus grande échelle de la rayonne artificielle dont les prix restent stables et inférieurs à ceux du coton ; concurrence des Etats-Unis qui récoltent plus de la moitié de la production mondiale de coton et possèdent d'énormes stocks³⁰.

L'URSS, tout en étant un pays producteur et même exportateur de coton, en importe cependant. Deux raisons expliquent cela : 1. la qualité du coton égyptien à longues fibres, nécessaire à toute industrie textile, est supérieure à celle du coton russe ; 2. les besoins considérables de l'URSS et du marché socialiste. L'industrie textile soviétique ne parvient pas à couvrir les besoins du pays, tandis que l'industrie des fibres artificielles et synthétiques n'est encore qu'embryonnaire. Enfin, la production de coton soviétique progresse lentement et ne se développe qu'à partir de 1955-1956. L'URSS reste néanmoins un pays exportateur de coton, surtout vers les démocraties populaires dont les industries textiles plus développées manquent de matières premières, mais également vers l'Europe occidentale³¹. La réexportation du coton acheté dans des pays en voie de développement, et, avant tout, en Egypte, doit aussi occasionner quelques profits marginaux aux entreprises soviétiques du commerce extérieur, même si elle se fait au-dessous des prix pratiqués sur le marché mondial.

A partir de 1957, l'URSS devient aussi un acheteur important de coton syrien et absorbe entre 1957 et 1960, 70 % des exportations de ce produit³².

Une grande partie du coton égyptien et syrien est allée en Union Soviétique en paiement des livraisons d'armes. En effet, ces paiements devaient absorber une proportion substantielle des recettes d'exportations de ces deux pays pour plusieurs années. Selon les calculs du professeur Berliner, et en supposant que le remboursement des crédits accordés pour les livraisons d'armements serait étalé sur dix ans, les obligations de l'Egypte s'élèveraient à 25 millions de dollars par an, c'est-à-dire au tiers du total de ses exportations vers l'URSS et vers la Tchécoslovaquie en 1956 (75,7 millions de dollars). Les paiements annuels de la Syrie pour l'armement peuvent être estimés à 10 millions de dollars, ce qui dépasse de 40 % la valeur des exportations syriennes en 1956 à destination de l'URSS et de la Tchécoslovaquie (7 millions de dollars)³³. Le montant du remboursement annuel dû par la RAU en contrepartie de l'armement, s'élève, en 1956, à 10 % de la valeur de toutes ses exportations vers le monde non soviétique ; le même pourcentage pour la Syrie est d'environ 8 %. En conséquence, une bonne partie du principal bien d'exportation de ces deux pays, qui autrefois était dirigé vers le monde non soviétique, doit être réorienté vers le bloc socialiste. Ainsi, les exportations de l'Egypte et de la Syrie vers l'URSS et les démocraties populaires, bien qu'elles puissent

United Nations. *Yearbook of International Trade in 1954*, p. 175. En 1938, les quantités exportées s'élevaient encore à 358, 000 tonnes, donc la diminution est encore plus nette par rapport aux années d'avant-guerre. Voir KAWAN, L., *La nouvelle orientation du commerce extérieur soviétique. Asie, Afrique, Amérique latine*. Bruxelles, Centre national pour l'étude des pays à régime communiste, 1958, p. 185.

³⁰ La concurrence américaine amène l'Europe occidentale à acheter davantage aux Etats-Unis ; les principaux pays d'Europe augmentent de 20 % leurs achats dans la zone dollar et les diminuent de 30 % dans la zone sterling d'outre-mer au cours de la période 1952-1953 à 1953-1954. *Situation économique de l'Europe en 1955*. Tableau B 24. Division des Etudes et des Programmes de la Commission Economique pour l'Europe. Genève, 1956. KAWAN, *op. cit.*, p. 184.

³¹ En Europe occidentale elle s'est heurtée aux efforts de la US Commodity Corporation qui, en 1956, réussit à freiner les ventes soviétiques. Les exportations soviétiques du coton se chiffraient pendant cette période critique de la vente du coton égyptien comme suit (en milliers de tonnes) :

	1938	1948	1950	1955	1956
Exportations	20	163	216	337	310
Importations	15	22	45	20	51,4
Solde	5	141	171	317	258,6

Ibid., p. 185

³² *Vnjechnaja Torgovlja*, N° 5, 1958, p. 10.

³³ BERLINER, *op. cit.*, pp. 48-49 ; ALLEN, *op. cit.*, p. 55.

absorber d'éventuels excédents de la production du coton au moment d'une saturation du marché mondial, hypothèquent les ressources disponibles de ces pays, ressources qui devraient assurer des importations commerciales régulières ou le remboursement d'autres crédits consacrés au développement économique.

Quant aux autres pays, la structure de leurs exportations à destination de l'URSS n'a pas subi beaucoup de modifications. L'article principal reste le coton, suivi de produits agricoles comme les fruits, le tabac, le café. Des quantités moins importantes de laine y figurent aussi. Ce qui est à noter, c'est la tactique russe, la même que celle analysée dans le cas du coton égyptien et syrien : l'URSS est prête notamment à venir en aide à un pays donné, en achetant les produits que celui-ci ne peut pas écouler sur le marché mondial, mais demande à les hypothéquer pour quelques années. Ainsi, *al Dyar, al Tiligraph* et d'autres journaux annoncent en automne 1955 que la Russie a offert au Liban d'acheter tout son excédent de tabac pendant cinq ans consécutifs³⁴.

Le bilatéralisme

Les échanges effectués entre l'Union Soviétique et les pays arabes du Proche-Orient se déroulent, en général, dans le cadre d'accords bilatéraux. On trouve toutefois des exceptions : l'URSS a conclu des accords tripartites avec l'Égypte et la Roumanie, ou avec l'Égypte et la Tchécoslovaquie, mais ce sont des cas rares ; le bilatéralisme domine.

Les accords bilatéraux peuvent être de deux catégories : les accords commerciaux et les accords de paiement. Les premiers règlent les échanges de marchandises, les seconds les mécanismes de paiements, et stipulent le délai pour le règlement des soldes résiduels. Ces deux sortes d'accords sont souvent réunis dans le même document, qui peut aussi contenir certaines clauses spécifiques fixant la nature et les quantités des produits échangés ; prévoyant des crédits à court et à long terme ; stipulant les conditions de l'établissement sur une base mutuelle de représentations commerciales sur le territoire des parties contractantes, etc. Les accords sont généralement conclus pour une période de un à trois ans. À leur expiration, ils sont automatiquement reconduits, s'il n'y a pas de renonciation écrite de la part d'une des parties, trois mois avant l'échéance.

Les accords commerciaux, ou la partie commerciale des accords globaux, sont aussi de deux sortes. D'abord, et c'est le cas le plus fréquent, on trouve l'accord où les conditions de l'échange et les quantités à livrer ne sont pas fixées d'avance, des négociations futures sont prévues pour les définir. Dans ce cas, l'accord primitif ne constitue qu'un cadre général et le point de départ de négociations sur les questions de détail. Des protocoles annuels ou de simples échanges de lettres établissent alors la liste des produits à échanger pendant l'année suivante, ou ajoutent à celle-ci des marchandises n'y ayant pas figuré primitivement. Deuxièmement, il y a les accords de troc. Dans ceux-ci, la nature et la quantité des marchandises à livrer se trouvent spécifiées. Néanmoins, des décomptes détaillés sont tenus concernant l'exécution de ces accords, le règlement des soldes éventuels (découlant de retards dans les délais de livraisons, ou de défaillance dans la qualité des produits livrés) est fait en vertu de dispositions spéciales.

L'ère khrouchtchévienne a vu dans les relations économiques soviéto-proche-orientales un foisonnement invraisemblable d'accords commerciaux ; 30 % seulement des accords en vigueur entre 1953 et 1960 avaient été conclus avant la mort de Staline, et environ 50 % de tous les accords passés avec les pays de la région datent de 1955-1956³⁵.

Les accords commerciaux bilatéraux doivent être considérés comme des déclarations d'intentions plutôt que de véritables accords. N'étant pas pourvus de sanctions, rien n'assure que les livraisons atteindront le niveau prévu, et on les a qualifiés, à juste titre, avec un humour typiquement anglo-saxon, de « permis de

³⁴ AW, 2 novembre 1955.

³⁵ Accords bilatéraux conclus entre le 1^{er} janvier 1954 et le 1^{er} janvier 1957. Égypte 21 (y compris 3 trilatéraux) ; Liban 7 ; Soudan 1 ; Syrie 4 ; Yémen 1 ; Iran 10 ; Israël 7 ; Turquie 10. ALLEN, *op. cit.*, pp. 28-29.

chasse ³⁶ ». Ils constituent uniquement un cadre dans les limites duquel les missions commerciales soviétiques ou arabes chercheront à vendre ou à acheter. Le volume des échanges dépendra entièrement de la qualité des biens offerts et de la structure de l'offre par rapport à la demande ainsi que des conditions de livraison et de prix. Dans de nombreux cas, les échanges réalisés sont restés, de très loin, en-deçà du volume stipulé ³⁷. Selon les estimations de Robert Longring Allen ³⁸ qui a analysé vingt-cinq accords passés au cours des années 1954-1956 — ne tenant pas compte de l'accord soviéto-turc car le volume des échanges fixé est négligeable, mais incluant dans son analyse tous les pays du Proche-Orient, non seulement les Etats arabes —, les objectifs d'importation soviétique stipulés par les accords, n'ont été atteints ou dépassés qu'en 20 % des cas. Un quart des objectifs fixés est rejoint dans le cadre de 30 % des accords, et la moitié dans 50 % des cas. En ce qui concerne les exportations de l'URSS, les objectifs n'ont été atteints ou dépassés que par 15 % des accords analysés. Dans un tiers des cas, moins de la moitié du volume prévu a été exporté ; concernant le reste, les échanges prévus n'ont pu être menés à bien qu'à 75 %.

Les défaillances dans l'exécution des accords commerciaux conclus prennent encore plus d'ampleur si l'on tient compte du fait qu'une partie des échanges s'est effectuée en dehors du cadre de ces accords, par exemple livraisons de matières premières en remboursement de crédits accordés à l'occasion d'achats d'armements. La différence entre les importations et les exportations soviétiques explique aussi les balances accumulées en faveur de certains pays arabes en URSS. La crise causée par cet excédent de la balance commerciale avec l'URSS et les pays du bloc socialiste est devenue aiguë en Egypte en 1958 déjà. Un des experts financiers égyptiens les plus réputés, le D^r Emari, a été appelé à préparer un rapport sur la situation, et dans ce rapport il a établi que « les échanges avec l'Union Soviétique et ses satellites ont produit un volume si excessif de la circulation monétaire que cette situation a créé un problème insoluble du point de vue de la convertibilité », et ceci à une époque où « l'Egypte ne peut pas se passer des importations en provenance de l'Ouest. Nous ne pouvons pas survivre sans l'Occident », affirme-t-il en conclusion. La presse égyptienne a publié des extraits de ce rapport sans y ajouter de commentaires ³⁹.

Les accords de paiement sont caractérisés, avant tout, par un fait extrêmement important : tenant compte de constantes difficultés de balance des paiements éprouvées par les pays en voie de développement, l'Union Soviétique s'est montrée prête à accepter le règlement des soldes résiduels dans leur propre monnaie nationale. Cette attitude est plus que bienvenue pour les intéressés, car elle permet une réduction considérable du déficit chronique de leur balance des paiements.

On peut distinguer deux genres d'accords de paiement :

a) Des accords, comme par exemple celui conclu avec le Yémen, qui stipule que les comptes ouverts respectivement dans les banques centrales des parties contractantes, doivent être établis en une monnaie forte, librement convertible sur le marché mondial (en l'occurrence c'était la livre sterling), et que les soldes résiduels doivent être réglés en cette monnaie.

b) Des accords dans lesquels les parties contractantes conviennent d'établir leurs comptes respectifs en une monnaie définie, généralement celle du pays sous-développé, qui a servi comme unité aux transactions courantes. A l'expiration de l'accord, le solde résiduel net doit être réglé par des livraisons de produits agricoles ou industriels, ou par paiement dans une monnaie convertible ⁴⁰. Afin de maintenir les balances en

³⁶ BERLINER, . *op. cit.*, p. 81 .

³⁷ Voir, par exemple, les accords de troc passés avec la Birmanie. L'accord conclu entre l'Egypte et l'URSS en mars 1954 et couvrant la période entre cette date et mars 1955, a prévu une valeur totale des échanges entre les deux pays de 42, 9 millions de dollars. En reconstituant rétrospectivement, à l'aide de statistiques publiées, les échanges réalisés, on s'aperçoit que leur valeur ne dépasse guère 18 millions de dollars. Toutefois, les prévisions de l'accord couvrant la période entre mars 1956 et mars 1957, se sont avérées trop modestes. Le montant de 30 millions de dollars que devaient totaliser les échanges égypto-soviétiques en chaque direction, a été largement dépassé ; d'un tiers pour les exportations égyptiennes vers l'URSS, et de 50 % pour les importations en provenance d'elle. ALLEN, *op. cit.*, p. 32.

³⁸ *Ibid.*, p. 33.

³⁹ *AW*, 31 mars 1958. Voir aussi *CPR*, 19 juillet 1957.

⁴⁰ De tels accords ont été conclus avec les pays suivants et dans les monnaies suivantes : Egypte, livres égyptiennes ; Afghanistan, dollars américains ; Liban, compte soviétique en roubles, compte libanais en livres libanaises ; Syrie, livres sterling. SCOTT. *loc. cit.*, p. 46.

un équilibre raisonnable, les accords commerciaux et de paiement fixent un plafond au montant que chacune des parties peut accumuler comme créancier⁴¹. Quand le déficit dépasse la limite prévue, le débiteur doit le régler en monnaie convertible, ou payer un intérêt annuel de 2 %.

Les bénéfices que l'URSS tire de ses échanges avec les Etats arabes du Proche-Orient, certainement moins attrayants pour elle que pour ses partenaires, sont entre autres, l'avantage de s'assurer l'importation nécessaire de matières premières, de produits tropicaux, etc. sans qu'elle soit obligée de puiser dans ses réserves d'or ou de devises étrangères ; la possibilité d'écouler ses biens d'investissement qui ne seraient pas compétitifs sur le marché mondial ; ou, en dernier lieu, que les prix de ses marchandises étaient légèrement supérieurs à ceux du marché mondial dans le commerce avec les pays arabes. Ceci est le résultat d'une procédure qui consiste en la révision périodique des prix des marchandises, révision en fin de compte, toujours favorable à Moscou. En conséquence, on peut conclure que la poussée économique soviétique a été surtout motivée par des considérations politiques.

Les pays arabes proche-orientaux ont également préféré, pour de multiples raisons, les accords bilatéraux. Il leur est apparu que ceux-ci leur permettent d'éviter la dépendance des marchés mondiaux contrôlés par les anciennes puissances colonisatrices, ou les actuelles puissances « impérialistes ». Ils sont convaincus que les accords bilatéraux élargissent et stabilisent les marchés de leurs principaux produits, en offrant une solution partielle à leurs problèmes les plus aigus. Ils n'ont pas tenu compte de l'expérience du passé et, particulièrement, de celle faite dans le domaine du commerce bilatéral depuis la Deuxième Guerre mondiale⁴².

On a espéré, et c'est un autre argument en faveur du bilatéralisme, que les accords bilatéraux allaient assurer aux pays intéressés des crédits commerciaux à court terme et ouvrir la voie à des crédits à long terme. En fait, cet espoir ne s'est jamais réalisé : les pays arabes du Proche-Orient restent généralement créditeurs de l'URSS, leur balance commerciale étant toujours excédentaire vis-à-vis de ce pays.

Une troisième considération entrant en ligne de compte a été leur croyance que par les accords bilatéraux ils pourraient maintenir les prix de leurs biens d'exportation vitaux. Mais, précisément parce que les relations commerciales des pays arabes et de l'URSS sont régies par des accords bilatéraux, il est difficile de déterminer si les premiers ont obtenu un avantage relatif en comparaison avec les prix généralement pratiqués sur les marchés mondiaux. Les prix et les quantités négociées sont tellement détachés de la loi de l'offre et de la demande que toute comparaison semble être hasardeuse. L'espoir que ces accords assurent des prix se situant au-dessus de ceux du marché mondial doit s'effondrer au cours des négociations qui fixent les prix des livraisons soviétiques : la fixation des prix pour les marchandises des pays ne possédant que quelques matières premières ou produits agricoles exportables, ne peut jamais être avantageuse sans risque ; le prix fixé peut sembler excellent quand il y a une baisse sur le marché mondial, mais s'il y a une hausse, les avantages deviennent une condamnation sans appel, peut-être plus grave que n'importe quelle mesure « néo-colonialiste ».

Les points de friction

Entre l'URSS et ses partenaires commerciaux proche-orientaux, des frictions se sont produites concernant la qualité et le prix des biens livrés par les Russes. Une autre source de mésentente c'est la revente, par l'URSS en Occident, des produits achetés auprès des pays arabes. L'éternel problème des délais de livraison, toujours très longs et maintes fois dépassés, a été un corollaire constant des échanges soviéto-arabes et a aussi suscité beaucoup de difficultés.

⁴¹ Pour les mêmes pays, les plafonds établis sont les suivants : Egypte, 1 million de livres égyptiennes ; Afghanistan, 700 000 dollars américains ; Liban, 2 millions et demi de livres libanaises ; Syrie, 300 000 livres sterling. SCOTT, *loc. cit.*, pp. 46-47.

⁴² Voir ALLEN, *op. cit.*, pp. 34-35. D'autre part, il faut prendre en considération l'effondrement des prix de beaucoup de matières premières et de produits agricoles sur le marché mondial en 1957.

On peut citer, entre autres, quelques exemples en ce qui concerne les divergences sur la qualité des biens soviétiques : le blé russe n'a pas satisfait les acheteurs égyptiens ; les livraisons de pétrole brut contiennent une telle proportion de sulfure que les raffineries égyptiennes ont été endommagées ; du kérosène a été livré avec un tel retard, également à l'Égypte, qu'il a dû être à nouveau raffiné. En automne 1956, quand ce même pays souffrait d'une pénurie de ciment, il a placé un ordre urgent en Union Soviétique qui a promis de lui venir en aide. Toutefois, la livraison arriva de nouveau après le délai prévu et le pays n'en avait plus besoin, car la production nationale avait suffisamment augmenté. Les autorités soviétiques ont insisté pour que l'Égypte accepte leur livraison ; l'excédent qui en est résulté a obligé le gouvernement égyptien à ralentir, temporairement, la production nationale jusqu'au moment où cette quantité de ciment a pu être absorbée⁴³.

La question des prix pose aussi un problème délicat. Ceux-ci semblent primitivement, aux yeux des négociateurs proche-orientaux, très avantageux ; les offres soviétiques sont toujours moins élevées que celles des Occidentaux⁴⁴. Seulement, après avoir remporté sur leurs adversaires une victoire qui leur a permis d'obtenir les contrats, les Russes ont procédé à une augmentation des prix, atteignant parfois 40 %, en invoquant diverses raisons et circonstances. La preuve de tels procédés a été donnée, indirectement, en automne 1957, quand les Égyptiens ont négocié un crédit de 175 millions de dollars qui devait couvrir les frais d'un nombre considérable de projets. Au cours des négociations, ils ont exigé, avec insistance, des garanties préalables sur le maintien des prix des livraisons effectuées dans le cadre de l'accord éventuel⁴⁵. Naturellement, les Soviétiques n'ont jamais reconnu avoir recouru à des pratiques « malhonnêtes et capitalistes », et ils ont prétendu que durant les négociations qui ont suivi la conclusion des accords-cadres, les prix ont été établis sur la base des cotations en vigueur sur le marché mondial, en admettant quelques variations marginales selon la qualité des produits en question⁴⁶.

Aussi, la concurrence entre les prix payés par les Soviétiques et par les acheteurs occidentaux pour certaines matières premières exportées par les pays arabes, devait entraîner ces derniers dans une expérience amère à partir de 1955-1956. A cause de la concurrence russe qui offre des prix considérablement au-dessus de ceux pratiqués sur le marché mondial, les acheteurs de coton égyptien venant du monde non communiste, se tournent vers d'autres marchés pour s'approvisionner. En 1953, l'Europe occidentale était l'acheteur le plus important de coton égyptien, absorbant plus de la moitié de la production de ce pays ; cette part est réduite en 1956 à moins de 30 %⁴⁷. La perte progressive de ces débouchés, naguère les plus importants, inquiète considérablement les dirigeants égyptiens qui ont compris le danger d'être à la merci de l'Union Soviétique et des autres membres du bloc socialiste, qui acquièrent lentement une formidable position d'oligopoles sur le marché du produit principal de leur économie.

Cette situation a été encore aggravée par une attitude de l'URSS et de ses alliés, attitude qu'ils ne cessent de stigmatiser chez les capitalistes, mais qui est admise lorsqu'il s'agit d'intérêts soviétiques : c'est la revente, sur le marché mondial, du coton livré par l'Égypte. Sans aucun doute, ni l'URSS, ni la Tchécoslovaquie ne peuvent absorber les très grandes quantités achetées pendant les années 1955-1956 ;

⁴³ ALLEN, *op. cit.*, p. 23. Concernant un cas concret, l'offre russe des fournitures d'aluminium, voir *Al Goumhourija*, 3 septembre 1957. *CPR*, 3 septembre 1957.

⁴⁴ Les pays socialistes ont payé, en effet, à l'Égypte un premium sur le coton au marché d'Alexandrie. Selon l'Annuaire du GATT de 1956 : « Les prix du coton cotés sur le marché d'Alexandrie pendant l'année 1956 ne concordent pas du tout avec ceux prévalant sur les marchés de Liverpool ou de New York. En 1956, les prix moyens enregistrés sur les deux derniers marchés, avaient été respectivement de 16 % et de 1 % au-dessus du niveau de 1955, tandis que les prix égyptiens étaient montés d'un dixième ». *Commerce International*, Genève, GATT, juin 1957, p. 161. Tenant compte en plus du fait que Moscou et ses alliés achètent du coton à courte et à moyenne fibre, non à longue fibre, on peut estimer qu'ils paient un premium de 20 % sur le coton égyptien. En outre, l'URSS a aussi cherché à vendre à l'Égypte certains biens d'équipement au-dessous des prix du marché mondial. ALLEN, *op. cit.*, pp. 20-21. L'accord tripartite entre l'URSS, la Roumanie et l'Égypte, a prévu la fourniture à ce dernier pays des produits pétroliers 15 % moins cher que les prix mondiaux. LAQUEUR, article dans *World Today*, N° 12, 1955, p. 524. C'était aussi le cas avec la vente du blé à l'Égypte en hiver 1957. *The New York Times*, 3 janvier 1957.

⁴⁵ BERLINER, *op. cit.*, p. 146. ALLEN, *op. cit.*, p. 23.

⁴⁶ *Vnjechnaja Torgovlja*, N° 2, 1958, pp. 34-35.

⁴⁷ *The New York Times*, 4 juin 1957.

ce coton a dû être écoulé dans des pays, clients traditionnels de l'Égypte : la France, l'Allemagne de l'Ouest, etc.

Il est probable que l'URSS, comme maintes autres fois, s'est servie de la Tchécoslovaquie comme agent. Des informations paraissent déjà au début de 1956, et plus tard, en 1957, sur le dumping du coton égyptien par la Tchécoslovaquie⁴⁸. A cette époque, le secrétaire général de la Chambre de commerce égypto-allemande a déclaré que la Tchécoslovaquie a vendu à l'Allemagne de l'Ouest du coton égyptien avec 10 % de rabais⁴⁹. L'Administration égyptienne de la culture du coton a réfuté ces allégations et a affirmé que dans tous les contrats conclus avec les pays de l'Est, une clause est insérée qui interdit la revente des matières premières livrées⁵⁰. Le *Bulletin Economique de la Banque Nationale d'Égypte* se fait aussi l'écho de ces informations : « Des rumeurs tenaces circulent concernant la réexportation de coton égyptien avec un rabais allant de 20 à 30 %⁵¹ ». Toutefois, le *Bulletin* ne dément nullement ces rumeurs. Il paraît donc vraisemblable, mais on ne peut pas l'affirmer avec certitude, que du coton égyptien a été réexporté par les pays socialistes et, en raison de considérations politiques évidentes, les Égyptiens ne l'ont jamais reconnu. Il apparaît que le prix du coton n'a pas été rajusté sur les marchés mondiaux après les forts achats soviétiques ; l'URSS ne s'est d'ailleurs pas efforcée de stabiliser les prix des matières premières dans les autres secteurs non plus.

Ces pratiques commerciales — révélant de véritables contradictions internes de la politique économique de Moscou à l'égard de partenaires politiques aussi importants que les pays arabes —, ne peuvent être expliquées que par les différentes conceptions prévalant parmi les dirigeants et fonctionnaires soviétiques prenant et exécutant les décisions. Parmi ces groupes de pression puissants à l'influence fluctuante, celui des dirigeants khrouchtchéviens a lancé, à l'échelon le plus élevé, la nouvelle approche économique. Ils sont convaincus de l'importance politique d'une aide économique étendue aux pays en voie de développement, à tel point qu'ils sont prêts à sacrifier, dans une certaine mesure, la satisfaction des besoins intérieurs considérés comme primordiaux par les autres groupes de fonctionnaires (se situant, à cette époque, à un échelon inférieur). Ceux-ci ne peuvent pas admettre la privation de l'économie nationale des biens d'équipement, sachant que le bloc socialiste a encore ses propres pays « sous-développés ». Le sentiment populaire souvent manifesté⁵² a soutenu cette argumentation en attribuant la carence de biens de consommation à une politique d'aide accrue au profit du Tiers-Monde.

⁴⁸ *Chicago Daily News*, 17 février 1956 ; *Washington Post* et *Times-Herald*, 1^{er} février 1956.

⁴⁹ *The New York Times*, *Washington Post* et *Times-Herald*, 7 mars 1957.

⁵⁰ *The New York Times*, 8 mars 1957. On peut, toutefois, se référer à d'autres exemples aussi : les activités soviétiques sur le marché du caoutchouc, ainsi que sur le marché australien du lainage, etc.

⁵¹ Vol. X. 1957, N° 1, p. 29. Voir aussi le *Commerce du Levant* du 22 août 1957, commentant l'accord soviéto-syrien, où ce journal réputé fait allusion à la revente soviétique du coton proche-oriental. *AW*, 23 août 1957.

⁵² ALLEN, *op. cit.* p. 62. Les considérations concernant les groupes de pression en URSS ne peuvent être qu'hypothétiques mais elles offrent des explications probables à certains phénomènes. Il est à noter que la plupart des étudiants afro-asiatiques venant de l'URSS rapportent que le peuple soviétique n'est pas toujours content de la politique d'assistance à l'échelle mondiale poursuivie par le gouvernement, car il considère que c'est lui qui en paye les frais. On voit donc l'apparition en URSS d'une certaine forme d'égoïsme national, particulièrement à l'égard de Cuba.

CHAPITRE VI

L'assistance financière soviétique

1. LA POLITIQUE DE CREDIT DES SOVIETIQUES EN GENERAL

Une des caractéristiques des pays en voie de développement est que leurs disponibilités financières sont limitées : faible revenu national par tête, pénurie des capitaux, exportations basées sur un nombre restreint de produits naturels. Les difficultés d'écoulement de ces produits et l'instabilité des cours mondiaux rendent attrayantes les offres de contrats d'achat à long terme faites par les pays communistes. Ils peuvent, en retour, acheter à l'Est des denrées ou des machines sans entamer leurs réserves de devises fortes. Ces accords à long terme constituent pour les Etats du Proche-Orient, et pour ceux du Tiers-Monde en général, une garantie de stabilisation, bien que par ailleurs, en acceptant qu'une partie considérable de leur commerce dépende du bon vouloir des Soviétiques, ils s'exposent à d'éventuelles pressions. En outre, le blocage des produits d'exportation les plus importants pour les années à venir, prive de couverture les importations régulières et indispensables en provenance de l'Ouest, créant ainsi, pour les pays engagés dans cette voie, un problème insoluble. Les crédits à long terme accordés par l'Union Soviétique et les démocraties populaires sont destinés à remédier à cette situation. Ils permettent aux pays bénéficiaires d'équilibrer leur balance des paiements, tout en absorbant un plus grand volume de produits et en profitant des services qu'ils ne pourraient pas s'assurer par leurs seules exportations.

L'objectif officiel du programme des crédits soviétiques est d'aider « les pays sous-développés à établir les bases de leur industrie nationale ¹ », de les lancer sur la voie non-capitaliste du développement, et parallèlement, de préparer les conditions d'une évolution socialiste future. Ces crédits sont accordés à des conditions commerciales, car les Soviétiques ont compris que n'importe quelle autre forme d'assistance, apparentée à la charité, heurterait la fierté nationale des peuples récemment devenus indépendants. Ainsi, l'URSS ne conçoit pas une partie de son programme sous forme de dons comme c'est le cas pour les puissances occidentales, particulièrement les Etats-Unis ; le don n'existe dans la pratique soviétique qu'à l'occasion de cérémonies à l'adresse de personnalités étrangères en vue, comme geste d'amitié.

Une autre caractéristique très importante du programme soviétique de crédit à l'ère de Khrouchtchev est la renonciation des dirigeants du bloc socialiste au contrôle de l'élaboration et de l'exécution des plans prévus par les Etats bénéficiaires dans le cadre de ce programme. Ils laissent l'entière responsabilité de l'utilité et de la rentabilité des projets proposés entre les mains des leaders des nations nouvelles, ne portant aucun jugement sur leur gestion et leurs initiatives. Cette attitude contraste de façon évidente avec la pratique occidentale — poursuivie non seulement par les différentes puissances mais aussi par la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement —, qui consiste à refuser les crédits demandés pour la réalisation de projets jugés économiquement non rentables, et qui exige que les experts envoyés sur place puissent contrôler l'emploi de ces crédits et l'exécution des travaux ². Ainsi, les Soviétiques ont pris un risque économique « calculé », afin de tirer tous les avantages psychologiques possibles de leur attitude ³.

Il est extrêmement difficile d'établir avec exactitude le total des crédits soviétiques accordés d'année en année ainsi que les livraisons effectuées et l'assistance technique réellement mise à la disposition des pays intéressés dans le cadre des accords. L'établissement des totaux est d'autant plus inextricable que parfois

¹ KIRJOUCHIN, V. Kredity sovjetskogo Sojuzza slaborazvitnym stranam. *Vnjechnaja Torgovlja*, N° 6, 1959, p. 18.

² Il y a d'innombrables cas où les pays solliciteurs de crédits occidentaux ont reculé à cause de ces conditions imposées ; l'Egypte en a offert maints exemples. Même un pays aussi attaché à l'Occident que la Jordanie, s'est montré mécontent du comportement des fonctionnaires américains qui ont dépassé leur fonction technique et de supervision. *The New York Times*, 26 août 1956.

³ L'éditorial de l'*Al Rai Al Aam* du 8 août 1957, montre, par exemple, que les Soviétiques ont réussi dans leurs efforts.

les offres concernent le financement de projets spécifiques ; parfois les crédits accordés peuvent être dépensés à discrétion par les dirigeants du Kremlin selon les besoins politiques ou psychologiques du moment. En outre, les publications officielles soviétiques ne distinguent pas, comme le font les rapports du gouvernement des Etats-Unis ⁴ entre « allocations », « obligations » et « dépenses ». Selon les termes américains, l'allocation signifie une somme mise à la disposition d'un pays pendant une période définie ; l'obligation comprend la part de cette somme qui est assignée à un projet spécifique déjà approuvé ; tandis que les dépenses comprennent les montants effectivement déboursés au cours de l'opération engagée ⁵. Les crédits accordés par les Soviétiques pourraient être classés — selon cette terminologie — sous les rubriques « allocations » et « obligations ». Par exemple, le crédit accordé par l'URSS à la RAU à la fin de 1957 (175 millions de dollars, c'est-à-dire 700 millions de roubles), doit être considéré comme une allocation, car il n'est indiqué nulle part à quels objectifs spécifiques cette somme a été assignée. Il n'est pas non plus précisé pendant quelle période le crédit sera utilisable, et si le pays bénéficiaire a l'intention ou non de l'utiliser entièrement. Ainsi, on peut dire que le total du crédit indiqué dans un accord sert à des buts de propagande et exerce une influence politique considérable, mais ne signifie pas grand-chose du point de vue économique ; les précisions, si elles existent, concernant les dépenses annuelles effectives, sont les seules à montrer la réalité.

Selon les données publiées le 30 juillet 1961 par le *Kierunki* (Directions), hebdomadaire du mouvement « Pax » en Pologne, l'URSS a accordé entre 1953 et 1961 à la RAU un crédit de 2544 millions de roubles, dont 1860 millions à l'Egypte et 684 millions à la Syrie ; 730 millions à l'Irak ; 164 millions au Yémen ; et, enfin, 20 millions au Soudan ⁶. Il ressort des statistiques occidentales que parmi les dix-sept pays en voie de

⁴ Voir les *Operation Reports* de l'International Cooperation Administration.

⁵ BERLINER, *op. cit.*, pp. 40-41.

⁶ Le total des crédits accordés aux pays sous-développés par le bloc socialiste (en millions de roubles) :

Bénéficiaire	URRS	Tchécoslovaquie	Chine	Pologne	Hongrie	Roumanie	Total
Asie	7 504	819,4	1 082	384	—	56	9 845,4
Inde	3 675	346	—	148	—	48	4 217
Indonésie	1 502	210	263	236	—	8	2 219
Afghanistan	987	56	—	—	—	—	1 043
Irak	730	134,4	—	—	—	—	864,4
Birmanie	153	—	377	—	—	—	530
Ceylan	120	73	106	—	—	—	299
Yémen	164	—	64	—	—	—	228
Népal	30	—	134	—	—	—	164
Cambodge	24	—	138	—	—	—	162
Pakistan	119	—	—	—	—	—	119
Afrique	3 291	422,4	120	28	28	—	3 889,4
RAU total	2 544	375,4	20	8	28	—	2 975,4
RAU Egypte	1 860	322	20	8	28	—	2 238
RAU Syrie	684	53,4	—	—	—	—	737,4
Ethiopie	419	47	—	—	—	—	466
Guinée	140	—	100	—	—	—	240
Ghana	168	—	—	20	—	—	188
Soudan	20	—	—	—	—	—	20
Amérique latine	1 520	308	240	40	60	—	2 168
Cuba	400	80	240	—	60	—	780
Argentine	520	68	—	24	—	—	612
Bolivie	600	—	—	—	—	—	600
Colombie	—	100	—	—	—	—	100
Paraguay	—	60	—	—	—	—	60
Brésil	—	—	—	16	—	—	16
Total	12 315	1 549	1 442	452	88	56	15 902,8

Voir aussi DOMDEY, K. M. Zwischenbilanz sozialistischer Kredithilfe. *Die Wirtschaft*, 22 mars 1961.

développement recevant des crédits soviétiques entre 1953 et 1958, quatre ont bénéficié de 75 % du total : la Yougoslavie et l'Inde ont absorbé chacune un quart, tandis que l'Égypte et la Syrie ont obtenu, ensemble, le reste. En excluant la Yougoslavie — qui est tout de même un pays socialiste —, les proportions sont restées les mêmes. Quatre pays — Inde, Égypte, Syrie, Afghanistan — ont reçu les trois quarts des crédits ; en y ajoutant l'Indonésie, la part de ces cinq pays a été de 90 %. Après 1958, la part de la République Arabe Unie, le deuxième accord sur Assouan conclu, s'est élevée à un tiers du total des crédits soviétiques accordés aux pays en voie de développement ⁷.

La répartition géographique des crédits et la démonstration que l'URSS les a concentrés dans certains pays « modèles » n'indiquent pas encore l'importance des crédits soviétiques pour chaque pays ; il faut donc, pour compléter ce tableau, comparer le montant des crédits accordés aux dimensions économiques des pays bénéficiaires. C'est ce que le professeur Berliner a fait dans son étude remarquable concernant les années 1953-1957. Nous reproduisons intégralement son tableau comparatif des crédits soviétiques relatifs aux revenus nationaux globaux et *per capita* des pays proche-orientaux et de quelques autres pays du Tiers-Monde :

**Le volume total des crédits accordés entre 1953-1957
 comparé aux revenus nationaux de 1955 et à la population respective des pays ⁸**

Pays	Crédits	Revenu national de 1955 (estimation) (en millions de US dollars)	Crédits en % du revenu national	Population en 1955 (millions)	Crédits per capita en US dollars
Égypte	213	2 500*	9	22.0	9.30
Syrie	184	400*	46	4.1	45.00
Liban	2	500	moins de 1	1.4	1.40
Yémen	2	200	1	4.5	-.40
Soudan	5	pas de données statistiques pour le pays			
Inde	362	20 800	2	381.7	-.95
Afghanistan	115	500	23	12.0	9.60
Indonésie	113	21 100**	5	81.9	1.40

Notes au tableau :

* calculé selon les données concernant 1954

** calculé selon les données concernant 1952

Il ressort à l'évidence de ce tableau que la Syrie, avant son union avec l'Égypte, constitue l'exemple, par excellence, de l'importance prise par les crédits soviétiques pour un pays. Le total du volume de ces crédits atteint 46 % du revenu national (base 1955). Naturellement, l'utilisation des crédits doit être étalée sur un certain nombre d'années ; le fait est, néanmoins, qu'ils représentent un pourcentage beaucoup plus élevé du revenu national que dans n'importe quel autre pays. Ainsi, la Syrie a tiré un très grand profit du programme d'assistance soviétique et une cessation de ces crédits entraînerait les conséquences les plus graves pour elle. Les conditions auxquelles l'Union Soviétique a accordé des crédits sont, en effet, très avantageuses. L'intérêt demandé oscille entre 2 et 3 % par an, mais généralement il se fixe à 2 à 2 ½ % ⁹, tandis que

⁷ BERLINER, *op. cit.*, pp. 35-36. Du même auteur, dans *MEAff*, vol. 10, 1959, N° 8/9, p. 288.

⁸ Le tableau du professeur Berliner concerne les crédits accordés par les pays du bloc en général. Toutefois, nous avons vu que plus de 80 % des crédits venaient de l'URSS, c'est pourquoi ce tableau comparatif trouve sa place dans notre étude. BERLINER, *op. cit.*, p. 38.

⁹ Le seul cas où l'URSS n'a demandé aucun intérêt concerne le Yémen.

l'intérêt demandé par les Occidentaux se situe à un niveau plus élevé ; la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement demande un intérêt environ deux fois plus important, son taux dépendant de ceux auxquels la Banque elle-même emprunte. Les crédits sont toujours liés et doivent être utilisés pour l'achat en Union Soviétique de biens d'équipement à des prix légèrement plus avantageux que ceux du marché mondial. Le remboursement commence seulement quelques années après que le crédit initial a été accordé, au moment où les investissements réalisés commencent à porter leurs fruits, facilitant ainsi les paiements annuels des pays bénéficiaires. Le remboursement est étalé sur une période allant de dix à trente ans, le délai le plus fréquemment fixé étant de douze ans. En outre, afin de faciliter la tâche des pays débiteurs, l'URSS accepte le remboursement en biens d'exportation traditionnels de ces pays. Aussi, les crédits soviétiques sont-ils accordés à des gouvernements. Ils doivent être consacrés au financement des projets spécifiques de développement ou d'équipement et d'installations industrielles, prévus par les deux parties¹⁰.

On peut poser la question : pourquoi au juste les Soviétiques demandent-ils un intérêt ? Certainement pas pour des raisons économiques. Le taux généralement pratiqué de 2 à 2,5 % remplit deux fonctions : d'abord, il est assez bas pour être compétitif avec ceux demandés par les Occidentaux et faire que ces derniers, comparés aux Soviétiques, paraissent porteurs d'intentions d'exploitation ; ensuite, il est assez élevé pour donner aux bénéficiaires l'impression que l'assistance soviétique est basée sur l'intérêt économique mutuel, qu'elle est rentable pour l'URSS elle-même, et qu'ainsi elle ne peut être assimilée à de la charité internationale.

2. L'ASSISTANCE A DES PAYS INDIVIDUELS

La République Arabe Unie

L'Union Soviétique et l'Egypte ont conclu à Moscou, le 29 janvier 1958, un accord d'aide financière et de coopération économique (deux jours plus tard, l'Egypte fusionne avec la Syrie dans la République Arabe Unie). Cet accord¹¹ a été à la base de toute l'assistance soviétique prodiguée au gouvernement du président Nasser, et même le désaccord politique séparant les deux pays à la suite des événements d'Irak du printemps 1959, n'en a pas empêché l'application. Fait toutefois significatif, moins de quatre mois après sa conclusion, Gamal Abdel Nasser réussit, à l'occasion de sa visite à Moscou, à y apporter certaines modifications : mise à part une réduction considérable des versements annuels en paiement des achats d'armes égyptiens et syriens, il obtient des leaders soviétiques une réduction de 15 % des prix de toutes les installations complètes et de tous les équipements fournis par l'URSS dans le cadre de l'accord de coopération économique, ainsi qu'une assurance que les équipements d'exploitation pétrolière seront livrés dans un avenir proche¹².

Le champ de l'assistance soviétique offerte à l'Egypte s'étend aux projets de développement dans les domaines géologique, d'exploitation minière, de prospection pétrolière, des industries métallurgique, mécanique, électrique, chimique, industries légères, textile, alimentaire, équipement médical, et recherche nucléaire. L'URSS s'engage à livrer les machines et équipements nécessaires ; ses experts l'aideront dans l'élaboration des divers projets, superviseront les travaux, dirigeront le montage des machines et mettront en activité les diverses entreprises, les menant jusqu'à un certain niveau de production, et formeront, enfin, les cadres égyptiens.

L'article 4 de l'accord stipule que le nombre des spécialistes soviétiques qui pourront se rendre en Egypte ainsi que le nombre des Egyptiens qui profiteront de l'enseignement technique soviétique, fera l'objet

¹⁰ BERLINER, *op. cit.*, p. 158 ; SCOTT, *loc. cit.*, pp. 48-49 ; KIRJOUCHIN, *loc. cit.*, p. 15.

¹¹ Son texte complet a été reproduit par Mitteilungen der Bundesstelle für Aussenhandelsinformation BFA. Cologne, juin 1958.

¹² *Al Ahram*, 17 mai 1958, *CPR*, 17 mai 1958.

d'accords spéciaux. Le nombre des clauses, en outre, relatives aux paiements des services, à l'échange de techniciens et à leur formation, est fort élevé et montre bien l'importance que les deux parties accordent à ce domaine et aussi la volonté soviétique d'être intégralement remboursée pour toute aide technique fournie¹³.

Pour couvrir les fournitures et les frais de divers services, l'URSS a offert un prêt de 700 millions de roubles payables en douze annuités à 2,5 % d'intérêt¹⁴. Il a été prévu que le remboursement se ferait en monnaies librement convertibles ou en marchandises y compris le coton ; toutefois, le remboursement doit seulement commencer un an après que la totalité des machines et matières premières destinées à chaque projet soit livrée. Le crédit doit être utilisé au cours d'une période de quatre ans. L'article 6 de l'accord précise la destination des montants :

— Pour payer les machines et équipements nécessaires à la construction des divers projets, et qu'on ne trouve pas en Egypte, sur base f.o.b., port soviétique¹⁵.

— Pour couvrir les frais des travaux de prospection et d'étude géologiques, les frais d'établissement des plans et projets, et pour payer l'enseignement technique qui sera donné par les organisations soviétiques.

— Pour couvrir les frais réels résultant de la reproduction de documents techniques.

Il est intéressant de noter que l'accord prévoit en son article 4 la possibilité, pour l'URSS, de demander la collaboration d'organismes économiques des démocraties populaires pour l'élaboration de projets, pour la fourniture de machines, d'équipements et de matériel.

A la suite de la signature de cet accord, la presse égyptienne annonce, jour après jour, la conclusion de contrats concernant différents projets individuels. L'ensemble du plan de coopération s'étend à soixante-cinq projets ; au moment où le parlement égyptien vote la ratification du traité, c'est-à-dire le 10 février 1958, quarante accords provisoires ont déjà été conclus entre l'URSS et l'Egypte¹⁶.

Le voyage du président Nasser à Moscou, en mai 1958, indique une nouvelle étape dans la coopération soviéto-égyptienne. Il réussit à convaincre les dirigeants soviétiques d'amalgamer les conditions et les différentes dispositions des accords passés séparément avec les deux régions de la RAU, de même qu'avec le Yémen qui s'est joint à l'Etat arabe unifié¹⁷.

En août 1958, l'URSS signe avec l'Egypte l'accord sur la construction de l'usine sidérurgique d'Hélouan dont on parle depuis l'été 1955¹⁸ et le protocole du 22 décembre stipule la construction de quinze nouvelles unités industrielles avec l'assistance russe¹⁹.

Le rythme des protocoles signés, des livraisons et des constructions s'est sensiblement ralenti en 1959, année de la première crise entre le nassérisme et le communisme proche-oriental, et partant, avec l'URSS. Dans la presse, on trouve quelquefois des nouvelles concernant la participation soviétique à la réalisation de certaines constructions égyptiennes entreprises en 1959 ou 1960, ainsi par exemple, l'offre russe pour la

¹³ Il semble que le gouvernement égyptien a eu même l'intention de fixer officiellement le nombre des experts soviétiques et de le limiter. Les nationalistes savent pertinemment que les experts et techniciens sont les propagateurs d'une idéologie, opposée aux convictions islamo-arabes. Quelques-uns de nos interlocuteurs en Egypte, nous ont fait part des craintes éprouvées par les Egyptiens à cause de l'activité d'éducation idéologique exercée par les Soviétiques parmi le personnel local travaillant au barrage d'Assouan.

¹⁴ Si ce crédit s'avère insuffisant, les livraisons soviétiques dépassant le montant du crédit seront payées en marchandises égyptiennes, en conformité avec l'accord de paiement existant entre les deux pays. Voir interview accordée par Abdel Moneim El Kaissouny à *Akhbar Sa'aa*, 27 novembre 1957. *CPR*, 27 novembre 1957.

¹⁵ La spécification relative au calcul fob port soviétique du prix des marchandises, est complétée par l'article 12 qui précise que « nonobstant l'article 6 qui prévoit que le crédit servira à payer les livraisons de machines, d'équipements et de matériaux calculés fob port soviétique, les machines, équipements et matériaux seront livrés cif port égyptien ». Les autorités égyptiennes devront donc couvrir le fret et l'assurance.

¹⁶ *CPR*, 31 janvier 1958 ; KIRJOUCHIN, *loc. cit.*, p. 17.

¹⁷ *Akhbar el Yom*, 3 mai 1958, *CPR*, 3 mai 1958.

¹⁸ Voyage de Fathi Radouan, ministre des communications, en Europe orientale et sa déclaration au mois d'août 1954 ; l'accord d'assistance sur la construction de l'usine métallurgique d'Hélouan signé le 11 août 1960.

¹⁹ *CPR*, 23 décembre 1958.

construction du chantier naval d'Alexandrie a-t-elle été acceptée par les autorités égyptiennes ²⁰, mais l'élan et l'enthousiasme de 1958 sont définitivement brisés.

Il est intéressant de noter que la part soviétique dans l'ensemble de l'industrialisation de l'Égypte se révèle bien moins importante qu'on ne pouvait le croire en 1958. Le D^r Aziz Sidky, ministre de l'industrie de la RAU à l'époque, a brossé un tableau détaillé de la participation des pays étrangers à la réalisation des projets d'industrialisation, Syrie comprise. Les statistiques qu'il a citées ont été publiées par le *Middle East Economist*, en mai 1961 :

La participation étrangère aux projets d'industrialisation de la RAU ²¹

Etats	Nombre de projets	Valeur des contrats passés (en livres égyptiennes)
Union Soviétique	53	46 889 154
Allemagne Orientale	23	6 508 006
Tchécoslovaquie	13	3 565 760
Hongrie	1	100 000
Chine Populaire	1	180 000
Etats-Unis	28	10 018 341
Pays-Bas	8	728 441
Italie	28	19 534 902
Japon	11	3 920 541
Allemagne Occidentale	76	53 890 272
Belgique	2	310 350
Suède	6	516 620
Suisse	23	4 202 082
Autriche	5	195 750
Grande-Bretagne	19	5 615 370
Irlande	8	194 000
France	1	200 000
Total	306	156 569 589

Le haut-barrage d'Assouan constitue avec les aciéries de Bhilai aux Indes, la réalisation la plus spectaculaire dans laquelle l'Union Soviétique ait assisté un pays du Tiers-Monde. Certes, ce barrage présente une importance toute particulière pour l'Égypte, en augmentant la surface de ses terres arables d'une façon considérable et en offrant du travail à des milliers de chômeurs égyptiens pendant de longues années, mais les prises de position, les hésitations, les événements politiques qui emplissent son histoire, retiennent tout autant l'intérêt.

²⁰ CPR, 19 janvier 1959.

²¹ *The Middle East Economist* (Cairo), mai 1961, p. 234. 2,80 dollars américains valent à cette époque 1 livre égyptienne.

Juste après l'affaire de l'armement qui marque l'entrée de l'URSS sur la scène proche-orientale et à la suite de prétendues ouvertures faites par les dirigeants égyptiens à Moscou, le gouvernement soviétique s'est montré prêt à entreprendre les travaux afin de construire un haut-barrage dans la vallée du Nil, près d'Assouan, et a offert dans ce but, un crédit de 200 millions de dollars à 2 % d'intérêt, pour une durée de trente ans, payable par des livraisons de coton et de riz²². En même temps que l'offre soviétique parvenait au Caire, le gouvernement égyptien a engagé des pourparlers avec les puissances occidentales et la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement. Selon les rapports de l'AFP publiés dans la presse libanaise, il est question d'un crédit américain de 200 millions de dollars, dont une partie comme don, et d'un crédit du même montant accordé par la Banque, avec la participation éventuelle de plusieurs pays occidentaux, entre autres, le Royaume-Uni²³. Toutefois, les négociations qui traînent en longueur pendant tout l'hiver 1955-1956, ne peuvent aboutir à un accord. Les crédateurs, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, les autres puissances occidentales et la Banque Mondiale insistent, selon Simon Michau, correspondant de l'AFP à Washington, pour que l'institution internationale puisse contrôler l'emploi des crédits pour le projet et les travaux prévus par les parties contractantes, ainsi que la politique monétaire et économique, et plus particulièrement les finances du gouvernement égyptien ; on veut ainsi s'assurer qu'une inflation ne suivra pas l'opération et que toutes les mesures seront prises pour que le gouvernement du président Nasser puisse tenir ses obligations annuelles de remboursement.

Bien que de telles conditions puissent être jugées raisonnables du point de vue occidental en tenant compte de l'envergure des travaux projetés, il est clair que le gouvernement de Nasser ne peut y consentir. D'autant plus que cette première condition a été assortie d'une seconde selon laquelle les puissances occidentales et la Banque exigent que l'Egypte leur cède le droit d'adjuger les travaux à des entreprises de leur choix. Cette manière arbitraire d'attribution des contrats et cette privation de ses compétences ne sont pas acceptables pour le gouvernement égyptien²⁴. Le nationalisme arabe triomphant, un pays souverain et fier de son indépendance récemment acquise ne saurait se soumettre à une telle humiliation ; la rupture des négociations est inévitable. En nous tournant vers le passé, il semble pour le moins curieux que les Occidentaux aient pensé pouvoir imposer à l'Egypte des conditions tellement humiliantes dans le contexte politique surchauffé du Proche-Orient de 1955-1956. La seule explication de cette attitude occidentale semble être l'espoir de briser la puissance de ce représentant du nationalisme intransigeant qu'était le président Nasser. Une lecture attentive de la presse occidentale de l'époque nous autorise à tenir cette supposition pour vraie. La position ferme du Caire a été certainement encouragée par les Soviétiques et leur offre a assuré l'alternative ; néanmoins, les rumeurs persistent selon lesquelles l'Egypte aurait préféré un financement occidental du barrage²⁵.

En été 1956, les bruits les plus divers circulaient autour du problème du barrage d'Assouan. Même des sources généralement bien informées comme les agences AP, Reuter, et AFP, ont annoncé que le ministre des Affaires étrangères, Chepilov, à l'occasion de sa visite en Egypte en juin 1956, aurait offert tout le financement nécessaire à la réalisation du barrage, c'est-à-dire 1 milliard 200 millions de dollars, à 2 % d'intérêt²⁶. Il ne fait pas de doute que cette somme astronomique n'aurait jamais pu être négociée entre les interlocuteurs égyptiens et soviétiques. Il est aussi certain que dans les discussions, à cette époque, entre le gouvernement égyptien, les puissances occidentales et la Banque Mondiale, on ne parle plus du montant avancé auparavant, mais de celui de 100 à 130 millions de dollars. Les informations concernant l'offre russe ont été démenties plus tard et l'accord conclu au même moment entre l'URSS et Israël, portant sur des exportations de pétrole russe payables en produits agricoles et industriels israéliens, a choqué l'opinion publique et les leaders arabes²⁷.

Le 19 juillet 1956, les Etats-Unis annoncent officiellement qu'ils retirent leur offre faite précédemment à l'Egypte. Cette offre concerne le financement d'une partie des dépenses de construction du haut-barrage

²² Voir, par exemple, la déclaration faite par l'ambassadeur soviétique à New York le 17 octobre 1955. Kawan, *op. cit.*, p. 195.

²³ AW, 9 décembre 1955.

²⁴ AW, 6 janvier 1956.

²⁵ AW, 20 juin 1956.

²⁶ AW, 20 juin 1956.

²⁷ AW, 19 juillet 1956.

d'Assouan. Le Royaume-Uni a suivi son allié le 20 juillet. On peut donc prévoir que l'Union Soviétique va prendre la relève et accorder, avec une publicité retentissante, son assistance à la construction du barrage. Ce serait méconnaître la maîtrise de la diplomatie russe. Elle a su encore mieux exploiter la situation. On peut supposer que le président Nasser a obtenu l'approbation russe avant qu'il en ait informé le monde, dans son fameux discours d'Alexandrie sur la nationalisation du canal de Suez. Ce geste, par lequel il a répliqué au refus occidental, a beaucoup mieux servi les objectifs russes qu'une offre spectaculaire pour le financement des travaux du barrage. D'où les prises de position inopinées et les réfutations soviétiques : la déclaration de Chepilov à Moscou le 22 juillet, lorsqu'il a expliqué publiquement que l'URSS ne pensait pas au financement du haut-barrage, mais serait prête à contribuer aux autres projets de développement du gouvernement égyptien²⁸. Les déclarations de l'ambassadeur soviétique au Caire, Kiselev, ont créé — peut-être intentionnellement — beaucoup de confusion, car ce dernier ne veut pas reconnaître un refus net de la part de son gouvernement, mais insiste sur la validité des promesses russes dans l'avenir²⁹. Par lui, Moscou est en contact permanent avec Nasser pendant ces jours agités et l'ambassadeur russe a été reçu par le chef du gouvernement du Caire à plusieurs reprises en l'espace de quelques jours.

La crise de Suez et les développements qui ont menacé le monde d'une conflagration générale relèguent le problème de la construction du haut-barrage d'Assouan à l'arrière-plan. Il n'est entré dans l'actualité internationale qu'en été 1958.

Le gouvernement du Caire projette plusieurs étapes dans la réalisation de ce travail gigantesque et ses experts estiment que la première étape durera quatre ans en absorbant 112 millions de livres égyptiennes du total des dépenses prévues, dont 37 millions en devises étrangères. Le crédit soviétique a couvert exactement cette somme. Selon l'accord annoncé le 24 octobre 1958, ce crédit porte sur 400 millions de roubles, soit 37,5 millions de livres égyptiennes, à un intérêt de 2,5 %. Le crédit doit être remboursé pendant une période de douze ans, mais le remboursement devra commencer seulement lorsque les travaux de la première étape achevés, l'Égypte jouira déjà des premiers fruits de la construction (2 millions de feddans additionnés à ses terres arables et son revenu national accru de 35 %). Naturellement, comme pour les autres crédits, l'Égypte payera avec ses propres produits.

Pendant la crise soviéto-nassérienne de 1958-1959, les travaux n'ont pas avancé beaucoup. A partir de l'automne 1959 ils ont pris une certaine ampleur, mais n'ont pas progressé au rythme prévu³⁰. Le gouvernement soviétique a donc dépêché sur place, en vue de trouver un meilleur arrangement, le ministre soviétique de la construction des stations génératrices, Ignatij Novikov, qui a assisté, officiellement, à la célébration de la fin de la première année des travaux du barrage. La conclusion de Novikov, qui demeura une dizaine de jours en Égypte, a été que la construction devait se faire en une seule étape ; que les étapes prévues par les experts égyptiens devaient être réalisées parallèlement. Pour cette raison, il a proposé de conclure un nouvel accord par lequel l'URSS ouvrirait de nouveaux crédits afin de rendre possible le commencement des travaux prévus pour la deuxième période³¹. L'affaire a été vite réglée ; l'accord fut conclu pendant le séjour même de Novikov en Égypte, par un échange de lettres entre Khrouchtchev et Nasser³².

Aux termes de la communication officielle, la RAU a accepté l'offre russe concernant un nouveau crédit pour la totalité de la construction du haut-barrage d'Assouan³³. Les dépenses prévues pour la deuxième étape ayant été de 130 millions de livres égyptiennes, dont 90 millions en devises étrangères, l'Union Soviétique s'est engagée à couvrir cette dernière somme. Les conditions stipulées par l'accord sont les

²⁸ *AW*, 23 juillet 1956.

²⁹ *AW*, 24 et 25 juillet 1956. D'ailleurs, Kiselev a eu deux longues conversations pendant ces jours avec le président Nasser.

³⁰ Fait significatif : encore en été 1961 un accord a été signé entre l'URSS et l'Égypte en ajoutant 11 millions de roubles de crédit aux frais de la première phase de construction du barrage et fixant à 570 le nombre des techniciens soviétiques qui devaient y travailler. *Pravda*, 4 août 1961. Selon l'*Arab Observer*, 4 juin 1962, p. 8, jusqu'à la fin d'avril 1962 près de 33 millions de livres égyptiennes ont été dépensées au cours des travaux effectués sur le barrage d'Assouan.

³¹ *CPR*, 21 janvier 1960.

³² La lettre de Khrouchtchev est datée du 15 janvier, celle de Nasser du 17. *CPR*, 20 janvier 1960.

³³ *CPR*, 14 et 19 janvier 1960.

mêmes que celles concernant le premier crédit, à l'exception de deux clauses. D'abord, l'URSS insiste, en tenant évidemment compte des raisons économiques, pour que la construction se fasse en une seule étape, la deuxième étape primitivement prévue étant partiellement télescopée dans la première ; en second lieu, la période de construction est raccourcie et fixée à sept ans. Selon les experts, les travaux de la deuxième étape ne peuvent être commencés avant 1962 ; toutefois, les générateurs de la station électrique fourniront du courant (1,5 milliard Kwh selon *Al-Goumhourija*) déjà à la fin de 1964 ou au début de 1965.

La Syrie

Avant 1957, les relations économiques entre la Syrie et la Russie soviétique n'étaient pas très importantes, malgré l'excellente coopération politique des deux pays depuis 1955. Cependant, la politique extérieure du gouvernement nationaliste, a suscité une série de problèmes et de difficultés économiques. Tout d'abord le commerce avec la France et la Grande-Bretagne, pays qualifiés par le gouvernement d'« agresseurs », et avec qui il a rompu les relations diplomatiques pendant la crise de Suez, a décliné dans une très grande mesure. Ce déclin a été d'autant plus grave que la récolte s'est avérée exceptionnellement bonne et que la Grande-Bretagne et la France étaient parmi les meilleurs acheteurs des produits agricoles syriens. Puis, par le sabotage des oléoducs de l'Irak Petroleum Company, résultat de la guerre de Suez, la Syrie s'est trouvée non seulement privée de pétrole mais aussi d'une partie de ses revenus. Les pertes en redevances provenant de l'IPC n'ont pourtant pas été aussi grandes qu'on a pu le penser, car sur les 6.5 millions de livres syriennes à verser 4.89 millions avaient été versés à la date du 2 novembre, donc avant l'interruption des activités de la société. Néanmoins, l'arrêt de l'activité pétrolière réduisit au chômage environ 3000 employés de l'IPC. Finalement, des difficultés budgétaires se sont manifestées et ont rendu précaire la position du gouvernement ; la mobilisation syrienne a coûté fort cher et, en outre, la Syrie a accordé, pour les raisons politiques que l'on sait, une aide de 2,5 millions de livres égyptiennes à la Jordanie. Aussi dès 1955, la Syrie projette différentes réalisations en vue de son développement économique. Trois projets tiennent particulièrement à cœur aux dirigeants syriens : la modernisation du port de Lattaquié, la construction d'un réseau de communications, et le projet Ghab. Ces réalisations devaient s'étaler sur une période de sept ans et leur budget était de 659 500 000 livres syriennes. Tout d'abord, le pays s'est adressé à l'Export-Import Bank des Etats-Unis pour une assistance financière, mais la banque posa les habituelles conditions inacceptables aux pays arabes. Ensuite, le gouvernement syrien présenta une requête à la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement, en demandant un crédit de 30 millions de dollars. L'institution internationale a hésité à approuver les projets envisagés, et, comme d'habitude, a voulu que la Syrie adjuge les contrats pour les travaux uniquement à des entreprises appartenant à ses propres Etats membres, ce qui aurait signifié l'exclusion des Etats du bloc socialiste. Considérant cette condition comme portant atteinte à sa liberté économique, la Syrie a rompu les négociations³⁴.

Elle a cherché au cours de 1957 à développer ses contacts commerciaux avec les pays du bloc socialiste ; le *Commerce du Levant*, journal économique libanais jouissant d'une certaine autorité, constate que « l'Est s'est montré un partenaire excellent, absorbant les excédents syriens de coton et de céréales, fournissant des matériaux avec des facilités de crédit appréciables ; ce qui ne l'a pas empêché de tirer un avantage certain de la nouvelle coopération qui a vu le jour sous le ciel oriental³⁵ ». Il est vrai qu'à partir de l'été 1957 les relations syriennes avec les pays du bloc socialiste ont atteint les proportions d'une telle dépendance que cela choque non seulement les observateurs occidentaux, mais aussi un grand nombre de leaders nationalistes arabes.

³⁴ AW, 12 septembre et 5 décembre 1957. Selon une autre source, l'institution financière internationale a approuvé les projets de l'aménagement de l'Euphrate, de la construction des barrages ainsi que celui de la construction de la ligne Lattaquié-Kamichli, mais a refusé les crédits nécessaires à cause du manque de capitaux de contrepartie. KAWAN, *op. cit.*, p. 266. Il faut remarquer que lors du débat sur la ratification du traité syro-soviétique, le ministre des Travaux publics, Kayali, a insisté sur les efforts que le gouvernement syrien a déployés pour trouver des fonds tant auprès de la Banque Mondiale qu'en Italie, en Suisse et en Belgique ; de même il a souligné la gravité du dilemme qui s'est posé ensuite au gouvernement : accepter l'aide soviétique ou abandonner les grands projets. KAWAN, *op. cit.*, pp. 266-267.

³⁵ AW, 22 août 1957. *Le Commerce du Levant* a aussi publié la répartition du crédit à différents projets.

En juillet 1957, une délégation syrienne dirigée par Chaled el-Azm, ministre de la Défense, s'est mise en route pour Moscou afin de négocier une aide militaire russe et de présenter une requête de crédit et d'assistance au nom de son gouvernement. La délégation a obtenu entière satisfaction en ce qui concerne l'armement ; il est, toutefois, certain que la mission d'el-Azm s'est soldée par un échec partiel quant au reste. Il sollicite de l'URSS un crédit exagéré : un milliard ou un milliard 300 millions de livres syriennes, donc 320 millions à 400 millions de roubles. Le gouvernement soviétique refuse d'accorder un tel montant, mais se montre prêt à mettre à la disposition de ses interlocuteurs la somme de 400 millions de livres (125 millions de roubles)³⁶. Il est plus que probable que des raisons économiques se sont trouvées à la base de cette décision ; peut-être a-t-on douté, aussi à Moscou, du bien-fondé des projets syriens. Néanmoins, les allégations de certains journaux libanais, *Al-Hayat* et autres³⁷, selon lesquelles l'URSS avait posé comme condition de son aide la constitution d'un gouvernement syrien à majorité communiste, ne peuvent être qualifiées que de fantaisistes. Une telle attitude aurait été tout à fait hors de la ligne de la politique suivie jusqu'alors par les dirigeants russes. Naturellement, il était impossible à la mission el-Azm de mener à terme toutes les négociations concernant les détails des projets financés par l'assistance soviétique. Le traité conclu le 6 août n'est qu'un accord de principe pour une coopération économique dont les modalités devaient être précisées ultérieurement. L'accord de coopération économique et technique syro-soviétique est finalement signé le 28 octobre 1957 à Damas³⁸ et les instruments de ratification échangés le 20 décembre à Moscou. L'annexe de l'accord comprend la liste des projets et des travaux, dix-neuf en tout, qui bénéficieront de l'aide technique soviétique, formant « une unité indivisible ».

L'URSS alloue à la Syrie, selon l'article 5, un crédit — probablement la contrepartie en roubles du montant déjà prévu dans le traité d'août, 400 millions de livres syriennes — à 2,5% d'intérêt, et pouvant être utilisé pendant sept ans³⁹. Le remboursement s'effectuera en douze annuités à partir de l'année suivant l'utilisation de chaque tranche du crédit. Comme certains travaux nécessitent une durée de sept ans, on peut dire que l'amortissement s'étendra dans certains cas sur dix-neuf ans. Le remboursement se fera soit en marchandises syriennes, soit en devises librement convertibles. L'accord stipule aussi que les matériaux et équipements à livrer par l'URSS feront l'objet de contrats spécifiques où les prix seront fixés « suivant le barème des prix pratiqués sur les marchés mondiaux ». En outre, au début de chaque année, un protocole spécial fixera la nature, la quantité et les délais de livraison des marchandises syriennes à fournir à titre de remboursement.

Il n'y a pas de rapports ou de statistiques sur le nombre de projets du gouvernement syrien qui ont été mis en œuvre au cours des années suivantes, avec l'aide soviétique. Certes, la création de la RAU a exigé une période d'adaptation, et quelques projets primitivement envisagés ont dû être abandonnés⁴⁰. Une série d'informations paraît en 1959 dans la presse concernant la signature d'accords partiels entre l'URSS et la région septentrionale de la RAU, et visant à la réalisation de projets individuels ayant fait partie de l'accord-cadre de 1957⁴¹. En 1960-1961 suivent quelques déclarations et des signatures de protocoles. Il est curieux cependant qu'on parle toujours des mêmes projets : barrage de l'Euphrate, chemin de fer Hamichli-Lattaquié, etc., on peut donc se demander, à juste titre, si quelque chose a vraiment été réalisé entre temps⁴².

³⁶ AW, 29 juillet et 1^{er} août 1957.

³⁷ AW, 29 juillet 1957.

³⁸ Texte complet publié par *Le Commerce du Levant* du 30 octobre 1957 ; texte abrégé par AW, 31 octobre 1957.

³⁹ Toutefois, concernant le montant du crédit, une incertitude règne. Certains l'ont estimé à 60 millions de livres sterling, *The Economist*, 31 août 1957, p. 690 ; d'autres à 200 millions, *ME Journal*, hiver 1958, p. 92. Voir aussi AW, 22 août 1957 et la déclaration d'al Kallas du 6 novembre 1957. *CPR*, 7 novembre 1957. La différence des calculs pourrait aussi découler du fait que les uns additionnent les crédits économiques à ceux servant aux achats d'armes, les autres non.

⁴⁰ *Al Nahar*, de Beyrouth ; AW, 30 décembre 1958.

⁴¹ *CPR*, 21 février et 14 septembre 1959.

⁴² Déclaration de l'ambassadeur soviétique au Caire à *Al Ahrām* concernant le financement de la première phase de construction du barrage de l'Euphrate, *CPR*, 26 mars 1960 ; accord sur la ligne ferroviaire de Lattaquié-Kamichli, *CPR*, 8 août 1960 ; échange des instruments de ratification de l'accord de 1957, AW, 4 janvier 1961, etc.

L'Irak

Après la révolution de 1958 qui a renversé le régime de Nouri Said, l'Union Soviétique s'est montrée naturellement prête à venir en aide à ce pays, soutien potentiel de la politique neutraliste au Proche-Orient, ou éventuellement prototype de ce qu'on a appelé plus tard « démocratie nationale ». Déjà en octobre 1958 un accord économique a été signé entre les deux pays⁴³. Quatre mois plus tard, le Docteur Ibrahim Kubbah, ministre des Affaires économiques du régime Kassam, a pris le chemin de Moscou, d'où il revint avec un accord de coopération économique et technique portant sur 550 millions de roubles, crédit accordé par la Russie à son nouveau partenaire et protégé⁴⁴. Au début de l'été 1960, l'URSS a complété ce crédit d'un montant de 180 millions de roubles⁴⁵.

Dans quelle mesure les travaux ont-ils avancé ? Ceci est, comme dans les autres cas, assez difficile à établir. Selon les informations de l'Agence TASS⁴⁶, il est certain que, jusqu'au début de 1961, certains projets ont été réalisés, tels la construction de plusieurs centres d'entretien et de distribution de machines agricoles dans la campagne irakienne, l'organisation et la mise en marche de fermes d'Etat pour la culture du coton et du riz ainsi que de plantes médicinales. Les travaux préparatoires pour différents projets d'irrigation, de drainage et de stations génératrices de courant, ainsi que la prospection géologique auraient également fait des progrès considérables.

Mais tout ne va pas pour le mieux dans la coopération soviéto-irakienne. En août 1960, des informations paraissent dans la presse irakienne et occidentale selon lesquelles les organes dirigeants de l'économie nationale ne sont pas du tout satisfaits du travail accompli par les experts soviétiques, l'*Al Bayar* de Bagdad reproche aux experts de n'avoir pas fourni les estimations nécessaires sur le prix des machines et d'équipements indispensables à l'exécution du plan de développement ; de cette façon, les autorités compétentes n'ont pas pu comparer les prix soviétiques avec ceux du marché mondial. Le correspondant du *Daily Mail* relate en détail les fautes commises par les techniciens, médecins russes, etc. ; il constate que l'éclipse du Parti communiste en Irak et l'évolution politique en général n'ont rien à voir avec ces faits, qui découlent uniquement de l'incompétence du personnel envoyé dans le cadre de l'assistance soviétique⁴⁷.

Le Yémen

L'accord commercial conclu le 8 mars 1956 entre l'URSS et le Yémen, présente certains aspects d'assistance. Les Soviétiques s'engagent à fournir des usines complètes et l'assistance économique, entre autres, aux travaux de modernisation du port de Hodeida.

Un véritable accord de coopération et d'assistance a été conclu à la fin de l'année 1959⁴⁸, portant sur un crédit de 80 millions de roubles. Le Yémen ne paie pas d'intérêt, le remboursement a été prévu par annuités, étalées sur une longue période. Les Soviétiques se sont engagés à fournir, pour ce montant, de l'équipement agricole, à assister le gouvernement yéménite dans la réalisation des projets d'irrigation, et pour le quart du crédit accordé, à construire des barrages dans les hautes montagnes du Yémen afin de retenir les eaux torrentielles de la saison pluvieuse au profit du système d'irrigation. (La création de ce système est essentielle pour les cultures de coton, de tabac, etc.) Le port de Hodeida construit avec l'assistance soviétique a été solennellement remis au gouvernement yéménite par les autorités soviétiques le 2 avril 1961⁴⁹.

⁴³ 11 octobre 1958. *Al Ahram*, 12 octobre 1958 ; *CPR*, 12 octobre 1958.

⁴⁴ *Al Ahram*, 17 mars 1958 ; *CPR*, 17 mars 1958 ; *AW*, 18 mars 1958.

⁴⁵ *AW*, 1^{er} juin 1960.

⁴⁶ *Kommunist Tadjikistana*, 18 mars 1961.

⁴⁷ Concernant les informations transmises par le correspondant du *Daily Mail*, Ralph IZZARD, voir *AW*, 5 août 1960 ; autres nouvelles dans *Al Bayar* par exemple. *AW*, 9 août 1960.

⁴⁸ *Al Ahram*, 15 décembre 1959 ; *CPR*, 15 décembre 1959.

⁴⁹ *Mizan Newsletter*, avril 1961.

Le Liban et le Soudan

Ces deux pays ont des contacts commerciaux avec l'URSS, mais ils n'ont pas conclu d'accords de coopération et d'assistance technique du type égypto-syrien. L'URSS leur a cependant fait des ouvertures ; mais le Liban a refusé les crédits et l'assistance soviétiques⁵⁰, tandis qu'entre 1953 et 1960, le Soudan s'est limité aux négociations sans aboutissement concret⁵¹.

⁵⁰ Selon *Al Nahar*, Kitkejev, l'ambassadeur soviétique, a fait l'offre d'une aide inconditionnelle au Liban en mai 1958, *AW*, 8 mai 1958 ; cette première offre a été renouvelée en novembre, *CPR*, 5 novembre 1958.

⁵¹ *AW*, 8 avril 1958 ; *CPR*, 19 juin 1958. Concernant la prise de position des partis soudanais, *CPR*, 22 juin et 2 juillet 1958 ; demande de ces derniers d'annuler l'accord d'assistance avec les Etats-Unis, *CPR*, 21 octobre 1958. Voir aussi, KAWAN, *op. cit.*, p. 257.

TROISIEME PARTIE

LA NOUVELLE APPROCHE IDEOLOGIQUE

CHAPITRE VII

Nationalisme et bourgeoisie nationale

1. LES SOVIETIQUES ET LE NATIONALISME ARABE

a) Les problèmes posés par l'idéologie naissante du Tiers-Monde

Entre les années 1953 et 1956, une évolution profonde marque la politique soviétique, préparant l'option fondamentale en faveur du nationalisme. Cette option a pris forme et a été sanctionnée au 20^e Congrès du Parti communiste russe au début de 1956. Les leaders soviétiques se sont aperçus assez tôt, à la suite de l'expérience chinoise, et en tout cas après le succès de la révolution égyptienne en 1952, qu'une nouvelle idéologie était en gestation : celle des pays libérés du joug colonial. Ils ont été obligés de prendre position, de l'accepter ou de la rejeter. Cela est devenu plus urgent encore après la Conférence de Bandoeng en avril 1955, qui a, pour la première fois, formulé clairement les vues et les principes du Tiers-Monde. L'ajustement idéologique, reflétant les nécessités politiques, a donc été inévitable.

Le principe concernant la coexistence pacifique n'a pas donné lieu à beaucoup de difficultés. Le Pancha Shila, les Cinq Principes — le respect mutuel de l'intégrité territoriale ; la non-agression ; la non-intervention dans les affaires intérieures des pays ; la reconnaissance de l'égalité des différents Etats, et finalement l'admission du principe de la coexistence pacifique — consignés dans le Pacte sino-indien de juin 1954, ont été ratifiés par le Soviet Suprême dans sa déclaration du 9 février 1955. Il a été établi que ces principes sont conformes à la doctrine léniniste¹.

L'aide aux mouvements nationalistes pose — par sa complexité même — de plus grandes difficultés. Leur accorder un appui sans réserve et inconditionnel semble impossible, car, comme l'académicien Joukov l'a fait observer, « le mouvement contemporain anti-impérialiste et anti-colonialiste des masses révolutionnaires n'est pas homogène en Asie et en Afrique. Y participent également des personnes qui s'opposent aux mesures révolutionnaires. De plus, d'authentiques agents de l'impérialisme et toutes sortes d'aventuriers s'y rattachent ». Il conclut toutefois qu'« objectivement, ce grand mouvement écrase la domination impérialiste et c'est pour cette raison qu'il est l'expression de la marche en avant de l'histoire ». Les communistes doivent coopérer avec le mouvement nationaliste parce que « dans la lutte commune contre le colonialisme, la coopération des partis et des organismes les plus divers, communistes et nationalistes inclus, n'est pas seulement possible, mais, en effet, nécessaire ». La base de l'appui accordé se trouve, naturellement, dans la tradition léniniste selon laquelle « il est obligatoire pour le prolétariat communiste politiquement évolué de tous les pays, d'accorder une attention particulière au sentiment national, tout spécialement dans les pays qui ont le plus souffert de l'oppression² ».

Si le nationalisme du Tiers-Monde a été accepté avec moins d'enthousiasme que de réserve, la différence entre civilisations et les conséquences qui en découlent devaient susciter beaucoup de controverses. La dispute s'est trouvée placée dans le cadre de l'antagonisme Orient-Occident. L'adhésion de l'Union Soviétique au bloc afro-asiatique à la Conférence de Bandoeng, a soulevé cette question :

¹ DOURDJENEVSKIJ, V. Pjatj principov. *Mejdounarodnaja Jizn* 1956, N° 3, pp. 44-49. Voir aussi le discours de Khrouchtchev à la rencontre de l'amitié des peuples de l'Union Soviétique et de la RAU, le 15 mai 1958. KHROUCHTCHEV, N. S. *For Victory and Peaceful Competition With Capitalism*. Moscou, Foreign Languages Publishing House, 1959, p. 377.

² JOUKOV, E. The Bandung Conférence of African and Asian Countries and Its Historic Significance. *International Affairs*, Moscou, 1955, N° 5, p. 28.

l'URSS appartient-elle à l'Orient ou à l'Occident ? Définissant par ces termes le monde de la civilisation occidentale et le monde dit oriental ou plutôt non-occidental, uni dans sa diversité par cette non-appartenance. Du côté soviétique, le dilemme n'est pas ouvertement admis. Bagramov, l'un des auteurs que ce problème préoccupe, déclare que « l'Occident et l'Orient sont des concepts géographiques qui, en eux-mêmes, ne contribuent en rien à la compréhension du destin de la civilisation mondiale et de l'histoire du développement social³ ».

Il veut démontrer le non-sens du concept occidental d'un Ouest libre et civilisé — face à un Est non civilisé et, en partie, communiste. Il parle avec fierté de la place que l'URSS occupe dans un Orient communiste s'étendant de l'Europe orientale jusqu'à la Chine. Son argumentation trahit néanmoins qu'il a tout à fait changé de perspective. Ses concepts de l'Est et de l'Ouest sont des concepts politiques contemporains et, certainement, éphémères, tandis que le vrai problème est celui de l'appartenance ou non de l'URSS à la civilisation occidentale. En outre, parlant de la civilisation orientale, il l'aborde de toute évidence en observateur, du dehors, et défend la cause des Asiatiques ou des Arabes, en tant qu'Européen.

D'autres auteurs n'évitent pas le problème à la façon de Bagramov et sont beaucoup plus explicites. Pour eux, il y a une grande différence entre les mots d'ordre habituels concernant la supériorité morale des nations orientales en face des colonisateurs occidentaux, et la revendication de l'Orient en ce qui concerne sa supériorité spirituelle sur l'Europe. Ainsi, E. Joukov attaque dans son article sur la Conférence de Bandoeng, les délégués qui, en faisant remarquer « le haut niveau de la culture spirituelle qui caractérise le développement historique des peuples d'Asie », se sont efforcés « d'expliquer d'une manière unilatérale le processus historique contemporain, le revirement d'après-guerre en Asie en particulier, comme étant dû à ce phénomène ». Cet angle, a-t-il constaté, les a amenés à tirer « des conclusions lourdes de conséquences concernant la supériorité spirituelle de l'Orient sur l'Occident⁴ ».

Il est naturel que les critiques émises par les idéologues soviétiques soient dirigées en premier lieu contre les partisans de la doctrine de la non-violence. A côté de Joukov, Potekhin s'est élevé contre cette doctrine, surtout dans les articles où il parle de la conférence du mouvement pan-africain à Accra. Il a dénoncé « l'esprit de non-résistance à la violence qui avait pénétré les déclarations de beaucoup de dirigeants de ce mouvement⁵ ».

La préoccupation la plus profonde des idéologues soviétiques a été la revendication par les nationalistes afro-asiatiques, d'avoir créé, ou de posséder, une idéologie autonome, indépendante et satisfaisant les aspirations des peuples de leur pays. Car la prophétie de Staline ne s'est pas révélée exacte, la Révolution d'Octobre n'a pas réussi à jeter le pont, comme il l'avait prédit en 1918, « entre l'Occident socialiste et l'Orient asservi, en constituant un nouveau front des révolutions qui va des prolétaires de l'Occident, par la révolution russe, aux peuples opprimés de l'Orient, contre l'impérialisme mondial⁶ ».

L'URSS a réussi à réaliser une alliance stratégique et temporaire avec certains pays ou certains groupements du Tiers-Monde, mais elle n'a pas pu surmonter les contradictions qui opposent les hommes appartenant aux différentes civilisations. Au Proche-Orient, les difficultés suscitées par cet antagonisme qui n'est pas dans les catégories de la théorie marxiste-léniniste, apparaissent déjà en 1959. Dans le conflit entre le nationalisme arabe et le communisme en Irak, on retrouve les mêmes éléments : les forces profondes et vraies brisent les alliances politiques éphémères.

b) La notion soviétique du nationalisme et de l'unité arabes

Dans les documents et les divers écrits soviétiques on trouve très rarement l'expression « nationalisme arabe ». En effet, les Soviétiques préfèrent parler du mouvement de libération nationale des peuples arabes,

³ BAGRAMOV, E. Mif protivopolojnosti Zapada i Vostoka. Moskva, Gospol., 1958. *Mizan Newsletter*, 1960, N° 6, p. 9.

⁴ JOUKOV, E., *loc. cit.*, p. 29.

⁵ POTEKHIN, I. Africa Shakes off Colonial Slavery. *International Affairs*, Moscou, 1959, N° 2, p. 88.

⁶ STALINE, J. V. Le marxisme et la question nationale et coloniale. Paris, Editions Sociales, 1949, p. 92.

ou du mouvement pour l'unité arabe. Toutefois, l'expression « unité arabe » a elle aussi un sens particulier, mais très précis. Par ce vocable, on entend l'unité arabe dans la lutte contre les colonialistes. « Les peuples arabes parlent une langue commune, dit K. Ivanov, mais habitent un territoire extrêmement vaste s'étendant sur 5000 km de la côte atlantique de l'Afrique du Nord, jusqu'au golfe Persique et à la mer Arabe. Il y a une trentaine d'Etats arabes différents, des émirats, des sultanats et des territoires encore sous la domination coloniale. Les conditions économiques et politiques, les mœurs et coutumes et le passé de ces divers pays sont différents. Cependant, comme leurs peuples sont tous animés d'un même sentiment patriotique, ils ont ce trait en commun, qui les unit dans leur histoire, leurs pensées et leurs aspirations. Ce facteur d'unité agit sur les différentes classes sociales et les divers groupes politiques, les amenant à poursuivre le même but. Combattre les oppresseurs étrangers, les colonialistes et les envahisseurs qui exploitent cruellement la population arabe, voilà le besoin éprouvé par tous ⁷ ».

Les raisons de l'emploi de ces différentes expressions et de leur connotation particulière s'expliquent par la manière différente qu'ont Soviétiques et Arabes d'aborder les problèmes du nationalisme et de l'unité. Pour les Arabes, le nationalisme est une force émotive qui lie des peuples de même origine, ou ayant une histoire et des traditions communes, qui sont également unis dans leur aspiration à l'indépendance et portent ensemble l'espoir d'un avenir meilleur ⁸. Pour les Soviétiques, la tâche principale du nationalisme arabe est d'affaiblir la position des anciennes puissances colonisatrices ainsi que le système « impérialiste », en général, et d'éliminer l'influence occidentale au Proche-Orient et en Afrique du Nord, en particulier. Le nationalisme arabe ne se justifie en tant qu'idéologie que s'il remplit cette tâche. Donc, il n'a aucune valeur en soi, mais il peut remplir une fonction historique dans la mesure où il prépare les conditions propres à l'avènement du socialisme et l'éventuel rattachement au bloc socialiste des pays se trouvant sous son emprise. L'unité est utile, souhaitable même, si elle constitue un moyen pour atteindre ces objectifs, et si elle facilite la transplantation d'une politique neutraliste et d'une orientation socialiste étatique d'un pays à l'autre. Autrement dit, le nationalisme arabe et les efforts vers l'unité ne sont acceptés que s'ils cadrent avec les intérêts de l'Etat soviétique, à court terme, et avec les objectifs à long terme de la révolution socialiste mondiale ⁹. Sur ce point, l'ancienne et la nouvelle approche soviétique se rencontrent. Leur différence réside

⁷ IVANOV, K. The Middle Eastern Situation. *International Affairs*, Moscou, 1959, N° 1, p. 80. Il constate aussi que « les mots d'ordre populaires d'aujourd'hui concernant l'unité arabe se sont manifestés déjà pendant la conquête coloniale des pays arabes de la péninsule Arabique et de l'Afrique du Nord et ont permis aux peuples d'exprimer leur désir profond de lutter en commun contre les colonialistes turcs, britanniques, français et autres ... C'était dans l'amertume de la lutte anti-impérialiste que l'idée de la liberté nationale et de l'unité avait vu le jour. Ensuite, elle avait pénétré les générations successives qui s'étaient transmis ce symbole, cet idéal de l'indépendance arabe », *loc. cit.*, p. 79. R. Schulz, participant au colloque de Leipzig sur la bourgeoisie nationale, dévoile lui aussi, la conception communiste du nationalisme arabe : « ... certains aspects du nationalisme bourgeois — telle que l'idéologie panarabe est représentée par la République Arabe Unie — retarde la lutte des peuples arabes pour une libération du joug impérialiste. Tout en critiquant et en condamnant les manifestations du nationalisme dominant, nous devons, concernant les pays arabes, accorder notre appui, au moment présent, aux idées progressistes du nationalisme arabe, qui éveillent et développent la conscience nationale des masses, renforcent le front unifié anti-impérialiste et favorisent l'intensification du mouvement de libération nationale des peuples arabes ». *The National Bourgeoisie and the Liberation Movement (Exchange of Views)* (désormais *The National Bourgeoisie*) dans *World Marxist Review*, septembre 1959, N° 9, p. 74. De plus, il est utile de rappeler les interprétations du nationalisme de leurs peuples que donnent les communistes arabes. Chaled Begdache définit clairement, dans un article ce qu'il entend par nationalisme arabe : « L'expérience a démontré que le nationalisme arabe ne peut se transformer en force considérable que dans la lutte des peuples arabes pour leur libération. L'unité arabe a une base réelle. Les Arabes ont une origine commune, parlent une langue commune et possèdent une culture commune ; peu à peu, ils acquièrent aussi les autres traits caractérisant la formation d'une nation ... (toutefois) l'unité des pays arabes dépend de leur libération ». *Two Trends in the Arab Nationalist Movement*, *loc. cit.*, p. 29. Voir aussi *Mizan Newsletter*, N° 4, 1959.

⁸ Voir le compte rendu de Hassanein Heikal sur la visite d'Abdel Hakim Amer en URSS. *Al Akhbar*, 21 novembre 1957 ; *CPR*, 21 novembre 1957. Saied Abdel Kader Hatem, ministre adjoint à la présidence, définit le nationalisme arabe dans une conférence prononcée devant l'Association égyptienne de science politique. « Le nationalisme se fonde, dit-il, sur trois facteurs : une histoire commune, des éléments fondamentaux et un objectif ». Le nationalisme de 80 millions d'Arabes est une réalité et une croyance, ou, selon les paroles du président Nasser que Hatem a cité, « une nécessité stratégique ». *CPR*, 26 janvier 1959.

⁹ Lénine a accordé une attention toute particulière — lisons-nous dans les *Problemy Vostokovedenija* — « à l'étude des destins historiques des peuples d'Orient qui forment la majeure partie de l'humanité et sont appelés à jouer sous la direction de la classe ouvrière, un rôle très important dans la lutte des forces du socialisme contre les forces de l'impérialisme. Les peuples de l'Orient passent de l'état de réserve et d'arrière-front de l'impérialisme à celui de

dans la rigidité d'application de cette conception, dans l'importance donnée à l'un ou l'autre de ces aspects : intérêts à court terme ou prophéties à long terme.

c) L'option fondamentale

L'émancipation des pays du Tiers-Monde a placé l'Union Soviétique devant une option politique et idéologique. Elle devait se décider si elle va soutenir les pays nouvellement indépendants en dépit du fait que la classe ouvrière n'a pas pu s'emparer du pouvoir. Il faut se résigner à accepter ou à repousser le rôle déterminant de la bourgeoisie. Le même problème s'est posé concernant les pays encore sous domination coloniale. Ces pays ont lutté pour obtenir leur indépendance. Ils devaient y accéder, selon toute vraisemblance, en l'espace de quelques années. Les mouvements de libération ayant été généralement dirigés par la bourgeoisie nationaliste, l'agitation sociale révolutionnaire ne peut que retarder leur succès et favoriser les puissances dites colonialistes.

Donc, le choix impératif du début de l'ère post-stalinienne peut être résumé ainsi : l'Union Soviétique doit-elle accorder sa préférence aux mouvements de libération nationale ou aux partis communistes et mouvements d'extrême-gauche luttant pour la révolution sociale ? L'URSS a opté en faveur d'une politique de soutien du grand courant de libération nationale, reléguant, momentanément, la promotion de la révolution sociale au second plan. Cette option a été motivée par les intérêts particuliers de l'Etat des Soviets, et la justification idéologique n'a fait que suivre la décision politique¹⁰ ; elle a permis à l'URSS une entrée retentissante sur la scène proche-orientale, après neuf ans d'absence, et sa présence permanente dans cette région.

La décision des dirigeants de l'époque post-stalinienne n'est pas une décision tout à fait originale. Lénine déjà avait reconnu que dans les mouvements nationalistes des pays opprimés, il y a toujours « un contenu démocratique général » et que les communistes doivent soutenir ces mouvements¹¹. Sa directive à l'Internationale communiste précise qu'elle « doit contracter une alliance provisoire avec la démocratie bourgeoise des colonies et des pays arriérés¹² ». Elle est clairement définie dans ses « thèses sur le mouvement révolutionnaire international » : « Le mouvement révolutionnaire se trouve là (dans les colonies) au stade de la révolution démocratique-bourgeoise, c'est-à-dire au stade de la préparation des conditions préalables à l'établissement de la dictature du prolétariat et de la révolution sociale ... La révolution

puissantes réserves du socialisme ». Za gloubokoje izoutchenij a leninskogo teoreticheskogo nasledija o Vostoke. *Problemy Vostokovedenije*, N° 2, 1960, p. 5. La contradiction entre les points de vue marxiste-léniniste et nationaliste arabe est démontrée avec clarté dans la thèse de doctorat du docteur Hazem Nuseibeh ; « La question du nationalisme n'est pas traitée (par les communistes) comme étant un but désirable en soi, mais seulement comme un moyen de promouvoir les conditions nécessaires à la réalisation, avec succès, du socialisme. Leur programme ne fait aucun effort sérieux — à cause de l'étroitesse de vue ou par une volonté délibérée — pour s'adapter au nationalisme arabe. Il est profondément conscient de l'importance du nationalisme en général ; mais c'est un nationalisme stéréotypé, un phénomène abstrait, sans vie et sans couleur, qui n'est appliqué que d'une manière fortuite et seulement à l'occasion, aux aspirations d'un peuple particulier, habitant sur un territoire géographique défini et partageant un héritage culturel unique. En effet, aucun Arabe ne peut se rallier à une telle idéologie et s'attacher, en même temps, à son arabisme. La croyance communiste est monolithique à tel point que s'y convertir implique beaucoup plus qu'un simple attachement idéologique. Elle s'arroge une emprise totalitaire sur la personne humaine et domine tous les aspects de la pensée et de la foi. Le nationalisme et le communisme ne peuvent pas coexister sous le même toit ; l'un va supplanter l'autre définitivement ». NUSEIBEH, Hazem Zaki, *The Ideas of Arab Nationalism*. Princeton, Princeton University Press, 1956, pp. 176-177.

¹⁰ Walter Z. LAQUEUR écrit : « Le fait qu'il y avait une justification idéologique de la nouvelle ligne d'action et qu'il existait un concept général de l'évolution des choses au Moyen-Orient, est d'un intérêt certain et d'une grande importance. Toutefois, il ne signifie pas que telles ou telles considérations idéologiques ont causé les changements de la politique soviétique moyen-orientale ; ils les ont suivies. L'évolution qui a eu lieu en 1955 peut s'expliquer, sans référence aux schémas idéologiques ». *Soviet Prospects in the Middle East. Problems of Communism*, 7 août 1957, p. 21. Voir aussi ZINNER, Paul-E. *The Ideological Basis of Soviet Foreign Policy. World Politics*, vol. IV, 1952, N° 4, p. 489.

¹¹ LENINE, V. I. *Sotchinenija*, Moskva, Gos-izd-vo polit. lit-ry, 1941, vol. 20, p. 384

¹² LENINE, V. I. *Œuvres complètes*, Paris, Editions sociales internationales, 1928, vol. 25, p. 343.

démocratique-bourgeoise dans les colonies se distingue principalement de celle des pays indépendants par le fait qu'elle est organiquement liée à la lutte pour la libération nationale contre la domination impérialiste. Le facteur national exerce une influence considérable sur le processus révolutionnaire dans toutes les colonies, de même que dans les semi-colonies, où l'esclavagisme impérialiste apparaît déjà sous une forme déguisée et excite les masses à la révolte ¹³ ».

L'ajustement de la politique soviétique aux réalités des pays du Tiers-Monde est aussi une conséquence de la victoire communiste en Chine. Il est évident que l'expérience chinoise a été une excellente leçon pour les dirigeants du Kremlin ; Staline avait été peu disposé à en tirer les conclusions, mais l'équipe post-stalinienne l'a incontestablement fait.

Mao Tsé-Toung a divisé la révolution chinoise en deux phases historiques qui doivent s'accomplir sous la direction du Parti communiste. La première est celle de la nouvelle démocratie, la deuxième celle de la transformation socialiste : « La nature de la société chinoise actuelle étant coloniale, semi-coloniale, semi-féodale, il est clair que la révolution chinoise doit s'accomplir en deux temps. Le premier, c'est la transformation de cette société coloniale, semi-coloniale, semi-féodale, en une société démocratique et indépendante ; le second, c'est le développement de la révolution vers la construction de la société socialiste ¹⁴ ».

En juxtaposant la ligne orthodoxe marxiste-léniniste et la nouvelle approche post-stalinienne, on doit se rendre compte, toutefois, combien l'initiative prise par la politique soviétique après la mort de Staline a été audacieuse et « révolutionnaire ». L'auteur déjà maintes fois cité, E. Joukov, démontre avec clarté les arguments d'ordre politique et évoque les perspectives que la nouvelle approche ouvre à l'action soviétique. Dans une diatribe lancée contre les « dogmatiques » et « sectaires » dans les colonnes de la *Pravda* en août 1960 ¹⁵, il situe l'option fondamentale des Soviets en faveur des mouvements de libération nationale et sa conséquence, la reconnaissance des régimes dominés par la bourgeoisie nationale, dans le contexte de la politique de la coexistence pacifique entre les divers systèmes économiques et sociaux. Il s'appuie sur l'approbation donnée à cette politique par les 20^e et 21^e Congrès, lesquels ont aussi manifesté leur appui aux peuples en lutte pour leur libération nationale et aux pays nouvellement indépendants, et ont rejeté « les notions dogmatiques selon lesquelles la bourgeoisie nationale des pays coloniaux et dépendants s'est partout et toujours employée comme une force réactionnaire, n'étant pas capable de participer à la lutte anti-impérialiste, ni d'y jouer un rôle déterminant ». Joukov reconnaît que dans la plus grande partie des Etats nouvellement indépendants d'Afrique et d'Asie, le régime nationaliste est dirigé par la bourgeoisie nationale, mais ce fait — et on voit clairement que la politique l'emporte sur les considérations idéologiques — « ne peut pas diminuer l'importance de la percée du front impérialiste ».

Il s'oppose aux « doctrinaires » et « gauchisants » qui se permettent de se moquer des mouvements de libération nationale, « lesquels ne s'accordent pas sur les schémas sociologiques habituels et oublient qu'il n'existe pas, dans la nature, des processus révolutionnaires idéalement purs. Il est logique que dans les mouvements de libération nationale, le front des participants soit beaucoup plus large que dans celui d'une révolution sociale ... L'incapacité de comprendre cette multiplicité et une attitude méprisante pour des actions anti-impérialistes entreprises dans des conditions historiques définies, par des éléments dirigeants non prolétariens, sont la manifestation du plus dangereux sectarisme qui mène à une isolation inévitable ». Ce compromis réaliste — continue Joukov — se justifie par le déroulement de l'histoire. La transformation socialiste ne peut être appliquée automatiquement et simultanément à tous les pays. La plupart des Etats récemment libérés sont constitués par une grande majorité de paysans et la tâche principale restera pendant

¹³ *The Communist International, 1919-1943 ; documents*. Selected and edited by Jane Degras (désormais : *International*). London, Royal Institute for International Affairs, 1956, p. 537. Sous-titre : *Thesis on the Revolutionary Movements in the Colonies*. Le point de vue de l'Internationale communiste concorde parfaitement avec celui de Moukhitdinov, qui, au XXI^e Congrès du Parti communiste soviétique, déclara, en parlant des mouvements de libération nationale : « Le contenu anti-impérialiste — c'est le critère principal ». *Pravda*, 31 août 1959.

¹⁴ MAO TSE-TOUNG, *La nouvelle démocratie*. Paris, Editions Sociales, 1951, p. 47. On en revient donc, insensiblement, aux thèses soutenues dès 1920 par les communistes musulmans de Russie, qui dissociaient la libération nationale de la libération sociale. (Voir la théorie et l'activité de Sultan Galiev.) Les Russes, et plus particulièrement Staline, ont confondu, au contraire, et volontairement, les deux mouvements afin d'enlever aux communistes indigènes la direction de la révolution en terre islamique.

¹⁵ JOUKOV, E. Znamjenatel'nyj faktor nasego vremeni. *Pravda*, 26 août 1960.

longtemps la lutte contre les vestiges du féodalisme et non contre le capital. Une longue coopération des ouvriers, des paysans, des intellectuels et de la bourgeoisie progressiste sera donc nécessaire. Les caractéristiques de cette période seront, du point de vue intérieur, la réforme agraire, la création d'une industrie nationale et le développement général du pays. Au point de vue extérieur, l'abrogation des traités limitant la souveraineté et une politique étrangère favorisant la paix et la non-participation à des blocs militaires, constituent la base d'une collaboration fructueuse entre les pays du Tiers-Monde et l'Union Soviétique.

Seuls « les gauchisants petits-bourgeois et les dogmatistes obstinés » peuvent nier « la grande importance historique de la formation d'Etats nationaux en Asie et en Afrique, même si un certain nombre de ceux-ci n'ont pas encore acquis l'indépendance économique et n'ont pas résolu la plupart des problèmes sociaux urgents posés par la vie ». L'existence du bloc communiste puissant assure des chances inestimables aux pays qui ont récemment accédé à l'indépendance. Ils peuvent compter, dans l'élaboration de leur politique économique, sur le marché mondial socialiste. Les Etats socialistes sont prêts à leur accorder les crédits nécessaires pour l'industrialisation. Ils ont un très grand besoin de crédits à des conditions équitables et avantageuses. Par conséquent, de réelles possibilités s'offrent à ces pays de liquider les positions économiques fortes des capitaux étrangers ¹⁶.

Pour l'orthodoxie marxiste-léniniste, c'est la réalité qui doit s'adapter à l'abstraction des préceptes idéologiques. Elle met l'accent sur le côté idéologique, au détriment des intérêts politiques immédiats et concrets de l'URSS. Enfin, elle place les problèmes contemporains dans la perspective de la révolution socialiste mondiale, en traitant la réalité dans ce cadre « eschatologique » à l'instar de Spinoza qui étudiait les phénomènes de ce monde immanent *sub specie eternitatis*. La nouvelle approche — issue de l'évolution récente et conforme à la transformation de la scène internationale — s'affirme beaucoup plus réaliste. Le « dictat » des intérêts concrets l'emporte sur les principes. La perspective lointaine s'estompe, la révolution mondiale se présente comme un but éloigné, tandis que la perspective immédiate sert de cadre aux décisions. D'aucuns prétendent qu'aujourd'hui l'idéologie a perdu de son importance dans la politique soviétique, qu'elle n'est plus qu'une façade ; d'autres prétendent qu'elle en est toujours l'élément décisif. Ni l'un ni l'autre de ces points de vue ne représente la vérité, car il s'agit d'un décalage de perspectives entraînant, il est vrai, un considérable remaniement hiérarchique dans l'idéologie. Naturellement, on peut imaginer que ce décalage entre les deux perspectives, l'immédiate et la lointaine, prépare une crise, dans laquelle la perspective eschatologique, vidée de son contenu, disparaîtra définitivement.

Ainsi, la nouvelle approche idéologique, en réalité, ne diffère pas de l'ancienne dans son évaluation fondamentale de la révolution nationale, mais reconnaît son importance dans la perspective immédiate de l'évolution politique et essaie de l'exploiter dans l'intérêt de l'Union Soviétique. A la faveur de celle-ci, on relègue au second plan les exigences de la révolution sociale, jusqu'au moment où l'identité des intérêts — la lutte contre les puissances occidentales — cessera. Le divorce deviendra alors inévitable. Quand les pays ayant accédé à l'indépendance auront commencé à se construire, le pouvoir central s'attaquera à tous les mouvements d'obédience étrangère cherchant à renverser l'ordre établi. Alors, du côté soviétique et communiste, réapparaîtra la revendication des droits démocratiques, ce qui signifiera le retour à la promotion de la révolution sociale. Ainsi, la rupture entre l'identité des intérêts sera consommée.

Toutefois, cette recrudescence des visées sociales ne se présente pas sous la forme d'un simple retour aux anciennes conceptions. L'importance des mouvements nationalistes est toujours reconnue, mais la revendication des droits démocratiques c'est la revendication de la liberté d'action des mouvements communistes et d'extrême-gauche préparant les conditions favorables à la révolution sociale. La trêve existant depuis le début de la grande vague d'émancipation des pays du Tiers-Monde devrait se transformer en une sorte de coexistence pacifique intérieure, aux modalités différentes selon les divers pays. La doctrine de la démocratie nationale, proclamée à la conférence des quatre-vingt-un partis communistes en novembre 1960 à Moscou, cristallise ce compromis idéologique entre mouvements nationalistes et mouvements révolutionnaires de gauche. On arrive, en fait, à une synthèse de l'ancienne et de la nouvelle approche.

¹⁶ Diskoussija ob ekonomitcheskih i polititcheskih pozittzjah natzional'noj bourzouzazii v stranah Vostoka. *Sovjetskoje Vostokovedenje*, 1957, N° 1 (désormais : *Diskoussija*), p. 181.

2. LES SOVIETIQUES ET LA BOURGEOISIE NATIONALE

L'évaluation du rôle que la bourgeoisie nationale des pays émancipés joue dans la lutte pour l'indépendance est une question à laquelle les théoriciens ou les hommes politiques soviétiques n'ont jamais répondu avec la netteté habituelle d'une idéologie monolithique. Il existe des réponses multiples, orthodoxes ou sectaires, dogmatiques ou réalistes. L'accession de la plupart des anciennes colonies à l'indépendance a rendu une telle évaluation encore plus compliquée. Etant donné la coexistence de « variations sur le même thème », l'analyse de la réponse réaliste donnée par la nouvelle approche post-stalinienne sera précédée de l'analyse des considérations de type dogmatique.

a) La période léniniste

Les thèses de l'Internationale communiste affirment que les partis communistes des pays colonisés ou semi-colonisés doivent lutter contre la démocratie bourgeoise et dénoncer son caractère hypocrite. Elles précisent que les partis ne doivent pas appliquer « des principes formels et abstraits concernant la question nationale, mais entreprendre d'abord une analyse exacte des conditions concrètes, historiques et avant tout, économiques. De plus les partis doivent prêter une attention particulière à la distinction à faire entre l'intérêt des classes opprimées et le concept de l'« intérêt national », qui ne signifie en fait que les intérêts de la classe dominante. Enfin, ils doivent distinguer, avec la même clairvoyance, les nations opprimées et dépendantes, vivant en état d'infériorité par rapport aux nations qui les exploitent ... afin de faire éclater la vérité concernant les mensonges bourgeois démocratiques qui dissimulent le fait de l'asservissement colonial et financier de la majorité de la population mondiale, par une infime minorité de pays capitalistes, riches et développés — phénomène qui caractérise l'époque du capital financier et de l'impérialisme ¹⁷ ». Il faut éviter la fausse distinction entre la démocratie bourgeoise et la domination d'éléments féodaux-bureaucratiques ou féodaux-agrariens. Les mouvements de libération nationale ont obligatoirement un caractère bourgeois, car la grande majorité de la population des pays colonisés est composée de paysans, groupe social caractéristique des relations bourgeoises capitalistes ¹⁸.

Lénine en bon tacticien, avait tendu la main à la bourgeoisie nationale en soulignant qu'on ne doit pas confondre le rôle de la bourgeoisie des pays impérialistes, où cette bourgeoisie est monopoliste et réactionnaire, avec le rôle joué par la bourgeoisie nationale dans les pays dépendants et coloniaux. Là, la bourgeoisie n'a pas encore épuisé ses possibilités révolutionnaires ¹⁹. Il a placé ce phénomène dans le cadre plus large des contradictions internes du capitalisme, en démontrant qu'« il existe deux tendances au sein du capitalisme, concernant la question nationale. L'une d'elles trouve son expression dans le réveil de la vie nationale, dans la lutte des peuples subjugués contre le joug oppresseur, dans la formation d'Etats nationaux. La deuxième s'exprime par la destruction des cloisons nationales et par la création de tous les liens internationaux possibles (économiques, politiques, culturels, etc.) sur la base de l'unité du capital international. La contradiction de ces deux tendances est irréconciliable dans les conditions capitalistes ²⁰ ». En raison de ces considérations, Lénine a propagé l'idée d'un front unifié anti-impérialiste, qui est aussi recommandée par les thèses du 4^e Congrès de l'Internationale communiste. Tandis que pour le monde occidental un front unifié prolétarien est une nécessité historique, constatent ces thèses, « dans l'Orient colonial, le mot d'ordre qui doit être donné actuellement est le front uni anti-impérialiste. Son utilité découle de la perspective d'une lutte prolongée et continue contre l'impérialisme mondial, lutte qui rend nécessaire la mobilisation de tous les éléments révolutionnaires ²¹ ». La bourgeoisie nationale des pays coloniaux

¹⁷ *International*, vol. I, p. 140.

¹⁸ *Ibid.*, p. 385.

¹⁹ LENINE V. I. O natsional'no-osvoboditel'naja bor'ba narodov Vostoka. Dans *Sovjetskoje Vostokovedenije*, 1957, N° 2, p. 4.

²⁰ LENINE, V. I. *Sotchinienija*, Moskva, GIPL, 1948, Tom. 20, p. 11.

²¹ LENINE, V. I. *Selected Works*, 2^e éd., vol. I. Moscou, Foreign Languages Publ. House, 1960, p. 565.

représente le « réveil national des peuples opprimés » ; son rôle doit être reconnu et accepté par les travailleurs. Lénine a établi ce critère politique en déclarant que « si la bourgeoisie d'une nation opprimée lutte contre celle de la nation dominante, nous sommes toujours de son côté, en tous lieux et avec une résolution plus ferme que celle des autres, car nous sommes les ennemis loyaux et déclarés, de l'oppression. Mais si la bourgeoisie de la nation opprimée défend son propre nationalisme bourgeois, nous nous dressons contre elle ²² ».

Au sein de l'Internationale communiste des divergences ont surgi concernant un appui éventuel du mouvement bourgeois démocratique. Elles ont été résolues par un expédient verbal qualifiant les mouvements qui pourraient être soutenus, de « nationaux révolutionnaires ». Ces derniers avaient été considérés comme distincts des mouvements dits réformistes, lesquels s'étaient montrés enclins à collaborer avec les impérialistes, contre les groupements révolutionnaires locaux. En effet, la condition posée pour que ces mouvements « authentiquement révolutionnaires » puissent bénéficier de l'aide communiste n'a pas d'autre but que de permettre au parti de manœuvrer les masses paysannes en faisant miroiter des mots d'ordre révolutionnaires, de les organiser en vue de ses propres objectifs et d'entraîner des groupes d'avant-garde ²³. Les thèses de 1920 font une obligation aux partis communistes des pays sous-développés « de soutenir l'action des mouvements de libération nationale de ces pays » — en tenant toujours compte des conditions locales — mais aussi de mener une lutte acharnée contre ce qui reste de la société féodale, contre l'influence réactionnaire et moyenâgeuse du clergé, des missionnaires, des mouvements pan-islamique, pan-asiatique et autres ²⁴.

La question nationale coloniale doit être considérée comme faisant partie intégrante de la question générale de la révolution sociale et de la dictature du prolétariat. De ce fait, la doctrine du rôle dirigeant du prolétariat dans les révolutions coloniales a été maintenue, bien que cette classe soit presque inexistant dans les pays colonisés. Un auteur — représentant de l'orthodoxie classique — a défini avec une netteté extraordinaire le cadre d'application de ce principe : « La lutte que mènent les peuples des pays coloniaux et dépendants ... se caractérise par la variété des formes et des dimensions dans les divers pays. Cette variété est déterminée individuellement pour chaque pays. Elle est due à la corrélation des forces sociales, au degré de leur développement indépendant, au stade que la conscience révolutionnaire et l'organisation du prolétariat ont atteint, aux succès du prolétariat obtenus dans la lutte pour l'hégémonie au sein du mouvement de libération nationale et pour s'assurer des alliés, la paysannerie avant tout ²⁵ ».

Face aux tacticiens qu'ont été Lénine et son groupe, les radicaux intransigeants de l'Internationale ont considéré comme mouvement bourgeois « authentiquement révolutionnaire » celui qui dirigeait son action non seulement contre l'exploitation bourgeoise étrangère, mais aussi contre l'exploitation intérieure des féodaux indigènes et de la grande bourgeoisie nationale. Selon M. N. Roy, le mouvement révolutionnaire dans les colonies devrait être indépendant des mouvements nationalistes de la classe moyenne. Aussi a-t-il voulu que l'importance de la paysannerie, constituant la base de toute activité populaire, fût plus accentuée ²⁶, sans quoi on ne pourrait pas parler de la lutte des classes, mais d'une rivalité capitaliste : « Les mouvements nationalistes révolutionnaires de ces pays, où des millions et des millions aspirent à la liberté nationale, et qui doivent se libérer politiquement et économiquement de l'emprise de l'impérialisme avant de réaliser le moindre progrès, n'auront aucun succès sous la conduite de la bourgeoisie, » car celle-ci abandonnera et

²² *International*, vol. I, p. 390. Staline a remarqué, dans ce contexte, qu'à « surestimer les possibilités révolutionnaires du mouvement de libération et à sous-estimer l'alliance de la classe ouvrière avec la bourgeoisie révolutionnaire contre l'impérialisme ... c'est une déviation de gauche qui menace d'isoler le Parti Communiste des masses et de le transformer en secte ». STALINE, J. V. *Le marxisme et la question nationale et coloniale*, Paris, Editions Sociales, 1949, pp. 246-247.

²³ *International*, vol. I, pp. 138-139. « L'idée de l'organisation dans la forme des Soviets est simple ; elle peut être appliquée non seulement dans les conditions prolétariennes mais également dans les situations féodales ou semi-féodales des paysans. Les Soviets des paysans, les Soviets des exploités, conviennent aussi aux conditions précapitalistes », disent textuellement les thèses.

²⁴ *Ibid.*, p. 143.

²⁵ MASLENNIKOV, V. O. Roukovodjastchej roli rabotchego klassa v natzional'no-osvoboditel'nom dvijenii kolonialnyh narodov. *Voprosy ekonomiki*, 1949, N° 9, p. 63. Voir aussi l'article de Vatolina dans l'*Izvestia*, le 12 mai 1950, sur le rôle de la classe ouvrière dans la formation de la situation égyptienne.

²⁶ *International*, vol. I, p. 139.

trahira la révolution nationale. C'est alors que les partis communistes prendront la tête du mouvement vers la victoire et mèneront au succès la lutte du peuple ²⁷.

b) La période stalinienne

Dans l'optique stalinienne, les masses laborieuses de l'Orient colonisé souffrent d'une double oppression : le joug imposé par la bourgeoisie étrangère et l'exploitation par leur propre bourgeoisie. Le mouvement de libération nationale n'est donc pas « un front solide des forces nationales ²⁸ ». La bourgeoisie des pays dépendants est divisée en deux catégories : la bourgeoisie nationale et la bourgeoisie réactionnaire. Cette dernière se compose des couches supérieures de la bourgeoisie qui se sont alliées à l'impérialisme et ont trahi les intérêts nationaux de leur peuple ²⁹.

Staline a attribué à la bourgeoisie nationaliste un rôle limité et temporaire ; elle « peut soutenir le mouvement révolutionnaire de son pays contre l'impérialisme à un certain stade de l'évolution et pendant une période déterminée ³⁰ ». L'idéologie de cette bourgeoisie est une sorte de réformisme nationaliste, qui, comme tous les autres réformismes « rejette la voie révolutionnaire qui libère le pays de l'oppression impérialiste. Les réformistes nationalistes dupent les ouvriers, en prétendant qu'il est possible d'arriver à la liberté et à l'indépendance par la réalisation progressive de réformes ³¹ ».

Pour les idéologues de l'ère stalinienne, l'importance des événements qui ont suivi la Deuxième Guerre mondiale se réduit à une sorte de grande impulsion donnée au développement de l'industrie nationale des pays coloniaux et dépendants. La bourgeoisie nationale a non seulement crû en nombre et fortifié ses positions, mais un véritable prolétariat national a été créé. Cette constatation s'applique tout d'abord au Proche- et au Moyen-Orient : « A l'encontre des vœux des impérialistes, l'industrie nationale est devenue récemment plus forte dans beaucoup de pays du Proche- et du Moyen-Orient. Le prolétariat et l'intelligentsia ³² se sont développés, la lutte pour la libération s'est intensifiée, et la crise du système colonial est devenue de plus en plus profonde. La classe ouvrière de ces pays est, elle aussi, entrée dans l'histoire et possède déjà une expérience considérable dans la lutte des classes contre les oppresseurs étrangers et nationaux ³³ ».

²⁷ *Ibid.*, pp. 382-383. En janvier 1921, la session du Comité exécutif de l'Internationale communiste a aussi constaté que les nationalistes bourgeois sont des alliés peu sûrs et dans lesquels on ne peut pas avoir confiance.

²⁸ Verhontzev, S. Vydajan sessija proiz vedenija po natzional'nom voprosom. *Pravda*, 22 mai 1950.

²⁹ *Ibid.* Voir aussi les thèses de l'Internationale communiste, *Documents*, p. 537.

³⁰ STALINE, *Sotchinenija*, t. X, p. 11.

³¹ Maslennikov, *loc. cit.*, p. 67.

³² On emploie le terme « intelligentsia » dans les écrits soviétiques concernant les groupes sociaux différents en Europe, et dans le Tiers-Monde. Il désigne, dans ce dernier, les éléments radicaux qui sont en général jeunes, ont accompli leurs études et sont imbus des notions occidentales. Ce sont ceux qu'on appelait au Proche-Orient, avant la Deuxième Guerre mondiale, les jeunes « effendis ». L'emploi de ce terme nous semble, toutefois, fondé sur une conception idéologique formée en Occident et non adaptée aux réalités du Tiers-Monde.

³³ AKOPJAN, G. Rastant demokratitcheskije sily narodov Bliznego i Srednogo Vostoka. *Pravda*, 27 octobre 1949. Il faut noter l'importance donnée par la propagande soviétique, même en 1954, aux indices en provenance du Proche-Orient et témoignant d'une agitation ouvrière naissante. C'est ainsi que l'attention soviétique a été attirée au début de 1954, par la découverte du premier réseau communiste parmi les ouvriers de l'Aramco. Le journal *Pour une paix durable, pour une démocratie populaire* a publié un long article, le 1^{er} janvier de cette année, analysant la situation des ouvriers de l'Aramco et les conséquences de leurs revendications. L'espoir évident est que l'Arabie Saoudite puisse devenir, dans quelque temps, l'avant-garde du mouvement ouvrier proche-oriental. Aussi, Radio Moscou a-t-elle consacré plusieurs émissions aux événements de Koweït, en particulier au problème ouvrier, car Koweït est une véritable pépinière de cadres ouvriers. Naturellement, cette attention est assortie de fréquentes attaques contre le gouvernement de l'émirat. Dans l'été de 1954, pour la première fois Radio Moscou s'intéresse ouvertement à la situation intérieure du Soudan et tout spécialement à l'agitation ouvrière. Le journal cité ci-dessus publie un article *Sur la lutte des travailleurs du Soudan* le 16 juillet 1954, et Radio Moscou analyse, entre autres, les causes de la grève des ouvriers de l'électricité à Khartoum,

Une seule forme d'organisation étatique et sociale, la démocratie populaire, est concevable pendant la période transitoire qui relie l'époque capitaliste à l'époque socialiste. Elle aura avant tout un caractère anti-impérialiste et antiféodal. Elle assurera l'exécution des réformes démocratiques bourgeoises, réformes essentielles au premier stade de la transformation des structures (par exemple la réforme agraire), ainsi que la démocratisation politique des pays. Les tâches à accomplir par la démocratie populaire sont considérées comme beaucoup plus nombreuses et complexes dans les pays anciennement colonisés que dans les pays plus développés. Pendant cette période transitoire, la bourgeoisie moyenne accordera son appui au nouveau régime et s'unira aux autres forces nationales et populaires, car elle profitera de l'élimination de la compétition étrangère sur le marché intérieur, mais sa collaboration ne durera que peu de temps et elle n'est pas reconnue comme un facteur important dans l'accomplissement des objectifs de la démocratie populaire³⁴.

Le déroulement de la révolution nationale et sociale dans le Tiers-Monde est aussi déterminé par la situation internationale : la division du monde en deux camps, la démocratie et l'impérialisme. Cet état de choses tend à accentuer la lutte des classes, non seulement dans les pays d'Amérique et d'Europe, mais également dans les pays coloniaux et dépendants, où se développe une opposition nette et positive des forces sociales. Le même E. Joukov, qui, après le tournant des années 1954-1955 devient un des porte-parole les plus réputés de la nouvelle approche, présentait en 1949, dans le périodique *Voprosy Ekonomiki*, une appréciation authentiquement orthodoxe de la lutte nationale coloniale, en la situant dans le cadre des événements internationaux de l'après-guerre. « L'impérialisme s'appuie de plus en plus sur la grande bourgeoisie des colonies et semi-colonies, en plus des éléments féodaux et des propriétaires terriens. Epouvantée par la lutte des peuples pour la libération nationale, lutte qui atteint actuellement une phase particulièrement aiguë sous le leadership de la classe ouvrière, la grande bourgeoisie de ces pays, face à l'activité révolutionnaire croissante des larges masses ouvrières, passe maintenant de façon décisive dans le camp de la réaction impérialiste, trahissant ainsi les intérêts de ces pays et de ces peuples ... La propagande bourgeoise nationaliste joue un rôle essentiel dans l'accomplissement des plans cupides des impérialistes. Elle s'acharne, dans l'intérêt de l'impérialisme, à désunir les peuples des colonies et semi-colonies et s'octroie également la tâche de neutraliser le mouvement de libération nationale, le guidant sur le chemin d'un faux nationalisme sous le leadership de la bourgeoisie réactionnaire et des nationalistes réformistes, qui détournent les masses des méthodes et des objectifs révolutionnaires de la lutte ... Le nationalisme bourgeois vise plus particulièrement à empêcher les mouvements de libération nationale des pays coloniaux ou semi-coloniaux de s'aligner sur le camp anti-impérialiste et démocratique. Le nationalisme bourgeois est l'arme idéologique la plus importante qu'utilise le bloc agressif anglo-américain en vue de renforcer le système colonial branlant de l'impérialisme. L'attaque impitoyable de l'idéologie de la bourgeoisie nationaliste et réactionnaire sous ses diverses formes — kémalisme ou gandhisme, sionisme ou pan-arabisme — contribue à accélérer le processus de libération nationale et sociale des peuples coloniaux et dépendants et à faire échouer les desseins de provocation des impérialistes et de leurs agents³⁵ ».

La conséquence pratique de la conception stalinienne est que les Soviétiques n'ont considéré ni l'Inde ni les pays du Proche-Orient comme étant vraiment indépendants, mais comme vivant toujours au stade colonial puisque la bourgeoisie nationale a fait un compromis avec l'impérialisme britannique, par crainte du prolétariat local. L'affranchissement est impossible, tant que l'emprise du capital étranger ne sera pas détruite³⁶.

La plus grande erreur politique découlant de la conception stalinienne, est l'attitude envers le gouvernement Mossadegh, en Iran. Il faut évoquer ici cet événement — bien que les relations soviéto-iraniennes dépassent le cadre de cette étude — car il montre clairement où la politique de l'URSS en est arrivée avec des idées conçues aux dépens d'un réalisme indispensable. La politique de Staline à l'égard de ses voisins proche- et moyen-orientaux a traversé plusieurs phases, comme le constate le professeur Dallin

le 3 août. A la fin de l'année, Bahrein occupe une place particulière dans les émissions radiophoniques à cause des deux grèves qui y ont eu lieu (les 10 et 25 décembre 1954).

³⁴ Joukov, E. *Voprosy natsional'no-kolonial'noj bor'by poslje vtoroj mirovoj vojny. Voprosy ekonomiki*, 1949, N° 9, pp. 54-61. Voir aussi les thèses de l'Internationale sur les mouvements révolutionnaires.

³⁵ Ibid.,

³⁶ Voir l'étude dans *Doklady Akademij Nauk SSSR*, 1960, N° 3.

dans son analyse sur l'attitude soviétique face à Mossadegh³⁷. Mais à la fin de son « règne », il s'attache de plus en plus à sa propre orthodoxie. Les classes capitalistes des pays sous-développés, donc la bourgeoisie nationale également, ne constituent pas des alliés sûrs dans la lutte anti-impérialiste. Ce sont des traîtres virtuels. Seule la classe ouvrière peut mener le combat sous la conduite du Parti communiste. Mossadegh est la personnification de ce nationalisme douteux et Staline n'a pas accordé à son régime le soutien qu'il fallait. La politique soviétique officielle ainsi que l'activité du Parti Tudeh en Iran démontrent que Moscou a voulu discréditer le bourgeois nationaliste Mossadegh auprès de l'Occident et aux yeux de son peuple. Les Soviétiques lui ont donné le coup de grâce en l'abandonnant au moment où il n'avait que l'appui des communistes et des organisations d'extrême-gauche.

c) Le maoïsme

L'argumentation de Mao Tsé-Toung est certes analogue à celle de Lénine, mais elle a été enrichie par l'expérience de la réalité chinoise, profondément différente des conditions existant en Russie en 1917. Les conditions chinoises sont proches de celles rencontrées dans les pays récemment libérés. La bourgeoisie nationale possède, selon Mao, une « idiosyncrasie dualiste³⁸ » qu'il décrit de la façon suivante : « Du fait que la bourgeoisie chinoise est une bourgeoisie coloniale ou semi-coloniale opprimée par l'impérialisme, elle garde, même à l'ère impérialiste, dans une période donnée et dans un degré donné, un caractère révolutionnaire dressé à la fois contre l'impérialisme étranger et contre le gouvernement de son propre pays ... Aussi peut-elle s'allier au prolétariat et à la petite bourgeoisie contre ses ennemis. C'est la différence entre la bourgeoisie chinoise et la bourgeoisie de l'ancien empire russe. L'impérialisme de l'ancien empire russe, militariste et féodal peut être qualifié d'envahisseur. Aussi la bourgeoisie russe n'avait-elle pas un caractère révolutionnaire et le rôle du prolétariat était de se dresser contre cette bourgeoisie et non de s'allier à elle ... La bourgeoisie chinoise est une bourgeoisie coloniale ou semi-coloniale, de ce fait, sa faiblesse économique et politique est extrême. Elle en a tiré un autre caractère : c'est l'esprit de compromis avec les ennemis de la révolution ... D'une part, le caractère révolutionnaire, de l'autre, l'esprit de compromis : voilà les deux visages de la bourgeoisie chinoise ... Quoi qu'il en soit, le prolétariat, les paysans, les intellectuels et la petite bourgeoisie constituent la force principale qui déterminera la destinée de la nation³⁹ » C'est pourquoi la révolution démocratique au cours de laquelle une partie de la bourgeoisie s'est alliée au prolétariat, aux paysans et aux intellectuels, ne peut être dirigée que par l'avant-garde des masses, le Parti communiste.

Selon Mao, la grande bourgeoisie (dans la terminologie soviétique la « compradore » bourgeoisie), composée des trafiquants au service des capitalistes étrangers et liés aux éléments semi-féodaux des districts ruraux, est aussi divisée en plusieurs groupes, suivant les liens la rattachant aux diverses puissances impérialistes. Lorsque ces puissances se confrontent, par groupes interposés, dans la vie intérieure d'un pays, cette division permet à certains de ces groupes de la grande bourgeoisie de remplir une fonction utile. Ainsi, au moment d'une révolution qui vise le renversement du régime soutenu par l'une de ces puissances extérieures, les fragments grand-bourgeois rattachés aux autres puissances peuvent, dans une mesure limitée et pendant quelque temps, participer à la révolution anti-impérialiste, toujours aux services de leur maître⁴⁰.

³⁷ DALLIN, D. J. *Soviet Foreign Policy After Stalin*, p. 206. Voir aussi WHEELER, Geoffrey, *Russia and the Middle East. Political Quarterly*, 4 juin 1957, pp. 132-133.

³⁸ MAO TSE-TOUNG, *op. cit.*, p. 28.

³⁹ *Ibid.*, pp. 54-55.

⁴⁰ *Ibid.*, p. 27.

d) La conception post-stalinienne

Le dilemme, dont les dirigeants soviétiques se trouvent prisonniers au début de l'ère post-stalinienne, est tranché par la décision historique de donner la priorité à la révolution nationale aux dépens de la révolution sociale. Cette attitude se manifeste par la reconnaissance du rôle de la bourgeoisie nationale, reconnaissance qui justifie le soutien accordé aux Etats sous son leadership. Cette innovation capitale du marxisme-léninisme signifie, en d'autres termes, que l'Union Soviétique et le prolétariat mondial se sont alliés à la bourgeoisie de certains pays dans une offensive contre la bourgeoisie d'autres pays, ceux-ci impérialistes, bien entendu⁴¹. A première vue, cette décision semble suivre certains énoncés de Lénine qui a affirmé la nécessité de coopérer avec la bourgeoisie nationale des pays dépendants et colonisés. Toutefois, la différence fondamentale entre ce point de vue léniniste et l'approche de la nouvelle équipe poststalinienne réside dans le fait que cette dernière a étendu son appui à des gouvernements bourgeois nationalistes de pays qui ont accédé à l'indépendance à une époque où le prolétariat et la paysannerie peuvent déjà prétendre au pouvoir et commencer la transformation socialiste de la vie politique et économique du pays.

Cette concession idéologique favorise le réalisme politique. Elle n'a pu être faite que par des détours considérables. Il a fallu appliquer des principes léninistes sur la modification du modèle communiste de l'évolution selon les données nationales. Cette modification n'est ni occasionnelle ou partielle, ni provisoire ou virtuelle. Il s'agit bien d'une révision des principes fondamentaux eux-mêmes. Ainsi, l'académicien Joukov a déclaré en 1960 : « Le marxisme-léninisme condamne résolument comme une utopie réactionnaire la prétendue possibilité de l'exportation de la révolution dans d'autres pays, et rejette toute forme d'imposition par la contrainte des systèmes et des institutions sociales aux autres pays, lorsque cela ne résulte pas de leur développement intérieur⁴² ». Ceci n'aurait pas pu être dit avant la mort de Staline.

Les premiers indices de cette tournure idéologique amorcée par l'équipe poststalinienne se sont manifestés dans le domaine des études orientales soviétiques qui jouent un rôle important dans l'évolution de la pensée nouvelle. Au printemps de 1955 déjà, des articles qui annoncent des changements importants sont publiés. Ils ne sont plus dans la ligne orthodoxe de jadis. Ainsi, le *Sovjetskoje Vostokovedenije* reconnaît que les efforts déployés par les mouvements de libération nationale ont conduit plusieurs pays asiatiques à l'indépendance. Il reconnaît implicitement, par cette constatation, que ces pays ont acquis la souveraineté nationale d'une manière imprévue pour la doctrine marxiste-léniniste, et sans l'aide directe des pays socialistes⁴³. Pendant la même période, le *Kommounist* constate dans un éditorial que « des fautes sérieuses ont été quelquefois commises dans l'évaluation du rôle de la bourgeoisie nationale des pays orientaux dans le mouvement anti-impérialiste. L'aspect progressiste de la lutte de Kemal Atatürk et de ses partisans contre l'impérialisme, pendant les années 1920, a été ignoré⁴⁴ ». Aussi, le 20^e Congrès du Parti communiste de l'URSS a-t-il défini le devoir des orientalistes soviétiques comme étant l'étude approfondie de la désagrégation du système colonial de l'impérialisme et celle de la lutte pour la libération nationale des peuples d'Orient⁴⁵. Cela implique — selon le compte-rendu publié par *Sovjetskoje Vostokovedenije* au printemps 1956 — une réévaluation du rôle politique de la bourgeoisie nationale des pays orientaux, laquelle, en Inde par exemple et dans les pays arabes du Proche-Orient, lutte dans les premiers rangs du front anti-impérialiste. « Il est regrettable, continue le périodique, que la conception dialectique de la double nature de la bourgeoisie nationale ait été remplacée par une autre prenant en considération seulement un de ses aspects, celui qui la présente comme une alliée fidèle de l'impérialisme dans la lutte contre les masses ouvrières ». De même, N. Moukhitdinov, premier secrétaire du Comité central du Parti communiste

⁴¹ DALLIN, *op. cit.*, pp. 387-388.

⁴² JOUKOV, E. Znamjenatel'nyj faktor nasego vremeni. O nekotoryh voprosah sovremenogo natzional'no-osvoboditel'nogo dvijenija. *Pravda*, 26 août 1960.

⁴³ L'éditorial, *Sovjetskoje Vostokovedenije*, 1955, N° 2.

⁴⁴ L'éditorial du *Kommounist* en mai 1955, cité par W. Z. LAQUEUR, The Shifting Line In Soviet Orientology. *Problems of Communism*, vol. V, N° 2, mars-avril 1956, pp. 20-26.

⁴⁵ XX sjezd kommounistitcheskoj partii Sovjetskogo Sojuzja i zadatchi izoutchenija sovremennogo Vostoka. Editorial, *Sovjetskoje Vostokovedenije*, 1956, N° 1, pp. 3-12.

d'Ouzbékistan, et autorité en la matière, s'est prononcé, une année plus tard, dans le même sens. Il a déploré l'attitude orthodoxe qui déforme la véritable image de cette bourgeoisie et l'accuse d'être purement réactionnaire et antinationale. Il qualifie d'ahistorique le concept stalinien qui n'a pas tenu compte des circonstances objectives et des particularités du développement interne des pays orientaux ⁴⁶.

L'abandon de l'orthodoxie se manifeste également dans le domaine économique, plus particulièrement en ce qui concerne l'emprise du capital étranger, car la réévaluation du rôle de la bourgeoisie nationale suppose une nouvelle estimation de ce problème aussi. Les thèses moins strictes qu'Eugène Varga, célèbre économiste soviétique d'origine hongroise, avait déjà proposées en 1948, sont ainsi reprises. C'est une véritable hérésie du marxisme-léninisme : « La Deuxième Guerre mondiale, a entraîné la modification radicale du rapport des forces internationales. De ce fait, la situation prééminente du capital étranger dans certains pays d'Orient ne signifie plus que l'impérialisme domine inévitablement leur vie politique. Des pays comme l'Indonésie ou l'Arabie Saoudite, qui sont encore sous l'emprise de l'impérialisme occidental, n'en mènent pas moins, à l'heure actuelle, une politique souveraine ⁴⁷ ». On pourrait encore multiplier les citations prouvant que la position idéologique officielle de l'URSS, entre 1955 et 1959, est basée sur l'appréciation très favorable de la bourgeoisie nationale des pays déjà libérés et neutralistes. Cette position est prise en fonction du choix politique qui a été fait en faveur du nationalisme. La doctrine commence à évoluer vers une synthèse avec le concept plus réservé de l'époque léniniste, à partir du début de l'année 1959. Cette évolution s'est déjà reflétée dans les directives données au 21^e Congrès du Parti communiste.

e) Définition et critères de la bourgeoisie nationale

Quel est finalement le sens du terme « bourgeoisie nationale » chez les idéologues soviétiques contemporains ? La réponse a été donnée, mis à part des remarques occasionnelles contenues dans des documents divers, au cours de deux importantes discussions qui ont traité de ce problème. La première, organisée par le département de l'Académie des sciences d'Ouzbékistan, a eu lieu en 1956 à Tachkent, la deuxième au cours de l'été 1959 à Leipzig.

La définition la plus claire et la plus orthodoxe a été donnée au cours de la discussion de Tachkent par G. I. Levinson : « La bourgeoisie nationale est celle dont les intérêts de classe coïncident, pendant une certaine période, avec les intérêts nationaux, c'est-à-dire avec les intérêts du progrès économique et social du pays. Toutefois, il ne faut pas perdre de vue que l'identification des intérêts de la bourgeoisie nationale avec ceux de la nation ne peut jamais être complète. Elle n'abolit pas la division des classes et ne fait pas disparaître les contradictions. On peut dire, à titre indicatif que, normalement, la bourgeoisie nationale ne peut exister que dans les pays coloniaux et dépendants ⁴⁸ ».

En effet, tous les participants à la discussion ont reconnu que cette bourgeoisie est hétérogène. Selon leurs conditions économiques, les groupes la composant peuvent être rangés en trois catégories : la grande, la moyenne et la petite bourgeoisie. A la grande bourgeoisie nationale appartiennent les propriétaires de grosses entreprises capitalistes (fabriques, établissements commerciaux, banques, etc.) ; à la moyenne, les propriétaires des entreprises plus modestes ; à la petite bourgeoisie nationale, les artisans, les petits commerçants et ceux qui possèdent des ateliers avec un équipement rudimentaire ⁴⁹. La bourgeoisie agricole — les paysans riches — ne peut pas être classée dans la catégorie de la bourgeoisie nationale ⁵⁰.

Une partie des interlocuteurs de Tachkent considère la bourgeoisie nationale comme un phénomène transitoire, comme une notion utile dans l'analyse des caractéristiques d'une époque précise, mais elle

⁴⁶ MOUKHITDINOV, N. K novym ouspeham sovjetskogo vostokovedenija. *Pravda*, 14 juin 1957.

⁴⁷ *Sovjetskoje Vostokovedenije*, loc. cit., p. 7.

⁴⁸ Diskoussija, p. 176.

⁴⁹ *Ibid.*, p. 175.

⁵⁰ *Ibid.*, p. 183.

perdra son importance lorsque cette période sera révolue. Elle traduit donc les tendances momentanées du développement capitaliste des pays qui ont récemment accédé à l'indépendance. D'autres se sont opposés à une telle explication — unilatérale et incomplète — de la notion de bourgeoisie nationale et ont affirmé qu'elle est une classe ayant ses intérêts économiques et politiques propres et qu'elle est un concept stable. Levinson, champion de cette deuxième conception, l'a défendue en développant la seconde partie de sa définition et il a affirmé que la bourgeoisie nationale est incapable de résoudre le problème agricole par la réalisation d'une réforme agraire efficace. Il s'est déclaré convaincu qu'avec le développement des contradictions de classes, cette bourgeoisie se rapprochera de l'impérialisme pour s'entendre finalement avec lui. Elle utilisera aussi tous les moyens administratifs et idéologiques à sa disposition et « par les mots d'ordre de l'unité nationale, la bourgeoisie nationale essaiera de répandre l'idée de la paix entre les classes, idée qui est susceptible de désarmer la classe ouvrière⁵¹ ».

Une version mettant l'accent sur l'aspect économique de la définition, a été évoquée au débat de Leipzig par un représentant iranien, M. Eskandari. Il a inclus dans cette catégorie les couches luttant contre l'emprise des puissants intérêts extérieurs afin de développer l'industrie du pays et le marché intérieur, donc les industriels et les commerçants, qui participent à la production nationale et au commerce des produits domestiques⁵². On peut discerner deux tendances au sein de la bourgeoisie nationale ainsi définie : l'une qui préconise la planification économique, l'autre qui préfère collaborer avec les impérialistes et subsister grâce à leur aide⁵³.

La définition du rôle de la bourgeoisie dans les pays nouvellement indépendants a encore été compliquée par les divergences de jugement porté sur la soi-disant « compradore » bourgeoisie. Dans la conception orthodoxe, cette bourgeoisie, composée des grands commerçants et banquiers qui trafiquent avec l'extérieur et qui, surtout, ont collaboré avec les impérialistes, ne peut que trahir la cause nationale et les objectifs fixés par la révolution bourgeoise démocratique. Elle continuera à collaborer avec l'ennemi du pays. Elle ne saurait échapper à son sort : l'élimination de la vie nationale. A l'époque post-stalinienne, cette opinion intransigeante s'est modérée. On distingue entre la bourgeoisie « compradore » et la grande bourgeoisie nationale, car les deux sont au même niveau comme résultat de leur activité d'exploitation. Le second de ces groupes n'étant pas lié par ses intérêts économiques au capital étranger, aux impérialistes, peut participer à la révolution nationaliste en vue d'augmenter ses profits par l'exclusion des monopoles étrangers⁵⁴. Il n'est pas, non plus, un critère absolu du phénomène « compradore » — comme l'a établi l'un des théoriciens soviétiques, A. A. Gruber — d'avoir des liens avec le capital étranger tels que l'importation de matières premières ou des autres produits. La classification rigide faite selon cet indice ne tient pas compte des conditions existantes et ne correspond pas aux réalités actuelles⁵⁵. Ainsi, même la bourgeoisie « compradore » peut s'allier, pour une période définie et dans certaines limites, au mouvement anti-impérialiste⁵⁶.

Le critère selon lequel on définit la bourgeoisie nationale, n'est donc que politique. Ce fait a été admis par V. I. Pavlov qui a déclaré qu'en cherchant une définition il faut classer la bourgeoisie selon son caractère anti-impérialiste ou pro-impérialiste, sans omettre toutefois, l'analyse proprement dite des facteurs économiques. Il s'est élevé, par conséquent, contre le terme de bourgeoisie nationale qui a été inventé au cours de l'analyse de la situation économique de la bourgeoisie indienne. Pavlov affirme qu'à l'époque de la crise générale du capitalisme aux Indes coloniales, le développement capitaliste a eu pour résultat le déclin total du volume des opérations « compradore », d'une part, et — dans une plus grande mesure encore — la diminution de l'importance relative de telles opérations dans l'économie indienne, d'autre part. « Pour l'instant, a-t-il dit, nos définitions de la bourgeoisie nationale et de la bourgeoisie « compradore »

⁵¹ LEVINSON, G. Two Trends of the National Bourgeoisie. *World Marxist Review*, N° 8, p. 77.

⁵² ESKANDARI, What Do We Mean By the National Bourgeoisie ? *Ibid.*, N° 9, p. 73.

⁵³ HARMEL, Mohammed, The National Bourgeoisie of Tunisia Before Coming To Power and After. *Ibid.*, N° 9, p. 77.

⁵⁴ Diskoussija, p. 178.

⁵⁵ *Ibid.*, p. 181.

⁵⁶ KIA-NOURI, The National Bourgeoisie. Their Nature and Policy. *Ibid.*, N° 8, p. 62.

ne conviennent pas à l'analyse du développement capitaliste des pays dépendants, d'autant plus qu'elles ne correspondent pas aux réalités des pays qui sont entrés dans la phase du développement indépendant⁵⁷ ».

Deux faits ressortent clairement des discussions concernant le problème de la bourgeoisie nationale : l'insuffisance des notions préfabriquées ou adaptées ainsi que l'hésitation des Soviétiques dans leurs explications des nouveaux régimes du Tiers-Monde. L'émancipation des pays anciennement colonisés et l'apparition de nouveaux Etats nationaux dans le Tiers-Monde ont brisé définitivement les anciens schémas théoriques du marxisme-léninisme. Empruntant le langage léniniste on peut dire qu'aucune modification des principes fondamentaux selon les données individuelles des différents pays, ne remédie aux carences de l'approche marxiste-léniniste et à son incapacité à assimiler les faits nouveaux.

La conception de la bourgeoisie nationale est trop rigide pour être applicable aux pays du Tiers-Monde en général, et à ceux du Proche-Orient arabe en particulier. Il serait, en effet, hasardeux de dire que c'est cette classe qui est au pouvoir dans l'Egypte nassérienne ou qu'elle a voix au chapitre dans la politique du gouvernement actuel. Ainsi, afin d'éviter les difficultés, on a créé des termes ad hoc comme par exemple l'« intelligentsia militaire », pour désigner le groupe des dirigeants égyptiens — terme que ni Lénine ni Marx n'auraient approuvé et, surtout pas inventé.

En second lieu, il est évident que le choix fait en 1954-1955 a été une option politique à laquelle on a cherché une justification idéologique, mais celle-ci restera toujours bancal. Les débats théoriques sur le rôle de la bourgeoisie nationale ne relèvent que très peu de la situation proche-orientale et ne représentent pas un facteur déterminant de la formation de la politique soviétique dans la région.

3. LA POSITION DES PARTIS COMMUNISTES PROCHE-ORIENTAUX

Les partis communistes proche-orientaux et en premier lieu le Parti syro-libanais, jouent un double rôle dans l'évolution idéologique concernant la bourgeoisie nationale.

Tout d'abord, ils ont admis l'importance de cette classe dans la lutte « anti-impérialiste » des divers pays arabes. Ils ont tendu la main aux mouvements nationalistes et ont préconisé la création d'un Front national englobant toutes les formations politiques et tous les groupes sociaux engagés dans cette lutte. Toutefois, ils n'étaient pas d'accord de sacrifier entièrement leur programme de révolution sociale en faveur du nationalisme et, par conséquent, ils se sont trouvés en conflit avec Moscou.

Déjà avant l'accession de la Syrie et du Liban à l'indépendance, au début de 1944, Chaled Begdache écrit dans un manifeste : « Nous honorons le capitaliste de chez nous qui lutte pour la libération nationale à l'égal de l'ouvrier combattant pour la même cause. Nous assurons les propriétaires fonciers que nous ne demandons pas, et que nous ne demanderons pas au parlement, la confiscation de leurs terres et de leurs propriétés. Nous voulons, au contraire, les aider en exigeant la construction d'ouvrages destinés à l'irrigation, en facilitant l'importation d'engrais et de machines agricoles modernes⁵⁸ ».

Au début de l'ère poststalinienne, Begdache écrit au journal du Cominform : « Le mouvement de libération nationale, le mouvement démocratique et le mouvement pour la paix s'amalgament en un mouvement unique absorbant tout ... Nous, les Arabes, nous n'avons pas d'autre moyen que celui d'un large Front national qui doit unir les ouvriers, les paysans, les couches moyennes de la population urbaine et des sections considérables de la bourgeoisie nationale⁵⁹ ». Il se déclare prêt à soutenir un gouvernement réalisant les aspirations nationales et démocratiques, mais refuse de collaborer avec les féodaux et avec la

⁵⁷ *Diskoussija*, p. 180. Voir aussi MESSAOUAK, Hadi, *The Working Class and the National Bourgeoisie*. *Ibid.*, N° 9, p. 70.

⁵⁸ LAURENT, François, *L'URSS et le Moyen-Orient*. *Orient*, 1957. N° 2, p. 58.

⁵⁹ Dans l'article intitulé : *L'URSS rempart et l'espérance des peuples de l'Orient arabe dans leur lutte pour l'indépendance nationale*, publié le 20 novembre 1953.

grande bourgeoisie financière⁶⁰. Ses propos ont été d'actualité surtout pendant la période précédant les élections, lorsque le Parti communiste syrien avait fait appel à un regroupement de toutes les forces nationales et de tous les partis, « en vue de barrer la route à toute tentative de mainmise américaine sur la future chambre et le futur gouvernement, par le jeu d'interventions cachées dans la compétition électorale⁶¹ ». Parmi les déclarations de Begdache, la plus révélatrice a été celle qui le montre comme un précurseur des développements idéologiques futurs, en le situant à l'avant-garde de la lutte pour une révolution sociale : « Quant au socialisme, il constitue une étape plus élevée qui sera réalisée dans l'avenir, après l'achèvement de la libération nationale et démocratique⁶² ».

Begdache a été fidèle à ces principes, même dans les propos concernant la politique économique immédiate préconisée par le Parti communiste syro-libanais : « Les mesures de nationalisation, par exemple, ne peuvent être appliquées actuellement en Syrie, dit-il, qu'aux institutions dominées par les capitaux impérialistes étrangers. La nationalisation devient ainsi un geste patriotique ... La réforme agraire qui est aussi une réforme démocratique, est une nécessité en Syrie. Distribuer la terre aux paysans, par exemple, est une mesure démocratique et non socialiste⁶³ ».

Parmi les communistes du pays des pharaons, Khaled, l'ancien secrétaire général du Parti communiste égyptien se cachant sous ce prénom dans la clandestinité, s'est particulièrement occupé du problème de la bourgeoisie nationale. Dans un article d'un intérêt exceptionnel publié en septembre 1957 dans le bulletin du nouveau Parti communiste égyptien uni⁶⁴, il a pris une position plus nuancée que celle de Chaled Begdache et s'est montré plus proche de la nouvelle conception soviétique dans son appréciation de la bourgeoisie nationale d'un pays indépendant. C'est en partant de l'idée de la nécessité d'un renouveau profond à la

⁶⁰ Tiré d'un document inédit. Les propositions de Begdache ont été plusieurs fois reproduites dans des tracts comme, par exemple, *L'appel au peuple libanais*.

⁶¹ Déclaration de Begdache à *al-Tiligraf* et reprise par plusieurs journaux syriens dont *Al Hadara* et *Al Rai al Aam*, le 23 mai 1954.

⁶² *Orient*, Beyrouth, 1^{er} octobre 1954. Il est significatif qu'une conférence des mouvements communistes des pays de l'Islam, du Pakistan à l'Afrique du Nord, a eu lieu au bord de la mer Noire, à Batoum, au début des années 1950. Il y a peu d'information sur cette rencontre qui a été entourée d'un silence total et il est impossible d'évaluer avec précision ce qui s'est passé au cours des débats. Il est toutefois connu qu'une série d'organisations religieuses ou nationalistes, d'éventuelles alliées dans la lutte anti-impérialiste, ont été associées aux partis communistes présents. Parmi ces organisations, on peut citer les Frères musulmans d'Egypte, l'organisation islamique des Fedayeens d'Iran, les représentants des minorités arméniennes, kurdes et azerbaïdjanaises de différents pays. De nombreuses personnalités politiques ont également pris part à la conférence, mais leurs noms n'ont jamais été révélés. Somme toute, tous les groupes d'intérêt en présence comptaient ou sur une intervention directe de l'URSS, ou sur son aide indirecte, pour évincer les puissances occidentales de leurs pays respectifs et, éventuellement, écarter du pouvoir les dirigeants. Une ligne politique générale avait été établie pour assurer la priorité aux revendications nationales sur les revendications sociales, afin de faciliter la collaboration des communistes avec les sections progressistes de la bourgeoisie et des intellectuels ainsi qu'avec les classes dominantes qui s'étaient décidées à lutter contre les Etats impérialistes occidentaux. BECHTOLD, H. Russlands Präsenz im Orient. *Aussenpolitik*, 1952, Heft 5, pp. 295-296. L'ANA, agence est-allemande, a aussi affirmé qu'en juin 1954 un Congrès des dirigeants du Moyen-Orient s'est tenu à Bakou. Selon un journal iranien, *Partcham Khavar Mianeh*, du 21 juin, une conférence a eu lieu dans une ville du Caucase (Tbilissi en Géorgie, ou Erevan ou Leninokan en Arménie), présidée par Sadtchikov, chef du Département du Proche- et du Moyen-Orient au Ministère des Affaires étrangères soviétiques, et ancien ambassadeur de l'URSS à Téhéran. Elle groupait des experts soviétiques de cette région et des représentants des comités centraux des partis communistes des six républiques soviétiques contiguës aux Etats du Proche-Orient, d'une part, et des délégués des partis communistes, d'autre part. Le congrès a été convoqué officiellement pour étudier « les possibilités du développement du mouvement communiste au Moyen-Orient et en Turquie ». Les débats et les décisions n'ont évidemment jamais été publiés et restent secrets. Cependant certains renseignements (tirés de la presse et des publications communistes ou para-communistes du Liban, d'Irak, d'Iran et d'Israël) permettent de conclure que les décisions suivantes ont été prises : a) Organisation ou renforcement des fronts nationaux, dont le pivot doit être partout le mouvement des Partisans de la Paix ; b) Tactique de la main tendue à l'égard de la bourgeoisie nationale et les organisations musulmanes ; c) Importance nouvelle accordée au communisme arabe au détriment du communisme turc et persan ; d) Lutte renforcée contre les tendances « nationalistes » dans divers partis communistes locaux, etc. (Toutes ces informations sont tirées d'un document inédit).

⁶³ *Orient*, Beyrouth, le 1^{er} octobre 1954.

⁶⁴ RODINSON, Maxime, Les problèmes des Partis communistes en Syrie et en Egypte, *Cahiers internationaux*, 10^e année, février 1958, pp. 76-86. La liste des textes tirés du Bulletin intérieur du Parti communiste égyptien uni, se trouve dans cet article aux pages 84-85.

lumière des enseignements fondamentaux du marxisme, que Khaled stigmatise à la fois les empiristes et les dogmatistes, et expose quelques faits concernant la révolution égyptienne, la bourgeoisie nationale et la classe ouvrière de son pays. « La révolution égyptienne, dit-il, est une révolution bourgeoise nationale démocratique d'un caractère original qui s'est accomplie dans des circonstances internationales et locales avancées ». La bourgeoisie nationale égyptienne est une bourgeoisie d'un genre nouveau dans l'histoire. « Elle est progressiste dans un monde où agonise le capitalisme ». Il est vrai qu'elle est fondée sur l'exploitation du travail salarié, mais il lui est impossible de réaliser l'accumulation du capital autrement que l'ont primitivement fait les bourgeoisies françaises et anglaises aux dépens du peuple travailleur. De même, elle ne peut, ni ne veut se transformer en monopole. Au contraire, elle s'oppose aux monopoles et leur impose des limites. « C'est une bourgeoisie qu'envahit la pensée socialiste, qui est liée au socialisme mondial par le fait que celui-ci est le seul régime qui peut et veut l'aider dans la tâche de développer son pays. Ce n'est pas une classe qui tend au socialisme ou qui lutte pour lui. Mais c'est une bourgeoisie qui a appris, par expérience, qu'elle ne peut progresser dans son pays sans le soutien du camp socialiste à l'extérieur et des classes populaires à l'intérieur ... Sa voie de croissance est celle du capitalisme d'Etat, non celle de la croissance capitaliste ni celle de la croissance socialiste ».

Quant aux relations de cette bourgeoisie avec la classe ouvrière Khaled constate : « Entre la bourgeoisie nationale et la classe ouvrière, il y a la lutte des classes, mais cette lutte se déroule dans les limites d'une alliance nationale entre les deux classes ». Cette lutte et cette alliance sont deux aspects du même phénomène. Au cours de cette lutte, la classe ouvrière éduque la bourgeoisie tout en défendant contre celle-ci ses intérêts propres. Peu à peu, elle affirme son rôle dirigeant au sein du Front national, affermit son alliance nécessaire avec les masses paysannes, prépare les conditions du passage au socialisme sous sa direction et celle de son Parti communiste. Ce rôle dirigeant s'acquiert seulement « par la lutte calme et infatigable au sein des masses et à leur tête dans tous les domaines, en notre qualité de patriotes semblables à tous les patriotes, ne se différenciant d'eux que parce que nous sommes, grâce à la lumière du marxisme-léninisme, des patriotes plus fermes et plus courageux, voyant plus loin et ayant une plus grande confiance dans les masses ».

Toutefois, tous les partis proche-orientaux ne sont pas d'accord avec la nouvelle approche politique et idéologique et, surtout, avec la définition du rôle de la bourgeoisie nationale. Les prises de position des communistes soudanais pendant la période 1952-1956 ont démontré que ce parti est resté fidèle aux thèses de l'Internationale et n'a pas écarté son objectif d'une révolution sociale.

A cette époque, le Soudan évolue vers l'indépendance sous le gouvernement bourgeois d'Al Azhari avec lequel les communistes ont refusé de collaborer, même sous une forme négative, c'est-à-dire en s'abstenant de faire de l'agitation sociale⁶⁵. Pour eux, comme pour les dogmatiques soviétiques, la libération nationale et la libération sociale vont de pair.

Ils ont proposé la création d'un front national, mais ils lui ont donné un tout autre contenu que celui de la nouvelle approche. Le manifeste publié par le Mouvement soudanais de libération nationale en avril 1953 a ainsi défini le sens d'un front unifié : « L'unité est la condition essentielle pour le succès de la lutte armée dans notre pays et pour l'accession de notre peuple à la souveraineté nationale. Voilà pourquoi notre parti met au premier plan la question de l'unité de notre peuple et lutte pour cette unité qui doit briser tous les complots impérialistes qui visent à semer la mésentente en son sein. Ainsi notre parti combat en une lutte armée contre l'impérialisme, en unissant, avant tout, les rangs du peuple dans un solide front anti-impérialiste ... Le front qui peut unir les rangs du peuple soudanais, et amener le mouvement national à la lutte armée contre l'impérialisme, est celui qui représente les intérêts des paysans, des ouvriers, des habitants des villes et des intellectuels patriotes. Au cas où le front ne représente pas ces intérêts, il se

⁶⁵ Il y avait trois groupements communistes au Soudan : L'organisation communiste soudanaise ; le Parti démocrate soudanais ; le Mouvement Soudanais de libération nationale. Ils s'efforçaient de constituer un Front national autour du Front anti-impérialiste. Ce dernier était un groupement politique progressiste, officiellement autorisé, dominé par les communistes. Il a présenté aux élections treize candidats et a obtenu un siège au parlement, celui des diplômés. Son organe s'appelait *al-Saraha*, dirigé par Abdallah Ragab comme rédacteur en chef. Voir la *Revue Soudanaise* du 14 mai 1954, revue clandestine publiée à Khartoum en 1953-1955 en arabe par le Mouvement soudanais de libération nationale.

transforme en un instrument visant à réaliser des profits pour une minorité de Soudanais, et non pour défendre les intérêts de la majorité ⁶⁶ ».

Les communistes soudanais ont aussi lancé une grande campagne de réorganisation syndicale et se sont efforcés de stimuler et de « politiser » le mouvement syndical. Ils n'acceptent pas la trêve sociale, proposée par le programme du syndicat des cheminots d'Atbara ⁶⁷. A l'encontre de cette position, les communistes ont dénoncé le caractère réactionnaire du gouvernement Al-Azhari, les persécutions des ouvriers, la répression patronale, les renvois abusifs, le chômage, qui existent comme par le passé, etc. ⁶⁸. Qasem Amin, dirigeant syndicaliste soudanais, déclare catégoriquement qu'il faut « accorder la priorité absolue aux revendications de la classe ouvrière dans les domaines économique, social, national et international ⁶⁹ ».

⁶⁶ Ce manifeste a été distribué à environ 3500 exemplaires. Il représente le premier document officiel émanant d'un groupement communiste soudanais. Tiré d'un document inédit.

⁶⁷ Le syndicat des cheminots d'Atbara a été sans couleur politique.

⁶⁸ Brochure éditée à Khartoum par la Fédération soudanaise des syndicats ouvriers, en mai 1954.

⁶⁹ *Al-Taliah*, le 3 mai 1954.

CHAPITRE VIII

La doctrine de la démocratie nationale

Cette doctrine a été formulée avec netteté pour la première fois dans le manifeste publié le 6 décembre 1960, à la fin de la conférence réunissant à Moscou au cours du mois de novembre, cette même année, les représentants des quatre-vingt-un partis communistes. Avec le recul des années, l'importance de la démocratie nationale apparaît de plus en plus grande, car elle signifie un nouveau tournant dans l'idéologie et la politique soviétiques. Elle est à la base de l'attitude de l'URSS, et du monde communiste dans son ensemble, à l'égard du Tiers-Monde émancipé.

Cette formule date de bien avant 1960 lorsqu'elle est devenue officielle par la déclaration de la Conférence de Moscou. Elle est née au cours de l'évolution émancipatrice des pays colonisés, mais les Soviétiques l'ont assez rarement utilisée ¹. Ce sont surtout les leaders révolutionnaires irakiens et les dirigeants communistes indonésiens ² qui se servent de la dénomination de démocratie nationale afin de définir le cadre qu'ils préconisent pour la vie future de leur pays.

L'orientation prise au cours des années 1954-1955 marque le début d'une nouvelle époque par l'option en faveur du nationalisme. Par son contenu social, c'est-à-dire la reconnaissance du rôle dominant de la bourgeoisie nationale et des régimes gouvernés par elle, cette tournure a engendré une série de nouvelles difficultés pour les dirigeants de l'URSS. Le divorce entre les intérêts du mouvement nationaliste authentique et ceux du mouvement communiste s'est préparé par la divergence croissante entre l'attitude soviétique et celle des communistes locaux, particulièrement au Proche-Orient. En outre, la ligne idéologique adoptée en 1954-1955, correspond — selon la conception des Soviétiques eux-mêmes — à une période historique définie, à des conditions particulières de l'époque de la libération des pays d'Asie et d'Afrique du joug colonial. Cette époque touchant à sa fin vers 1960, une nouvelle stratégie et une tactique différente ont dû être adoptées.

La formule de la démocratie nationale doit donc satisfaire à la fois deux exigences de la politique soviétique. D'abord, elle doit réduire l'écart entre la politique extérieure de Moscou et la position des partis communistes locaux. Ensuite, elle doit servir, parallèlement à cette « réconciliation », la préservation des intérêts de l'URSS en tant que grande puissance. En d'autres termes, l'indépendance politique ayant été acquise, les problèmes du développement des pays et de leur avenir se posent et la politique soviétique a de nouveau besoin de forces d'obédience communiste pour influencer de l'intérieur l'évolution future du Tiers-Monde. La prise en mains de ces leviers de commande doit, toutefois, se faire de telle façon que les relations étatiques de l'URSS et des pays nouvellement indépendants, ne soient pas trop troublées. La démocratie nationale, qui doit être l'instrument de la réalisation de ces objectifs, est ainsi une forme de la coexistence pacifique sur le plan extérieur comme sur le plan intérieur.

Au 21^e Congrès, qui a tenu ses assises de janvier à février 1959, les dirigeants soviétiques sont conscients qu'une nouvelle orientation de leur politique à l'égard des pays récemment libérés est nécessaire. Elle répondrait aux besoins de cette nouvelle phase de l'histoire. Cette prise de conscience a donc lieu avant l'éclatement de la première grande crise soviéto-nassérienne due aux persécutions et aux massacres de nationalistes arabes en Irak. Khrouchtchev définit le caractère inévitable de la révolution sociale comme suit : « Depuis l'expulsion des colonialistes, les tâches nationales essentielles étant achevées, les gens cherchent une réponse au problème social imposé par la réalité. C'est, en premier lieu, la question agraire et paysanne et le problème de la lutte entre le capital et le travail. Des processus sociaux, suscitant inévitablement des vues différentes concernant les mesures ultérieures du développement, surgissent dans

¹ Par exemple, *RM*, le 20 novembre 1954.

² *Mizan Newsletter*, N° 1, 1961, et KROEF, Justus M. van der, On National Democracy. Evolution of a Concept. *Survey*, N° 4, 1963, p. 144, n. 17.

les rangs du mouvement de la libération nationale. Comme les autres pays socialistes, notre pays a soutenu et continuera à soutenir le mouvement de libération nationale. Mais l'Union Soviétique n'est pas intervenue et ne se propose pas d'intervenir dans les affaires intérieures des autres pays³ ».

La déclaration des quatre-vingt-un partis communistes reprend la ligne indiquée par Khrouchtchev et affirme qu'« après la conquête de l'indépendance, les peuples cherchent des solutions aux problèmes sociaux posés par la vie et aux problèmes du renforcement de l'indépendance nationale. Les diverses classes et partis recommandent des solutions différentes. Quelle voie de développement les peuples vont-ils choisir ? C'est leur problème intérieur⁴ ».

La réserve manifeste exprimée dans ces déclarations afin d'éviter de heurter les susceptibilités, correspond à la souplesse avec laquelle la formule de la démocratie nationale a été conçue : « La thèse sur l'état de la démocratie nationale est une thèse marxiste-léniniste. Cela ne signifie pas que tous les Etats libérés en sont à telle ou telle étape définie et que les uns doivent être rangés dans une catégorie, les autres dans une deuxième ou une troisième. Une telle conception serait schématique et pernicieuse. Il faut plutôt souligner que l'Etat de la démocratie nationale ouvre la voie à la consolidation de l'indépendance politique et économique, au progrès social⁵ ».

Le mouvement de libération nationale, désigné comme étant celui « d'une révolution anti-impérialiste, anti-féodale et démocratique », mène ainsi à l'Etat de la démocratie nationale. Les mots clefs de cette formule sont : démocratie et voie non-capitaliste de développement.

a) La démocratie

Le régime démocratique est la caractéristique fondamentale du nouvel Etat, car c'est « le moment le plus décisif du développement de la révolution nationale démocratique. La stabilisation de ses succès et son essor à un rythme accéléré se manifestent par l'octroi des droits et des libertés démocratiques à la nation — la liberté de parole, de presse, d'assemblée, de démonstration, le droit de fonder des partis politiques et des organisations sociales et de participer à la conduite de la politique gouvernementale⁶ ». La description de cet Etat ne diffère guère en effet de celle que l'on donne généralement des démocraties parlementaires

³ *Pravda*, 28 janvier 1959.

⁴ Le rapport de Khrouchtchev adressé au Comité central du Parti communiste soviétique. Coll. *Etudes Soviétiques*, Paris, s. d., pp. 19-20.

⁵ PONOMAREV, B. O gosoudarstve natzional'noj demokrazzii. *Kommounist*, N° 8, 1961. p. 43.

⁶ *Ibid.*, p. 45. La déclaration de Chaled Begdache au 20^e Congrès du Parti communiste soviétique en 1956, concorde parfaitement avec ce que dit Ponomarev : « La nation syrienne, comme toutes les autres nations arabes, désire l'unité des pays arabes sur la base de la démocratie, et de la liberté complète de l'impérialisme ». *Pravda*, 10 février 1956. Le plus grand souci a certainement été causé aux Soviétiques par la politique intérieure de la République Arabe Unie. Après l'union avec l'Egypte, tous les partis syriens, Parti communiste inclus, ont été supprimés ; cela signifie que le parti le plus en vue du Proche-Orient a dû entrer dans l'illégalité. Toutefois, les critiques ne sont pas nombreuses. L'édition de 1958 de la *Grande Encyclopédie Soviétique* a seulement mentionné le fait, sans aucun commentaire. I. BELJAJEV, dans son article publié dans le *Sovremennyj Vostok*, en mai 1958 (p. 8), devait tout de même constater que « Le succès du nouvel Etat et son rôle dans la lutte contre le colonialisme, dépendra largement de la mesure dans laquelle les masses populaires et toutes les forces patriotiques de la république participeront à la défense de leur liberté et de leur indépendance ». Il est connu aussi que le nouveau régime du maréchal Abboud, ayant pris le pouvoir en automne 1958 au Soudan, n'a pas restauré la liberté d'organisation des partis soudanais. *CPR*, 5 décembre 1958. L'exemple le plus frappant des inquiétudes soviétiques entraînant des changements d'attitude, a été la politique de Moscou vis-à-vis du nouveau régime révolutionnaire irakien. Après les premiers mois d'une sympathie inconditionnelle témoignée par les Soviétiques, lorsqu'il est devenu évident que dans le nouvel Etat tout n'irait pas pour le mieux pour les communistes et les mouvements d'extrême gauche, l'attitude des autorités irakiennes envers les syndicats et les organisations de masse ont été maintes fois vivement condamnées dans la presse et les périodiques russes. Voir *Mizan Newsletter*, Soviet Ideal and Iraqi Reality. Janvier 1961.

européennes. Du point de vue idéologique orthodoxe, il ne s'agit donc que d'une concession, d'une formule provisoire.

La tâche primordiale du régime démocratique est d'assurer l'espace vital aux activités des partis communistes et des mouvements d'extrême-gauche. La démocratie nationale doit ouvrir « la voie à la formation et à une délimitation plus libre des classes de l'Etat capitaliste. Ce fait crée de nouvelles conditions à la croissance de la force du prolétariat », dit Balabouchevitch, expert soviétique de la « nouvelle vague ⁷ ». En effet, ce tournant idéologique signifie une relance de la révolution sociale, mise en veilleuse pendant la lutte pour l'indépendance.

Toutefois, on assigne aux régimes bourgeois démocratiques une fonction : celle de servir comme cadre d'unité nationale temporaire, car il est reconnu que les tâches urgentes de la renaissance nationale ne peuvent être accomplies sans une lutte résolue « de toutes les forces patriotiques de la nation, unies dans un front unique national démocratique ⁸ ». Khrouchtchev lui-même s'est prononcé dans le même sens en définissant l'Etat de la démocratie nationale comme celui « qui traduit les intérêts non pas d'une seule classe, mais ceux des larges couches de la population » afin d'accomplir « entièrement les tâches de la révolution anti-impérialiste et de la libération nationale ⁹ ».

Sur le plan de la politique extérieure, où le comportement des nouveaux Etats est de la plus grande importance pour les objectifs à court terme de l'URSS, puissance mondiale, la formule inaugurée à la conférence des quatre-vingt-un partis communistes prescrit une politique neutraliste, déjà suivie antérieurement par la majorité des pays afro-asiatiques. On s'attend, à Moscou, de la part des Etats de la démocratie nationale, à une prise de position non alignée dans les grandes questions contemporaines, à la condamnation des blocs militaires créés par l'Occident, à un refus opposé à l'établissement des bases militaires sur leur territoire ¹⁰.

b) La bourgeoisie nationale

Le rétablissement, au moins partiel, des droits de la révolution sociale ne peut qu'entraîner une modification profonde de la position soviétique envers la bourgeoisie nationale. Son caractère ambigu et sa politique de contradiction sont désormais amplement soulignés — caractéristiques sur lesquelles on n'a pas insisté pendant la lutte anticoloniale et libératrice.

La réévaluation la plus nette du caractère et du rôle de la bourgeoisie nationale se trouve chez le même auteur, Balabouchevitch, dont l'opinion concernant la démocratie a été déjà évoquée : « La bourgeoisie nationale s'attache à la solution des problèmes nationaux, mais elle est guidée en cela par ses propres aspirations économiques et politiques. La bourgeoisie nationale, en tant que classe exploitante, et, en particulier, ses catégories supérieures, tend à résoudre les difficultés communes, avant tout aux dépens des travailleurs. Ce fait crée, par conséquent, les conditions objectives pour le futur développement de la lutte des classes. L'amplitude de la lutte du prolétariat et, en général, des classes ouvrières, effraie la bourgeoisie nationale. C'est pour cela que, tout en menant une politique anti-impérialiste, elle s'efforce en même temps, par diverses méthodes, principalement par des manœuvres dans la vie publique, de paralyser l'influence des forces de gauche naissantes, recourant même à la limitation des libertés démocratiques, afin de ralentir et de réprimer la lutte des classes au sein des masses laborieuses. La duplicité politique inhérente à la bourgeoisie nationale, se révèle beaucoup plus vite sous l'indépendance, en créant, d'une part, des

⁷ BALABOUCHEVITCH, V. V. O nekotoryh osobennostyah rabotchego dvijeniya v stranah Vostoka na sovremennom etappe. *Problemy Vostokovedeniya*, N° 2, 1959, p. 50.

⁸ *The World Communist Plan*. An examination of the statement issued after the meeting of 81 Communist parties in Moscow in December 1960, s. l. d., p. 25.

⁹ KHROUCHTCHEV, N. S. *Le programme*, pp. 126-127.

¹⁰ Voir le compte rendu sur le travail accompli par le Parti communiste irakien en vue d'influencer et d'orienter la politique extérieure du gouvernement Kassem, présenté par Salem Adil, secrétaire du parti, au 20^e Congrès du Parti communiste soviétique. *Pravda*, 25 octobre 1961.

contradictions entre elle et l'impérialisme, et en suscitant, d'autre part, des rivalités de classes à l'intérieur du pays. De cette façon, dans les pays ayant accédé à l'indépendance sous le leadership de la bourgeoisie, l'identité des intérêts de la bourgeoisie nationale et des masses ouvrières est certaine en ce qui concerne la sauvegarde de la paix, la lutte contre le colonialisme et la consolidation de l'indépendance politique et économique, mais les conditions objectives de la future aggravation de la lutte des classes se développent en même temps. La classe ouvrière et son parti défendent les intérêts de la classe des travailleurs, luttent pour l'extension des libertés démocratiques, pour la réalisation ultérieure de la transformation bourgeoise démocratique, mais aussi pour la liquidation de l'emprise économique du capital étranger et pour la révolution agraire. Simultanément, ils soutiennent et stimulent la politique anti-impérialiste de la bourgeoisie nationale, sa lutte pour la consolidation de l'indépendance et pour un développement économique autonome, son ambition d'avoir une politique étrangère inspirée par l'amour de la paix et de manifester une attitude amicale envers les pays socialistes¹¹ ».

Ce rôle de serviteur docile d'une partie de la bourgeoisie nationale, concorde parfaitement avec la notion de néo-colonialisme. Celui-ci est, entre autres, défini comme une tentative des impérialistes pour priver le mouvement de libération nationale de sa substance socio-politique et démocratique et de créer, où elle n'existe pas encore, de renforcer, où elle existe déjà, l'élite économique, la bourgeoisie nationale, afin de sauvegarder les privilèges de l'ancienne caste colonialiste dominante¹². Les néo-colonialistes essaient aussi d'utiliser la bourgeoisie comme un instrument pour maintenir à tout prix la prédominance de l'entreprise privée dans le développement de l'économie nationale¹³.

En tant que corollaire aux modifications survenues dans l'évaluation de la bourgeoisie nationale, l'activité économique de cette dernière est présentée sous un double aspect correspondant à la duplicité de son caractère. Selon cette argumentation, la bourgeoisie participant à la lutte anti-coloniale, s'efforce d'affaiblir le contrôle des monopoles étrangers et, en même temps, elle renforce ses liens économique » avec les puissances impérialistes et ouvre des perspectives à l'afflux futur de leurs capitaux. La bourgeoisie nationale veut également réprimer et affaiblir le féodalisme, mais, parallèlement, elle fait des concessions aux grands industriels et forme avec eux une alliance contre les forces démocratiques. Elle joue donc la carte de l'industrialisation du pays et de la nationalisation du capital étranger, pour en profiter ensuite. Elle est même prête à encourager l'élargissement du secteur étatisé, en vue de profits accrus qu'elle encaissera plus tard. Mais la bourgeoisie, et surtout ses couches supérieures, mènent toute la politique économique sur la base des méthodes capitalistes et, par conséquent, soutiennent les capitalistes dans leur exploitation des travailleurs¹⁴.

c) La voie non capitaliste du développement

La formule économique de l'Etat de la démocratie nationale, c'est-à-dire de la voie non-capitaliste du développement, implique :

1. L'obtention de l'indépendance économique complète, donc la liquidation de l'emprise des capitaux étrangers, et de toute assistance étrangère, sauf, bien entendu, le soutien des pays du bloc socialiste. Le renforcement de l'indépendance fragile et maintes fois fictive n'est possible qu'avec l'aide de ces derniers ; ainsi, en langage soviétique, l'indépendance économique équivaut au choix de la voie non-capitaliste de développement.
2. Certaines réformes de structures à l'orientation socialiste.
3. Un rôle toujours grandissant de l'Etat dans la vie économique.

¹¹ BALABOUCHEVITCH, *loc. cit.*, pp. 50 et 57. Voir aussi Projekt programmy KPSS i nekotoryje problemy natsional'no osvoboditel'nogo dvijenija narodov Azii i Afriki. *Narody Azii i Afriki*, N° 5, 1961, p. 9.

¹² Path of Development of the Newly Emergent Countries. Exchange of Views. Contribution by Romano Ledda. *World Marxist Review*, Avril 1962, p. 71.

¹³ Ibid.

¹⁴ PONOMAREV, *loc. cit.*, p. 42.

Le préambule du programme national du Parti communiste d'Irak adopté en 1960, définit dans ce sens les devoirs économiques de la révolution irakienne, comme l'indique Aziz Al-Hajj : « Les tâches fondamentales de notre révolution en tant que révolution nationale démocratique de libération, sont : extirper les restes de l'exploitation impérialiste, conquérir l'indépendance du pays et de la renforcer, abolir les restes du féodalisme et obtenir la liberté pour le peuple ... Le programme ne fixe aucun but socialiste, mais sa réalisation créera les conditions matérielles qui ouvriront la voie menant au socialisme ¹⁵ ».

L'importance du secteur étatique dans la politique de la démocratie nationale a été rendue évidente par Ponomarev : « La mise en place du secteur étatique de l'industrie offre un moyen efficace d'assurer l'indépendance économique. Dans les pays libérés, il joue un rôle progressiste. Il permet de concentrer les forces sur les branches les plus déterminantes de l'économie nationale, d'accélérer le rythme de l'essor économique dans une mesure considérable ainsi que de liquider les positions monopolistiques impérialistes. L'accroissement du secteur étatique dans le régime national-démocratique, sa conversion en un facteur décisif de l'économie du pays, peuvent préparer les bases matérielles d'un passage graduel par la voie non-capitaliste du développement ¹⁶ ».

Annoncé comme un exemple à suivre, le capitalisme d'Etat naissant de la République Arabe Unie a été accueilli favorablement par les milieux soviétiques. En 1958, L. Vatolina, expert réputé des affaires proche-orientales, a analysé, dans un article, les perspectives du développement industriel de la RAU ¹⁷. L'établissement d'un secteur étatique dans l'économie nationale de ce pays est présenté comme une mesure de « caractère progressiste », car elle « affaiblit la position du capital étranger ». Cette politique ne sert pas seulement les intérêts de la bourgeoisie au pouvoir, mais aussi ceux du peuple. Elle ouvre à la RAU la voie non-capitaliste du développement par l'orientation résolue vers le socialisme, par l'élévation du niveau de vie des masses laborieuses, et, surtout, par le grand nombre de nouveaux emplois créés dans l'industrie qui permet l'élargissement et le renforcement des cadres du prolétariat.

Malgré les efforts déployés par les régimes bourgeois démocratiques des pays nouvellement indépendants, malgré leur avance sur la voie non-capitaliste du développement, la formule économique de l'Etat de la démocratie nationale n'est qu'une période préparant les conditions préalables à la construction socialiste. Les Soviétiques critiquent souvent les théories du « socialisme de type national », reflétant les illusions des petits-bourgeois, qui ne reconnaissent pas la lutte des classes ¹⁸. En effet, ce prétendu socialisme est faux, car, dans la perspective soviétique, « le socialisme présenté par les leaders bourgeois et petits-bourgeois des pays libérés n'est pas identique et est souvent même en contradiction totale avec la conception marxiste-léniniste du socialisme. Il est toutefois significatif qu'aujourd'hui, les hommes politiques désireux de gagner la sympathie du peuple, ne puissent pas éviter de reconnaître le socialisme comme étant la voie qui garantit le mieux le développement des pays recherchant l'indépendance nationale, et l'épanouissement complet de la nation. C'est « l'esprit du temps ¹⁹ ».

¹⁵ Aziz AL HAJJ, ABDELKADDER EL QUHRANI et Adnan SAFI, The True and the False Friends of Arab peoples. *World Marxist Review*, Mai 1962, p. 37.

¹⁶ PONOMAREV, *loc. cit.*, p. 44.

¹⁷ VATOLINA, L. Perspektivy promychlennogo razvitiya Ob'edinennoj Arabskoj Respubliki. *Sovremennyy Vostok*, 1958, N° 6, pp. 11-15.

¹⁸ *Projekt programmy KPSS*, *loc. cit.*, p. 11. CHEPILOV aussi, au cours de sa visite en Egypte en été 1955, commente la politique économique du gouvernement révolutionnaire en disant : « La politique égyptienne est axée vers le socialisme. C'est la meilleure tendance pour un pays qui aspire aux réformes et au progrès ». Interview accordée à un correspondant de l'AFP. Toutefois, depuis 1960, les Soviétiques ont de plus en plus manifesté leur doute en ce qui concerne le socialisme nassérien. Il suffit de se référer à un article de V. MAJEVSKIJ publié dans la *Pravda* le 29 août 1961, où il combat les prétendues variations sur le thème du socialisme, ce qu'il appelle le « socialisme lyrique » de certains pays africains, — en exprimant une opinion catégorique : il n'existe pas différents types de socialisme, le seul socialisme qui l'est réellement, est celui qui est fondé sur les principes marxistes léninistes. Socialisme signifie — dit Majevskij — la liquidation des classes exploitantes et des causes qui mènent à l'exploitation de l'homme par un autre homme. La voie qui y conduit est la révolution socialiste et la démocratie authentique, c'est-à-dire la domination de la classe ouvrière qui marche en avant en union avec la paysannerie et avec l'intelligentsia qui se met au service du peuple. Dans cette perspective, le socialisme arabe n'a aucune valeur et les Arabes doivent être mis en garde de ne pas se tromper.

¹⁹ PONOMAREV, *loc. cit.*, p. 47.

L'emploi alternatif des notions de bourgeoisie, de bourgeoisie nationale et de couches bourgeoises supérieures, permet aux idéologues et aux politiciens de s'assurer toute latitude pour satisfaire en même temps les exigences de l'idéologie et celles de la politique. Car, ce serait une conséquence logique de toute l'argumentation développée depuis 1959, que de déclarer l'incapacité de la bourgeoisie nationale — grande, moyenne ou petite, progressiste ou « compradore » — à diriger les pays libérés du joug colonial et son inaptitude à revendiquer le droit au leadership dans le mouvement démocratique et révolutionnaire. Toutefois, cette condamnation nuira beaucoup aux intérêts politiques de l'URSS qui a acquis une position très favorable aux yeux des pays du Tiers-Monde au cours du processus d'émancipation, par son soutien quasi inconditionnel de la révolution nationale. Une attitude intransigeante rendra la situation des partis communistes et des mouvements de gauche de ces pays beaucoup plus difficile et portera ainsi préjudice au mouvement communiste mondial. Le Proche-Orient est certainement, parmi toutes les autres régions celle qui présente le plus grand intérêt, du point de vue de la politique extérieure soviétique, et de celui des partis communistes locaux menacés. Les problèmes que les événements contemporains proche-orientaux posent aux dirigeants du Kremlin ont largement contribué à l'attitude oscillante de ceux-ci à l'égard de la bourgeoisie nationale et du dilemme que pose la prééminence de la révolution nationale sur la révolution sociale.

QUATRIEME PARTIE

**LES POINTS NEVRALGIQUES
DE LA POLITIQUE SOVIETIQUE
AU PROCHE-ORIENT**

CHAPITRE IX

L'unification et ses dangers

1. L'UNITE ARABE

Pour terminer cette étude de la politique soviétique post-stalinienne au Proche-Orient, il nous apparaît utile de résumer les problèmes auxquels cette politique doit constamment faire face et qui la mettent, d'une façon évidente, dans le plus grand embarras. Ces points névralgiques de la politique khrouchtchévienne ont provoqué une constante oscillation de la position soviétique qui essaie d'éviter les options sans retour et les prises de position rigides et irrévocables.

Dans le contexte politique, économique et social du Proche-Orient contemporain, trois problèmes préoccupent plus particulièrement les dirigeants de l'URSS. Ce sont :

1. L'unité arabe en tant que réalité (non comme un idéal théorique) ;
2. Le conflit arabo-israélien ;
3. La conciliation des intérêts régionaux de l'Union Soviétique en tant que grande puissance et de ceux des partis communistes des pays concernés.

Nous avons établi cet ordre en raison du fait que les deux premiers points névralgiques contribuèrent au développement de la contradiction entre les intérêts de l'Etat soviétique et des partis communistes locaux, donc à une rupture dans le mouvement communiste international, quoique nous traiterons dans un chapitre séparé le conflit arabo-israélien.

Le chapitre concernant la nouvelle approche idéologique résume la position soviétique face aux efforts arabes tendant à réaliser l'unité des divers Etats issus du morcellement colonial.

Cette position a considérablement évolué au cours de la période étudiée. Son tournant décisif a été la création de la République Arabe Unie, la première réalisation, à l'époque moderne, d'une unité entre deux Etats arabes. A partir de la naissance de cet Etat unifié, un changement fondamental survient dans l'attitude soviétique et communiste face au problème de l'unité arabe. On verra apparaître ensuite une divergence de vues entre les positions soviétiques officielles et celles des partis communistes locaux, en l'occurrence du Parti communiste syro-libanais. L'unité arabe n'a jamais acquis de valeur intrinsèque, aux yeux des Soviétiques. Elle n'est qu'un moyen d'affaiblir l'emprise occidentale dans la région et, d'une façon plus générale, d'affaiblir le système impérialiste tout entier. Aussi, l'unité doit-elle être l'antichambre du socialisme en encourageant les Etats associés à poursuivre une politique neutraliste et en favorisant la transmission de l'orientation socialiste d'un pays à l'autre. Autrement dit, les efforts en vue de l'unité ne sont acceptés que s'ils cadrent avec les intérêts à court terme de l'Etat soviétique et avec les visées de la révolution socialiste mondiale à long terme.

Dans la première phase qui précède la création de la République Arabe Unie, les intentions des nationalistes arabes, des communistes moyen-orientaux et des Russes concordent parfaitement. A cette époque, l'unité arabe n'existe qu'en théorie. De ce fait, du côté soviétique, on peut la propager sans aucun risque. En outre, les Arabes eux-mêmes, ont conçu cette unité de la même façon que les Soviétiques, soulignant dans l'idée d'unité, l'élément anti-impérialiste. Un des dirigeants du Parti de la renaissance arabe, Baas, le ministre des Affaires étrangères syrien de jadis, Salah Bitar, a défini ainsi l'importance de l'unité, dans une interview accordée aux *Izvestia* : « ... le problème clé pour le monde arabe d'aujourd'hui c'est la lutte contre deux types d'impérialisme qui sont en corrélation : l'impérialisme étranger de l'Occident et l'impérialisme sioniste qui est, du point de vue territorial, au centre de ce monde. Cette lutte a deux aspects

distincts : l'émancipation des pays arabes de l'impérialisme et la réalisation de l'unité de la nation arabe ¹ ». V. B. Loutskij, un des spécialistes les plus réputés de l'URSS dans les questions arabes, a écrit, au début de 1957 un article intitulé « Le problème de l'unité arabe ». Dans cet article, le stimulant le plus important du mouvement vers cette unité est défini par « la solidarité fraternelle des peuples arabes dans leur lutte anti-impérialiste, leur unité essentielle concernant leurs intérêts politiques, et leurs efforts communs pour défendre l'indépendance nationale ² ».

a) La position des communistes syriens après la création de la République Arabe Unie

Les mouvements de gauche des pays arabes, le Parti communiste syro-libanais avant tout, se sont toujours vivement opposés aux plans d'unification, ou de fédération d'Etats arabes, comme par exemple le projet de la Grande-Syrie. Ils se sont surtout opposés à la proposition d'une union Syrie-Irak, avancée en 1954 par le Premier irakien, Al-Djamali ³. En 1955, au moment de la signature du pacte turco-irakien, ils se sont toutefois prononcés pour une collaboration plus étroite des pays suivant une politique extérieure neutraliste. Ils ont insisté surtout pour que le Pacte tripartite arabe — Egypte, Syrie et Arabie Saoudite — devienne une réalité, ceci toutefois, à la condition qu'un cabinet d'union nationale soit constitué en Syrie ⁴.

Le Pacte de Bagdad ayant perdu son caractère menaçant et la crise qu'il avait engendrée ayant passé, une rupture se manifeste au sein de la gauche du Proche-Orient, plus particulièrement en Syrie. Les nationalistes et les baassistes se sont montrés de plus en plus favorables à une union de l'Egypte et de la Syrie — la fusion du début de 1958 a été, en effet, leur œuvre — tandis que les communistes paraissent beaucoup moins enthousiastes devant cette perspective. Les attaques menées contre eux dans la presse nationaliste juste après la création de l'Etat unifié, montrent clairement la scission ⁵.

Malgré l'appui soviétique accordé au nouvel Etat unifié, le Parti communiste syro-libanais a manifesté très tôt son désaccord. Il a défini sa position face à la fusion égypto-syrienne dès la mi-janvier 1955, donc avant la proclamation officielle de la RAU. Il a proclamé, dans une déclaration diffusée et commentée dans toute la presse ⁶, qu'il ne s'oppose pas à une union, mais qu'il préconise une autre forme. Cette forme serait l'union — ou la fédération — de deux Etats arabes séparés, qui maintiendraient leur propre personnalité et leur orientation distinctes. Il est aussi nécessaire, dans l'optique des dirigeants communistes syriens, de tenir compte « des conditions particulières dans chacun de ces deux pays ». Ils ont surtout souligné qu'en Syrie, tous les partis politiques peuvent poursuivre librement leur activité, ce qui n'est pas le cas en Egypte. Ils ont dit ouvertement leur crainte que la création de la RAU entraîne automatiquement la disparition de cette liberté dont les mouvements politiques ont joui jusqu'ici en Syrie. Leur conception est identique à celle que les Soviétiques proclameront deux ans plus tard sous la forme de la démocratie nationale. La déclaration communiste n'a, naturellement, fait aucune proposition concernant le système constitutionnel à adopter par le nouvel Etat, présidentiel ou parlementaire, car les deux entités unies devaient conserver leur propre système.

¹ Propos recueillis par Kondrachov et Koratejev ; *Izvestia*, 5 murs l'J57.

² LOUTSKIJ, V. B., Problema arabskogo edinstvo. *Sovjetskaja Etnogra/ia*, 1957, N°1, pp. 116-117.

³ L'*Orient* cite Chaled Begdache le 1^{er} octobre 1954 : « Le peuple syrien sait bien que ce qu'on entend par projet d'union avec l'Irak n'est qu'une forme adoptée par l'impérialisme pour le retour de l'occupation étrangère en Syrie ». Déjà le 13 mars 1954, l'*Al Tiliqraf* publie une déclaration de Begdache dans le même sens. Elle a été reproduite intégralement le 14 mars par les journaux syriens *Al Manar* et *Barada*.

⁴ *AW*, 9 septembre 1955. Aussi, dans l'atmosphère d'agitation de l'incident de Ghaza, de la publication du Johnston Plan et des efforts américains en vue de la mise en place de la fameuse « ceinture nordique », on parle même d'un vacuum militaire dans lequel se trouvait la Syrie. Cet argument favorise, lui aussi, la signature du pacte tripartite comme l'expose, par exemple, un éditorial de l'*Al Rai Al Aam*. *AW*, 18 octobre 1955.

⁵ *Al Incha*, *AW*, 17 février 1958.

⁶ *AW*, 15 janvier 1958.

Les commentateurs dont, par exemple, l'éditorialiste de *Al Rai Al Aam*, journal baassiste, se sont vivement étonnés de cette prise de position et, en particulier, de l'insistance des communistes sur la liberté future des partis politiques⁷. Les divergences de vues entre nationalistes, baasistes et progressistes-indépendants (groupement de Chaled el-Azm), d'une part, et des communistes, d'autre part, sont devenues évidentes et la scission inévitable.

Selon la conception nassérienne, l'Etat créé par le nationalisme arabe doit être, par définition, monolithique et la volonté populaire ne peut être représentée que par le pouvoir. Ainsi, les partis ont dû être dissous en Syrie comme en Egypte — exigence à laquelle les partis nationaliste et socialiste de la gauche syrienne se sont pliés volontiers. Le Parti communiste syro-libanais, toutefois, ne s'est pas incliné et s'est vu obligé de se retrancher dans l'illégalité. Tout ce qu'il avait construit s'est écroulé, et les organisations de masses ont dû disparaître. La création de la RAU a donc porté aux communistes syriens un coup très dur.

Après la remarquable déclaration de janvier, dont les thèmes ont été maintes fois repris par des publications communistes⁸, la résistance du Parti communiste syrien à la mise au pas nassérienne devient de plus en plus ouverte et résolue. Chaled Begdache, qui a quitté son pays pour des « raisons de santé », a donné une interview à l'organe communiste tchécoslovaque, *Rude Pravo*, au début de mars 1958. Begdache a constaté que « l'unification des pays arabes sur la base de leur libération totale de l'impérialisme et de leur démocratisation, a été depuis longtemps un des principes essentiels de notre parti⁹ », mais il n'a pas encore attaqué de front l'expérience tentée en Syrie par les nationalistes et baasistes. Six mois plus tard, dans un article publié par le *World Marxist Review*, il n'a plus caché l'opposition fondamentale entre la position communiste et le régime du président Nasser : « Une tentative a été faite pour nous convaincre, a-t-il écrit, de laisser se dissoudre notre parti — au moins formellement et temporairement — et de voter la nouvelle Constitution, laquelle est loin d'être basée sur les principes démocratiques. Nous avons déclaré que nous sommes partisans de l'unité arabe, mais que nous ne voterons jamais pour des principes anti-démocratiques et ne consentirons jamais à dissoudre notre parti. D'ailleurs, le Parti communiste n'a aucun organe possédant l'autorité pour prononcer sa dissolution¹⁰ ».

A la fin de la même année, Chaled Begdache a publié un manifeste dans lequel il a clairement formulé le point de vue de son parti¹¹. Après un long préambule, au cours duquel il a exposé les dangers de l'impérialisme et insisté sur la nécessité d'unir tous les patriotes dans un front commun, Begdache se prononce à nouveau pour une fédération avec l'Egypte, mais contre la fusion. Les deux pays doivent avoir des parlements et des gouvernements séparés et des organes centraux pour les affaires communes (défense, affaires étrangères, etc.). La formation de toutes ces institutions doit suivre la procédure démocratique d'élection générale. Les libertés démocratiques et, en particulier, le droit des masses et d'autres forces politiques nationales de s'organiser, sont à la base d'une future évolution normale. Sur le plan extérieur, il préconise des relations fraternelles avec l'Irak ; liens amicaux avec l'URSS, la Chine populaire et les autres républiques socialistes ; opposition farouche à l'impérialisme, y compris les investissements de capitaux étrangers (américains, italiens, allemands, japonais, etc.). Sur le plan économique, les revendications des communistes syriens sont les suivantes : trouver de nouveaux débouchés aux produits agricoles syriens les plus importants (coton, maïs) ; coopération entre les deux régions dans le seul but d'une industrialisation poussée ; réforme agraire ; augmentation des salaires d'ouvriers ; amélioration du niveau de vie et de l'instruction.

⁷ Ibid.

⁸ *Al Akhbar*, de Beyrouth, 2 février et 8 mars 1958 ; *AW*, 3 février et 10 mars 1958 ou *Al Nour* de Damas, 12 avril 1958 ; *AW*, 14 avril 1958. De nouveaux manifestes ont été publiés en février, *AW*, 16 février 1958 ; en mars, *AW*, 23 et 28 mars 1958, et en juillet, *AW*, 20 juillet 1958.

⁹ L'interview que Begdache a accordée à *Rude Pravo*, a été reproduite dans *AW*, 3 mars 1958. Voir aussi son article dans la revue *Poland and the World*, cité par l'Agence France-Presse le 22 mars 1958. Concernant la disparition de Begdache, *CPR*, 13 février 1958.

¹⁰ BEGDACHE, CH., The Crisis and the Problems of the Middle East. *World Marxist Review*, vol. 1, septembre 1958, p. 70. Voir la déclaration de Begdache fin janvier dans laquelle il a déjà affirmé que son parti va continuer son travail et ne cessera d'exister sous aucune pression. *AW*, 30 janvier 1958. Concernant les attaques des nouvelles autorités syriennes et, surtout, d'Abdel Hamid Serraj, chef des partisans nasséristes, contre les partis, voir *AW*, 19 mars et 28 avril 1958.

¹¹ *AW*, 15 décembre 1958.

En reprenant les arguments de ce manifeste, les communistes syriens ont présenté au 21^e Congrès du Parti communiste soviétique un programme. Celui-ci n'a, évidemment, pas proposé des mesures pour consolider l'union entre l'Egypte et la Syrie ; au contraire, il a suggéré le retrait de la Syrie de cette union ¹². Ce qu'il entend par unité authentique, pour laquelle son parti a dû lutter, Begdache l'a expliqué dans son intervention au 22^e Congrès du Parti de l'URSS, après la rupture : « L'unité ne peut être réalisée par l'annexion, l'expansion et la domination, pas plus que par l'asservissement d'un pays arabe par un autre. Notre parti a et aura toujours la conviction qu'un pays arabe ne peut considérer les autres pays frères comme son « territoire vital », qu'il ne peut pas s'efforcer de les transformer en une colonie intérieure de sa propre bourgeoisie, que le chemin de l'unité arabe n'est pas celui de la dictature, du caprice et de la tyrannie, qu'il ne passe pas par la spoliation, la misère et l'ignorance. L'unité arabe authentique, comme l'unité de n'importe quel autre pays, se fera et se développera seulement sur la base de la fraternité et de l'égalité entre les peuples arabes, tenant compte des particularités objectives de chaque pays. Elle se fera seulement sur la base de la lutte contre les impérialismes américain, britannique et français, sur la base du maintien du développement économique et culturel individuel de chaque Etat arabe, sur la base d'une politique nette dont les éléments principaux sont la démocratie, la lutte résolue pour une libération nationale complète et pour la paix entre les nations ¹³ ».

A l'occasion du 21^e Congrès, Khrouchtchev lui-même s'est occupé des doléances des communistes syriens en réfutant les accusations portées contre eux mais il a aussi mis en évidence que le gouvernement soviétique n'a eu aucun intérêt, partant aucune intention, à réviser sa politique à l'égard de la RAU ¹⁴.

On constate donc, pour la première fois, une sérieuse divergence entre les intérêts d'Etat soviétiques et les intérêts d'un parti communiste local. Il est devenu évident que le soutien offert par les Soviétiques à leurs camarades est conditionnel : la politique de grande puissance que poursuit l'URSS doit l'emporter sur les considérations touchant au mouvement communiste international.

Malgré cela, les communistes syriens ne perdent pas l'espoir et continuent la lutte anti-nassérienne et anti-fusionniste ¹⁵. Ils se sont appliqués, selon toute vraisemblance, à travailler les masses paysannes et ouvrières du pays. Un manifeste publié en avril de la même année et distribué en Syrie, appelle ouvertement — pour mettre un point final à l'évolution — la population à la révolte contre la domination et le régime égyptiens ¹⁶.

Dans un article de janvier 1961, faisant allusion au troisième anniversaire de la République Arabe Unie, Begdache a réitéré son appel aux Syriens « d'entreprendre la lutte ... pour la libération du colonialisme égyptien », et dans ce but il propose la formation d'un front national réunissant toutes les forces saines de la résistance ¹⁷.

¹² Dans le discours de Begdache, *Pravda*, 3 février 1959. A ce même congrès, Salam Adil, représentant le Parti communiste irakien, a constaté : « Toute action dirigée contre le mouvement communiste de n'importe quel pays arabe, introduit la discorde et le schisme dans les mouvements nationaux d'autres pays arabes et détruit la solidarité de ces pays liés par la lutte contre l'impérialisme ». *Pravda*, 4 février 1959.

¹³ *Pravda*, 25 octobre 1961. Déjà deux ans auparavant : « On prétend que le nationalisme arabe est supérieur aux intérêts des Etats arabes séparés et aux intérêts des classes différentes de la population des pays arabes. Sans doute, les intérêts de la majorité des Arabes sont inséparables au cours de la lutte contre le joug colonial. Mais, après la libération d'un pays de la domination étrangère, les intérêts du peuple ne peuvent être ignorés. Les intérêts de tous les Arabes ne peuvent coïncider. Pour cette raison, les tentatives qui, sous le drapeau du nationalisme, ignorent les intérêts séparés des diverses classes de la population et les intérêts des travailleurs, demeureront inefficaces ». *Pravda*, 30 mars 1959.

¹⁴ Voir aussi la troisième section de ce chapitre.

¹⁵ *AW*, 20 avril 1959. Voir son discours prononcé au 3^e Congrès du Parti des travailleurs polonais, dont le texte intégral fut publié par *Al Nida* et *Al Beiraq*, *AW*, 18 mars 1959 ; la déclaration citée par la *France Nouvelle*, *AW*, 6 avril 1959, et sa déclaration donnée à l'Agence hongroise MTI, *AW*, 23 avril 1959. Egalement les articles parus dans la presse libanaise, par exemple, l'article d'*Al Nida*, 16 février 1960 ; *AW*, 16 février 1960.

¹⁶ Le Parti communiste syro-libanais a publié le manifeste à l'occasion de l'anniversaire de l'évacuation de la Syrie par les troupes françaises, donc le 17 avril. Il a été reproduit par *Al Akhbar*, de Beyrouth ; *AW*, 26 avril 1960.

¹⁷ The Agrarian Problem and the National Liberation Movement. *World Marxist Review*, vol. 4, janvier 1961, p. 62. Dans son discours prononcé devant le 22^e Congrès du Parti communiste soviétique, alors que la rupture entre l'Egypte et la

b) La position des Soviétiques après la création de la République Arabe Unie

Un des principes fondamentaux de la politique soviétique extérieure a été, depuis toujours, de s'opposer par tous les moyens possibles au rapprochement, à l'alliance, et, surtout, à la fusion des Etats dans des régions limitrophes d'importance vitale, ou de prévenir une telle éventualité. Ce principe a guidé, plus particulièrement, la diplomatie de Moscou en Europe et au Proche-Orient. Il faut donc empêcher à tout prix l'apparition d'une nouvelle puissance là où avant n'existaient que de petites nations impuissantes, la naissance d'une force militaire qui peut être le résultat d'une telle intégration et la perspective d'une alliance de cette nouvelle puissance avec l'Occident.

Au Proche-Orient, les divers pays arabes — l'Egypte, la Syrie, la Jordanie et même l'Arabie Saoudite et l'Irak — sont tous les bienvenus, individuellement, comme alliés de l'URSS, mais une fusion entre eux ne peut être que contraire aux intérêts d'Etat de l'Union Soviétique, car elle bouleverserait l'équilibre qui assure la marge de jeu à sa diplomatie. Ce que l'URSS redoute le plus c'est la création d'une forte puissance arabe au Proche-Orient, laquelle — alliée à l'Occident — pourrait lui faire face avec succès. En outre, et c'est la seconde raison de l'opposition soviétique à l'unification des Etats arabes, un Etat arabe fédéré ou uni, possédant un gouvernement central fort, pourrait extirper ou affaiblir l'influence des groupes pro-soviétiques. Déjà avant la création de la République Arabe Unie, les Soviétiques sont conscients du fait qu'une suprématie nassérienne peut entraîner la suppression, voire la simple disparition, dans la marée nationaliste, des groupes communistes relativement stables qui existent — la plupart clandestinement — dans les pays arabes les plus proches de l'URSS, en Syrie, en Jordanie et en Irak.

La faillite virtuelle de la Ligue arabe, considérée comme une création britannique, a, bien entendu, causé une vive satisfaction aux dirigeants russes. Après l'échec de cette tentative ils ne sauraient facilement accepter l'apparition d'une nouvelle unité, plus forte que ne l'était l'instable ligue précédente. Ainsi, la naissance de la République Arabe Unie a plongé les dirigeants soviétiques dans un dilemme très embarrassant. Aider le gouvernement nassérien et maintenir des relations amicales avec le nouvel Etat signifie sacrifier des espoirs et des projets relatifs à une éventuelle « communisation » de la Syrie et de la Jordanie, mais aussi, et c'est encore plus grave, la perte des meilleurs amis et des fidèles soutiens de la politique soviétique au Proche-Orient. Après la mainmise de Nasser sur la Syrie, les groupes de gauche non nationalistes vont se démanteler sous la pression du pouvoir et le Parti communiste doit se retirer dans l'illégalité. Par conséquent, selon la politique marxiste orthodoxe, un appui inconditionnel permanent est devenu impossible.

En toute logique, on aurait dû reconnaître que l'attitude adoptée envers le nationalisme arabe ne s'avérait pas justifiée ; que l'option en faveur de ce nationalisme n'était qu'une faute — et que toute la politique khrouchtchéviennne vis-à-vis du Proche-Orient se présentait comme une série de bévues. En plus des conséquences qu'elle entraînerait sur le plan intérieur, une telle volte-face soviétique aurait coupé court à toutes les possibilités, pour l'URSS, d'intervenir et d'influencer le processus de décolonisation. L'abandon de la politique poursuivie depuis 1955 signifie donc un retour à l'isolement.

Tout au long des premiers jours qui ont suivi la proclamation de la nouvelle République Arabe Unie, la presse soviétique garde un silence profond. La décision visant à maintenir le soutien offert au nationalisme arabe et au régime nassérien a été toutefois, assez vite prise. Les organes officiels et les organes de propagande ont repris « l'attitude amicale » à leur égard ¹⁸. L'URSS est parmi les premières puissances étrangères à reconnaître la RAU.

Syrie était déjà consommée, Begdache a déclaré : « La chute de l'union entre l'Egypte et la Syrie n'est pas la chute de l'idée de l'unité arabe, mais la débâcle de la politique anti-démocratique, de la politique anti-communiste ». *Pravda*, 25 octobre 1961.

¹⁸ DEMTCHENKO, P. Raskrytije imperialisticheskogo zagovora v Sirii. *Pravda*, 15 février 1958 ; Obozrevatel', Mejdounarodnoje obozrenije : Vaznyj vklad v edinstvo arabskikh narodov, *Pravda*, 15 février 1958. Halid MOHI ED-DIN, OAR i jejo rol' v bor'be protiv imperializma, *Pravda*, 25 avril 1958.

Par la suite, et parallèlement à l'évolution de la situation dans la RAU, évolution en tous points défavorable aux communistes syriens mais acceptée, malgré elle, par l'URSS, un nouveau facteur est intervenu dans le contexte proche-oriental : la révolution irakienne du général Kassem. Bien qu'il s'agisse d'une révolution militaire victorieuse, elle représente, néanmoins, la volonté populaire et instaure un régime sinon démocratique, du moins extrêmement favorable aux mouvements de gauche et, particulièrement, au Parti communiste irakien. Désormais, une base de comparaison existe : aux yeux des communistes l'expérience kassémiste est plus authentiquement nationaliste que celle de Nasser.

De plus, les événements d'Irak ont offert à l'Union Soviétique une alternative au régime nassérien. Désormais, rompre avec Nasser ne signifie pas rompre avec le nationalisme arabe, mais seulement désapprouver une des tendances du mouvement. Entre les conceptions des deux dirigeants nationalistes décrites avec une admirable perspicacité par Benjamin Shwadran¹⁹, celle du général Kassem convient incontestablement mieux à l'Union Soviétique que le radicalisme impitoyable et intransigeant de Gamal Abdel Nasser.

L'opposition croissante du Parti communiste syrien à l'égard de la politique intérieure du gouvernement de la RAU, a sans doute fortement influencé sinon la politique officielle, du moins la pensée et l'opinion publique soviétiques. K. Ivanov a écrit deux articles dans *International Affairs* de Moscou, en 1958 et au début de 1959. Il y présente un bilan des efforts entrepris pour créer l'unité arabe, à la lumière de la leçon tirée de l'évolution de la RAU. Il réaffirme que le mouvement pour l'unité, qui en raison des données objectives différentes des pays arabes prend diverses formes, ne peut avoir qu'une seule base valable et un but unique : la lutte contre l'impérialisme ennemi principal des Arabes²⁰. « En tant que marxistes, dit en conclusion Ivanov, nous ne sommes, en aucun cas, disposés à faire de l'unité arabe comme telle un fétiche (encore moins du panarabisme), ou à ignorer qu'en des circonstances particulières, elle puisse être exploitée, d'une façon temporaire, par des forces réactionnaires qui s'efforcent d'empêcher le développement et le progrès des peuples arabes²¹ ».

On peut aussi déceler le changement de l'attitude soviétique à l'égard du Parti Baas. En tant que porte-parole de la gauche nationaliste ce parti jouissait auparavant de la sympathie et de l'appui moral soviétiques. A la suite de la campagne anticommuniste dans la RAU, et, surtout, après le complot avorté (désigné comme la « conspiration des Baassistes ») d'Abd es-Salem Aref, colonel à l'époque, le Parti Baas est devenu la cible de toute attaque soviétique dans le monde arabe. Son hostilité envers le communisme en général a été, naturellement, la raison principale de cette volte-face. Toutefois, comme ce parti a aussi propagé des idéaux panarabes, les Soviétiques l'ont d'autant plus suspecté. Milovanov et Sejfoul'-Mouljoukov considèrent, dans leur étude sur l'Irak, les dirigeants baassistes comme téléguidés par l'étranger, mécontents de la politique indépendante poursuivie par le général Kassem et prêts, à tout moment, à trahir les intérêts du peuple. Les Soviétiques ont particulièrement accusé le coup, étant donné que ce parti se considérait comme l'avant-garde du mouvement de libération nationale. C'est pourquoi, ils écrivent que le Baas « adopte une position ultranationaliste accusant les autres forces nationales de modération dans la lutte qu'il mène contre les organisations progressistes de l'Orient arabe²² ».

c) La grande crise

La première grande confrontation entre le nationalisme arabe et les forces communistes, aura des répercussions dans tout le Proche-Orient. Elle s'est produite au début de 1959. En effet, le régime

¹⁹ SHWDRAN, B., *The Power Struggle In Iraq*. *MEAff*, vol. 11, 1960, N° 5, pp. 160-161.

²⁰ IVANOV, K., *The Middle Eastern Situation*. *International Affairs*, Moscou, janvier 1959, p. 80.

²¹ IVANOV, K., *A New Arab State*. *International Affairs*, Moscou, mars 1958, p. 57.

²² MILOVANOV, I., SEJFOUL'-MOULJOUKOV, F., *Irak vtchera i segodnja*. Moscou, Gospol, 1959. La dénonciation du parti Baas comme « ultra-nationaliste » et « panarabe » (cette dernière expression étant utilisée au sens péjoratif se trouve aussi dans l'article de VIKTOROV. L., *Baasisty na slouzbe reaktzii*. *Sovremennyj Vostok*, N° 1, 1960, pp. 27-28). Voir aussi l'article révélateur paru dans *l'Orient* de Beyrouth, en octobre 1959 ; *AW*, 10 octobre 1959.

révolutionnaire irakien a rendu des services considérables aux communistes et à la politique soviétique. Il a assuré l'espace vital indispensable aux mouvements de gauche et au Parti communiste²³ et, en outre, a offert à la diplomatie russe une alternative face à la tendance nassérienne.

En hiver 1958-1959, la situation en Irak est devenue extrêmement tendue et les relations entre nationalistes arabes, dont les nassériens en premier lieu, et les groupements communistes ou sympathisants, se sont rapidement détériorées. Une guerre civile éclate. Certaines couches de la population, tels les minorités et les groupes communistes bien armés, y compris une milice puissante, se sont livrés à des massacres de nationalistes²⁴.

La réaction, très violente, ne s'est pas fait attendre dans toute la RAU. Ces événements provoquent une réelle déception dans les milieux qui auparavant ont fait preuve d'une vive sympathie envers l'URSS. Le président Nasser s'est livré à des attaques véhémentes contre « le terrorisme communiste qui règne à Bagdad aux dépens du nationalisme arabe²⁵ ». Il a dénoncé les communistes arabes comme les agents d'une puissance étrangère et le général Kassem comme le serviteur docile des communistes. En condamnant également l'athéisme, Nasser s'est surtout élevé contre le communisme qui « élimine le patriotisme et le nationalisme au nom d'une fausse démocratie²⁶ ».

En Union Soviétique, il n'y eut pas de commentaire immédiat. La réponse est donnée par Khrouchtchev, le 16 mars 1959, lors d'une réception en l'honneur d'une délégation irakienne. Le discours de Khrouchtchev est une pièce maîtresse de la diplomatie. Réfutant les allégations de Nasser, il ne coupe toutefois pas les ponts avec la République Arabe Unie. Il est évident qu'il prend la défense du communisme et rejette les accusations portées contre les communistes arabes. Il s'insurge surtout contre l'accusation qui fait des communistes arabes les agents d'une puissance étrangère et non de bons patriotes²⁷. Le chef du gouvernement soviétique se montre surpris que les liens entre l'Irak et l'Egypte, deux pays frères, puissent se détériorer à un tel point, bien que tous deux poursuivent une politique de neutralisme et d'indépendance nationale. Khrouchtchev attribue la raison d'un tel état de fait aux conceptions erronées de Nasser sur l'unité et à ses efforts pour forcer l'Irak à se joindre à la République Arabe Unie. « Il est clair que le problème de l'union entre Etats doit être résolu par une décision prise par les peuples des pays concernés. C'est à eux de décider s'ils veulent former une unité ou maintenir leur développement national indépendant ; s'ils veulent ou non former une fédération ou une confédération. L'Union Soviétique n'intervient ou n'interviendra pas dans de telles affaires. Cependant, nous ne pouvons pas nous montrer indifférents à une situation qui se développe dans une région non loin de nos frontières, et nous pouvons exprimer notre attitude concernant les événements qui y ont lieu ... La fusion de plusieurs Etats en un seul est une question complexe. L'expérience de l'histoire montre que les peuples, en particulier quand ils se sont libérés tout récemment de la dépendance étrangère, sont jaloux de leurs droits souverains et sont extrêmement sensibles à toutes les tentatives violant leurs droits. La fusion des Etats n'est avantageuse pour les peuples que lorsque les conditions économiques et politiques sont mûres et que toutes les caractéristiques des Etats à unir sont prises en considération ... Une union prématurée ne mène pas à la consolidation de l'unité des peuples, mais la sape ... Il n'y a pas une consolidation de l'unité mais une désunion des forces. Qui tire profit d'un tel état de choses? Seuls les ennemis de la liberté, seuls les impérialistes²⁸ ».

Khrouchtchev a donc entièrement accepté et reconnu les doléances de ses camarades malchanceux, mais il n'est pas allé plus loin. Il s'est prudemment gardé d'identifier les intérêts soviétiques à ceux des communistes syriens persécutés. Par ce discours, la rupture entre les deux est consommée. Le maintien des relations avec la RAU s'est avéré plus important. Il a aussi nettement affirmé que les relations

²³ Voir l'article de RALEIGH, J. S. *The Middle East in 1959: A Political Survey*. *MEAff*, vol. 11, 1960. N° 1, pp. 4-5.

²⁴ Voir la presse cairote de l'époque, *CPR*, février-mars 1959. Selon certains journaux, les avions qui ont bombardé Mossoul, étaient pilotés par des Russes, *CPR*, 5 et 13 avril 1959.

²⁵ Discours du président Nasser à Damas, 11 mars 1959. NASSER, Gamal Abdel, *Speeches*. Cairo, UAR Inf. Dept. 1960, Vol. 1, p. 122.

²⁶ Voir le discours cité précédemment et ceux prononcés les 12, 13, 14 et 15 mars. *Ibid.*, pp. 121-154.

²⁷ *Pravda*, 17 mars 1959.

²⁸ Voir aussi *Pravda*, 30 mars 1959.

URSS-RAU « seront à l'avenir ce qu'elles étaient jusqu'ici. Quand nous avons établi des relations amicales avec la République Arabe Unie nous étions conscients des vues anti-communistes du président Nasser ». On ne saurait parler plus clairement.

Après cette réponse du Premier soviétique et, surtout après la réplique du président Nasser dans laquelle il a déclaré que l'Égypte s'est trouvée seule au moment de l'attaque tripartite, ne recevant même pas l'assistance de l'Union Soviétique ²⁹, une controverse violente oppose les organes officiels de presse russe et ceux de la RAU. Le discours de Khrouchtchev est considéré par les quotidiens cairotes comme une attaque fondamentale contre le nationalisme arabe, tandis que la *Pravda* parle d'un malentendu, en répétant, toutefois, les thèmes développés par le chef du gouvernement soviétique ³⁰.

Les informations soviétiques ont été, à partir du moment de la scission entre l'Égypte et la Syrie en 1961, d'une impartialité scrupuleuse. Les événements des premiers jours sont rapportés ainsi que le discours prononcé par le président Nasser, sans commentaires ³¹. La *Pravda* s'est largement étendue, sur la base d'une dépêche de l'agence Reuter, sur le programme du nouveau gouvernement syrien : restauration des libertés démocratiques, réforme de l'armée, programme économique, amélioration des relations avec « tous les pays tendant vers la Syrie la main de l'amitié », etc. ³². Toutefois, on ne mentionne rien de la prétendue résistance populaire dont parle l'émetteur du Caire.

Du point de vue idéologique, la leçon de la fusion égypto-syrienne sera tirée, de la façon la plus claire, avant la scission déjà. En décrivant les problèmes de l'unité en Afrique, Plychevskij remarque, en juillet 1961 : « Les peuples africains qui s'efforcent de réaliser l'unité ... ont devant eux le déplorable exemple de l'Égypte et de la Syrie. Comme on le sait généralement, l'union, dans ce cas n'est autre qu'une subordination de la Syrie à l'Égypte ³³ ».

²⁹ « Nous avons compté seulement sur Dieu et sur nous-mêmes. Neuf jours entiers durant, nous avons lutté contre la Grande-Bretagne, la France et l'Israël, en nous appuyant uniquement sur Dieu et sur notre propre force. La seule nation qui ait insisté pour lutter dans la bataille à nos côtés fut la Syrie ... Du 29 octobre jusqu'au 6 novembre, nous n'avons reçu l'aide de personne, à l'exception d'une consolation morale et spirituelle. Toutefois, des journaux communistes prétendent aujourd'hui que nous nions la vérité ... J'aimerais que le monde entier sache la vérité : il n'y avait pas de soutien de Moscou, même pas une promesse d'aide ». *AW*, 31 mars 1959. Voir aussi : *CPR*, 1^{er} avril 1959. Ces propos du président Nasser semblent contredire d'autres qu'il a tenus, par exemple, au correspondant du périodique *Look*, dans une interview donnée le 16 juin 1957 ; *CPR*, 16 juin 1957. Il explique qu'un seul pays est venu à l'aide de l'Égypte lors des délibérations au Conseil de sécurité et c'est l'Union Soviétique.

³⁰ Dépêche de KONDRACHOV du Caire, *Pravda*, 18 mars 1959 ; article dans la *Pravda*, le 30 mars 1959.

³¹ Le premier rapport a paru dans la *Pravda* du 29 septembre 1961 ; la *Pravda* et l'*Izvestia* ont publié un compte rendu de 800 mots du discours du président Nasser, le 7 octobre 1961.

³² *Pravda*, 1^{er} octobre 1961.

³³ PLYCHEVSKIJ, I. Some Problems of the Independence Struggle In Africa. *World Marxist Review*, vol. 4, juillet 1951, p. 36.

2. L'URSS ET LES PARTIS COMMUNISTES LOCAUX

Pendant la première période de l'ère poststalinienne, on assiste à un divorce inévitable entre les intérêts d'Etat soviétiques et les intérêts des divers partis communistes qui ne sont pas au pouvoir : c'est la fin du mythe stalinien tendant à établir l'identité entre les deux. L'évolution accomplie durant cette phase est un prélude à la restructuration polycentrique du communisme mondial. Elle a plongé le bloc soviétique dans une crise générale dont la manifestation la plus évidente est le conflit sino-soviétique. Les relations entre l'Union Soviétique et les partis communistes des différents pays arabes — le troisième point névralgique de la politique soviétique au Proche-Orient — s'insèrent donc dans cette époque critique du mouvement communiste international.

D'aucuns pourraient dire que les changements évoqués ne sont pas réels, mais illusoire, car les intérêts de l'Etat des Soviets ont toujours prévalu, selon la formule de Staline, sur les intérêts des partis communistes dans d'autres pays. Ils citeraient à l'appui de cette thèse le soutien stalinien accordé au mouvement de Tchang Kaï-Chek au lieu de l'accorder aux communistes chinois. Toutefois, il ne nous semble pas que cet argument soit valable, car même s'il y a une parallèle historique apparente, les motifs en sont différents. A l'époque stalinienne, il y a une identité réelle entre les intérêts du communisme mondial et ceux de l'Union Soviétique, le seul Etat où le prolétariat ait saisi le pouvoir. L'action concertée au sein du Komintern s'est justifiée. Mais la Russie soviétique de Khrouchtchev n'est plus ce qu'était l'Union Soviétique de Staline : sur les plans militaire, politique et économique, elle est une des deux grandes puissances mondiales. Elle suit ses propres objectifs, sans trop s'appuyer sur les partis communistes en Europe occidentale et dans les pays du Tiers-Monde. Elle ne tient pas compte de leurs intérêts quand ils ne servent pas ses propres buts, car l'espoir de lancer la révolution mondiale est déjà du passé. La force nucléaire de l'URSS la dispense, en réalité, de prendre en considération la position et l'opinion de ses partenaires communistes et l'état de son économie diversifiée et hautement développée la contraint à s'entendre avec les pays capitalistes au même stade de développement. Conséquence de cette évolution, les problèmes se posent pour l'URSS plutôt au niveau d'Etat à Etat que de parti à parti.

L'accession des pays du Tiers-Monde à l'indépendance influence aussi la politique de l'URSS. Ce phénomène l'oblige à transformer ses relations extérieures, et à mettre l'accent sur les rapports entre Etats plutôt qu'entre partis communistes. Les jeunes Etats émancipés de la domination coloniale sont très susceptibles à tout ce qui paraît ou peut paraître menacer leur indépendance, à toute intervention dans leurs affaires intérieures. Ils ont acquis cette indépendance par une révolution nationaliste et non pas par une révolution socialiste dans le sens marxiste-léniniste du terme. Ils sont dirigés par des éléments qui proviennent, en général, de la classe moyenne. Ces éléments constituent l'élite nationaliste des pays en question. Leur politique intérieure, économique et sociale même si elle se réclame de socialisme, n'a pas permis l'action des partis communistes locaux qui, par définition, visent au renversement des gouvernements nationalistes.

Enfin, ces nouveaux Etats se sont tournés vers l'URSS, tendant ainsi la main à l'adversaire de leurs anciens oppresseurs et lui offrant par là même une possibilité d'action inespérée. Le climat est donc là pour un changement d'attitude soviétique.

a) Distinction entre politique soviétique et action des partis communistes locaux

Logiquement, les dirigeants soviétiques s'efforcent de faire valoir aux yeux des communistes arabes une distinction entre la politique de l'Etat des Soviets et l'action des différents partis communistes nationaux. Cette intention est diamétralement opposée à celle qui régissait auparavant les relations de l'URSS et des partis communistes, quand la dépendance de ces derniers à l'égard de Moscou a été considérée comme naturelle. Toutefois, au moment de la révolution d'Atatürk, Staline adopte une attitude semblable à celle que

nous décelons à l'ère poststalinienne. L'attitude soviétique à l'égard du nassérisme pose les mêmes dilemmes que la position russe face au kémalisme³⁴.

De 1955 à 1957, il existe encore une corrélation incontestable entre la position soviétique et les déclarations des dirigeants communistes proche-orientaux, au sujet des affaires de la région. Cette corrélation se manifeste par le fait que les journaux russes citent en abondance les déclarations de Chaled Begdache et de ses homologues.

En même temps, on trouve à cette époque déjà les signes d'une intention de marquer la différence entre la politique soviétique et le communisme local. En 1955, dans le contexte de la préparation psychologique à l'accord égypto-tchèque sur les livraisons d'armes, l'ambassadeur soviétique au Caire, Daniel Solod, a fait une déclaration citée par le journal syrien *Bark al Chimal* le 14 septembre. Il affirme que la politique de l'URSS consiste à établir une coexistence pacifique, et qu'elle est prête à donner des garanties afin d'assurer les pays arabes que « la Russie et les Etats du bloc oriental n'entreprendront aucune action ayant pour but de propager les idéologies communistes ; que toute action communiste à l'intérieur d'un pays arabe n'a rien à voir avec l'Union Soviétique ».

Une décision intervient lors de la création de la République Arabe Unie, c'est-à-dire au moment où le gouvernement du président Nasser s'est tourné contre le Parti communiste syro-libanais, le plus important au Proche-Orient. A la suite de la création de la RAU et des expériences faites au cours de son existence, le divorce entre les intérêts d'Etat soviétiques et les intérêts des partis communistes nationaux est consommé. Khrouchtchev déclare dans son rapport au 21^e Congrès du Parti soviétique que « tous les partis communistes sont indépendants et conçoivent leur politique selon les conditions concrètes de chaque pays³⁵ ». Il affirme à plusieurs reprises que l'URSS n'a aucune intention d'intervenir dans les affaires intérieures des pays arabes et que malgré ce qui s'est passé, elle continuera sa politique d'aide et d'assistance à l'égard de la République Arabe Unie³⁶. Lors d'une interview accordée en novembre 1959 à Salah Salem, à l'époque rédacteur en chef d'*Al Goumhourija*³⁷, le Premier soviétique a de nouveau et encore plus nettement défini la position de son pays face aux problèmes des communistes arabes : « Nous avons une sympathie partagée avec ceux qui adoptent nos idéaux. C'est tout à fait naturel. Mais il n'existe pas le moindre lien direct entre nous et eux. Je crois que la situation actuelle dans les pays arabes ne favorise pas la mise en place d'un système communiste ». Khrouchtchev se réfère, bien entendu, à la coexistence, le grand mot d'ordre de sa politique, en disant : « Il n'y a pas de crise dans nos relations avec vous. Certes, nos croyances, nos idéaux politiques sont différents. Votre croyance diffère de la nôtre. A mon avis, des nations à diverses croyances et à divers systèmes peuvent vivre côte à côte en paix³⁸ ».

Les développements qui suivent la fusion de l'Egypte et de la Syrie et, plus particulièrement, la crise qui éclate après les événements d'Irak entre nationalistes et communistes arabes, ont donné lieu à un dialogue

³⁴ Voir LAQUEUR, W. Z. The « National Bourgeoisie », A Soviet Dilemma in the Middle East. *International Affairs*, London, juillet 1959, pp. 325-326 ; *Mizan Newsletter*, vol. 2, janvier 1960.

³⁵ KHROUCHTCHEV, N. S. O kontrolnyh tzifrah razvitija narodnogo hozjajstva SSSR na 1959-1965 godou. *Pravda*, 28 janvier 1959.

³⁶ Interview avec R. K. KARANGIA, rédacteur d'un périodique indien ; NASSER, Gamal Abdel, *Speeches*, 1959, pp. 532-548.

³⁷ Interview avec Salah Salem au début de novembre 1959. *CPR*, 10 novembre 1959. Il y a certainement une hésitation dans les milieux soviétiques : en avril encore des milieux diplomatiques de Berlin Est — selon la presse arabe — émettent l'opinion que si la République Arabe Unie ne cesse pas la persécution des communistes, l'URSS va suspendre immédiatement son assistance. *AW*, 13 avril 1959. Toutefois, il semble que la raison d'Etat ait prévalu sur la solidarité.

³⁸ Dans un discours prononcé devant l'électorat d'un district de Moscou, Khrouchtchev a dit : « Le colonel Nasser est un nationaliste arabe et moi, je suis un communiste soviétique. Il est évident que lorsque nous parlons des sujets touchant à l'idéologie nous exprimons des vues différentes. C'est naturel ... Nous n'avons jamais considéré, toutefois, que les relations entre Etats à systèmes sociaux différents soient envisagées du point de vue de la position idéologique de leurs dirigeants respectifs. S'il en était ainsi, il serait impossible — vous le concevez bien — d'assurer la coexistence pacifique entre divers Etats. Les questions relevant de la politique intérieure regardent chaque gouvernement et chaque nation. Ce que chacun d'eux désire ou rejette — c'est leur affaire intérieure. Il peut même se produire qu'une nation ne soit pas contente de l'état de choses existant, mais elle le supporte car les conditions données ne permettent pas de le changer — c'est la raison pour laquelle la nation continue à vivre en ces conditions ». *Pravda*, 25 février 1959.

véhément entre la presse soviétique et égyptienne³⁹. De cette campagne de presse nous ne citerons que l'article de I. Alexandrov qui a paru dans la *Pravda* du 17 juin 1959, sous le titre « Interprétation déformée ». Il présente d'une façon nuancée la position soviétique et démontre la distinction introduite par les dirigeants russes entre la politique soviétique et l'action des communistes arabes. Selon Alexandrov, tout le monde sait que l'Union Soviétique poursuit son orientation politique léniniste qui consiste dans le respect scrupuleux du principe de la non-intervention dans les affaires intérieures des autres pays. Plusieurs pays d'Asie et d'Afrique ont des systèmes politiques entièrement différents de celui de l'URSS, mais ce fait n'a toutefois pas empêché les Soviétiques de coopérer avec eux sur le plan des relations interétatiques. Mais la politique de non-intervention dans les affaires intérieures d'autres pays ne signifie pas, déclare Alexandrov, que le public et la presse soviétiques n'aient pas le droit de se prononcer sur tel ou tel événement. Il est naturel que les gens, en Russie, sympathisent avec ceux qui luttent pour les intérêts du peuple. Les communistes sont au premier rang, et ils obéissent en cela à l'esprit de l'internationalisme prolétarien. Cette sympathie ne doit pas mener à une querelle idéologique. Comme Kondrachov, correspondant de *Izvestia* l'a remarqué, les Soviétiques se proposent « de laisser le règlement des controverses idéologiques à l'histoire⁴⁰ ».

La politique soviétique et les organes de propagande russe suivent donc cette nouvelle orientation et ne se lancent plus dans des attaques proprement dites contre le régime nassérien et contre l'action entreprise dans la RAU à l'égard du Parti communiste. Ils ne font que défendre l'Union Soviétique contre l'accusation qu'elle aurait l'intention d'intervenir dans les affaires intérieures du nouvel Etat arabe unifié. Naturellement, les communistes et en premier lieu, Chaled Begdache, continuent leur lutte contre la « tyrannie », et leur position est défendue par l'émetteur de Sofia, cela vraisemblablement parce que le numéro un des communistes proche-orientaux réside en Bulgarie⁴¹. Certes, le divorce entre les intérêts soviétiques et les intérêts communistes ne s'impose pas à l'égard d'un pays comme la Jordanie — où Soviétiques et communistes condamnent sans réserve le régime du roi Hussein — et comme l'Irak de Nouri Said. Ce dernier pays a obtenu, après la révolution de juillet 1958, l'appui entier de Moscou. Les communistes locaux y ont déployé une activité fébrile et intense, pouvant mener, à en croire les journaux caiotes de l'hiver 1959, à une prise de pouvoir des communistes⁴². Toutefois, l'action insensée et précipitée des communistes irakiens a tellement desservi et les intérêts soviétiques, et leurs propres intérêts, qu'ils sont obligés, également sous la pression des dirigeants russes, de faire marche arrière et de procéder à une autocritique. Ils dénoncent leurs « erreurs politiques qui découlent d'une déviation à gauche » et de l'opportunisme de certains éléments « infiltrés » dans le parti⁴³. Ainsi, bien que la dictature du général Kassem ait restreint leurs activités, les communistes proche-orientaux sont prêts à lui accorder leur soutien⁴⁴, sans doute pour des raisons tactiques et pour pouvoir s'appuyer sur l'Irak, face au nationalisme arabe nassérien.

³⁹ Du côté soviétique on peut mentionner entre autres la *Komsomolskaja Pravda* du 8 février ; la *Pravda* du 19 février, répondant à un article de Fikri ABAZAH publié dans *Al Moussawar* ; un autre article de la *Pravda*, le 31 mai ; les attaques parues dans le *Bakinskij Rabotchij* (18 novembre), et dans les *Nouveaux Temps*, N° 42, 1959. Du côté arabe, le *Cairo Press Review* comme *The Arab World* reproduisaient d'innombrables articles traitant des relations soviéto-arabes ou attaquant le communisme sous toutes ses formes, mais en le distinguant toujours de l'URSS. Ainsi, il faut feuilleter le *CPR* du 3 janvier ; des 14, 18, 19, 24, 26 et 28 mars ; des 4, 6, 11 et 16 avril ; du 5 septembre et du 12 octobre 1959 ; l'*AW* du 30 décembre 1958 ; des 8, 28 et 29 janvier ; du 20 février ; des 2 et 6 avril ; du 12 mai et du 17 septembre 1959.

⁴⁰ *Izvestia*, 8 janvier 1960.

⁴¹ *CPR*, 25 avril 1959 ; *AW*, 29 janvier 1960.

⁴² Le nouveau complot, *Al Ahrām*, *CPR*, 27 décembre 1958 ; rumeurs sur l'agitation communiste en Irak, *Akhbar El Yom*, *CPR*, 10 janvier 1959 ; article de Moustafa AMIN dans *Akhbar El Yom*, intitulé : Le téléphone rouge gouverne Bagdad. Juifs et étrangers sont les dirigeants des partis communistes arabes, *CPR*, 21 mars 1959 ; collaboration entre sionistes et communistes dans *Rosa el-Youssef*, *CPR*, 13 avril 1959 ; *Orient*, Beyrouth : c'est Nasser qui pousse Kassem dans les armes des communistes, *AW*, 13 avril 1959 ; communistes syriens se réorganisent en Irak, *Al Chaab*, *CPR*, 14 avril 1959 ; contradiction entre communistes et les démocrates en Irak, de Kamel Jaderji, *Al Sahafa*, *AW*, 15 mai 1959 ; et Les instructions secrètes du parti communiste irakien, dans l'*Al Sahafa* et plusieurs autres journaux damascènes, *AW*, 29 juin 1959.

⁴³ Dans l'organe du parti communiste irakien, *Ittihad Al-Chaab*, 3 août 1959 ; publié in extenso dans le *Kommounist*, N° 12, 1959, et en version abrégée dans la *Pravda*, 17 août 1959.

⁴⁴ Begdache a, malgré tout, insisté auprès de la gauche irakienne de ne pas empêcher le cours normal de la révolution dans le pays, *AW*, 20 mai 1959.

A la lumière de cette évolution, on peut tomber d'accord avec le journal libanais *Al Sahafa*, qui déjà en 1958 suggère que la différence entre la politique soviétique et l'action des partis communistes locaux, réside dans le fait que les derniers sont encore des stalinistes, c'est-à-dire qu'ils suivent la ligne de l'idéologie orthodoxe et politique, tandis que les Soviétiques adoptent une attitude réaliste, mais apparemment hérétique⁴⁵. Par conséquent, il n'est pas étonnant que les Chinois aient pris parti en faveur des communistes proche-orientaux et, selon une information parue dans les quotidiens égyptiens, le parti chinois a revendiqué à cette époque le contrôle des partis communistes arabes, dont la Bulgarie⁴⁶ avait été chargée, à en croire les quotidiens cités. Les germes du conflit sino-soviétique apparaissent dès 1959. Ils se manifestent par l'attitude différente adoptée par les Russes et par les Chinois à l'égard du problème des partis communistes proche-orientaux. L'option en faveur du nationalisme aux dépens de la révolution sociale, est devenue une hérésie, mais elle est conforme aux intérêts de l'Etat des Soviets.

b) L'attitude arabe et la distinction entre l'URSS et les partis communistes locaux

La nouvelle politique soviétique de distinction entre l'action de Moscou sur le plan interétatique et l'action des partis communistes locaux, est véritablement une œuvre maîtresse. Elle témoigne du réalisme de l'équipe post-stalinienne. Elle est aussi la réponse aux espérances proche-orientales qui reflètent les besoins politico-psychologiques des pays arabes.

L'opinion publique arabe est consciente de toutes les erreurs que les communistes ont accumulées dans les pays arabes, soit concernant l'Algérie (voir la prise de position du Parti communiste français en 1956), la Palestine, ou la révolution de 1941 en Irak, soit durant le mandat français en Syrie et au Liban, ou à l'égard du nationalisme égyptien et de la révolution de juillet 1958 en Irak⁴⁷. Elle se rend compte de la dépendance des partis communistes proche-orientaux vis-à-vis d'une puissance étrangère, et refuse d'admettre cette ingérence⁴⁸.

On pourrait dire que les Arabes, ceux protagonistes du neutralisme positif, avaient conçu avant les Soviétiques cette nouvelle approche politique en les invitant à se dissocier des communistes proche-orientaux. Le président Nasser déclare en 1955, au sujet de sa visite projetée en URSS : « Cette visite n'est pas en contradiction avec nos principes anticommunistes. Le communisme en Egypte est considéré comme une violation de la loi. D'ailleurs, l'ambassadeur soviétique m'a assuré que son gouvernement n'avait aucun rapport avec les communistes se trouvant en Egypte. Rien ne nous empêche de resserrer les liens économiques avec la Russie, même si nous internons les communistes et si nous les déferons devant nos tribunaux⁴⁹ ». En été 1957, dans l'interview déjà plusieurs fois citée, accordée à William Attwood, correspondant du périodique américain *Look*, Gamal Abdel Nasser répond par l'affirmative à la question de savoir s'il pense toujours, comme en 1954, que les communistes représentent un danger pour le monde arabe. Il a expliqué que le but du parti communiste local n'a pas du tout changé : il reste toujours la prise du pouvoir et l'instauration, en Egypte, du système collectif. C'est pour cela que le parti doit

⁴⁵ *AW*, 23 décembre 1958.

⁴⁶ *CPR*, 3 octobre 1959. Selon une déclaration du ministre des Affaires étrangères de l'Irak à l'époque de Kassem, Jawad, la Chine populaire a incité les communistes de son pays à la révolte ouverte contre le régime révolutionnaire, *CPR*, 26 septembre 1959. Concernant les attaques contre la Chine populaire dans la presse nationaliste, voir, entre autres, *CPR*, 1^{er} octobre, et *AW*, 8 octobre 1959 ; pour le point de vue communiste, *AW*, 6 octobre 1959.

⁴⁷ Voir *CPR*, 24 mars 1959.

⁴⁸ Voir *CPR*, 30 décembre 1958 ; 19 et 20 mars 1959 ; l'article dans *Akhbar El Yom*, intitulé : Ordres de l'étranger aux partis communistes de l'Orient arabe, *CPR*, 23 mars 1959 ; dans le même journal, 5 millions de livres égyptiennes afin de créer des désordres dans les Etats arabes, *CPR*, 28 mars 1959 ; aussi *AW*, 21 avril et 7 septembre 1959, ainsi qu'une série d'articles dans *Al Thaoura*, journal irakien, *AW*, 2 septembre 1959 et 2 juin 1960.

⁴⁹ Cette déclaration est tirée d'un document inédit. Le général Kassem a aussi fait des déclarations en ce sens, par exemple le 14 mai 1959 devant la Conférence industrielle de Bagdad. SHWADRAN, *loc. cit.*, p. 51.

être interdit. Toutefois, l'acceptation du communisme en tant qu'idéologie et en tant que système politico-économique n'est pas une condition préalable, de l'avis du président égyptien, au maintien des relations amicales avec l'URSS pour laquelle les Egyptiens éprouvent une sympathie sincère⁵⁰. Dans les discours plus importants prononcés pendant la crise irakienne, Nasser réitère l'affirmation sans réserve de l'amitié envers l'Union Soviétique, malgré une condamnation véhémement et sévère des activités communistes en Irak et en Syrie⁵¹. De même, dans l'échange de lettres avec Khrouchtchev en hiver 1959, il souligne que le maintien de bonnes relations entre l'Égypte et l'URSS ne doit pas dépendre de différences idéologiques⁵².

Hassanein Heikal, porte-parole officieux du nassérisme, est toutefois beaucoup plus explicite. Il pose le problème déjà au début de janvier 1959 : « La question est maintenant de savoir si les forces nationalistes arabes livrent une bataille uniquement contre les communistes locaux pour des raisons particulières, ou contre le communisme mondial en tant que mouvement ... La réponse est nette : la lutte n'est pas engagée contre le communisme lui-même, dont les résultats acquis dans certains pays, autres que ceux de l'Orient arabe, ne peuvent être ignorés⁵³ ». Dans son article « Reproches de Khrouchtchev et reproches à Khrouchtchev⁵⁴ », il a mis clairement en relief que les accusations des nationalistes arabes contre les communistes ne sont nullement des accusations contre l'idéal communiste, mais contre les membres d'un parti communiste local, le parti syro-libanais ou irakien. En conclusion, Heikal déclare : « Les amis de l'Union Soviétique sont beaucoup plus nombreux en notre pays que les communistes qu'il compte. Tous nos gens aiment l'URSS, à cause de son attitude à notre égard, et la respectent. Ils ne l'aiment et ne la respectent pas grâce aux communistes du pays. Ils le font *malgré* les communistes locaux. Les gens qui aiment et respectent l'Union Soviétique dans ce pays sont les mêmes qui croient au nationalisme arabe et au neutralisme positif. Ce sont les mêmes gens qui ne croient pas au communisme en tant qu'idéologie et en tant que système convenable à leur pays ».

⁵⁰ CPR, 16 juin 1957. Dans cette interview, le président s'est aussi attaqué aux partis qui, au nom de la démocratie et de la liberté, servent des intérêts étrangers et non les intérêts du peuple égyptien.

⁵¹ NASSER, Gamal Abdel, *Speeches*, pp. 121-155.

⁵² CPR, 22 février 1959.

⁵³ CPR, 10 janvier 1959.

⁵⁴ CPR, 29 janvier 1959.

CHAPITRE X

Le conflit arabo-israélien

1. LES SOVIETIQUES ET ISRAËL APRES LA SECONDE GUERRE MONDIALE

La position soviétique face au conflit arabo-israélien a été, tout au long des années de l'après-guerre, hésitante, indécise, mais penchant plutôt du côté arabe. La politique de l'URSS manifeste ainsi un soutien permanent des thèses arabes, à l'exception de rares sursauts de sympathie envers Israël. Nous pensons ici au partage de la Palestine où l'URSS refuse, toutefois, d'adopter l'attitude radicale et sans réserve que les Arabes voudraient obtenir de leur alliée.

Théoriquement, ce conflit ne relève, dans l'optique soviétique, que de la politique occidentale, des « machinations » impérialistes. L'étude publiée par K. Ivanov et Z. Chejnys, *L'Etat d'Israël, sa situation et sa politique*¹, le démontre clairement. En effet, la position soviétique concernant le problème de la Palestine s'est déjà cristallisée avant la Seconde Guerre mondiale. Le conflit a été considéré comme ayant été créé artificiellement par les Britanniques. Les Arabes ont bénéficié des sympathies moscovites dans la mesure où la politique occidentale leur a fait du tort. Le problème a été volontiers transposé sur le plan social et les aspirations des masses arabes ont gagné l'appui soviétique, car elles ont été présentées comme les victimes de la bourgeoisie sioniste. V. B. Loutskij a donné une conférence publique sur le problème de la Palestine en août 1946 à Moscou. Au cours de cet exposé qui est un véritable résumé du point de vue soviétique à cette époque, il déclare catégoriquement que « la Palestine est un pays arabe² ». Voulant tout de suite préciser cette déclaration, il affirme que les Arabes et les Juifs pourraient vivre ensemble en paix et en amitié, sous un gouvernement démocratique, car « les intérêts fondamentaux de la population juive en Palestine ne sont pas en contradiction avec les intérêts fondamentaux des masses arabes ».

L'attitude pro-arabe des Soviétiques subit un changement brusque lorsque le problème de la Palestine est débattu aux Nations Unies. Les interventions faites par Andrej Gromyko, ministre des Affaires étrangères, prouvent que l'URSS appuie sans réserve la revendication juive visant à créer un Etat israélien en Palestine. Son argumentation est conforme à l'atmosphère de l'après-guerre alors que le souvenir des cruautés commises par l'Allemagne nazie à l'égard du peuple juif est encore très vif³. Une vraie compassion humaine se dégage des paroles de Gromyko et c'est regrettable qu'elles doivent dégénérer en une attaque politique contre les pays occidentaux. Gromyko conclut que « Les intérêts légitimes tant des Juifs que des Arabes de Palestine ne peuvent être protégés, comme il convient, que par la création d'un Etat judéo-arabe démocratique, indépendant, double mais homogène. Cet Etat doit se fonder sur des droits égaux accordés aux populations juive et arabe, ce qui pourrait conduire à une coopération entre les deux peuples, au mieux de leurs intérêts communs et au profit de l'un et de l'autre. On sait qu'une telle solution du problème palestinien a ses partisans en Palestine même⁴ » S'il se trouve que cette solution est irréalisable en raison des relations de plus en plus tendues entre Juifs et Arabes, « il faut alors étudier une deuxième solution qui,

¹ Moscou, 1958. Cité dans *Mizan Newsletter*, N° 11, novembre 1959.

² *Mizan Newsletter*, N° 11, 1959.

³ Nations Unies, Assemblée générale, 1^{ère} session, *Documents officiels*, vol. 2, 77^e séance, 14 mai 1947, pp. 131-132.

⁴ L'allusion est faite, d'une manière évidente, aux communistes palestiniens qui préconisent une telle solution. Naturellement, la désignation « l'Etat judéo-arabe démocratique et indépendant » ne signifie pas autre chose qu'un Etat à régime communiste, où, selon les préceptes idéologiques infaillibles, les revendications nationalistes, les différences humaines et politiques doivent disparaître, et la paix et l'amitié prolétarienne régneront.

comme la première, compte des partisans en Palestine, et qui prévoit le partage de ce pays en deux Etats indépendants : un Etat juif et un Etat arabe. Je le répète, cette solution n'est justifiée que s'il s'avère que les relations entre Juifs et Arabes de Palestine sont si tendues qu'il est impossible de les améliorer, et s'il est impossible d'assurer la coexistence pacifique des Arabes et des Juifs »⁵.

L'Union Soviétique est non seulement d'accord avec la proposition du partage de la Palestine, préparée par une commission à majorité occidentale, mais elle a, elle-même, avancé cette solution. Gromyko s'est appliqué à réfuter les « accusations » disant que cette décision de l'ONU aurait un caractère anti-arabe et serait dirigée contre les Etats arabes en général. Il réaffirme que la décision est conforme à la Charte des Nations Unies ; qu'elle répond — de l'avis de la délégation soviétique — « aux grands intérêts nationaux des deux groupes (ethniques), aux intérêts du peuple arabe aussi bien qu'à ceux du peuple juif »⁶.

Toutefois, Gromyko souligne que cette décision a une portée historique toute particulière, car « elle donnera satisfaction aux revendications légitimes des Juifs »⁷.

Lors de la proclamation de l'Etat d'Israël, en mai 1948, l'Union Soviétique, reconnaît le nouvel Etat *de facto* et *de jure* avant même que les Etats-Unis n'aient procédé à cette reconnaissance, et elle échange des représentants avec lui. Le soutien soviétique ne faiblit pas tout au long des hostilités israélo-arabes de mai 1948 à février 1949. A plusieurs reprises, par l'intermédiaire de la Tchécoslovaquie, l'URSS livre des armes au jeune Etat et contribue, par la suite, à la consolidation économique de celui-ci par des livraisons importantes de pétrole⁸. A la lumière des déclarations faites par les auteurs soviétiques, avant la crise de 1946-1947, on peut s'attendre à ce qu'ils décrivent la guerre entre Arabes et Juifs comme une lutte justifiée des premiers pour la défense de leurs droits. Toutefois, ils n'ont jamais manqué depuis, de mettre en évidence que la guerre a été commencée par les Etats arabes et, selon leurs explications habituelles, ils imputent l'éclatement du conflit aux Britanniques et aux Américains⁹.

En cherchant les raisons de la politique soviétique pro-israélienne au moment de la crise de Palestine, il faut se rappeler tout d'abord que le problème d'Israël est, pour les Soviétiques, constamment lié à la question des Juifs et du mouvement sioniste en URSS même. Mais le motif immédiat de la prise de position de Gromyko, dans les débats de l'ONU, n'est autre que celui de vouloir susciter des ennuis à la Grande-Bretagne et de hâter son éviction de la région.

Il semble cependant qu'il y ait eu une autre raison à cette attitude de Moscou. En 1947-1948, de nouvelles chances d'expansion communiste au Proche-Orient apparaissent dans l'esprit des dirigeants soviétiques, chances représentées par le nouvel Etat juif plutôt que par les pays arabes. Parmi les Israéliens en majorité d'origine européenne, beaucoup sont socialistes, sinon communistes. Ils ont généralement de la sympathie pour l'URSS. Le Parti communiste israélien n'est pas très important numériquement, mais bien organisé et idéologiquement solide. Pour le développement de la propagande marxiste en Orient., Israël peut, dans la perspective stalinienne, devenir un centre privilégié et une excellente base de rayonnement vers les pays arabes. Enfin et surtout, c'est un communisme du type européen qui, à partir d'Israël dont l'industrialisation rapide pourrait être prévue d'avance, se répandra au Proche-Orient. Ce n'est donc pas un communisme de type local, à tendance nationaliste, dont la seule perspective inquiète, à l'époque, les dirigeants soviétiques. Cette hypothèse explique aussi que Staline et ses conseillers n'ont pas tenu compte des effets désastreux que la politique soviétique pro-israélienne pouvait avoir sur les partis communistes arabes. Au fait, tous les témoignages recueillis au Proche-Orient¹⁰ indiquent que l'affaire palestinienne marque une débâcle totale pour ces derniers. Ils ont perdu la grande majorité de leurs effectifs et doivent être réorganisés au cours des années à venir sur des bases tout à fait nouvelles.

⁵ Nations Unies, Assemblée générale, 1^{ère} session, *Documents officiels*, vol. 2, 77^e séance, 14 mai 1947, pp. 133-134.

⁶ *Ibid.*, 121^e séance, 26 novembre 1947, pp. 1359-1360.

⁷ *Ibid.*, p. 1361.

⁸ Voir BERNARD, L., *The Middle East Reaction To Soviet Pressures*. *ME Journal*, printemps 1956, pp. 125-126.

⁹ Mizan Newsletter, N° 11, 1959.

¹⁰ Par exemple, selon M. Selim Sweiss, journaliste, ancien membre du parti communiste jordanien et proche collaborateur de Fouad Nassar, secrétaire général du parti, ce parti a cessé d'exister, après que l'URSS eut voté la résolution sur le partage de la Palestine.

Après le tournant amorcé par la politique soviétique au cours des années 1954-1955, on espère que l'appui apporté par l'URSS à la cause arabe fera oublier ce qui s'est passé en 1947. Toutefois, les contacts personnels avec les dirigeants des pays arabes du Moyen-Orient ainsi qu'avec l'homme de la rue, peuvent convaincre l'observateur que l'affaire de la Palestine et l'attitude des Soviétiques ne sauraient être oubliées. Elles ont laissé une profonde blessure dans la conscience collective des Arabes et le choc a été d'autant plus puissant qu'on s'attendait à une attitude toute différente de la part de l'URSS qui n'est pas une puissance coloniale.

2. L'EPOQUE POST-STALINIENNE

La politique dynamique de l'ère post-stalinienne, l'option en faveur du nationalisme arabe auquel les Soviétiques ont accordé un appui de plus en plus évident, entraînent obligatoirement un changement de position de Moscou vis-à-vis d'Israël. Ce changement s'est opéré à partir de 1954. Toutefois, il ne s'est jamais soldé par une rupture totale avec Israël. C'est précisément cette oscillation de la politique soviétique entre une prise de position pro-arabe, des menaces proférées à l'adresse d'Israël et un soutien de la cause arabe à l'ONU, le tout largement diffusé par une propagande intensive, d'une part, et des gestes non spectaculaires, accomplis sans publicité, à l'égard de l'Etat juif, comme des livraisons de pétrole, d'autre part, qui démontre clairement l'hésitation et l'embarras des dirigeants de l'Union soviétique face au conflit arabo-israélien.

a) Les manifestations pro-arabes

Prises de position officielles

La nouvelle attitude envers l'Israël apparaît en 1954. On voit alors les premières assurances données aux gouvernements arabes : « L'URSS soutiendra la cause arabe dans la lutte contre Israël ¹¹ », tandis que sur le plan diplomatique, Russes et Israéliens s'entretiennent encore sur un ton amical. A partir de 1955 déjà, la propagande soviétique juge l'Etat juif d'une manière souvent peu amène et déplore violemment l'attraction qu'exerce sur lui le bloc « militariste-fasciste des fauteurs de guerre ¹² ». La préoccupation principale des commentateurs est la « tentation occidentale » d'Israël, et, particulièrement, le pacte projeté entre Israël et les Etats-Unis. « Les faits prouvent que le cercle des dirigeants israéliens veut faire entrer leur pays dans les blocs militaires des puissances occidentales », écrit l'*Izvestia* consacrant tout un article au discours prononcé le 1^{er} juin 1955 par le premier ministre israélien, Moshe Sharett, et conclut : « Tout nouveau pacte militaire au Moyen-Orient ne peut servir, en fin de compte, qu'à augmenter la suspicion entre Israël et les pays arabes, ce qui fait le jeu des puissances agressives ¹³ ».

La soudaine intervention de Moscou dans la bataille diplomatique entre l'Egypte et Israël — c'est ainsi que la presse libanaise qualifie la visite de Daniel Solod, ambassadeur soviétique, auprès du ministre égyptien de l'orientation nationale, le commandant Salah Salem, à l'occasion de l'incident de Gaza — préoccupe vivement les milieux politiques des capitales arabes qui s'interrogent sur la portée réelle de cette visite. Aux yeux des observateurs occidentaux, le caractère exceptionnel de cette démarche laisse prévoir que Moscou prépare une offensive diplomatique, se présentant comme le seul défenseur du monde arabe menacé. Toutefois, l'impression prévaut que le diplomate russe exprime le profond intérêt de son gouvernement pour le maintien du statu quo proche-oriental et promet le soutien de l'URSS à la cause arabe

¹¹ Radio Beyrouth, 9 avril 1954.

¹² RM, 27 avril 1955.

¹³ *Izvestia*, 11 juin 1955. Réaction arabe : par exemple, *Bayzak*, journal libanais, du 14 juin 1955.

dans une éventuelle tentative israélienne à Gaza ¹⁴. Le représentant diplomatique russe à Beyrouth entreprend une démarche similaire.

L'orientation pro-arabe de la politique soviétique a pour conséquence un certain affaiblissement des relations entre Israël et le bloc socialiste en automne 1955. Ce relâchement « officiel » s'est fait sentir surtout à partir du mois de décembre, car à cette époque, les dirigeants de l'URSS prennent sévèrement parti contre Israël. En effet, au cours des deux grands discours adressés au Soviet Suprême à Moscou, Boulganine et Khrouchtchev prononcent un réquisitoire sévère contre Israël, « pion de l'Occident ». Ils affirment que le peuple soviétique suit avec beaucoup de sympathie les efforts déployés par les pays arabes pour conquérir et consolider leur indépendance. Khrouchtchev a notamment déclaré que « dès les premiers jours de son existence, Israël a adopté une attitude menaçante et provocante envers ses voisins arabes », et que « derrière Israël se tiennent les puissances impérialistes qui se servent de lui pour essayer de parvenir à leurs fins vis-à-vis des pays arabes ¹⁵ ».

Le retentissement de cette prise de position a longuement résonné dans le monde arabe, ainsi que l'attend Moscou. Le *Beyrouth-Massa*, quotidien de la communauté musulmane libanaise, écrit entre autres dans son commentaire : « Les Arabes ne peuvent pas ignorer que l'Union Soviétique est maintenant avec eux contre Israël et contre l'impérialisme anglo-américain. Ils constatent qu'ils ne sont plus seuls sur le champ de bataille et qu'une partie assez importante du monde les soutient ¹⁶. On décèle facilement les traits communs de l'argumentation soviétique et arabe. Israël est identifié à l'impérialisme occidental, et, par ce biais, le soutien russe de la position arabe devient explicable en des termes idéologiques. Une surenchère de propagande commence et porte très vite ses fruits : « L'Ouest aura les plus grandes difficultés à gagner à sa cause les peuples arabes. Les Arabes n'ont plus le droit de tourner le dos à l'Union Soviétique qui proclame le caractère nuisible d'Israël ¹⁷ », s'exclame l'éditorialiste d'*Al Jarida* en analysant le célèbre discours de Khrouchtchev.

A partir de 1956, les déclarations officielles et les prises de position politiques se multiplient. Les dirigeants de l'Union Soviétique dénoncent Israël comme l'agent exécutif des plans impérialistes et assurent les Arabes de leur appui total ¹⁸. Khrouchtchev lui-même mène l'attaque et dans une interview accordée à l'*Al-Ahram* au début de juillet il dit ceci : « Le temps travaille pour les Arabes en Palestine. Ils doivent avoir de la patience pour le moment. Ils doivent se renforcer et unir leurs efforts. Les résultats seront, par la force des choses, en leur faveur. L'impérialisme a créé Israël au milieu de vos pays et vous a mis devant un fait accompli ... N'oubliez pas que l'intérêt d'Israël est de maintenir l'état de tension au Moyen-Orient, car il veut acquérir les sympathies des hommes d'Etat occidentaux et, particulièrement, leur assistance. C'est la raison pour laquelle il attaque de temps en temps les frontières arabes, en ne tenant compte ni des résolutions des Nations Unies, ni de l'armistice. Il est à souligner qu'une guerre entre Israël et les Arabes signifierait une guerre mondiale ¹⁹ ». Il faut remarquer l'habileté des Soviétiques à ignorer volontairement et avec facilité certaines vérités quand elles ne servent pas leurs intérêts, ou plus encore, quand elles sont embarrassantes. Que l'Union Soviétique ait été un des promoteurs du partage de la Palestine n'empêche aucunement Khrouchtchev de déclarer que l'existence d'Israël est la faute des Occidentaux qui sont responsables de sa création. En outre, il faut aussi constater, dans cette interview, le dosage minutieux d'appels au calme adressés aux Arabes et de menaces proférées à l'adresse des « impérialistes ». L'intention est donc claire : maintenir le statu quo, mais satisfaire les nationalistes arabes par des déclarations tapageuses.

¹⁴ La presse libanaise, 16 juin 1955.

¹⁵ *Pravda*, 30 décembre 1955.

¹⁶ Le journal continue : « Mais pendant ce temps, ils constatent aussi que les Occidentaux persistent à vouloir impliquer de nouveaux Etats arabes dans l'alliance de Bagdad. Nous répétons que nous ne sommes pas communistes, mais nous n'hésiterons pas à collaborer avec Satan lui-même s'il nous aide à mettre fin à l'impérialisme occidental ». Tiré d'un document inédit.

¹⁷ Tiré d'un document inédit. Le *Saout el Arab* observe : « Le leader de l'Union Soviétique remporte un nouveau succès dans la lutte qui s'engage entre l'Orient et l'Occident au Moyen-Orient ».

¹⁸ Par exemple, l'article de M. Mikhajlov dans *L'zvestia*, 8 avril 1956, ou l'article dans *l'International Affairs*, Moscou mai 1956, intitulé : Way to Relaxation of Middle East Tension.

¹⁹ *AW*, 2 juillet 1956 ; *The New York Times*, 2 juillet 1956.

La crise de Suez de 1956 marque le point culminant du rapprochement arabo-soviétique. L'URSS prend ouvertement parti pour l'Égypte et ses relations avec Israël se détériorent comme jamais auparavant. Ivanov et Chejnys constatent, dans leur ouvrage déjà cité, que l'Union Soviétique n'a pas eu d'autre choix. L'agression commise par l'Etat juif l'a obligée à prendre une position pro-arabe sans équivoque²⁰. Ces auteurs considèrent que dans un monde où les nations se divisent en oppresseurs et opprimés, Israël doit être classé avec les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France dans la catégorie des pays oppresseurs. Les missives adressées par le Premier soviétique Boulganine à son homologue israélien, Ben Gourion, témoignent du glissement important de la politique soviétique du côté des Arabes.

En 1957, au cours des crises jordanienne et syrienne, l'Union soviétique suit cette même ligne dans sa politique proche-orientale, ce qui lui vaut un tremplin convenable pour lancer ses attaques contre les puissances occidentales et contre l'impérialisme en général. Ainsi en janvier 1957, une déclaration de l'agence TASS indique que, malgré l'apaisement de la tension autour de Suez et de l'Égypte, l'attitude russe reste inchangée face à Israël. « L'intervention des Etats-Unis dans les affaires intérieures des pays arabes, et la menace brutale de l'usage de la force contre ces pays ne peuvent qu'encourager les tendances agressives des cercles dirigeants d'Israël à l'égard des Arabes. Ces cercles extrémistes, associés étroitement aux monopoles américains, tenteront — avec le soutien des Etats-Unis — de mettre en œuvre leur plan rapace, en aggravant encore plus la situation au Moyen-Orient et en faisant accroître le danger que court la paix dans cette région²¹ ». On se trouve donc en pleine guerre froide.

Toutefois, à partir du printemps 1957, les relations soviéto-israéliennes commencent à redevenir normales. L'ambassadeur soviétique à Tel-Aviv, Abramov, rappelé durant la crise de Suez, retourne à son poste. Il négocie avec les autorités israéliennes la reprise des livraisons de pétrole soviétique à ce pays²². Ces mesures peuvent certainement être considérées comme un avertissement sérieux pour les Etats arabes qui penchent vers l'acceptation de la doctrine Eisenhower. Ils montrent aussi la volonté soviétique d'éviter de ne pas être entièrement considéré comme renonçant à l'impartialité dans le conflit.

Appui soviétique en faveur de la cause arabe au sein des Nations Unies

Contrairement à l'attitude adoptée en 1951 — attitude basée sur le principe de la non-intervention — les représentants soviétiques sont plusieurs fois intervenus, à partir de 1954, auprès du Conseil de sécurité des Nations Unies en faveur des thèses arabes.

En janvier 1954, Andrej Vichinskij, ministre des Affaires étrangères soviétique d'alors fait siennes les thèses syriennes dans l'affaire des eaux du Jourdain et use de son droit de veto en faveur de ce pays²³. Au mois d'avril de la même année, la délégation soviétique prend une position en faveur de la Jordanie dans l'affaire de Nahalin²⁴, au cours des débats du Conseil de sécurité.

Cette attitude pro-arabe de l'URSS manifestée au sein de l'institution internationale, laisse une impression extrêmement favorable dans le monde arabe. La Chambre des députés jordaniens vote, le 20 avril, une résolution remerciant Andrej Vichinskij, et le président du Conseil jordanien déclare à cette occasion : « L'attitude de M. Vichinskij nous est bien plus précieuse, que toute l'aide qui pourra nous être fournie par l'Amérique et la Grande-Bretagne réunies ». Au cours du printemps 1954, l'URSS est en vedette dans la

²⁰ Mizan Newsletter, N° 11, 1959.

²¹ Déclaration de l'Agence Tass du 12 janvier 1957, *Pravda*, 13 janvier 1957. Voir aussi *Pravda*, 21 avril 1957, *Al Goumhourija*, 7 septembre 1957, *CPR*, 7 septembre 1957.

²² *AW*, 29 mars 1957.

²³ Nations Unies, Conseil de Sécurité, *Documents*, 1954. 655^e séance, 21 janvier 1954, pp. 17-20 ; 656^e séance, 22 janvier 1954, pp. 10-17 ; 25-27.

²⁴ *Ibid.*, 1954. 666^e séance, 12 avril 1954, pp. 6-12 ; 667^e séance, 22 avril 1954, pp. 15-21 ; 669^e séance, 3 mai 1954, pp. 6-9 ; 18-21 ; 24-25, 27, etc.

presse jordanienne qui adopte à son égard un ton particulièrement chaleureux ²⁵ Les mêmes réactions ont lieu au Liban. Ainsi Adnan Hakim, chef des Najjades, groupement nationaliste libanais, a adressé un télégramme à Beljajev, ministre soviétique à Beyrouth, en exprimant la gratitude des nationalistes arabes libanais pour l'attitude de l'URSS aux Nations Unies ²⁶.

Au cours des années suivantes l'Union Soviétique persiste dans son attitude pro-arabe et soutient continuellement les thèses arabes au Conseil de sécurité. On peut citer pour exemple, le projet de résolution concernant l'incident de la Galilée, projet soumis par la délégation soviétique le 10 janvier 1956 ²⁷, ou encore les amendements proposés par le représentant russe à la résolution du Conseil de sécurité le 3 avril ²⁸.

L'attitude soviétique au Conseil de sécurité en avril et mai 1956 est entièrement différente de celle exprimée par le communiqué des gouvernements soviétique et britannique publié à Londres le 26 avril 1956. Dans celui-ci, les deux gouvernements affirment la nécessité d'un règlement du conflit arabo-israélien sur « une base mutuellement acceptable » par les intéressés. Ce « compromis avec l'impérialisme » cause une profonde déception dans les milieux nationalistes arabes et leurs réactions hostiles obligent l'URSS à changer de position, à désavouer les termes du communiqué et à souscrire entièrement aux thèses arabes. Les délégations arabes présentes aux débats notent avec une satisfaction évidente, le retour de Moscou à sa position précédente.

Cet épisode révèle clairement l'oscillation de la politique soviétique au sujet du conflit arabo-israélien et on voit la diplomatie de l'URSS, parallèlement à l'action entreprise à l'ONU, déployer de gros efforts dans les capitales proche-orientales afin de rétablir la confiance des gouvernements arabes.

En 1957, au cours des débats au Conseil de sécurité sur la crise syrienne, Gromyko n'épargne pas Israël. Il l'accuse de faire figure de pion sur l'échiquier des puissances de l'Ouest et de se prêter comme base à des activités hostiles envers la Syrie. Gromyko déclare notamment : « L'expérience montre qu'en poursuivant sa politique actuelle, Israël ne songe guère à son avenir, ni même à son existence en tant qu'Etat. On dirait qu'il est en train de scier la branche sur laquelle il est assis ²⁹ ».

L'attitude des Soviétiques dans le conflit opposant les Arabes à l'Etat d'Israël, ainsi que le rapprochement dont nous avons tracé déjà les étapes et qui a atteint son apogée en 1957-1958, portent simultanément des fruits. Même les dirigeants politiques arabes les plus fidèles à l'Occident se tournent vers l'URSS et lui accordent leur confiance en vue d'une éventuelle solution du problème de la Palestine. Ils affirment que la politique occidentale face à Israël ouvre la porte au communisme et à l'influence soviétique au Proche-Orient en essayant « de récolter l'amitié arabe et la satisfaction des Juifs ³⁰ » à la fois. La politique de Moscou gagne à un tel point les esprits que le D^r Charles Malik, ministre libanais des Affaires étrangères d'alors, soutient le plus fidèle de la politique occidentale dans la région, évoque dans un discours, prononcé en décembre 1957 devant les correspondants étrangers à Beyrouth, l'éventualité d'une solution surprise du problème palestinien avancée par les Soviétiques. Cette solution serait entièrement favorable aux Arabes, mettant les puissances occidentales au défi. « Si cette éventualité se réalise, alors un élément nouveau et dynamique serait introduit dans la situation moyen-orientale, a-t-il constaté en reconnaissant que le monde arabe n'est pas moins ouvert aujourd'hui vers l'Asie et vers le monde communiste que vers l'Occident ³¹ ».

²⁵ Ainsi l'article d'*Al-Baas* du 23 mai 1954.

²⁶ Le texte du télégramme est le suivant : « L'attitude du délégué soviétique au Conseil de sécurité a produit la meilleure impression dans le monde arabe. Nous remercions votre gouvernement d'avoir appuyé les résolutions arabes ».

²⁷ Nations Unies, Conseil de Sécurité, *Documents*, Suppléments 1956, Doc. S/3528.

²⁸ Nations Unies, Conseil de Sécurité, *Documents*, Suppléments 1956, Doc. S/3528.

²⁹ *Ibid.*, vol. 3, 1957, 767^e séance, 21 octobre 1957, p. 360.

³⁰ *Al Difaa*, de Jérusalem, *AW*, 28 août 1957. Voir aussi *CPR*, 24 mai 1957, reproduisant les commentaires des journaux cairotés sur la démission de quatre ministres israéliens dans le cadre de la lutte contre la doctrine Eisenhower.

³¹ Discours prononcé devant l'Association des correspondants étrangers à Beyrouth, *AW*, 23 décembre 1957.

b) La recherche d'un désengagement du conflit

Malgré les déclarations retentissantes, les gestes spectaculaires et une propagande intense en faveur des thèses arabes, la volonté soviétique de rester en dehors du conflit arabo-israélien a été évidente. La recherche d'une position non engagée se manifestait dans une oscillation rendant Israéliens et Arabes tour à tour méfiants.

Au début de la période étudiée, donc avant l'option soviétique en faveur du nationalisme arabe, les relations entre l'Union Soviétique et Israël se sont développées et améliorées. En 1954, Moscou n'a pas ménagé ses efforts pour gagner la sympathie de l'Etat juif afin de reléguer à l'arrière-plan le problème toujours épineux de sa propre position à l'égard du sionisme. En outre, le clergé israélite en URSS a également contribué à améliorer les relations avec Israël³².

Cependant, le gouvernement israélien semble avoir voulu rester sur sa réserve aussi longtemps que le problème des Juifs (« du sionisme ») en URSS n'aurait pas été réglé. Cette position a été définie par le premier ministre, Moshe Sharett, dans le débat de la politique étrangère au Knesseth, le 31 août 1954. Toutefois, le premier ministre a souligné l'importance prise par le commerce avec l'URSS. Par rapport à l'année 1950-1951, en 1954 le volume des exportations israéliennes a augmenté de quarante fois, et celui des importations de douze fois. Les perspectives d'avenir s'annoncent donc excellentes.

Israël cherche, de surcroît, à développer ses relations avec la Chine populaire³³. A la session d'automne 1954 de l'assemblée générale des Nations Unies, Israël vote avec le bloc soviétique en s'opposant à l'ajournement du débat sur la proposition soviétique de mettre à l'ordre du jour la plainte contre les Etats-Unis relative à une ingérence navale dans les eaux de la Chine. Israël figure parmi les six Etats qui rejettent l'ajournement (43 nations votent pour, et 9 autres s'abstiennent). Israël s'abstient lors de la deuxième plainte soviétique, affirmant que les Etats-Unis ont commis une agression contre la Chine populaire, de même qu'à l'occasion de la confirmation du mandat de la Chine nationaliste.

Les relations entre l'URSS, les démocraties populaires et Israël sont encore menées sous les auspices de la cordialité et de « l'amitié entre les peuples » pendant les six premiers mois de l'année 1955³⁴. Cependant elles deviennent quelque peu tendues au moment précis où les gouvernements des pays communistes négocient des livraisons d'armes avec l'Egypte. Le rapprochement soviétique avec le monde arabe exige une prise de position dont Israël fait momentanément les frais. Toutefois, les pays arabes éprouvent une certaine inquiétude. Ils craignent que le bloc socialiste livre aussi des armes à Israël. Il n'existe aucune preuve d'une telle transaction. Cependant, l'URSS s'est engagée à livrer du pétrole à Israël. L'ambassade de ce dernier pays à Moscou annonce, le 4 novembre 1955, la conclusion d'un accord pétrolier. Aux termes de cet accord, l'URSS livrera à Israël, avant l'été 1956, 400 000 t de pétrole brut et raffiné en échange de 15 000 t d'agrumes. En application de cet accord, 55 000 caisses d'agrumes et 50 t de bananes ont été expédiées de Haïfa en direction de l'URSS, le 19 décembre 1955.

Deux exemples frappants caractérisent les réticences des Soviétiques à donner des assurances formelles aux Arabes concernant le problème d'Israël.

Le premier concerne la visite d'une délégation parlementaire syrienne en URSS en été 1955. C'est une occasion providentielle de demander l'adhésion formelle des dirigeants de Moscou aux thèses arabes. Les différents députés présents, entre autres Refik Bachour, essaient de lier la question de la Palestine au

³² Voir *Hamichmar*, 7 janvier 1955.

³³ *Hamichmar*, 13 décembre 1954 et 6 avril 1955. En effet, les perspectives prometteuses de commerce soviéto-israélien, évoquées par M. Sharett, ne se sont pas réalisées. Entre 1954 et 1957, on peut constater un net déclin ; tandis que la valeur totale des transactions était de 11,5 millions de dollars en 1954, elle n'était plus que de 8,5 millions de dollars en 1956. Ces chiffres portent sur l'ensemble des échanges entre Israël et les pays du bloc communiste, donc la part de l'Union Soviétique devait être infime. ALLEN, *op. cit.*, p. 19.

³⁴ Le 29 juin 1955, l'Agence TASS a même affirmé que selon la presse israélienne, le gouvernement d'Israël aurait décidé d'accepter l'aide technique de l'URSS dans le cadre de l'aide technique de l'ONU.

soutien soviétique des « exigences légitimes arabes ». Mais ils n'y réussiront pas. Ils se sont heurtés à un « mur blanc » et le député Abdel Latif Younès note que les dirigeants soviétiques évitent d'engager des entretiens au sujet de l'affaire palestinienne, se contentant d'assurer que l'URSS n'autorisera jamais une agression d'Israël contre les pays arabes ³⁵.

Le second exemple concerne la visite faite par Chepilov en été 1956 aux différents pays arabes. Elle donne une indication précise quant à la position soviétique. Sa valeur est d'autant plus grande qu'elle a lieu juste avant la crise de Suez. Elle complète aussi les impressions que la visite de Khrouchtchev et de Boulganine à Londres et la déclaration soviétique d'avril 1956 ont laissées dans l'opinion publique.

Chepilov atterrit tout d'abord au Caire. Selon les informations de presse, il met en évidence le fait que l'URSS ne pourra pas souscrire aux exigences arabes vis-à-vis d'Israël ³⁶. Dans son discours du 18 juin, il indique clairement que « l'URSS n'a pas l'intention d'encourager l'agitation hostile des peuples arabes contre les puissances occidentales. Au contraire, a-t-il déclaré, nous ferons tout notre possible pour arriver à une détente internationale dans cette partie du monde ». Selon Chepilov, l'Union Soviétique ne veut pas se mêler aux rivalités proche-orientales des puissances de l'Occident ³⁷. A Damas, Chepilov est accueilli par l'opinion publique qui est loin d'être unanime. Deux tendances s'affrontent : selon l'une, sa visite doit être considérée comme un geste de politesse, sans aucune signification particulière — c'est, entre autres, le point de vue du premier ministre Said el Ghazzi ³⁸. Selon l'autre tendance, il faut exploiter la venue de Chepilov, alors président de la commission des Affaires étrangères du Soviet suprême, en engageant les Soviétiques entièrement aux côtés des Arabes dans le conflit avec Israël et dans la question algérienne ³⁹. Les protagonistes de cette deuxième attitude espèrent surtout obtenir une correction de la position russe exprimée dans la déclaration d'avril 1956.

Chepilov déçoit ceux qui attendent de lui une définition nette de la position soviétique face à la Palestine et des déclarations retentissantes. Quoiqu'il exprime des vues particulièrement favorables à la cause arabe, il exhorte toutefois ses hôtes et tous les autres Etats arabes à avoir de la patience, « à contrôler leurs nerfs et à écouter la voix de la raison ⁴⁰ », car l'ouverture des hostilités ne servirait que l'intérêt des impérialistes ⁴¹. Pour adoucir les effets de cette douche froide, il promet que l'URSS empêchera toujours, par son veto au Conseil de sécurité, les résolutions tendant à autoriser Israël à dévier les eaux du Jourdain ⁴². Au Liban, la visite de Chepilov est un échec. Les entretiens manquent d'harmonie et de confiance mutuelle, et ses offres d'une assistance économique et technique, sous condition de l'abstention libanaise de tous les pactes bilatéraux et pro-occidentaux, sont jugées inacceptables ⁴³. Sur le problème de la Palestine, Chepilov est encore plus évasif à Beyrouth que dans les autres capitales. Il se limite à des déclarations comme celle-ci : « L'Union Soviétique s'attache particulièrement au droit d'autodétermination des peuples qui devront être les seuls maîtres de leur destin », etc. ⁴⁴.

La déclaration du gouvernement soviétique d'avril 1956 ⁴⁵, ainsi que la visite de Khrouchtchev et de Boulganine en Angleterre, prouvent la réticence soviétique à envisager une solution nettement pro-arabe.

³⁵ *Al Tiligraf et Al Nahar*, AW, 2 août 1955 ; *Al Alam*, 8 août 1955 ; aussi AW, 12 août 1955.

³⁶ *Observer*, 17 juin 1956.

³⁷ *Le Monde*, 20 juin 1956.

³⁸ Déclaration de Ghazzi à ce sujet, AW, 12 juin 1956.

³⁹ AW, 14 et 21 juin 1956.

⁴⁰ Discours prononcé le 24 juin, AW, 25 juin 1956.

⁴¹ Salah Bitar, ministre syrien des Affaires étrangères, dans son rapport présenté au parlement sur les échanges de vue avec Chepilov. AW, 11 juin 1956. Voir aussi le compte rendu sur les réactions de la presse damascène, AW, 26 juin 1956.

⁴² Selon le journal *Al Nasr*, AW, 27 juin 1956.

⁴³ AW, 27 juin et 4 juillet 1956.

⁴⁴ AW, 27 juin 1956.

⁴⁵ *Pravda*, 18 avril 1956.

Reprenant les thèmes bien connus de la position soviétique face au mouvement de décolonisation au Proche-Orient et avançant, comme d'habitude, des arguments concernant les cercles étrangers et impérialistes qui essaient d'exploiter le conflit des peuples arabe et juif, cette déclaration définit, on ne peut plus clairement, les intentions russes en vue de la solution de ce conflit :

L'URSS promet de soutenir, sans équivoque, les mesures prises par les Nations Unies et avec l'approbation du Conseil de sécurité, afin de rétablir et de renforcer la paix dans la région de la Palestine.

Moscou accepte que des mesures immédiates soient prises sans une intervention extérieure contraire à la volonté des peuples de la région et aux principes de la Charte des Nations Unies. En même temps, l'Union Soviétique fait appel aux intéressés pour qu'ils s'abstiennent de toute action susceptible d'aggraver la situation sur les lignes de démarcation établies par les accords d'armistice et, aussi, pour qu'ils fassent de leur mieux pour améliorer le sort lamentable des milliers de réfugiés arabes privés de moyens d'existence.

Enfin, et c'est la partie la plus importante de la déclaration, l'Union Soviétique considère qu'en vue de rétablir la paix et la sécurité en cette région, « il faut trouver une solution durable et pacifique de la question de la Palestine *sur une base mutuellement acceptable*, tenant compte des intérêts nationaux justifiés des parties intéressées ».

Quelles sont les raisons de cette nouvelle orientation de la politique soviétique ? L'attitude impartiale affichée dans cette déclaration, en contraste évident avec l'appui accordé aux thèses arabes en différentes occasions, une position « positive et constructive » au lieu d'une polémique : pourquoi ? Certes, l'URSS veut démontrer que les arguments avancés en Occident en faveur des actions en dehors du cadre des Nations Unies sont sans objet, mais, plus encore, elle a l'intention de renforcer les tendances de la politique américaine qui proposent l'abandon de la déclaration tripartite de 1950 pour laisser le terrain exclusivement aux Nations Unies. Naturellement, cette nouvelle volte-face doit aussi servir l'un des objectifs permanents de la politique soviétique au Proche-Orient, c'est-à-dire affirmer la présence de l'URSS dans la région et la faire accepter par les autres grandes puissances comme un partenaire dans toutes les décisions prises au sujet des problèmes politiques et économiques.

Une telle interprétation de la déclaration du 17 avril 1956 se confirme à la lumière de la visite effectuée à la même époque par Khrouchtchev et par Boulganine au Royaume-Uni. Le communiqué publié à l'issue de cette visite reprend, un par un, tous les thèmes déjà évoqués dans la déclaration du Ministère soviétique des Affaires étrangères, et insiste sur la nécessité d'une solution pacifique sur une base mutuellement acceptable aux deux parties ⁴⁶.

c) Les critiques arabes au sujet de l'attitude soviétique

Les critiques les plus vives, dues à la position hésitante de l'URSS face au problème israélien, proviennent, tout naturellement, des chefs d'Etat, des hommes politiques ou des journaux qui sont connus pour leur attitude intransigeante envers le communisme, ou qui n'ont pas été séduits par les mirages du neutralisme. Ainsi, le roi Hussein de Jordanie, donc le premier intéressé dans le conflit arabo-israélien n'a, bien entendu, jamais oublié que « le camp oriental a accordé le plus grand soutien à notre ennemi quand il l'a aidé à usurper une partie importante de la patrie arabe, c'est-à-dire de la Palestine bien-aimée. La juiverie mondiale et le sionisme criminel ont reçu une assistance efficace des satellites russes en particulier, et des puissances impérialistes de l'Est et de l'Ouest en général ⁴⁷ ».

Les fournitures soviétiques de pétrole à Israël ont toujours inquiété les Arabes, mais pour des raisons d'ordre politique — appui russe aux Nations Unies, etc. — il n'y eut pas beaucoup d'attaques publiques en ce sens. Comme exemple, nous citerons un article publié en novembre 1955 par *Al Manar*, organe des Frères musulmans en Syrie. Cet article est d'autant plus significatif que les Frères musulmans luttent, au cours des années 1954-1955, pour des raisons tactiques, aux côtés des communistes contre les puissances

⁴⁶ *MEAff*, vol. 7, 1956, N^o 8-9, p. 280

⁴⁷ *Documents*, 1957, p. 263.

coloniales et les féodaux égyptiens et syriens, sans avoir épousé les thèses prosoviétiques. Sous le titre : « Un mot sincère à l'intention de l'Union Soviétique », l'éditorial d'*Al Manar* du 28 novembre 1955, accuse les dirigeants soviétiques de jouer « sur les deux scènes », se référant surtout à la quantité de pétrole déchargé par les pétroliers soviétiques dans les ports israéliens. Le journal donne même des précisions sur ces livraisons et souligne l'importance de l'élément pétrolier pour les avions de guerre israéliens. Il accuse ouvertement les Soviétiques de faire une brèche dans ce blocus, parallèlement à une propagande pro-arabe retentissante.

La publication de la déclaration du Ministère soviétique des Affaires étrangères et du communiqué anglo-soviétique à la suite de la visite de Khrouchtchev et Boulganine en Grande-Bretagne, a soulevé une tempête au Liban et en Syrie. La commission des Affaires étrangères du parlement libanais aurait voulu rencontrer Chepilov, lors de son voyage, deux mois plus tard, dans les capitales arabes du Proche-Orient pour lui exposer les griefs arabes. Ils n'ont pas réussi à le voir, mais le mémorandum préparé à son intention a été publié et constitue un document résumant clairement la position arabe⁴⁸. Hommes d'Etat et journaux libanais réalisent que l'Union Soviétique n'est d'accord avec l'Occident que sur un point : la question de la Palestine, comme une lettre ouverte adressée par Pierre Gemayel, chef des Phalanges libanaises, à Chepilov et publiée par *Al Amal* le met en évidence⁴⁹. On constate aussi que la politique pro-arabe de l'Union Soviétique ne sert que ses objectifs à long terme, c'est-à-dire sa présence dans la région et son désir de se faire accepter comme interlocuteur dans les affaires proche-orientales⁵⁰. En Syrie, une grande partie de la presse considère que l'objectif principal de l'URSS, dans le conflit arabo-israélien, est d'écarter la possibilité d'une quelconque intervention des Etats occidentaux dans l'affaire et même dans d'éventuelles hostilités, se réservant la « protection » des intérêts arabes uniquement au sein des Nations Unies⁵¹.

⁴⁸ *AW*, 28 juin 1956.

⁴⁹ *AW*, 27 juin 1956.

⁵⁰ *Orient*, Beyrouth, et *Al Nahar*, *AW*, 19 avril 1956 ; déclaration du député libanais, Raymond Eddé dans l'*Al Jarida*, *AW*, 24 avril 1956; réactions libanaises après les premiers discours de Chepilov au Caire, *AW*, 18 juin 1956.

⁵¹ Déclaration d'un député du Parti populaire dans l'*Al Chaab*, *AW*, 24 février 1956.

BIBLIOGRAPHIE

SOURCES

Œuvres, documents et recueils

- BOLTON, A. R. C. *Soviet Middle East Studies : An Analysis and Bibliography* (ronéotypé). Vol. 1-8, Oxford, 1959.
- CHEPILOV, D. T. *Soujetskij vopros*. Moskva, Gospol, 1956.
- The Communist International, 1919-1943 ; documents*. Selected and ed. by Jane Degras. Vol. 1-2. London, Royal Institute of International Affairs, 1956.
- La crise de Suez*. Chronique et documents. *Orient*, 1957, N° 1, pp. 1-315 ; N° 2, pp. 207-254.
- Deklaratzii, zajavlenija ... Sovjetskogo Pravitjel'stva s pravitjel'stvami inostrannyh gosoudarstv, 1954-1957 gg*. Moskva, Gospol, 1957, p. 328.
- Documents on USSR Policy in the Middle East*. Ed. by D. Folliot. *Middle Eastern Affairs*, vol. VII, mai 1956, pp. 169-179.
- EDEN, A. *The Memoires of Sir Anthony Eden*, vol. 1-3. London, Cassell, 1960-1965.
- The Foreign Policy of the Soviet Union*. Ed. by A. Z. Rubinstein. New York, 1960, p. 457.
- KHROUCHTCHEV, N. S. *For Victory and Peaceful Competition with Capitalism*. Moscou, Foreign Languages Publ., 1959, p. 783.
- KHROUCHTCHEV, N. S. *O vnechnej politike Sovjetskogo Sojouza, 1960 g*. Moskva, Gospol, 1961.
- LENINE, V. I. *O vnechnej politike Sovjetskogo Gosoudarstva*. Moskva, Gospol, 1960, p. 592.
- MAO TSE-TUNG, *La nouvelle démocratie*. Paris, Editions Sociales, 1951, p. 207.
- Materialy vnjeotchednogo XXI s'jezda KPSS*. Moskva, Gospol, 1959, p. 259.
- Materialy XXII s'jezda KPSS*. Moskva, Gospol, 1961, p. 363.
- Mejdounarodnyje otnochenija i vnechnaja politika SSSR ; Sb. dokoumentov (1871-1957 gg)*. Moskva, Gospol, 1957, p. 430.
- The Middle East : Soviet Statements, January-August 1958*. Soviet Booklets, N° 35, S. I. d.
- MOLOTOV, V. O. *Voprosy vnechnej politiki ; retchi i zajavlenija*. Moskva, Gospol, 1948, p. 586.
- NASSER, G. A. *Speeches, 1958-1960*, vol. 1-3. Le Caire, 1958-1960.
- SLUSSER, R. M. *A Calendar of Soviet Treaties, 1917-1957*. Stanford, 1959, p. 530.
- Soviet Documents on Foreign Policy*. Selected and ed. by Jane Degras. London, Royal Institute of International Affairs, 1951-1953, vol. 1-3.
- STALINE, J. V. *Le marxisme et la question nationale et coloniale*. Paris, Editions Sociales, 1949, p. 337.

- STALINE, J. V. *O revoljoutzionnom dvijenii na Vostoke. Sotchinenija* T. 7. 1925. Moskva, Gos-izd.-vo polit, lit-ry, 1947, pp. 227-231.
- STALINE, J. V. *Voprosy leninizma*. Izd. 11. Moskva, Gos-izd.-vo polit, lit-ry, 1952, p. 651.
- Souetskij kanal*. (Sb. dokoumentov) Moskva, Izd. in. lit., 1957, p. 246.
- Suez. The Soviet View*. London, Soviet News, 1956, p. 70.
- The Suez Canal. A Selection of Documents Relating to the International Status of the Suez Canal and the Position of the Suez Canal Company*, Nov. 30, 1854-July 26, 1956. Suppl. of *International and Comparative Law Quarterly*. London, Society of Comparative Legislation and International Law, 1956, p. 78.

Communiqués, déclarations, discourse

- BEGDACHE, CH. *Vystouplenije ... Vnjeotcherednoj XXI s'jezd KPSS. Pravda*, 28 janvier et 3 mars 1959.
- BITAR, S. Conférence de presse du 19 août 1957. *Documents on International Affairs*, 1957, pp. 324-328.
- BITAR, S. Lettre au Secrétaire Général des Nations Unies, 15 octobre 1957. *Documents on International Affairs*, 1957, pp. 343-345.
- BOULGANINE, N. A. Poslanije Predsedatjelja Sovjeta Ministrov SSSR N. A. Boulganina Prezidentou SCHA D. Ejzenhauerou ... Antoni Idenou ... i Gi Molle ... i Ben Gourionou. *Pravda*, 6 novembre 1956.
- BOULGANINE, N. A. Obmen poslanijami mejdou Predsedatjelem Sovjetov Ministrov SSSR N. A. Boulganina i Prem'er-Ministrom Izraela Ben Gourion. *Pravda*, 16 novembre 1956.
- BOULGANINE, N. A. *Lettre à Sir Anthony Eden, 15 novembre 1956. Soviet News*, 16 novembre 1956.
- BOULGANINE, N. A. Obmen poslanijami mejdou Predsedatjelem Sovjetov Ministrov SSSR N. A. Boulganina s Prem'er-Ministrom Veljickobritanii A. Idenom i Predsedatjelem Sovjeta Ministrov Frantzii Gi Molle po souetzkoumou voprosou. *Izvestia*, 23 avril 1957.
- CHEPILOV, D. T. *Vystouplenije ministra inostrannyh djel SSSR D. T. Chepilova po voprosou o Souetzkoum kanale 17 avgousta na Londonskoj konferenzii. Pravda*, 17 août 1956.
- CHEPILOV, D. T. Discours les 16 et 17 août 1956 à Londres. *Orient* N° 1, 1957, pp. 139-142 ; 147-157.
- CHEPILOV, D. T. Lettre au Président du Conseil de Sécurité, 5 novembre 1956. *Documents*, pp. 286-287 ; *Orient* 1957, N° 2, pp. 221-222.
- CHEPILOV, D. T. Voprosy mejdounarodnogo položenija i vnechnej politiki Sovjetskogo Sojouza. Doklad ministra inostrannyh djel SSSR. *Pravda*, 13 février 1957.
- Communiqué commun du premier ministre soviétique, N. Boulganine et du premier ministre chinois, Chou En-Laj, Moscou, 18 janvier 1957. *Documents on International Affairs*, 1957, pp. 467-473.
- Communiqué commun publié à la suite des délibérations entre le Président Nasser, le Roi Ibn Saoud, le Roi Hussein et le premier ministre Sabri El-Assali, 19 janvier 1957. *Documents on International Affairs*, 1957, pp. 257-258.
- Communiqué commun publié à la suite des délibérations entre le Président Nasser, le Président Quaatly, le Roi Ibn Saoud et le Roi Hussein, 27 février 1957. *Documents on International Affairs*, 1957, pp. 265-267.
- Communiqué commun soviéto-syrien, 3 novembre 1956. *Orient*, 1957, N° 2, p. 208.
- Communiqué commun soviéto-syrien, Moscou, 20 décembre 1957. *Documents on International Affairs*, 1957, pp. 369-371.
- Communiqué égypto-soviétique, 22 juin 1956. *Documentation française, Articles et documents*, 28 juin 1956.

- Correspondance Khrouchtchev-Macmillan sur la crise au Liban et en Jordanie. *Documents on International Affairs*, 1958, pp. 300-303 ; 305-306 ; 307-309 ; 309-310 ; 315-316, 317-320 et 324-327.
- Déclaration américaine, 5 novembre 1956. *Orient*, 1957, N° 2, pp. 222-223.
- Déclaration commune libano-américaine, Beyrouth, 16 mars 1957. *Documents on International Affairs*, 1957, pp. 275-276.
- Déclaration complète des 4 puissances sur le Middle East Command. *Department of State Bulletin*, vol. XXV, 19 novembre 1951, pp. 817-818.
- Déclaration du gouvernement de la République populaire de Chine demandant la retraite des troupes américaines du Liban, 16 juillet 1958. *Peking Review*, 22 juillet 1958.
- Déclaration du gouvernement de la République populaire de Chine demandant la retraite des troupes britanniques de la Jordanie, 18 juillet 1958. *Peking Review*, 22 juillet 1958.
- Déclaration du gouvernement soviétique, 5 août 1956. *Orient*, N° 1, 1957, pp. 101-105.
- Déclaration du gouvernement syrien concernant le message du Président Eisenhower, 10 janvier 1957. *Documents on International Affairs*, 1957, p. 241.
- Déclaration du gouvernement syrien, 10 octobre 1957. *Documents on International Affairs*, 1957, p. 241.
- Déclaration de M. Selwyn Lloyd au Parlement britannique sur la question de Muscat et Oman, 29 juillet 1957. *Documents on International Affairs*, 1957, pp. 306-308.
- Décret de la nationalisation du Canal de Suez. *Orient*, 1957, N° 1, p. 62.
- DULLES, J. F. Conférence de presse sur l'application de la Doctrine Eisenhower au cas du Liban, 20 mai 1958. *Documents on International Affairs*, 1958, pp. 272-273.
- EISENHOWER, D. L. Déclaration à l'occasion de l'envoi des troupes américaines au Liban, 14 juillet 1958. *Documents on International Affairs*, 1958, pp. 287-288.
- EISENHOWER, D. L. Message au Congrès américain, 5 janvier 1957. *Documents on International Affairs*, 1957, pp. 233-240.
- GROMYKO, A. Lettre à Sir Leslie Munro, Président de l'Assemblée Générale des Nations Unies concernant la situation à la frontière soviéto-turque, 16 octobre 1957. *Documents on International Affairs*, 1957, pp. 345-347.
- Irakskoje-sovjetskoje kommounike. *Pravda*, 17 mars 1959.
- KHROUCHTCHEV, N. S. Ottchetnyj doklad ... Tzentral'nogo Komitjeta KPSS XX s'jezda partii. *Pravda*, 15 février 1956.
- KHROUCHTCHEV, N. S. Prazdnik stroitjelej Moskvy. Tzentral'nyj stadion v Louznikah otkrym. Retch' tovarichtcha Khrouchtcheva. *Izvestia*, 1er août 1956.
- KHROUCHTCHEV, N. S. Zavtrakou Predsedatelja Sovjeta Ministrov N. S. Khrouchtchev v tchest' Prezidenta OAR G. A. Nasera. Retch' N. S. Khrouchtcheva. *Pravda*, 1^{er} mai 1958.
- KHROUCHTCHEV, N. S. Poslanije Predsedatelja Sovjeta Ministrov SSSR N. S. Khrouchtcheva Presidentou SCHA D. Ejzenhaouerou, i Prem'er-Ministrou Veljikbaaritanni G. Makmillanou, i Prezidentou Frantzii Ch. de Golljou. *Pravda*, 20 juillet 1958.
- KHROUCHTCHEV, N. S. Obmen poslanijami mejdou N. S. Khrouchtchevom i D. Ejzenhaouerom, G. Makmillanom, Ch. de Gollom i D. Nerou. *Pravda*, 24 juillet 1958.
- KHROUCHTCHEV, N. S. Otvely N. S. Khrouchtcheva na voprosy vitze-prezidenta i generai' nogo direktora agentstva " Jounajted Press Internajsnl " Kingberi Smita. *Pravda*, 24 juillet 1958.
- KHROUCHTCHEV, N. S. Prijem vitze-presidenta OAR Abdel Hakim Amera. Retch' N. S. Khrouchtcheva. *Pravda*, 22 octobre 1958.
- KHROUCHTCHEV, N. S. O kontrol'nyh tzifrah razvitija narodnogo hozjajstva SSSR na 1959-1965 godou. *Pravda*, 28 janvier 1959.

- KHROUCHTCHÉV, N. S. Vstretcha tovarichtcha N. S. Khrouchtcheva s izbirateljami Kalininskogo izbiratel'nogo okruga gorody Moskvj. *Pravda*, 25 février 1959.
- KHROUCHTCHÉV, N. S. Prijem v Kremlje v tchest' previtjel'stvennoj delegatzii Irakskoj Respoubliki. Retch' tovarichtcha N. S. Khrouchtcheva. *Pravda*, 16 mars 1959.
- KHROUCHTCHÉV, N. S. O mejdounarodnom položenii i vnechnej politike Sovjetskogo Sojouza. Doklad na tret'ej sessii Verkhovnogo Sovjeta SSSR, 31 oktjabrja 1959 g. *Pravda*, 1^{er} novembre 1959.
- Kommounike o podpisanii Soglachenija ob ekonomitcheskom i tehničeskome sotroudnitčestve mejdou SSSR i Respoublikoj Egipet. *Izvestia*, 30 janvier 1958.
- Kommounike o prebyvanii v Sovjetskom Sojouze pravitjel'stvennoj delegatzii Sirijtzkoj Respoubliki. *Pravda*, 7 août 1957.
- Kommounike o vstretche N. S. Khrouchtcheva i Mao Tze-Tounga. *Pravda*, 4 août 1958.
- MENDERES, A. Lettre au premier ministre soviétique, N. Boulganine, 5 octobre 1957. *Documents on International Affairs*, 1957, pp. 337-341.
- Message du roi Hussein au premier ministre de la Jordanie, Soulejman Naboulsi, 2 février 1957. *Documents on International Affairs*, 1957, pp. 261-264.
- MOLOTOV, V. O. O mejdounarodnom položenii i vnechnej politiki pravitel'stva SSSR. Doklad Pervogo zamjestitjelja predsedatelja Sovjeta Ministrov inostrannyh djel SSSR depoutata V. M. Molotova. *Pravda*, 9 février 1955.
- Nota Sovjetskogo Pravitjel'stva pravitjel'stvou Tourtzii. *Pravda*, 20 mars 1954.
- Nota Sovjetskogo Pravitjel'stva pravitjel'stvou Irana. *Pravda*, 27 novembre 1955.
- Nota Sovjetskogo Pravitjel'stva pravitjel'stvou Irana. *Pravda*, 7 février 1956.
- Nota Pravitjel'stva SSSR pravitjel'stvami Anglii i Frantzii. *Pravda*, 5 novembre 1956.
- Nota Sovjetskogo Pravitjel'stva pravitjel'stvou Egipta. *Pravda*, 28 août 1956.
- Note du gouvernement britannique au gouvernement soviétique, *N. A. T. O. Letter*, 1^{er} avril 1957, pp. 9-10.
- Note du gouvernement britannique au gouvernement soviétique. *The Times*, 13 juin 1957.
- Note du gouvernement des Etats-Unis au gouvernement soviétique, 11 mars 1957. *Documents on International Affairs*, 1957, pp. 71-73.
- Note du gouvernement des Etats-Unis au gouvernement soviétique, 11 juin 1957. *Documents on International Affairs*, 1957, pp. 77-78.
- Note du ministère libanais des affaires étrangères à l'Union soviétique, 24 juin 1957. *Documents on International Affairs*, 1957, pp. 303-305.
- Notes du gouvernement français au gouvernement soviétique*. Echanges de notes entre les Etats occidentaux et l'URSS (1956-1957). Paris, Ministère des Affaires étrangères, 1958, pp. 205-206, 230.
- Noty Sovjetskogo Pravitjel'stva pravitjel'stvam SCHA, Veljikobritanii, Frantzii i Tourtzii. *Pravda*, 25 novembre 1951.
- Noty Sovjetskogo Pravitjel'stva pravitjel'stvam SCHA, Veljikobritanii i Frantzii. *Pravda*, 28 janvier 1953.
- Noty Sovjetskogo Pravitjel'stva pravitjel'stvam SCHA, Veljikobritanii i Frantzii. *Pravda*, 16 septembre 1956.
- Noty Sovjetskogo Pravitjel'stva pravitjel'stvam SCHA, Veljikobritanii i Frantzii, 11 février 1957. *Pravda*, 13 février 1957.
- Obmen notami mejdou Sovjetskim Pravitjel'stvom i pravitjel'stvami SCHA, Veljikobritanii i Frantzii, 19 avril 1957. *Pravda*, 21 avril 1957.
- Obmen notami mejdou Sovjetskim Pravitjel'stvom i pravitjel'stvami SCHA, Veljikobritanii i Frantzii po voprosou o položenii na Bliznjem i Srednjem Vostoke, 3 septembre 1957. *Pravda*, 5 septembre 1957.

- Pacte militaire entre l'Égypte, l'Arabie Saoudite et le Yémen, 21 avril 1956. *Documents on International Affairs*, 1956, pp. 43-46.
- Proclamation de la révolution irakienne, Bagdad, 14 juillet 1958. *Documents on International Affairs*, 1958, pp. 258-286.
- Programme du Parti Communiste irakien, 1^{er} février 1960. *Pravda*, 13 février 1960.
- Proposition des quatre puissances à l'Égypte concernant le Middle East Command. *Dept. of State Bulletin*, vol. XXV, 22 octobre 1951, pp. 647-648.
- Rejet égyptien de la proposition des quatre puissances. *Dept. of State Bulletin*, vol. XXV, 29 octobre 1951, pp. 702-703.
- Sovmjestnoje zjavljenje o rezoultatah peregovorov mejdou Pravitjel'stvom SSSR i pravitjel'stvom Objedjinjennoj Arabskoj Respubliki v svjazi s prebyvanijem v SSSR Prezidenta Gamal'Abdel'Nasera. *Pravda*, 16 mai 1958.
- Zjavlenija Ministerstva Inostrannyh Djel SSSR : 16 avril 1955, *Pravda*, 17 avril 1955 ; 13 février 1956 ; 14 février 1956 ; 17 avril 1956 ; 18 avril 1956 ; 29 avril 1957 ; 30 avril 1957 ; 16 juillet 1958 ; 17 juillet 1958.
- Zjavlenije peredannoje Poslom SSSR v Bejroutje ministrou inostrannyh djel Libana. *Pravda*, 12 juin 1957.
- Zjavlenije Sovjetskogo Pravitjel'stva po voprosou o Souetskom kanale. *Pravda*, 10 août 1956.
- Zjavlenije Sovjetskogo Pravitjel'stva o neobhodimostimirnogo rechenija souetzkogo voprosa. *Pravda*, 16 septembre 1956.
- Zjavlenije Sovjetskogo Pravitjel'stva o vooroujennoj agressii protiv Egipta. *Pravda*, 1^{er} novembre 1956.
- Zjavlenija TASS : *Pravda*, 11 novembre 1956 ; 14 janvier 1957 ; 26 mai 1957 ; 21 août 1957 ; 19 octobre 1957 ; 22 janvier 1958 ; 2 mai 1958 ; 25 juin 1958 ; 31 juillet 1958 ; 25 janvier 1959.

TRAVAUX

a) Monographies

- ADAMS, M. *Suez and After ; Year of Crisis*. Boston, Beacon press, 1958, p. 225.
- AJRAPETJAN, M. - KABANOV, P. *Leninskije printzipy vnechnej politiki Sovjestkogo i Gosoudarstva*. Moskva, Gospol, 1957, p. 221.
- AKADEMIA NAOUK SSSR. Institut narodov Azii. *Arabskije strany, istorija, ekonomika litjeratoura*. Moskva, Izd-vo vostotchnoj lit-ry, 1960, p. 150.
- ALEXANDROV, V. *L'URSS à l'heure * K +*. Paris, Fischbacher, 1960, p. 139.
- ALLEN, R. L., *Middle East Economic Relations With the Soviet Union, Eastern Europe and Mainland China*. Charlottesville, Univ. of Virginia, 1958, p. 128.
- ALTMAN, G. *Moscou au tournant ; du rapport de Khrouchtchev à l'insurrection hongroise*. Paris, Ed. Spes, 1957, p. 334.
- Araby v bor'be za nezavisimost'. (Natzional'no-osvoboditel'nye dvijenie v arabskih stranah poslje vtoroj mirovoj vojny.)* Red. L. N. Vatolinoj i E. A. Beljaieva. Moskva, Gospol, 1957, p. 414.
- AVARIN, B. J. *Raspad kolonial'noj sistemy*. Moskva, Gospol, 1958, p. 460.

- BAGRAMOV, E. *Mif o protivopolojnosti Zapada i Vostoka. (Ob odnoj reaktzionnoj kontseptzii kolonizatorov.)* Moskva, Gospol, 1958, p. 40.
- BALACHOV, A. - BOJENKO, A. - KAZAKOV, B. *Egipet v bor'be i troudje. Poutjevy zametki.* Moskva, Gospol, 1957, p. 63.
- BANERJI, J. K. *The Middle East in World Politics.* Calcutta, World Press, 1960, p. 390.
- BASISTOV, Ju. B. *Arabskije strany.* Taskent, Obedin izd., 1958, p. 76.
- BASKIN, V. S. *Neftjanye monopolii na Bliznjem i Srednjem Vostoke.* Moskva, Gospol, 1957, p. 180.
- BELJAJEV, E. A. *Amerikanskij imperIALIZM v Saoudovskoj Arabii.* Moskva, Gosdol, 1957, p. 207.
- BERLINER, J. *Soviet Economic Aid ; The New Aid and Trade Policy in Underdeveloped Countries.* New York, F. A. Praeger, 1958, p. 232.
- BROMBERGER, M. *Les secrets de l'expédition d'Egypte.* Paris, Ed. 4 fils Aymon, 1957, p. 269.
- CARRERE-D'ENCAUSSE, H. *The Background of Soviet Policy in the Middle East.* Dans : *The Middle East in Transition.* Ed. by W. Z. Laqueur, London, Routledge and Kegan, 1958, pp. 360-369 ; 388-397.
- CHYVAKOV, A. - BOGOSLOVSKIJ, V. *Nezavisimyj Egipet.* Moskva, Gospol, 1956, p. 64.
- DALLIN, A. *Soviet Conduct In World Affairs ; A Selection of Readings.* Compiled by D. J. Dallin. New York, Columbia Univ. Press, 1960, p. 318.
- DALLIN, D. J. *Soviet Foreign Policy After Stalin.* Philadelphia, J. B. Lippincott, 1961, p. 543.
- FISHER, S. N. *The Middle East.* London, Routledge & Kegan, 1959, p. 650.
- GALLEAN, G. *Des deux côtés du Canal, Egypte-Israël.* Paris, Calmann-Lévy, 1958.
- GATAOULLIN, M. F. *Agrarnyje otnochenija v Sirii.* Moskva, Izd-vo AN SSR, 1957, p. 134.
- GATAOULLIN, M. F. *Sirija.* Moskva, Gospol, 1956, p. 40.
- GORDONOV, L. S. *Egipet.* Moskva, Gosizdat geogr. lit-y., 1953, p. 160.
- HAINES, G. *The Threat of Soviet Imperialism.* Ed. by G. Haines. Baltimore, Johns Hopkins Press, 1954, p. 402.
- HERMES, TH. *Der Aussenhandel in den Ostblockstaaten.* Hamburg, Cram. de Gruyter 1958, p. 177.
- HOURLANY, A. H. *The Middle East and the Crisis of 1956.* St. Anthony's Papers N° 4. London, 1958, pp. 9-92.
- Imperialisticheskaia bor'ba za Afrikou i osvoboditel'noje dvijenie narodov ; sbornjik statej.* Moskva, Akad. Naouk SSSR, 1953, p. 341.
- KAHIN, G. M. T. *The Afro-Asian Conference, Bandung, Indonesia, April 1955.* Ithaca (N. Y.), Cornell Univ. Press, 1956.
- KAWAN, L. *La nouvelle orientation du commerce extérieur soviétique ; Asie, Afrique, Amérique latine.* Bruxelles, Centre National pour l'étude des pays à régime communiste, 1958, p. 317.
- KIESEWETTER, B. *Der Ostblock. Aussenhandel des östlichen Wirtschaftsblockes einschliesslich China.* Berlin, Safari-Verl., 1960, p. 386.
- KISELEV, V. I. *Pout' Soudana k nezavisimosti.* Moskva, Izd. vost. lit., 1958, p. 189.
- KOHN, H. *Theorie, Taktik, Technik des Weltkommunismus ; eine Zitatensammlung von Marx bis Chruschtschew.* Hrsg. von Hans Kohn. Pfaffenhofen-Ilm, 1959, p. 504.
- KONDRACHOV, S. *Na beregah Nila. (Ob anglo-franko-izrail'skoj agressii v Egipte.)* Moskva, Izvestia, 1958, p. 128.
- KOTLOV, L. N. *Sovremennaja Sirija.* Moskva, Izd. vost. lit., 1958, p. 325.
- KOUGACHEV, L. N. - ROZANOV, G. L. *Vnechnaja politika SSSR.* Moskva, Izd-vo IMO, 1958, p. 64.
- KOUNINA, A. *Doktrina Ejzenhaouera.* Moskva, Gospol, 1957, p. 80.

- KRAKOWSKI, E. *Chine et Russie ; l'Orient contre la civilisation occidentale*. Paris, Ed. du Vieux Colombier, 1957, p. 412.
- KULSKY, W. W. *Peaceful Coexistence ; An Analysis of Soviet Foreign Policy*. Chicago, Regnery, 1959, p. 662.
- LAQUEUR, W. Z. *Communism and Nationalism in the Middle East*. London, Routledge & Kegan, 1957, p. 375.
- LAQUEUR, W. Z. *The Soviet Union and the Middle East*. London, Routledge and Kegan, 1959, p. 366.
- LEBEDJEV, E. A. *Jordanija*. Moskva, Gosizdat. geogr. lit-y, 1958.
- LEBEDJEV, E. A. *Jordanija v bor'be za nezavisimost'*. Moskva, Gospol, 1956, p. 128.
- LEONT'JEV, A. *Zagovor protiv Sirii*. Moskva, Gospol, 1957, p. 32.
- LEONT'JEV, B. L. *Vnechnaja politika Sovjetskoje gosoudarstva ; politika mira*. Moskva, Gospol, 1956, p. 84.
- LEVIN, Z. I. *Araby v bor'be za nezavisimost'*. Moskva, Gospol, 1957.
- L'HUILLIER, F. *Fondements historiques des problèmes du Moyen-Orient*. Paris, Sirey, 1958, p. 122.
- LOUTZKIJ, V. B. *Arabskije strany*. Moskva, Geografiz, 1947, p. 136.
- Otcherki po istorii arabskih stran*. Ed. by V. B. Loutzkij. Moskva, Izd-vo Mosk. Oun-ta, 1959, p. 255.
- MARLOWE, J. *Arab Nationalism and British Imperialism*. London, Cresset press, 1961, p. 236.
- MILOVANOV, I. - SEJFOUL'-MOULJOUKOV, F. *Irak vtchera i segodnja*. Moskva, Gospol, 1959, p. 127.
- MIRSKIJ, G. *Arabskije narody prodoljajout bor'bou*. Moskva, Izd-vo Mejdounarodnyje otnochenija, 1965, p. 134.
- MIRSKIJ, G. *Bagdadszkij pakt - oroudjje kolonializma*. Moskva, Gospol, 1956, p. 56.
- MOSELY, P. E. *Kremlin and World Politics ; Studies In Soviet Policy and Action*. New York, Vintage, 1960, p. 557.
- Narody Perednej Azii*. Pod red. N. A. Kislova i A. I. Perchitza. Moskva, Geografiz, 1957, p. 615.
- NOVE, A. - DONNELLY, D. *Trade With Communist Countries*. London, Hutchinson, 1960, p. 183.
- NUSEIBEH, H. Z. *The Ideas of Arab Nationalism*. Princeton, Princeton Univ. Press, 1956.
- PERCHITZ, A. I. *Araby arabijtzkovo polouostrova*. Moskva, Geografiz, 1958, p. 56.
- PERCHITZ, A. I. *Jordanija*. Moskva, Gosizdat. geogr. lit-y, 1958.
- POSSONY, S. *A Century of Conflict ; Communist Techniques of World Revolution*. Chicago, Regnery, 1953.
- PRIMAKOV, E. *Strany Arabii i kolonializm*. Moskva, Gospol, 1956, p. 111.
- PRIMAKOV, E. - AROUTJOUNOV, R. *Poutchitel'nyj ourok. (Vooroujenija agressija protiv Egipta.)* Moskva, Gospol, 1957, p. 56.
- Problems of Soviet Foreign Policy*. Symposium. Munich, Institut po izoutchenijou SSSR, 1959, p. 141.
- SAMARSKIJ, S. P. *Vnechnaja politika SSSR i mejdounarodnyje otnochenija na sovremennom etape*. Moskva, Izd-vo VPCH i AON, 1959, p. 76.
- SANDS, W. ed. *Middle Eastern Report*. 1959. Washington, Middle East Institute, 1959, p. 111.
- SEJFOUL'-MOULJOUKOV, F. *Irak v bor'be za nezavisimost' i progress*. Moskva, Znaniie, 1959, p. 32.
- Souetzkij vopros i imperialisticheszkaja agressija protiv Egipta* (I. Lemin i drougyje). Moskva, Izd-vo Akad. Naouk SSSR, 1957, p. 143.
- SOULTANOV, A. F. *Polojenje egipetskogo krest'janstva pered zemel'noj reformoj 1952. g*. Moskva, Gospol, 1958, p. 83.
- UTLEY, F. *Arabische Welt - Ost oder West ?* Göttingen, Plesse, 1958, p. 232.
- VAJDA, I. *A szocialista külkereskedelem ; A KGST és a szocialista nemzetközi munkamegosztás*. Budapest, Közgazdasági és Jogi Könyvkiadó, 1963, p. 327.

Voprosy vnechnej politiki SSSR i sovremennyye mejdounarodnyje otnochenija. Pod. obch. red. L. F. Il'jicheva ... i drougyje. Moskva, Gospol, 1958, p. 350.

VYGODSKIJ, S. *Vnechnaja politika SSSR - politika mira i mejdounarodnogo sotroudnjitchestva*, Moskva, Gospol. 1958, p. 336.

WHEELLOCK, K. *Nasser's New Egypt ; A Critical Analysis*. London, Stevens, 1960, p. 326.

YALL, W. *The Near East ; A Modern History*. Ann Harbor, Michigan Univ. Press, 1958, p. 435.

ZYKOV, S. V. *Solnetchnoj Sirii ; Iz zapisok sovjetskogo journalista*. Moskva, Gospol, 1957, p. 64.

b) Articles

ABDALLAH AN-NOUVAR. Britanskij kolonializm v Arabii. *Azija i Afrika segodnia*, 1961, N° 8, pp. 19-20.

ABVETAN, B. East-West Middle East Policies. *Middle Eastern Affairs*, (désormais : MEAff.) août-septembre 1956, pp. 269-285.

The Agrarian Problem and the National Liberation Movement (Exchange of Views : Chaled Begdache). *World Marxist Review*, Vol. 4, janvier 1961, pp. 58-62.

- AIRAPETJAN, M. The Periodication of the History of Soviet Foreign Policy. *International Affairs* (Moscou), février 1958, N° 2, pp. 63-70.
- AKOPJAN, G. Ekspansija amerikanskogo imperializma na Bliznjem i Srednjem Vostoke. *Voprosy ekonomiki*, Vol. 6, janvier 1949, pp. 42-59.
- AKOPJAN, G. Bor'ba Egipta protiv kabal'nyh dogovorov. *Izvestia*, 20 octobre 1951.
- AKOPJAN, G. O natsional'no-osvoboditel'nom dvijenii narodov Bliznjego i Srednjego Vostoka. *Voprosy ekonomiki*, janvier 1953, N° 1, pp. 58-75.
- AKOPJAN, G. Rastant demokraticheskiye sily narodov Bliznjego i Srednjego Vostoka. *Pravda*, 27 octobre 1949.
- Akt agressii protiv narodov Arabskogo Vostoka. (Obljoudatel'.) *Pravda*, 16 juillet 1958.
- ALAN, R. New Blocs for Old in the Middle East. *Commentary*, August 1957, pp. 132-138.
- ALEXANDER, M. (pseudonyme de W. Z. Laqueur), Communist Strategy in the Middle East. *The 20th Century*, novembre 1951, pp. 394-400.
- ALEXANDER, M. The Near East's Communist-Fascist Front. *Commentary*, vol. 13, mai 1952, pp. 456-462.
- ALEKSANDROV, I. Anglo-egipetskoje soglachenije i plany na Srednjem Vostoke. *Pravda*, 8 août 1954.
- ALEKSANDROV, I. Soudan ; nezavisilaja respoublika. *Pravda*, 5 janvier 1956.
- Amerikanskije monopolii za intjeresovany v prodoljenin vojny na Arabskom Vostoke. *Izvestia*, 8 août 1958.
- ANATOL'EV, A. Jordanija za tjouremnoj rechetkoj. *Sovremennyj Vostok*, 1959, N° 11, pp. 22-23.
- ANDREASJAN, R. Middle Eastern Oil ; Present and Future. *International Affairs* (Moscou), juillet 1960, N° 7, pp. 22-30.
- ANDREJEV, I. Monopolii SCHA v Libane. *Sovremennyj Vostok*, 1958, N° 7, pp. 24-26.
- ANDREJEV, Ju. N. Njeftjanaja politika Irakskoj respoubliki. *Narody Azii i Afriki*, N° 1, 1961, pp. 94-105.
- ANDREJEV, S. Zagovor protiv bezopasnosti i nezavisimosti arabskih stran. *Izvestia*, 7 janvier 1955, 231
- ANDREJEV, T. Narody arabskih stran protiv doktriny Ejzenhaouera. *Sovremennyj Vostok*, 1957, N° 2, pp. 40-41.
- APREMONT, B. La pénétration des pays du bloc soviétique au Moyen-Orient et dans le Sud-Est asiatique. *Politique étrangère*, avril 1956, pp. 201-214.
- ARBAMOV, Ju. - SEDIN, L. Leninskije printzipy sotzialisticheskoj vnechnej politiki. *Mirovaja ekonomika i mejdounarodnyje otnochenija*, N° 5, mai 1960, pp. 3-18.
- ARISMENDI, R. *The Programme of Communism and the National-Liberation Movement. World Marxist Review*, novembre 1961, pp. 17-25.
- ARZOUANJAN, A. Novyj etap obchtchego krizisa kapitalizma. *Mirovaja ekonomika i mejdounarodnyje otnochenija*, N° 2, février 1961, pp. 3-19.
- BADEAU, J. B. Conflict In Priorities, the Middle East. *Foreign Affairs*, janvier 1958, pp. 232-240.
- BALABOUCHEVITCH, V. V. O nekotoryh osobennostjah rabotchego dvijenija v stranah Vostoka na sovremennom etappe. *Problemy vostokovedenije*, N° 2, 1959, pp. 49-60.
- BAROV, A. - TZERSKIJ, A. Proitzki CENTO na Arabskom Vostoke. *Sovremennyj Vostok*, 1960, N° 1, pp. 41-42.
- BECHTOLDT, H. Russland's Präsenz im Orient. *Aussenpolitik*, Vol. 3, mai 1952, pp. 291-304.
- BEGDACHE, Ch. For the Successful Struggle For Peace, National Independence, and Democracy We Must Resolutely Turn Toward the Workers and The Peasants. Report of the Central Command of the Communist Party in Syria and Lebanon. January 1951. *Middle Eastern Journal* (désormais : ME Journal), Spring 1953, pp. 206-221.
- . Oktjabr'skaja revoljoutzija i Arabskij Vostok. *Pravda*, 10 novembre 1957 (publié en arabe dans *Al Nour*, 12 novembre 1957).
- . The Crisis and the Problems of the Middle East. *World Marxist Review*, vol. 1, septembre 1958, pp. 68-70.
- BELJAJEV, I. Obrazetz droujestvennogo vzaimovygodnogo sotroudnitchestva. *Pravda*, 22 décembre 1957.
- BELJAJEV, I. Kontoury novogo gosoudarstva. *Sovremennyj Vostok*, 1958, N° 5, pp. 7-9.
- BELJAJEV, I. Vosen' let spoustja. *Pravda*, 23 juillet 1960.
- BELJAJEV, I. Boudnji trechmillionnogo goroda. *Azija i Afrika segodnja*, 1961, N° 8, pp. 32-34.

- BELOFF, M. Russian Diplomacy. *Listener*, 23 août 1951.
- BELOFF, M. The Theory of Soviet Foreign Policy. *Soviet Studies*, avril 1952, pp. 345-350.
- BENJAMINSOV, S. SSSR - importer tradizionnyh tovarov ekonomitcheski slaborazvityh stran. *Vnechnaja Torgovlja*, 1960, N° 5, pp. 18-20.
- BENNIGSEN, A. Le Front national dans la nouvelle stratégie communiste au Moyen-Orient. *Politique étrangère*, 1956, N° 5, pp. 614-624.
- BERLINER, J. S. Soviet Economic Policy in the Middle East. *ME Aff.*, vol. 10, août-septembre 1959, pp. 286-291.
- BERREBY, J. J. Nasserisme contre communisme. *L'Afrique et l'Asie*, 1959, N° 46, pp. 3-9.
- BINDER, L. The Middle East As a Subordinate International System. *World Politics*, avril 1958, pp. 408-429.
- BJELOCHAPKIN, D. The USSR and the Economic Development of the Arab Countries. *International Affairs* (Moscou), juillet 1958, pp. 41-46.
- BJELOCHAPKIN, D. - SMIRNOV, V. The OU Monopolies - the Instigators of Agression. *International Affairs* (Moscou), septembre 1958, N° 9, pp. 63-67.
- BOHKARYOV, Y. Report From Cairo. *New Times*, février 1960, pp. 25-27.
- BOROVSKIJ, V. Nastouplenije SCHA na pozitii svoih jevropejskih sojuznikov. *Pravda*, 26 août 1954.
- BOROVSKIJ, V. Bagdadsnij pakt v planah agressivnyh krougov SCHA. *Pravda*, 19 décembre 1956.
- BOROVSKIJ, V. Irak pod ougrozjoj agresii. *Pravda*, 26 juillet 1958.
- BOROVSKIJ, V. Zatchem sobiralas' sessija CENTO v Vachingtone ? *Pravda*, 12 octobre 1959.
- BOUHALI, L. The Building of Communism and the Liberation Struggles of the Arab Peoples. *World Marxist Review*, janvier 1962, pp. 19-24.
- BOURGUIBA, H. Nationalism : Antidote to Communism. *Foreign Affairs*, juillet 1957, pp. 646-657.
- BRUN, Ch. L'analyse soviétique du sous-développement. *Orient*, 1960, N° 16, pp. 155-179.
- BRUTENZ, K. Révolution d'Octobre et l'écroulement du colonialisme. *Temps nouveaux*, N° 31, juillet 1957, pp. 15-18.
- BRZEZINSKI, Z. Communist Ideology and International Affairs. *The Journal of Conflict Resolution*, vol. IV, N° 3, septembre 1960, pp. 266-290.
- BYLININ, V. Jordan. An Occupied Country. *International Affairs* (Moscou), septembre 1958, pp. 95-96.
- CAMPBELL, J. C. From *Doctrine+ to Policy in the Middle East. *Foreign Affairs*, avril 1957, pp. 441-453.
- CARMICHAEL, J. The Nationalist-Communist Symbiosis. *Problems of Communism*, vol. VII, N° 3, mai-juin 1959, pp. 35-41.
- CATROUX, Général. Aspects actuels des problèmes du Moyen-Orient. *Politique étrangère*, 1956, N° 1, pp. 5-20.
- CHABIB, K. Chto proishodjit v Egipte? Pis'mo iz Kaira. *Pravda*, 3 février 1952.
- CHAOUÏ, N. Libanskoj narod protiv imperializma i reaktzii. *Sovremennyj Vostok*, N° 6, 1959, pp. 9-10.
- COLOMBE, M. Après Suez : le Moyen-Orient entre Moscou et Washington. *Orient*, vol. I, 4^e trim., 1957, pp. 186-195.
- COLOMBE, M. La presse arabe et le lancement du premier satellite artificiel de la terre. *Orient*, vol. I, 4^e trim., 1957, pp. 204-207.
- Dal'chejcheje razvitije marksistsko-leninskogo outchenija o natzional'no-kolonial'nom voprose. *Narody Azii i Afriki*, N° 1, 1961, pp. 3-12.
- DALLIN, D. J. Soviet Policy in the Middle East. *ME Aff.*, novembre 1955, pp. 337-344.
- DANILOV, S. Saudi Arabia ; Positive Neutrality. *International Affairs* (Moscou), juin 1958, p 91-92
- DANILOV, S. Provocation In Kirkuk. *International Affairs* (Moscou), septembre 1959, pp. 92-93.
- DEMTCHENKO, P. Obchtchestvennost' Libana dajot otpor imperialisticheskoj propaganda. *Pravda*, 9 septembre 1957.
- DEMTCHENKO, P. Irak pristoupajet k rechenijou natzional'nyh problem. *Pravda*, 1^{er} août 1958.
- DEMTCHENKO, P. Raskrytije imperialisticheskogo zagovora v Sirii. *Pravda*, 15 février 1958.
- DEMTCHENKO, P. Zametki ot agrarnoj reforme v Irakskoj respoublike. *Sovremennyj Vostok*, N° 2, 1959, pp. 24-25.
- DEMTCHENKO, P. Fellahi iz Abu-Suka. *Sovremennyj Vostok*, N° 1, 1961, pp. 20-21.

- DILLON, C. D. The Challenge of Soviet Economic Expansion. *Department of State Bulletin*, vol. 41, 1959, pp. 759-764.
- Diskoussija ob ekonomitcheskih i polititcheskih pozitzija natzional'noj-bourjouazii v strana Vostoka. *Sovjetskoje Vostokovedenje*, 1957, N° 1, pp. 174-183.
- Diskoussija o goskapitalizme v ekonomitcheski slaborazvityh strana Vostoka. *Sovremennyj Vostok*, N° 4, 1958, pp. 213-225.
- D'JAKOV, A. M. - SORKIN, G. Z. Natzional'no-kolonial'nyj vopros v rechnijah kongressov Kominternu. *Problemy vostokovedenija*, N° 2, 1959, pp. 61-74.
- DOMDEY, K. H. Die wirtschaftliche Unterstützung des Befreiungskampfes der Völker Afrikas, Asiens und Latein-Amerikas durch die sozialistischen Staaten. *Der Aussenhandel*, 1961, N° 3, pp. 32-35.
- DOMDEY, K. H. Zwischenbilanz sozialistischer Kredithilfe. *Die Wirtschaft*, 22 mars 1961.
- DONSKOJ, P. Echtcho raz irakskoj petchami. *Azija i Afrika segodnja*, 1961, N° 7, pp. 56-57.
- DOUGHERTY, J. E. The Ashwan Decision In Perspective. *Political Science Quarterly*, vol. 74, N° 1, mars 1959, pp. 21-45.
- DOURDJENEVSKIJ, V. Pjat' principov. *Mejdounarodnaja jizn'*, 1956, N° 3, pp. 44-49.
- DRAMBJANTZ, G. Anglo-amerikanskoje sopernitichostvo na Arabijskom poloustrove. *Sovremennyj Vostok*, N° 3, mars 1958, pp. 8-10.
- DBAMBJANTZ, G. Soviet-Iraqi Economic Contacts. *New Times*, N° 16, avril 1960, pp. 18-19.
- Droujba vo imja mira i progressa. *Izvestia*, 29 avril 1958.
- Edinstvo arabskih narodov v bor'bje za nezavisimost' zalog pobjeda. *Pravda*, 30 mars 1959.
- EGGERS, W. Die wirtschaftliche Aktivität des Ostblockes in den Entwicklungsländern. *Osteuropa Wirtschaft*, août 1956, pp. 12-22.
- EZOV, L. - SEJFOUL'MOULJOUKOV, F. Torgovyje otnochenija SSSR s ob'jedinennoj arabskoj respublikoi. *Vnechnaja Torgovlja*, 1958, N° 5, pp. 7-11.
- Faktam vopreki ; Po povodou denta otveta prezidenta SCHA D. Ejzenhauera na poslanie N. S. Khrouchtcheva. *Pravda*, 24 juillet 1958.
- FARAGO, L. The Sources of Soviet Policy in the Middle East. *United Nations World*, vol. 2, août 1948, pp. 17-22.
- FEDTCHENKO, A. - KOTLOV, L. Irak na pouf natzional'no go vozrojdinija. *Mirovaja ekonomika i mejdounarodnyje otnochenija*, juillet 1957, N° 7, pp. 44-55.
- FITZSIMONS, M. A. The Suez Crisis and the Containment Policy. *Review of Politics*, vol. XIX, octobre 1957, pp. 419-445.
- FITUNI, L. Ob ekonomitcheskoj pomochtchi slaborazvitnym stranam. *Voprosy ekonomiki*, 1953, N° 11, pp. 80-95.
- FOUZEJEV, V. Lebanon : Under the Heel of American Occupation. *International Affairs* (Moscou), septembre 1958, pp. 93-94.
- FOUZEJEV, V. Colonialists' New Trick. *International Affairs* (Moscou), juin 1959, pp. 106-107.
- FROUMKIN, A. Bourjouaznaja teorija vnechnej torgovlji i problemy slaborazvityh stran. *Vnechnaja Torgovlja*, 1959, N° 4, pp. 6-14.
- GAFOUROV, B. Douh Bandounga jivet i pobezdaet. *Sovremennyj Vostok*, N° 1, juillet 1957, pp. 8-10.
- GAFOUROV, B. O perspektivah razvitija sovjetskogo vostokovedenija. *Sovjetskoje vostokovenije*, 1957, N° 3, pp. 7-16.
- GAFOUROV, B. Natzional'no-osvoboditel'noje dvijenie na sovremennom etape. *Polititcheskoje samoobrazovanije*, septembre 1961, pp. 27-37.
- GALA Y, N. The Soviet Breakthrough in the Middle East and in Southern Asia. *Bulletin of the Institute for the Study of the USSR*, vol. 3, mars 1956, pp. 12-19.
- GALA Y, N. The Influence of Military Factors on Soviet Foreign Policy. *Bulletin of the Institute for the Study of the USSR*, vol. 6, septembre 1959, pp. 3-20.
- GATAOULLIN, M. F. - MALJOUKOVSKIJ, M. V. Egipetskaja Respoublika na pouti v ekonomitcheskoj nezavisimost'. *Sovjetskoje vostokovedenje*, N° 3, 1956, pp. 119-129.
- GEFFEN, M. The USSR in the Middle East. *New Outlook*, vol. I, octobre 1957, pp. 11-16.
- GEORGIJEV, A. Iraq : On the Road to Progress. *International Affairs* (Moscou), septembre 1958, pp. 89-90.

- GEORGIJEV, A. Middle East ; Fresh Imperialist Intrigues. *International Affairs* (Moscou), décembre 1958, pp. 90-91.
- GOUBER, A. A. Glouboko i vsestronnoje izoutchat' krizis i raspad kolonial'noj sistemy imperializma. *Sovremennyj Vostok*, N° 3, 1956, pp. 3-14.
- GOULANOVA, O. Novyje manevry imperialistiicheskaja djerjav na Bliznjem i Srednjem Vostoke. *Mirovaja ekonomika i mejdounarodnyje otnochenija*, juin 1959, N° 6, pp. 21-32.
- GRIGOR'JAN, CH. Njeft i imperialistitcheskaja agressija na Arabskom Vostoke. *Izvestia*, 9 août 1958.
- HAIRI, Z. The Agrarian Reform Law in the Republic of Iraq. *World Marxist Review*, vol. 2, avril 1959, N° 4, pp. 55-60.
- AL-HAJJ AZIZ - QUAHRANI, ABDELKADER - SAFI, ADNAN. The True and the False Friends of the Arab peoples. *World Marxist Review*, mai 1962, pp. 36-43.
- Halt Imperialist Agression in the Arab East. *International Affairs* (Moscou), août 1958, pp. 13-17.
- HARBISON, F. *Tvoo Centres of Arab Power*. Foreign Affairs, juillet 1959, pp. 672-683.
- HEYWORTH-DUNNE, I. *Partis politiques et gouvernements dans l'Iraq d'aujourd'hui*. Orient, 3^e trim., 1960, pp. 69-95.
- HOSKINS, H. L. *Soviet Economie Pénetration in the Middle East*. Orbis, hiver 1960, pp. 458-468.
- HUEBBENET, G. von. *Der östliche Einfluss auf Kairo*. Aussenpolitik, mai 1960, pp. 348-353.
- HUDSON, G. F. *Balance Sheet on Bandung*. Commentary, 1955, vol. 19, pp. 562-567.
- HUREWITZ, J. C. *Our Mistakes in the Middle East*. International Conciliation, mai 1952, pp. 199-260.
- Jemen - zertva imperialisticheskogo sgovora*. Pravda, 16 décembre 1949.
- ILJICHOV, I. *The Sputniks and International Relations*. International Affairs (Moscou), mars 1958, pp. 7-17. Iraq. Parti Communiste. *Glavnaja zadatcha - oukreplenije nezavisimosti. Politicheskaja platforma kommounisticheskoy partii Iraka*. Pravda, 13 février 1960.
- Iraq. Parti Communiste. *On the Communist Party of Iraq*. Daily Worker, London, 25 février 1960. Iraq. Parti Communiste. *V zachtchitou respoubliki, za oukreplenije jedinstva natzional'nyh syl. ... plénum CK Kompartii Iraka*. Pravda, 17 août 1959, et Kommounist, 1959, N+ 12.
- IVANOV, K. *A New Arab State*. International Affairs (Moscou), mars 1958, pp. 53-58.
- IVANOV, K. *Novyje gosoudarstvo na Arabskom Vostoke*. Mejdounarodnaja jizn, N° 3, 1958, pp. 70-78.
- IVANOV, K. *The Middle Eastern Situation*. International Affairs (Moscou), janvier 1959, pp. 76-81.
- IVANOV, K. *Crossroads in the Middle East*. International Affairs (Moscou), mai 1959, pp. 24-31.
- JAFRI, F. S. *Communism in the Muslim World*. Journal of the Royal Central Asian Society, 40 Apt. 1953, pp. 161-168.
- JAKOUBOV, N. *Souelzkaja problema i bliznjevostotchnaja njeft*. Troud, 29 septembre 1956.
- JARGY, S. *Le patriarcat de Moscou et les Eglises d'Orient*. Orient, 1961, N° 1, pp. 25-35.
- JARGY, S. *Du neutralisme positif au non-alignement*. Orient, 1961, N° 2, pp. 15-22.
- JEGOROV, P. *Njedobrojelatjeli nje boudout imet ouspjeha*. Pravda, 19 septembre 1959.
- JOUKOV, E. *Velikaja Oktjabrskaja sotzialisticheskaja revoljoutzija i kolonial'nyj Vostok*. Bol'chevik, octobre 1946, N° 20, pp. 38-47.
- JOUKOV, E. *Voprosy natzional'no-kolonial'noj bor'by poslje vtoroj mirovoj vojny*. Voprosy ekonomiki, 1949, N° 9, pp. 54-61.
- JOUKOV, E. *The Bandung Conférence of African and Asian Countries and its Historié Significance*. International Affairs (Moscou), mai 1955, pp. 18-32.
- JOUKOV, E. *From Bandung to Cairo*. International Affairs (Moscou), février 1958, pp. 52-57.
- JOUKOV, E. *Y ougoudou neftjanym koroljam*. Pravda, 18 août 1958.
- JOUKOV, E. *Middle East : The Crisis and the US Economy*. International Affairs (Moscou), septembre 1958, pp. 91-93.
- JOUKOV, E. *Anniversary of the Révolution in Iraq*. International Affairs (Moscou), août 1959, pp. 14-18.
- JOUKOV, E. *Priznanija i poloupriznanija*. Mirovaja ekonomika i mejdounarodnyje otnochenija, 1960, N° 5, pp. 61-65.
- JOUKOV, E. *Solidarnost' stran Azii i Afriki - velikaja sila*. Pravda, 26 mars 1960.

- JOUKOV, E. *Znamjenatel'nyj faktor nachego vremeni. O nekotoryh voprosah sovremennogo natzional'no-osvoboditel'nogo dvijenija*. Pravda, 26 août 1960.
- JOUKOV, E. *Polnyj krah kolonializma neminoujet*. Pravda, 5 mai 1961.
- K tchemou vedet touretzko-pakistanskij pakt. (NabljudateV.)* Izvestia, 27 février 1954.
- KAREV, N. *Otvetstvennyj etap v djejatel'nosti OON*. Izvestia, 14 novembre 1956.
- KASTER, H. L. *Russlands Einbruch in den Mittleren Osten*. Aussenpolitik, janvier 1956, pp. 32-40.
- KERBELAY, H. *La pénétration économique des pays du bloc soviétique au Moyen-Orient*. Orient, 1^{er} trim. 1960, pp. 169-174.
- KIIADUUI, M. *The Problem of Régional Security in the Arab East*. ME Journal, vol. XI, hiver 1957, pp. 12-22.
- KHOKILOV, N. *Novyj provokatzionnyj trjouk kolonizatorov*. Izvestia, 12 juillet 1958.
- KHOKILOV, N. *Stranje voujouchtchij korol'*. (Mejdounarodnyje zametki.) Izvestia, 28 mars 1959.
- KIRDAR, N. S. *Zametki o profsojuznom dvijenii v Irake*. Sovremennyj Vostok, N° 5, mai 1959, pp. 35-36.
- KIRJOUCHIN, V. *Kredity Sovjetskogo Sojuzaslaborazvitnym stranam.VnechnajaTorgovlja*, 1959, N° 6, pp. 15-18.
- KIRK, G. *The Syrian Crisis of 1967*. International Affairs (Moscou), janvier 1960, pp. 58-61.
- KISELEV, V. I. *Natzional'no-osvoboditel'noje dvijenie v Soudane posle vtoroj vojny*. Sovremennyj Vostok, N° 5, 1956, pp. 35-47.
- KODATSCHENKO, A. S. *Die Wirtschaftbeziehungen mit den sozialistischen Staaten - eine wichtige Bedingung zur Sicherung der ökonomischen Selbständigkeit der schwachentwickelten Länder*. Sowjetische Wissenschaft, Gesellschaftswissenschaftliche Beiträge, 1961, N° 2, pp. 133-152.
- Kolonizatory brosjout vyzov narodam Vostoka. (NabljudateV.)* Izvestia, 1^{er} novembre 1956.
- Komou noujno prodoljenje agressii protiv Egipta ?* Pravda, 25 février 1957.
- KOMZIN, I. *Asouan - svjetlaja nadjeжда narodov OAR*. Pravda, 21 février 1961.
- KONDRACHOV, S. *Bratskaja solidarnost'*. Izvestia, 1^{er} août 1958. KONDRACHOV, S. *Pis'mo iz Bejrouta*. Izvestia, 17 octobre 1958.
- KONDBACHOV, S. *Souchtchestvo Bagdadsckogo pakta v agressii*. Izvestia, 31 juillet 1958.
- KONDBACHOV, S. *Dva dhja v Asjoule*. Sovremennyj Vostok, N° 6, juin 1960, pp. 29-30.
- KOBJONOV, V. *K sobytijam v Egipte*. Pravda, 22 octobre 1951.
- KOBJONOV, V. *Arabskije strany - dlja Arabov*. Pravda, 25 mai 1953.
- KOROVIN, E. *The Problem of Neutrality Today*. International Affairs (Moscou), mars 1958, pp. 36-40.
- KOTKOVSKY, Y. *A New Phase in the Economie Compétition Between Two Systems*. International Affairs (Moscou), février 1959, pp. 6-11.
- KOUDRJAVTZEV, V. *Proiski imperialistov na Bliznjem Vostoke*. Izvestia, 23 février 1952.
- KOUDBJAVTZEV, V. *Staryj plan pod novyrm nazvaniem*. Izvestia, 11 mai 1952.
- KOUDRJAVTZEV, V. *Anglija i Egipta*. Izvestia, 23 mai 1953.
- KOUDRJAVTZEV, V. *SCHA isilivajout nazim na Iran*. Izvestia, 19 juin 1954.
- KOUDRJAVTZEV, V. *Agressivnoje zamysly SCHA na Bliznjem Vostoke*. Izvestia, 23 octobre 1954.
- KOUDRJAVTZEV, V. V. *Novyj nazim na arabskije strany*. Izvestia, 3 novembre 1955.
- KOUDRJAVTZEV, V. *Novaja diversija SCHA v stranah Vostoka*. Izvestia, 20 décembre 1956.
- KOUDRJAVTZEV, V. *SCHA spasajout Bagdadsckij pakt*. Izvestia, 1^{er} août 1958.
- KOUDRJAVTZEV, V. *Propagandistkoje istochenije*. Izvestia, 3 août 1958.
- KOVB, J. F. *La Russie et le Proche-Orient*. Revue politique et parlementaire, vol. LU, avril 1950, pp. 39-51.
- KOZARCZ, K. *Bor'ba monopolii Anglii i SCHA za bliznjevostotchnoujou njeft*. Pravda, 11 juin 1953.
- KROEF, J. M. van der. *Evolution of a Concept. (On National Democracy, 11. ^ Survey*, avril 1963, pp. 134-145.

- LAQUEUR, W. Z. *Middle Eastern Battle*. The New Leader, vol. XXXVIII, 14 novembre 1955, pp. 3-5.
- LAQUEUR, W. Z. *Soviet Policy in the Middle East*. World Today, 1955, N° 12, pp. 518-529.
- LAQUEUR, W. Z. *The Appeal of Communism in the Middle East*. ME Journal, vol. IX, hiver 1955, pp. 17-27.
- LAQUEUR, W. Z. *Communism in Jordan*. World Today, vol. XII, mars 1956, pp. 109-119.
- LAQUEUR, W. Z. *The Moscow-Cairo Axis*. Commentary, vol. XXI, mai 1956, pp. 409-417.
- LAQUEUR, W. Z. *Nasserism and Communism*. World Today, vol. XII, octobre 1956, pp. 390-398.
- LAQUEUR, W. Z. *Soviet Russia and the Arabs*. Midstream, vol. II, hiver 1956, pp. 24-33.
- LAQUEUR, W. Z. *The Shiffling Line in Soviet Orientology*. Problems of Communism, vol. IV, N° 2, mars-avril 1956, pp. 20-26.
- LAQUEUR, W. Z. *Dilemma of the Left Wing in Egypt*. Conférence on " Egypt Under the Military Regime." St-Anthony's Collège, Oxford. 15-16 juin 1957.
- LAQUEUR, W. Z. *Syria on the Move. Ascendancy of the Left Wing*. World Today, vol. XIII, janvier 1957, pp. 17-26.
- LAQUEUR, W. Z. *Soviet Prospects in the Middle East*. Problems of Communism, vol. V, 7 août 1957, pp. 20-25.
- LAQUEUR, W. Z. *Arab Unity versus Soviet Expansion*. Problems of Communism, vol. VII, N° 3, mai-juin 1959, pp. 42-48.
- LAQUEUR, W. Z. *Middle Eastern Irréconciliables*. New Republic, 5 janvier 1959, pp. 15-19.
- LAQUEUR, W. Z. *The *National Bourgeoisie+ ; a Soviet Dilemma in the Middle East*. International Affairs (Londres), juillet 1959, pp. 324-331.
- LAUFER, L. *Communist Party Strategy and Tactics in the Arab World*. Problems of Communism, vol. II, N° 1, 1954 et Ostprobleme, Jg. 6, N° 18, 8 mai 1954, pp. 717-723.
- LAURENT, F. *Aspects nouveaux de la pénétration soviétique au Moyen-Orient*. Orient) 4^e trim. 1957, pp. 149-158.
- LAURENT, F. *L'URSS et le Moyen-Orient*. Orient, 2^e trim. 1957, pp. 53-67 ; 3^e trim., pp. 15-30.
- LAVRENT'JEV, A. *Kolonializm - glavnoj brag narodov Azii i Afriki*. Izvestia, 18 avril 1959.
- LAZAREV, M. *Strategija "Vsemirnogo kol'sa " vojennyh baz i bezopasnost' narodov*. Mirovaja ekonomika i mejdounarodnyje otnochenija, décembre 1959, N° 12, pp. 34-43. LEMIN, I. M. *Doktrina Ejzenhaouera - programma kolonial'nogo zakabalenija Bliznjego Vostoka*. Sovjetskoje vostokovedenije, 1957, N° 1, pp. 3-22.
- LEMIN, I. M. *Ekonomitcheskaja souchtchnost' sovremennogo kolonializma*. Problemy vostokovedenija, 1959, N° 4, pp. 8-25.
- LENCZOWSKI, G. *Literature on the Clandestine Activities of the Great Powers in the Middle East*. ME Journal, printemps 1954, pp. 205-211.
- LENCZOWSKI, G. *Soviet Policy in the Middle East ; a Summary of Developments Since 1945*. Journal of International Affairs, vol. VII, 1954, N° 1, pp. 52-61.
- Leninskije principy vnechnej politiki SSSR i strany Vostoka*. Sovremennyj Vostok, 1957, N° 2, pp. 1-3.
- LEONIDOV, A. *Atlantitcheskaja oligarhija i Persidskij zaliv*. Sovremennyj Vostok, octobre 1958, N+ 10, pp. 11-14.
- LEONTJEV, B. *Amerikanskije plany zakabalenija arabskih stran*. Pravda, 20 novembre 1951.
- LESHEM, M. *Soviet Propaganda to the Middle East*. ME Aff., vol. 4, 1953, N° 1, pp. 1-10.
- LEWIS, B. *The Middle Eastern Reaction to Soviet Pressures*. ME Journal, vol. X, printemps 1956, pp. 125-137.
- LICHTHEIM, G. *Soviet Expansion Into the Middle East*. Commentary, novembre 1955, pp. 435-439.
- LICHTHEIM, G. *Nationalism, Révolution and Fantasy in Egypt Behind the Arms Deal with Czechoslovakia*. Commentary, vol. XXI, janvier 1956, pp. 33-40.
- LONDON, I. *Evolution of the USSR Policy in the Middle East, 1950-1956*. ME Aff., mai 1956, pp. 169-178 ; 188-195.
- LONGRIGG, S. H. *New Groupings Among the Arab States*. International Affairs (Londres), juillet 1959, pp. 305-317.
- LOEWENTHAL, R. *Its Function In Communist Policy. (On National Democracy, I.)* Survey, avril 1963, pp. 119-133.
- LOSEV, S. *Popytki SCHA raschirit' agressivnyj tourtzko-pakistsanskij blok*. Izvestia, 30 juin 1954.

- LOSEV, S. *Sobytija v Soudane*. Troud, 26 mars 1954. LOSEV, S. *Dlja tchego Menderes posetil Irak*. Izvestia, 14 janvier 1955.
- LOSEV, S. *Imperialism and the Arab Countires*. New Times, 1955, N° 2, pp. 12-14.
- LOUTZKIJ, V. B. *Oktjabrskaja revoljoutzija i arabskije strany*. Sovjetskoje vostokovedenije, mai 1957, pp. 87-98.
- LOUTZKIJ, V. B. *Problema arabskogo jedinstva*. Sovjetskaja etnografra, 1957, N° 1, pp. 106-117.
- LOUTZKIJ, V. B. *Ijouskaja revoljoutzija 1952 goda v Egipte*. Sovjetskoje vostokovedenije, N° 2, 1957, pp. 31-48.
- LUDLOW, J. M. *Soviet Strategy in the Arab-Israel Problem : Lesson for the Free World*. Department of State Bulletin, vol. XXXVII, 23 décembre 1957, pp. 994-999.
- MAJEVSKIJ, V. *Organizatory provokatzii protiv Sirii ne ounjimajoutsja*. Pravda, 15 octobre 1957.
- MAJEVSKIJ, V. *Prazdnjik boudnji na beregah Nila*. Pravda, 29 août 1961.
- MAMUKOV, E. *Soviet Eastern Policy*. Bulletin of the Institute for the Study of the USSR, vol. III, janvier 1956, pp. 44-48.
- MARK, M. *The Eléments of Soviet Strategy in the Middle East*. World Affaire Interpréter, vol. XXV, automne 1954, pp. 278-289.
- MARTIN, H. G. *The Soviet Union and the Middle East*. ME Aff., février 1956, pp. 49-56.
- MASLENNIKOV, V. O. *Roukovodjastchej roli rabolchego klassa v natzional'no-osvoboditel'nom dvijenii kolonialnyh narodov*. Voprosy ekonomiki, 1949, N° 3.
- MASLENNIKOV, V. O. *Velike istoritcheskije sobytija v stranah Vostoka*. Sovjetskoje vostokovedenije, N° 1, 1956, pp. 13-21.
- MATVEJEV, V. *Poslje peregovorov treh derjav v Londone*. Izvestia, 4 août 1956.
- MAXIMOV, E. *Evil Theory*. New Times, N° 42, octobre 1959, pp. 15-17.
- MAZOUR, A. C. *Russia, the Middle East and OU*. World Affairs Interpréter, vol. XXII, janvier 1952, pp. 415-423.
- MEDVEDEV, V. *Kto ougrozajet narodam Arabskogo Vostoka*. Pravda, 28 décembre 1954.
- MEDVEDEV, V. *O tje, kto sejet smoutou na Bliznjern i Srednjem Vostoke*. Pravda, 2 février 1958.
- Mejdounarodnoje obozrenije. Voznyj klad v jedinstvo arabskih narodov. (ObozrevateV.)* Pravda, 15 février 1958.
- MELIKJAN, Ob. - ZTINGEH, Ja. *Vnechnaja politika miroljoubivyh stran Azii i Ajriki I jejo bourjouaznye kritiki*. Narody Azii i Afriki, N° 6, 1961, pp. 60-70.
- MEURER, F. *Moscow's Allies in the Near East*. Bulletin of the Institute for the Study of the USSR, vol. 4, mai 1957, N° 5, pp. 19-26. *The Middle East Background to the Russian Intervention*. World Today, novembre 1955, pp. 463-471.
- MIKHAJLOV, M. *K položenijou v Egipte*. Izvestia, 2 février 1952.
- MIKHAJLOV, M. *Kto sozdajet ougrozou bezopasnosti narodov Vostoka*. Izvestia, 20 mars 1954.
- MIKHAJLOV, M. *Plany vooroujennogo vmechatel'stva pod predlogom * oumirotvorenija +*. Izvestia, 8 avril 1956.
- MIKHAJLOV, M. *Podopleka amerikanskogo provokatzionnogo plana*. Izvestia, 20 septembre 1956.
- MIRSKIJ, G. *Konjetz kar'ery generala Glabba*. Troud, 8 mars 1956.
- MIRSKIJ, G. *Neft i agressija*. Pravda, 25 juillet 1958. MIRSKIJ, G. *The USA and the Middle East*. International Affaire (Moscou), septembre 1958, pp. 17-23.
- MIRSKIJ, G. *Iraqi Republic : The First Year*. New Times, N° 28, 1959, pp. 10-12.
- MOUKHITDINOV, N. *K novym ouspeham sovjetskogo vostokovedenija*. Pravda, 14 juin 1957.
- MOUKHITDINOV, N. *Velikij Oktjabr' i Vostok*. Sovjetskoje vostokovedenije, mai 1957, pp. 15-26.
- NASSAR, F. *O natzional'no-osvoboditel'nom dvijenii na Arabskom Vostoke*. Sovremennyj Vostok, N° 2, 1961, pp. 10-12. *The National Bourgeoisie and the Liberation Movement. Exchange of Views*. World Marxist Review, N° 8-9, 1959.
- NIELSEN, W. - ZORAN, S., etc. *Sino-Soviet Bloc Technical Assistance - Another Bilatéral Approach*. Annals, N° 323, 1959, pp. 40-49.
- NIL'SKIJ, A. *Chto proishodjit v Joujnoj Arabii*. Sovremennyj Vostok, N° 9, 1959, pp. 39-41.
- NOVIKOV, N. *Drouj'ba podlinnye i mnimye*. Izvestia, 2 avril 1959.

- Novyje plany zakabalenija Egipta.* Pravda, 17 octobre 1951.
- O narouchenii prosojzouznih prav v Irake.* Troud, 13 novembre 1961.
- O podlinno i mjnimoj ougroze Egipty. (ObozrevateV.)* Pravda, 8 septembre 1954.
- Oil and US Foreign Policy.* International Affairs (Moscou), 1957, pp. 129-131.
- OL'GIN, I. *Proiski agressivnyh krougov SCHA na Bliznjem i Srednjem Vostoke.* Pravda, 18 juillet 1954.
- Oppourtounisty razoblatcheny.* Pravda, 1^{er} mars 1960.
- ORESTOV, O. *Kto ougrozaet mirov na Bliznjem i Srednjem Vostoke.* Pravda, 27 septembre 1953.
- ORESTOV, O. *Popytki sprovtzirovat' novyj konflikt na Bliznjem Vostoke.* Pravda, 27 novembre 1956.
- ORESTOV, O. *Opasnye zamysli SCHA.* Pravda, 14 novembre 1957.
- ORESTOV, O. *Droujba po-amerikanski.* Pravda, 25 juillet 1958.
- ORESTOV, O. *Narody Vostoka - za sozdanije zony mira.* Pravda, 10 février 1958.
- ORESTOV, O. *Politika sabolaja obremena na proval.* Pravda, 4 septembre 1958.
- Osnovyje problemy sovremennogo razvitija stran Vostoka.* Problemy vostokovedenije, N° 1, 1960, pp. 3-11.
- PAL, K. C. *An Estimate of the Eisenhower Doctrine for the Middle East.* The Egyptian Economie and Political Review, vol. 107, janvier 1960, pp. 21-29.
- Path of Development of Newly Emergent Countries (Exchange of Views).* World Marxist Review, avril 1962, pp. 60-79 ; mai 1962, pp. 66-74.
- Patriots persecuted in Iraq.* New Times, N° 14, avril 1961, pp. 20-21.
- PERCHITZ, A. I. *Araby Iraka.* Sovjetskaja etnografija, 1958, N° 5, pp. 77-90.
- PERCHITZ, A. I. *Plemja narodnost' i natzija v Saudovskoj Arabii.* Sovjetskaja etnografija, N° 5, 1961, pp. 52-61.
- PERLMANN, M. *In the Shadow of Lunik.* ME Aff., vol. 10, février 1959, pp. 73-78.
- PERLMANN, M. *Iraqi Developments.* ME Aff., vol. 10, N°s 6-7, juin-juillet 1959, pp. 228-232.
- PETROV, K. *Pod flagom amerikanskoj * pomochtchi +.* Izvestia, 16 novembre 1954. PETROV, K. *Irak v tenetah vojnyh blokov.* Izvestia, 7 avril 1955. PETROV, K. *V interesah razvitija droujestvennyh vzaimootnochenii mejdou SSSR i Egiptom.* Izvestia, 21 août 1955.
- PLYCHEVSKIJ, I. *Proiski kolonizatorov. Zagovory i provokatzii imperialistov na Bliznjem i Srednjem Vostoke.* Pravda, 16 août 1957.
- PLYCHEVSKIJ, I. *Some Problems of the Independence Struggle in Africa.* World Marxist Review, vol. 4, juillet 1961, pp. 31-38.
- PLYCHEVSKIJ, I. - MEDVEDEV, B. - BELJAJEV, I. *Narody Azii i Afriki demonstriroujout svoje jedinstvo v bor'bje za nezavisimost' i mir.* Pravda, 29 décembre 1957.
- Plodotvornyj rezoultat obsoujdenija souetzkogo voprosa v Sovjete Bezopasnosti.* Pravda, 16 octobre 1956.
- POLJAKOV, V. *Arabskije strany na poutji k ekonomilcheskoj nezavisimosti.* Vnechnaja Torgovlja, 1956, N° 9, pp. 3-7.
- POLJAKOV, V. *Ekonomitcheskoje sotroudnitchestvo SSSR so stranami Arabskogo Vostoka.* Vnechnaja Torgovlja, 1960, N° 4, pp. 28-33.
- POLJAKOV, V. *Sirija v bor'bje za ekonomitcheskoujou nezavisimost'.* Vnechnaja Torgovlja, 1961, N° 11, pp. 14-19.
- PONOMAREV, B. *O gosoudarstve natzional'no j demokratzii.* Kommounist, mai 1961, pp. 33-48.
- Popytka outopit' soderjanie forme. (NabljudateV.)* Izvestia, 27 juillet 1958.
- POSTOLENKO, M. *Sovjetsko-iraskije ekonomitcheskije otnochenija.* Vnechnaja Torgovlja, 1961, N° 11, pp. 15-18.
- POTEKHIN, I. *Sovremennye rabotorgovsy.* Izvestia, 7 avril 1949.
- POTEKHIN, I. *Africa Shakes Off Colonial Slavery.* International Affairs (Moscou), 1954, pp. 84-90.
- POTEKHIN, I. *Harakternye tcherty raspada kolonial'noj sistemy imperializma v Afrike.*
- Problemy vostokovedenija, 1960, N° 1, pp. 12-29.*

- POTEKHIN, I. *Stalinskaja teorija kolonij Vnoy revoljoutzii i natzional'no-osvoboditel'noje dvijenie v Tropitcheskoj i Joujnoj Afrike*. Sovjetskaja etnografija, N° 1, 1960, pp. 22-40.
- POTEKHIN, I. *Mogoutcheje idejnoje oroujje*. Pravda, 13 octobre 1961. *Pouf k ouprotchenijou vseobchtchego mira*. Pravda, 7 août 1958.
- PRIMAKOV, E. "Doktrina Ejzenhaouera" - *tzep neoudatch*. Sovremennyj Vostok, N° 2, 1958, pp. 11-14.
- PRIMAKOV, E. *Zapadnye derjavy doljny dat' nemedlennyj i jaskij otvet. Zaroubejnye otkliki na poslanie N. S. Khrouchtcheva ot 28 ijoulja*. Izvestia, 30 juillet 1958.
- Proekt programmy KPSS i nekotorye problemy natzional'no-osvoboditel'nogo dvijenija narodov Azii i Afriki*. Narody Azii i Afriki, N° 5, 1961, pp. 3-14.
- Programma imperiaLISTICHESKOGO kolonializma SCHA na Bliznjem Vostoke. Vystouplenije Ejzenhaouera v amerikanskom kongresse*. Pravda, 6 janvier 1957.
- RALEIGH, J. S. *Middle East Politics : The Past Ten Years*. ME Aff., vol. 10, N° 1, janvier 1959, pp. 3-24.
- RALEIGH, J. S. *The Middle East in 1959 - A Political Survey*. ME Aff., vol. 11, 1960, N° 1, pp. 3-20.
- RATIANI, G. *Novyje ougrozy po adresou Egipta*. Pravda, 18 octobre 1956.
- RODINSON, M. *Les problèmes des partis communistes en Syrie et en Egypte*. Cahiers internationaux, 10^e année, février 1958, pp. 76-86.
- RONDOT, P. *The Minorities in the Arab Orient Today*. ME Aff., vol. 10, 1956, N⁰⁹ 6-7, pp. 214-228.
- RONDOT, P. *Conflits en Orient et neutralisme arabe*. L'Afrique et l'Asie, 2^e trim. 1957, pp. 15-25.
- Rondot, P. *Quelques aspects de l'affaire de Mossoul*. L'Afrique et l'Asie, 2^e trim. 1959, pp. 39-43.
- Rouki protch ot Egiptaç* Pravda, 2 novembre 1956.
- RUBINSTEIN, A. Z. *Soviet Policy Toward X]nderdeveloped Areas in the Economie and Social Council*. International Organization, vol. 9, mai 1955, pp. 232-243.
- Russia and the Middle East*. The Atlantic Monthly, vol. CXCVII, avril 1956, pp. 20-24.
- RYMALOV, V. *Economie Compétition of the Two Systems and the Struggle of the Underdeveloped Countries for Genuine Indépendance*. International Affairs (Moscou), janvier 1959, pp. 31-35.
- RYMALOV, V. *Soviet Assistance to U'nderdeveloped Countries*. International Affairs (Moscou), septembre 1959, pp. 23-31.
- RYMALOV, V. *Ekonomitcheskoje sorevnovanije dvouh sistem i problema pomochtchi slaborazvitym stranam*. Mirovaja ekonomika i mejdounarodnyje otnochenija, N° 2, 1960, pp. 30-42.
- S nog na golovou ... (NabljoudateV'.)* Izvestia, 24 juillet 1958.
- SABLIER, E. *La tension en Proche-Orient et la politique des grandes puissances*. Politique étrangère, 21^e année, 1956, N° 1, pp. 21-26.
- SADAK, G. *Economie Neutrality and Foreign Trade in the UAR*. The Scribe, vol. III, N° 2, septembre-octobre 1961, pp. 58-60.
- SAMYLOVSKIJ, I. *Bor'ba proletariata arabskih stran za svobodou i nezavisimost'*. Azija I Afrika segodnja, N° 5, 1961, pp. 6-7.
- SCHWARZ, S. *Revising the History of Russian Colonialism*. Foreign Affairs, avril 1952, pp. 488-499.
- SCOTT, N. B. *Soviet Economie Relations With the Underdeveloped Countries*. Soviet Studies, vol. 10, N+ 1, juillet 1958, pp. 36-53.
- SEALE, P. *The UAR and the Iraqi Challenge*. World Today, juillet 1960, pp. 295-305.
- Senator Kefauver's Speech*. International Affairs (Moscou), juin 1957, p. 132.
- SERGEJEV, V. *Vopreki interesom irakskogo naroda*. Pravda, 10 janvier 1955.
- SHARP, S. L. *The Soviet Position in the Middle East*. Social Sciences, vol XXXII octobre 1957, pp. 225-231.
- SHWADRAN, B. *The Power Struggle in Iraq*. ME Aff., vol. 11, 1960, N° 1, pp. 38-63. No_4, pp. 106-123 ; N_o 5, pp. 150-161.
- XX Sjezd Kommounisticheskoj Partii Sovjetskogo Sojouza i zadatchi izoutchenija sovremennogo Vostoka*. Sovjetskoje vostokovedenije, N° 1, 1956, pp. 3-12.

- XXI Sjezd KPSS i zadatchi vostokovedenija*. Problemy vostokovedenija, N° 1, 1959 pp. 18-20. '
- SKATZKOV, S. *Ekonomitcheskoje sotroudnitchestvo SSSR so stranami Azii i Afriki*. Pravda, 9 février 1960.
- SKOROV, G. *Torjestvo leninizma i narody Vostoka*. Mirovaja ekonomika i mejdounarodnyje otnochenija, avril 1960, N° 4, pp. 22-35.
- SKOROV, G. *Krouchenie kolonial'noj sistemy*. Mirovaja ekonomika i mejdounarodnyje otnochenija, mars 1961, N° 3, pp. 3-18.
- SKOROV, G. - STEPANOV, L. *Two Worlds - Two Types of Aid*. International Affairs (Moscou), décembre 1959, pp. 43-51.
- SMEJONOV, V. *Raspad kolonial'noj sistemy imperializma i voprosy mejdounarodnyh otnochenii*. Kommounist, N° 18, décembre 1956, pp. 97-114.
- SMOLANSKY, O. M. *Soviet Policy in the Arab East : 1945-1947*. Journal of International Affairs, vol. 13, N° 2, 1959, pp. 126-140.
- Souetzkij vopros i manevry zapadnah derjav*. Pravda, 8 août 1956.
- SOULTANOV, A. *Na dvernej zemlje Arabskogo Vostoka*. Sovremennyj Vostok, N° 6, juin 1958, pp. 34-36.
- SOVETOV, A. *Leninist Foreign Policy and International Relations*. International Affairs (Moscou), avril 1960, pp. 3-9.
- SPANDAR'JAN V. *Torgovlja sblizaet raschirim torgovlou*. Troud, 4 décembre 1958.
- SPECTOR, I. *Russia in the Middle East*. Current History, vol. XXXII, février 1957 pp. 83-88.
- SPECTOR, I. *Soviet Cultural Propaganda in the Near and the Middle East*. Survey juin-juillet 1957.
- Spravedliyaja bor'ba egipstskogo naroda protiv kolonizatorov vstretchaet podderskou vseh miroljoubivyh narodov. Zaroubeznaja obchtchesvennost' privetsoujet predlojenija SSSP pooustanovljennno mira na Bliznjem Vostoke*. Pravda, 7 novembre 1956.
- STEPANOV, L. *Istoritcheskaja dilemma ekonomitcheski slaborazvityh stran Vostoka*. Sovremennyj Vostok, N° 2, 1960, pp. 14-16.
- STEPANOV, L. *Leninskije principy sovjetskoj ekonomitcheskoj politiki i otnochenija nezavisimyh stran Vostoka*. Problemy vostokovedenije, 1960, N° 2, pp. 29-38.
- STEVENS, G. G. *Arab Neutralism and Bandoeng*. ME Journal, vol. XI, printemps 1957. pp. 139-152.
- STOUPAK, A. *Znamjenatjel'naja data v istorii Iraka*. Pravda, 13 juillet 1960.
- TALENSKY, N. *Military Strategy and Foreign Policy*. International Affairs (Moscou) mars 1958, pp. 26-30.
- TCHERNOV, L. N. *Kommounistitcheskije partii Vostoka v avangarde bor'by za svobodou i nezavisimost'*. Sovremennyj Vostok, 1960, N° 3, mars, pp. 8-11.
- TCHERNOV, L. N. *Kommounisty stran Azii i Afriki - v avangarde bor'by za svobodou inatzional'noujou nezavisimost'*. Narody Azii i Afriki, N° 5, 1961, pp. 15-31.
- TCHERNOV, F. *Splotchenie sil mejdounarodnogo kommounistitcheskogo dvijenija*. Azija i Afrika segodnja, juin 1961, N° 6, pp. 32-34.
- Tekouchtchie problemy mirovoj politiki*. Mirovaja ekonomika i mejdounarodnyje otnochenija, N° 7, juillet 1959, pp. 3-42.
- TEPLINSKY, B. *Military Bases and American Stratégie Doctrine*. International Affairs (Moscou), septembre 1959, pp. 79-85.
- TEPLINSKY, B. - SURRUN, F. *The Missile Business in the USA*. International Affairs (Moscou), avril 1960, pp. 37-44.
- TEPLOV, L. *Novyj etap v bor'bje za iranskoujou njeft*. Sovremennyj Vostok, juillet 1958, No 7, p. 63.
- TITOV, G. *The Eisenhower Doctrine and the Peoples of the East*. International Affairs (Moscou), mai 1958, pp. 38-41.
- TJAGOUNJENKO, V. *Nekotorye problemy bor'by narodov slaborazvityh stran za nezavisimost'*. Mirovaja ekonomika i mejdounarodnyje otnochenija, N° 3, mars 1959, pp. 83-93.
- TOMICHE, N. *L'évolution du pan-arabisme après la deuxième guerre mondiale*. Documentation française. Notes et études documentaires, N° 2423, 12 juin 1958, p. 35 ; N° 2424, 14 juin 1958, p. 12.
- Trade With the Soviet Bloc*. ME Afï., vol. 9, 1957, N° 2, pp. 76-80.
- TRET'JAKOV, P. *Soviet Technical Assistance to Underdeveloped Countries*. International Affairs (Moscou), février 1960, pp. 46-50.
- TUCKER, R. C. *The Psychology of Soviet Foreign Policy*. Problems of Communism, vol. VI, N° 3, mai-juin 1957, pp. 1-8.

- TZELICHTZEV, A. *Sotroudnitchestvo na osnove ravenstva i vzaimnoj vygody*. Pravda, 14 mars 1955.
- ULAM, A. B. *Soviet Ideology and Soviet Policy*. World Politics, vol. XI, N° 2, 1959, pp. 153-173.
- V bor'be za natsional'noje jedinstvo*. Sovremennyj Vostok, 1959, N° 9, pp. 5-8.
- VANDEWEGHE, L. *Le neutralisme afro-asiatique*. Chronique de la politique étrangère, vol. XIII, mars 1960, pp. 179-224.
- VARGA, E. *Anglo-amerikanskaja bor'ba za njeft na Bliznjem Vostoke*. Pravda, 22 octobre 1951.
- VASIL'JEV, I. *Trevoznje vesii iz Iraka*. Troud, 16 mai 1961.
- VATOLINA, L. *N. Manevry imperialistov v Egipte*. Izvestia, 12 mai 1950.
- VATOLINA, L. N. *Perspektivy promychlennogo razvitija Ob'edinnoj Arabskoj Respubliki*. Sovremennyj Vostok, 1958, N° 6, pp. 11-15.
- Vaznyj vklad v jedinstvo Arabskih narodov. (ObrazovateV.)* Pravda, 15 février 1958.
- VERHONTZEV, S. *Vydajen sessija proiz vedenija po natsional'nom voprosam*. Pravda, 22 mai 1950.
- VIKTOROV, JA. *Novye proiski imperialistov*. Pravda, 18 novembre 1951.
- VIKTOROV, L. *Baasisty na sloujbe reaktzii*. Sovremennyj Vostok, janvier 1960, N° 1, pp. 27-28.
- VIKTOROV, V. - SACHKO, N. *Liban napoutji njejlraliteta*. Mirovaja ekonomika i mejdounarodnyje otnochenija, janvier 1960, pp. 117-118.
- VISSCHER, P. DE. *Les aspects juridiques fondamentaux de la question de Suez*. Revue générale du droit international public, 3^e série, vol. XXIX, 1958, pp. 400-443.
- VOLOCHIN, F. *Obchtchestvennyje organizatzii Iraskoj respoubliki*. Sovremennyj Vostok, juillet 1959, N° 7, pp. 23-24.
- VOLSKY, D. *Arab Trade Unions*. New Times, N° 42, 1958, pp. 15-16.
- VRONSKIJ, B. *Imperialisticheskoje intrigy v Kouvejte*. Izvestia, 31 octobre 1953.
- VUCINICH, W. S. *Russia and the Near and Middle East*. Current History, vol. XXVIII, février 1955, pp. 80-88.
- WHEELER, G. *Russia and the Middle East*. Political Quarterly, 4 juin 1957, pp. 127-136.
- WHEELER, G. *Russia and the Middle East*. International Affairs (Londres), juillet 1959, pp. 295-304.
- WHEELER, K. *Russia's Ominous Threat to the Arab World*. Life, vol. XLII, avril 1957, pp. 135-152.
- WHRIGHT, E. *Defence and the Bagdad Pact*. The Political Quarterly, avril-juin 1957, N° 2, pp. 158-167.
- WRAGA, R. *Methods and Means of Soviet Foreign Policy*. Bulletin of the Institute For the Study of the USSR, vol. 6, N° 8, août 1956, pp. 3-19.
- WRIGHT, Q. *US Intervention in the Lebanon*. American Journal of International Law, vol. 53, 1959, N° 1, pp. 112-115.
- A Year of Republican Iraq*. World Today, vol. 151, juillet 1959, pp. 286-301
- Za droujby i sotroudnitchestvo mejdou Sovjetsko Sojoûzom i Iemenom*. Pravda 11 juin 1956.
- Za gloubokoe izoutchenie leninskogo teoretitsheskogo nasledija o vostoke*. Problemv vostokovedenija, N° 2, mars-avril 1960, pp. 3-14.
- Za obespetchenie mira i bezopasnosti na Bliznjem Vostoke. (NabljoudateV.)* Izvestia, , 1 civrij. 1 yoo,
- Zagovor agressorov. (ObozrevateV.)* Pravda, 30 juillet 1958.
- Zapadmje derjavy sorvali obsoujdenie sovjetskogo predlojenija v Sovjete Bezopasnosti*. Pravda, 7 novembre 1956.
- ZINNEK, P. E. *The Ideological Basis of Soviet Foreign Policy*. World Politics vol. IV N° 4, juillet 1952, pp. 488-511.
- ZOLOTAREV, V. *Torgovyje svjazi Sovjestkogo Sojoûza sotzialisticheskimi stranam Vnechnaja Torgovlja*, 1957, N° 11.
- ZVJAGIN, J. *Padjem antiimperialisticheskogo dvijenija na Bliznjem Vostoke*. Troud 18 septembre 1951.
- ZVJAGIN, J. *Sredizemnomorskij blok - ougroza mirou i bezopasnosti na Bliznjem Vostoke* Troud, 31 octobre 1951.
- ZVJAGIN, J. *Bor'ba imperialistov za srednjevostotchnoujou njeft*. Troud, 19 avril 1953.

REVUES DES REVUES

THE ARAB WORLD. Beyrouth, Arab World, 1952-1961.

THE CAIRO PRESS REVIEW. Cairo, Middle Eastern News Agency, 1953-1961

CURRENT SOVIET POLICIES. Ed. by Léo Gruliow. New York, 1953-1960.

INDEX

A

Abazah, F., 140
 Abbas, prince d'Oman, 39
 Abboud, M., 124
 Abdallah, Emir d'Oman, 39
 Abramov, S., 147
 Abuetan, B., 13
 Acheson, D.G., 16
 Adil, S., 125, 133
 Adjlani, M., 52
 Aflak, M., 50
 Ahmed, Imam d'Oman, 39
 Akopjan, G., 113
 Al-Azhari, I., 34, 35, 121
 Al-Djamali, A., 131
 Alexandrov, I., 140
 Al-Hajj, A., 127
 Allen, R.L., 32, 33, 81, 83, 84, 86, 88-91
 Al-Suhl, S., 64, 65
 Al-Yafi, A., 64
 Amin, M., 140
 Amin, Q., 122
 Aref, A.S., 135
 Atatürk, K., 116, 138
 Attwood, W., 29, 49, 141
 Azzam, A. Secrétaire général. Ligue arabe, 9

B

Bachour, R., 149
 Badeau, J. S, 5
 Bagdad, Pacte de, 12, 18, 22, 23, 25-28, 44, 56, 64, 131
 Bagramov, E., 106
 Balabouchevitch, V.V., 125, 126
Bandoeng, Conférence de, 21, 28, 29, 36, 48, 51, 73, 105, 106
 Bechtold, H., 120
 Begdache, Ch., 25, 44, 50-52, 61, 107, 119, 120, 124, 131-134, 139, 140
 Beljajev, E., 36
 Beljajev, I., 124, 148
 Ben Ali, Gh., Imam d'Oman, 37
 Ben Gourion, D., 48, 147
 Bennigsen, A., 4
 Berliner, J., 75, 85, 86, 88, 90, 93-95
 Bernard, L., 144
 Bitar, S., 50, 51, 58, 60, 63, 130, 150
 Bizri, A., 52, 63
 Bolton, A. R. C., 5
 Boulganine, N., 8, 12, 48, 49, 56, 60, 146, 147, 150, 152
 Brun, C., 75
 Bull, O., 69
 Burns, Ch., 47
 Byrnes, J.F., 7

C

Carrère-d'Encausse, H., 4
 Chamoun, C., 64, 66, 67, 71
 Chehab, F., 65, 71
 Chejnys, Z., 143, 147
 Chepilov, D.T., 14, 15, 27, 30, 42, 45, 48, 49, 54, 64, 80, 98, 99, 150, 152
 Chichakly, A., 51, 52
 Chou en-Lai, 21
 Churchill, W.S., 6
Compagnie Maritime Universelle du Canal de Suez, 40, 42, 44
Conflicts des civilisations, 106
 URSS et Chine, 4
Constantinople, Convention de, 1888, 40, 42, 44

D

Dallin, D.J., 5, 6, 8, 30, 48, 61, 115, 116
 Day, R., 29, 58
 Degras, J., 109
 Demtchenko, P., 134
Doctrine Eisenhower, 14, 15, 37, 53-55, 58, 60, 66, 71, 147, 148
 Domdey, K.M., 93
 Dourdjevskij, V., 105
 Drambjantz, G., 36, 38
 Dulles, J.F., 5, 6, 16, 18, 30, 42, 46, 54
 Dwalibi, H., 9

E

Eddé, R., 152
 Eden, A., 12, 48
 Eisenhower, D.D., 29, 40, 45, 48, 53, 69, 70
 El Ghazzi, S., 150
 El Kaissouny, A.M., 96
 El Quahrani, A.K., 127
 El-Assali, S., 52, 61, 63
 El-Azm, Ch., 26, 31, 32, 52, 62, 101, 132
 El-Badr, M., 32
 El-Badr, prince d'Oman, 39
 El-Din, T.N., 32, 52, 63
 El-Hourani, A., 62, 63, 68
 El-Kouatly, Ch., 31, 32, 49, 51, 52, 62, 63
 El-Sadat, A., 59
 Emari, R., 88
 Encerclement, peur d', 2, 16, 17
 Esin, M., 60
 Eskandari, M., 118
 Esmer, A.Ch., 9

F

Faouzi, M., 45, 60
 Fisher, S.N., 28, 65

Fouzejev, V., 38
Frères musulmans, 9, 21, 25, 52, 120, 151
Front national, politique de, 19, 21, 25, 119-121

G

Galiev, S., 109
 Gaulle, Ch. de, 69
 Gemayel, P., 152
 Gohdonov, S.S., 21
 Gromyko, A., 14, 56, 59, 61, 70, 143, 144, 148
 Gruber, A.A., 118
 Guiringaud, L. de, 46

H

Hakim, A., 148
 Hammarskjöld, D., 47, 69, 70
 Harmel, M., 118
 Hatem, A.K., 107
Haut Comité Arabe de Palestine, 25
Haut-barrage d'Assouan, 78, 97-99
 Heikal, H., 142
 Hitler, A., 6, 10
 Hourani, A., 50, 52
 Huda, A., 20
 Hussein, roi de Jordanie, 140, 151

I

Ibn Saoud, 36, 37, 60
 Ivanov, K., 107, 135, 143, 147
 Izzard, R., 28, 102

J

Jaderji, K., 140
 Jawad, I., 141
 Jdanov, A.A., maréchal, 4
 Johnston, A., 51, 81
 Joukov, E., 4, 105, 106, 109, 114, 116
 Joukov, G.K., 61
 Jumlat, K., 65

K

Kahin, G. M., 8
 Kallas, Kh., 51, 101
 Karamé, R., 65, 66, 71
 Karangia, R.K., 139
 Kassem, A.K., 102, 125, 135, 136, 140, 141
 Kawan, L., 86, 98, 100, 103
 Kayali, Y., 100
 Khaled (nom en clandestinité), Secrétaire général du parti communiste égyptien uni, 120, 121
 Khokhlov, I., 66
 Khrouchtchev, N.S., 3, 4, 9, 12, 27, 41, 57, 61, 69, 92, 99, 105, 123-125, 133, 136, 138, 139, 142, 146, 150, 152
 Kia-Nouri, 118
 Kiesewetter, B., 82, 84, 85
 Kirjouchin, V., 92, 95
 Kiselev, V.I., 41, 43, 56, 99
 Kitkejev, J., 103

Kondrachov, S., 131, 137, 140
 Koratejev, N., 131
 Kroef, J.M.v.d., 123
 Kubbah, I., 102

L

Lapitzkij, J., 21
 Laqueur, W.Z., 4, 8, 13, 30, 74, 90, 108, 116, 139
 Laurent, F., 4, 119
 Lebedjev, E.A., 25
 Ledda, R., 126
 Lehoud, S., 32, 64
 Lénine, V.I.O., 1, 76, 107, 108, 111, 112, 115, 116, 119
 Levinson, G.I., 117, 118
Ligue arabe, 37, 38, 134
 Lilienthal, A., 40
 Lippmann, W., 8
 Lodge, C., 45, 47
 London, I., 12
Londres, Conférences de 1956, 41, 42, 44
 Losev, S., 26
 Loutskij, V.B., 131, 143

M

MacMillan, H., 69
 Mahmoud, H., 85
 Majevskij, V., 127
 Malenkov, G.M., 8
 Malik, Ch., 15, 32, 64, 65, 68
 Mao Tsé-Toung, 69, 109, 115
 Marx, K., 76, 119
 Maslennikov, V.O., 112, 113
 Medvedev, V., 24
 Mendérès, A., 26, 56, 60
 Menon, K., 43
 Menzies, J., 42
 Messaouak, H., 119
 Michau, S., 98
 Mikhajlov, M., 146
 Milovanov, I., 135
 Mohieddin, Ch., 55, 134
 Mollet, G., 48
 Molotov, V.S., 6, 8
Montreux, Convention de, 7, 8
Moscou, Conférence de, 1960, 123
 Mossadegh, M.H., 114, 115
 Moukhitdinov, N., 109, 116, 117

N

Nassar, F., 144
 Nasser, G.A., 15, 21, 22, 28, 29, 38, 40-43, 49, 58, 63, 66, 75, 95, 96, 98, 99, 132, 134-137, 139, 141
Nationalisme arabe, 39, 54, 58, 61, 64, 67, 68, 98, 105-110, 116, 124, 132, 139, 140
 Bourgeoisie nationale, 111-114, 116, 119, 120, 123, 125, 126, 128
 Bourgeoisie nationale, définition, 117, 118
 Compradore bourgeoisie, 115, 118
 Intelligentsia militaire, 119
 Néguib, M., 21
 Nehru, J., 48, 69

Neutralisme, 20-22, 24, 27, 32, 40, 65, 70, 117
 Nilskij, A., 38
 Novikov, I., 99
 Nuseibeh, H. Z., 108

O

Osipov, G., 26
 Oweini, H., 64

P

Partis

Bloc nationaliste syrien, 51
 Front constitutionnel syrien, 51, 52
 Ligue arabe du Sud d'Aden, 38
 Mouvement de la libération arabe, 52
 Mouvement soudanais de libération nationale, 121
 Organisation communiste soudanaise, 121
 Parti
 communiste soudanais, 22
 Parti communiste chinois, 109
 Parti communiste d'Ouzbékistan, 116
 Parti communiste égyptien uni, 120
 Parti communiste irakien, 24, 102, 125, 127, 135
 Parti communiste israélien, 144
 Parti communiste jordanien, 67
 Parti communiste soviétique, 2, 57
 Parti communiste soviétique, 20^e Congrès, 105, 116, 124
 Parti communiste soviétique, 21^e Congrès, 3, 117, 123, 133, 139
 Parti communiste soviétique, 22^e Congrès, 2, 133
 Parti communiste syro-libanais, 25, 26, 44, 50, 52, 119, 120, 130-132, 135, 139
 Parti de l'indépendance d'Irak, 24
 Parti démocrate soudanais, 121
 Parti des travailleurs polonais, 3^e Congrès, 133
 Parti national démocrate d'Irak, 24
 Parti nationaliste syrien, 50, 52, 63
 Parti national-socialiste jordanien Baas, 25
 Parti social nationaliste syrien (Parti populaire syrien), 51
 Parti social-démocrate danois, 57
 Parti syrien de la renaissance socialiste arabe Baas, 50,-52, 63, 130, 135
 Parti Tudeh d'Iran, 115
 Parti Umma soudanais, 34
 Parti unioniste du Soudan, 34
 Parti Wafd égyptien, 9, 17
 Partis et organisations pro-communistes
 Front anti-impérialiste, 121
 Front anti-impérialiste soudanais, 27
 Mouvement de la libération, 51
 Partisan de la paix en Koweït, 25
 Partisan de la paix en Syrie, 25
 Partisans de la paix au Liban, 57
 Partisans de la paix d'Irak, 24
 Pavlov, V.I., 118
 Pays arabes, situation économique
 Disponibilités financières limitées, 92
 Primauté de la production, 76
 Primauté du développement de l'industrie lourde, 76
 Réexportation du coton moyen-oriental par l'URSS, 86, 90
 Revente du coton égyptien sur le marché mondial par la Tchécoslovaquie, 91

PAYS ARABES, SITUATION ÉCONOMIQUE, 78, 79
 Pearson, L., 47
 Perchitz, A.I., 36, 67
 Petrov, K., 24
 Philby, J. Sir, 36
 Plychevskij, I., 137
 Ponomarev, B., 124, 126, 127
 Potekhin, I., 106
 Primakov, E., 35, 36
 Prishavari, J., 7
 Prochin, N.I., 36

Q

Qavam, A., 7

R

Radouan, F., 96
 Ragab, A., 121
 Raleigh, J.S., 136
 Ribbentrop, J. von, 6
 Rodinson, M., 120
 Rokossowski, C., 57
 Roosevelt, F.D., 7
 Roy, M.N., 112

S

Sachko, N., 67
 Sadak, G., 76
 Sadtchikov, M., 120
 Safa, A., 52
 Safi, A., 127
 Said, N., 19, 24, 33, 51, 62, 67, 102, 140
 Salem, S., 23, 64, 139, 145
 Sayegh, Y.A., 78, 81, 83
 Schulz, R., 107
 Scott, N.B., 84, 85, 88, 89
 Sejfoul'-Mouljoukov, F., 135
 Serraj, A.H., 50, 52, 63
 Sharett, M., 145
 Shwadran, B., 135, 141
 Sidky, A., 97
 Soboljev, A., 47, 66, 67, 70
 Soekarno, A., 48
 Solod, D.S., 29, 30, 32, 80, 139, 145
 Soultanov, A., 21, 39
 Spinoza, B., 110
 Staline, J. V., 1
 Staline, J.V., 2, 4, 6-8, 106, 109, 112, 113, 115, 116, 138, 144
 Sweiss, S., 144

T

Takla, Ph., 32
 Tchchang Kai-chek, 66, 138

U

Unité arabe, 22, 107, 130-133, 136
 Usakov, D.N., 5

V

Vacuum, théorie de, 16, 28, 54, 58, 59
Varga, E., 117
Vatolina, L., 21, 76, 112, 127
Verhontzev, S., 113
Vichinskij, A., 147
Viktorov, L., 135
Viktorov, V., 67
Volin, B.M., 5
Voroehilov, K., 48
Vorovskij, G., 27

W

Wheeler, G., 7, 17, 115

Y

Younès, A.H., 50

Z

Zinner, P.E., 108
Zolotarev, V., 82

NOTE SUR L'AUTEUR

Né en Hongrie qu'il avait quitté après la Révolution de 1956, Victor Segesvary avait travaillé avec l'Organisation des Nations Unies dans le domaine de développement économique et social pendant 25 ans. Son long séjour en Asie et en Afrique l'a nécessairement rendu conscient de l'existence de multiple mondes humains et l'a amené à réaliser que la compréhension de l'Autre et la tolérance sont indispensables dans les relations humaines. Il a obtenu à l'Université de Genève un doctorat en science politique et relations internationales de l'Institut de Hautes Etudes Internationales, et un doctorat en théologie réformée de la Faculté de Théologie Protestante. L'étendu de ses connaissances est très vaste embrassant les domaines de la sociologie, de l'économie, de l'histoire et de la philosophie – en plus de la "nouvelle" science de l'étude comparative des civilisations. Il a publié un grand nombre de livres et d'articles, entre autres, *Inter-Civilizational Relations and the Destiny of the West : Dialogue or Confrontation?* (Les relations inter-civilisationnelles et le destin de l'Occident: Dialogue ou confrontation ?); *From Illusion to Delusion: Globalization and the Contradictions of Late Modernity* (De l'illusion à la désillusion : La globalisation et les contradictions de la modernité tardive); *Dialogue des Civilisations: An Introduction to Civilizational Analysis* (Dialogue des civilisations : Introduction à l'analyse des civilisations); *Existence and Transcendence: An Anti-Faustian Study in Philosophical Anthropology* (Existence et transcendance: Une étude anti-Faustienne en philosophie anthropologique), et, finalement, *World State, Nation States or Non-Centralized Institutions? A Vision of the Future in Politics* (L'Etat mondial, Etats-nation ou des institutions non centralisées ? Une vision de l'avenir en politique). La carrière de Victor Segesvary figure dans le dictionnaire biographique de Marquis' dans les séries *Who Is Who in America* et *Who is Who in the World*.